Genève Paris

Bruno Astarian
L'Abolition de la valeur

entremonde

rupture

Cet ouvrage a été composé en Charter et en Akkurat.
Il a été achevé d'imprimer en Bulgarie en août 2017 sur
les papiers Salzer et Pop'Set.

ISBN 978-2-940426-38-6
ISSN 1662-3231

Couverture: Image extraite du film *Ballet mécanique* (1924)
de Fernand Léger et Dudley Murphy

Entremonde, 2017.

Table des matières

Présentation —13

Chapitre 1
L'abolition de la valeur selon Marx —21

Toutes les variantes de la théorie de la valeur procèdent d'une vision implicite ou explicite de l'abolition de la valeur. Pour Marx, celle-ci s'identifie largement à l'abolition du marché et à la planification. Cela ne va pas sans poser de sérieux problèmes, que les recherches du GIK, en application de la *Critique du programme de Gotha*, ne dépassent nullement.

1 Introduction : qu'est-ce qui faisait parler Marx ? —21
2 Évocations de la société communiste dans *Le Capital* —24
3 La *Critique du programme de Gotha* —29
3.1 Répartition du produit social et taux d'exploitation des « hommes libres » —30
3.2 Abolition du marché et abolition de la valeur —35
3.3 Les bons de travail, le droit et la police —38
3.4 La bénédiction du Père Enfantin —41
4 Autres références —47
5 Le GIK et la comptabilité en temps de travail —49

Chapitre 2
La théorie marxienne de la valeur d'après le premier chapitre du *Capital* —58

Le premier chapitre du *Capital* peut-il encore être considéré comme fondateur d'une théorie de la valeur adéquate à notre époque ? L'attention insuffisante que Marx porte à la notion de valeur d'usage, la définition imprécise de la substance de la valeur – le fameux travail abstrait – amènent à penser qu'il faut reprendre la question. C'est aujourd'hui possible parce que la

perspective du dépassement du travail dans le communisme permet de renoncer à la notion de travail abstrait.

1 Le point de départ de Marx : la marchandise —59
1.1 La valeur d'usage —59
1.2 La valeur d'échange, la valeur —61
2 Substance de la valeur : le problème du travail abstrait —64
2.1 De la marchandise au travail-substance de la valeur —64
2.2 Les deux approches du travail abstrait —66
2.2.1 Approche sociale : Le « travail de la société tout entière » —66
2.2.2 Approche physiologique : La dépense de force humaine —68
3 Mesure de la valeur —74
4 Travail simple, travail complexe —76
5 Valeur et société dans le premier chapitre du *Capital* —78
5.1 Quels producteurs ? —78
5.2 Quels échanges ? —84
6 Le fétichisme de la marchandise —90
7 Digression : Isaac Roubine et le travail abstrait —95

Chapitre 3
La valeur comme forme sociale des moyens de production —105

Il s'agit ici de *mettre au concret* la théorie de la valeur-travail en procédant de la même façon que Marx : abstraire des différents travaux concrets ce qu'ils ont en commun, rendant les marchandises échangeables. On isole ainsi deux déterminations pratiques qui définissent tout travail producteur de valeur, à savoir la recherche permanente de la productivité et de la normalisation, conditions nécessaires et suffisantes de l'échangeabilité.

1 Point de départ : le capital reposant sur ses propres bases —106
1.1 Production pour la production —106
1.2 Un modèle à deux classes —108

2 Interdépendance et multiplication des capitaux —109
3 Le travail producteur de valeur (travail abstrait ?) —116
3.1 Productivité —118
3.1.1 Productivité et temps de travail socialement nécessaire —118
3.1.2 Concurrence et monopole —122
3.2 Normalisation —125
3.2.1 Utilité des objets et valeur d'utilité des marchandises —125
3.2.2 Normalisation du travail —130
3.3 Définition du travail valorisant —133
4 Substance, grandeur et réalisation de la valeur —136
4.1 Rappel —136
4.2 Le temps, substance de la valeur —137
4.2.1 Inscription du travail valorisant dans la marchandise —137
4.2.2 La substance de la valeur comme ce qui circule —138
4.2.3 La substance de la valeur comme ce qui se mesure —142
4.3 Échange des marchandises, réalisation de la valeur —143
5 Travail simple, travail complexe —145
6 Conclusion provisoire —147

Chapitre 4
L'échange et la sphère improductive —150
Après avoir placé résolument toute la création de la valeur dans la sphère de la production, il est possible de poser sur des bases assainies les questions de l'échange et du travail improductif.
1 L'échange, activité qui prend du temps —150
2 La question du travail productif dans *Le Capital* —153
2.1 Le travail productif dans la V^e^ section du *Capital* —153
2.2 Le travail productif dans le *Chapitre inédit* —154

3 Capitaux et travailleurs productifs/improductifs —158
3.1 Formation du secteur improductif —160
3.2 Conversion de la plus-value en capital improductif et en consommation des capitalistes —162
3.2.1 Conversion simple —162
3.2.2 Conversion complexe —163
3.2.3 Économie du secteur improductif —168
4 Travail productif et prolétariat —171

Chapitre 5
Moishe Postone : la valeur et la domination abstraite —178
Exemple d'une lecture critique et moderne de Marx, le livre de Postone échoue à refonder une théorie du mode de production capitaliste qui englobe en elle la contradiction porteuse de son dépassement. La raison en est que Postone veut faire de la théorie de la valeur la totalité de la théorie communiste.
1 Travail transhistorique et travail historiquement spécifié —179
2 Travail abstrait, domination abstraite, sujet automate —182
3 Spécificité de la marchandise force de travail —191
4 Valeur et productivité. Le moulin de discipline —197
5 Le bébé et l'eau du bain —201
6 Recherche d'un dépassement possible —205
7 Conclusion : popularité de la théorie critique de la valeur —213

Chapitre 6
Socialité de la valeur ? Crise de la valeur ? —218
La valeur n'est pas l'instance dominatrice contre laquelle se révolte le prolétariat. Ni la réification ni la marchandisation de la vie ne sont son problème. En tant que classe sans-réserves et contrainte de ce fait au travail et au surtravail, le prolétariat est confronté au capital, et non à la valeur. Il n'est pas possible de faire reposer le projet révolutionnaire sur une « crise de la valeur ».

1 Socialité de la valeur ? —218
1.1 La domination réelle du capital et le règne généralisé de la valeur —218
1.1.1 Marchandisation de la vie privée —220
1.1.2 Recherche de rentes —226
2 Crise de la valeur ? —227
2.1 Postone, Kurz et Jappe —227
2.2 *Crises*, de Léon de Mattis —229
2.3 La « Crise de la valeur » selon *Perspective internationaliste* (Sander) —239
3 Conclusion —244

Chapitre 7
Valeur, capital et lutte des classes —246
Le prolétariat est constamment en rapport avec la valeur, mais celle-ci est toujours sous la forme du capital. Le rapport prolétariat/capital est un rapport de lutte des classes. La lutte des classes implique des pertes de valeur. Si la lutte reste à un niveau quotidien, on a dévalorisation, perte quantitative de valeur. Si elle explose en insurrection, on a *dévaloration*, c'est-à-dire remise en cause de la valeur comme forme sociale.
1 Rapport du prolétariat à la valeur et au capital —246
1.1 Marché du travail —247
1.1.1 Circulation des travailleurs sur le marché du travail —248
1.1.2 Détermination du niveau des salaires —249
1.2 Procès de production —250
1.2.1 Activité valorisante —250
1.2.2 Association des travailleurs par le capital fixe —252
1.3 Reproduction immédiate —253
2 Capital et dévalorisation dans la lutte quotidienne entre les classes —255
2.1 La lutte quotidienne entre les classes —256
2.2 Dévalorisation —259

2.3 Accumulation intensive et élimination de travail vivant —261
3 Capital et valeur dans l'insurrection —263
3.1 Des luttes quotidiennes à l'insurrection —263
3.1.1 Rupture qualitative dans l'affrontement des classes —263
3.1.2 Différence entre grève radicale et insurrection —267
3.2 L'insurrection comme rapport social spécifique —271
3.2.1 Initiative prolétarienne insurrectionnelle —271
3.2.2 Apparition fugitive du pur sujet —277
3.2.3 L'insurrection comme rapport social —279
3.3 Prise de possession et *dévaloration* —284
3.3.1 Rapport de l'insurrection au capital constant —288
3.3.2 Rapport de l'insurrection aux subsistances —289
3.3.3 Insurrection et forme dé-valeur —290
4 Conclusion —293

Chapitre 8
Quels sont les enjeux de la mise au concret de la théorie de la valeur ? —295

Comme la théorie de la valeur ne définit pas le rapport entre les classes, elle ne permet pas de comprendre la contradiction fondamentale du MPC, les crises et leur dépassement communiste. Dans toutes ses formes, cependant, la théorie de la valeur comporte une projection du communisme comme valeur abolie. Sur la base de la mise au concret de la théorie de la valeur, cette projection aboutit à la définition d'une activité totalisante, pas seulement productive, qui dépasse le travail.

1 Rupture dans le plan du *Capital* —295
1.1 Marx sur la première section du *Capital* —296

1.2 Exemple du travail simple/travail complexe (rappel) —297
1.3 Aliénation et exploitation —299
2 Différentes approches du dépassement de la valeur —301
2.1 Le programme prolétarien (rappel) —301
2.2 Abolir le travail abstrait ? (*Perspective internationaliste*) —302
2.3 Abolir le travail tout court —306
2.3.1 Négation de la productivité —306
2.3.2 Négation de la normalisation —310
2.3.3 Objectivité pour soi, dépassement de la valeur et du travail —313
3 Abolition du capital, dépassement de la valeur : une perspective —315
3.1 Nécessité de la reprise de la production —315
3.2 De la prise de possession des moyens de production à l'APSP —317
3.2.1 Limites de la prise de possession de l'appareil productif —317
3.2.2 Déqualification des prolétaires —321

Épilogue
Théorie de la valeur et théorie communiste —324

Présentation

L'objet de ce livre est de refonder la théorie marxienne de la valeur dans les conditions actuelles du mode de production capitaliste. La différence fondamentale avec l'époque de Marx est que ces conditions sont aujourd'hui telles qu'il est devenu impossible d'envisager le communisme comme une société des « travailleurs associés ». L'abolition de la valeur-travail ne peut pas s'envisager sans l'abolition du travail aussi. Il faut commencer à réfléchir à ce que pourrait être une société sans travail – ce qui ne veut pas dire sans production.

À chaque époque, la question de la valeur s'impose à qui veut envisager le dépassement du mode de production capitaliste. Le capital étant valeur en procès, l'abolition des rapports sociaux capitalistes est aussi celle de la valeur. Et avant d'envisager le procès capitaliste d'accumulation de la valeur et et ses contradictions, il convient d'examiner ce qu'est la valeur elle-même. Dans cette recherche, la valeur est évidemment considérée comme une catégorie historique qui doit être dépassée en même temps que le mode de production capitaliste. Pour cette raison, la théorie de la valeur ne se développe jamais sans une projection implicite ou explicite du communisme comme *valeur abolie*. Pour Marx, l'abolition de la valeur s'identifie largement à l'abolition du marché et à la planification. Cela ne va pas sans poser de sérieux problèmes, qui apparaissent en particulier dans les textes emblématiques de la *Critique du programme de Gotha* et du premier chapitre du *Capital.* De même que la *Critique du programme de Gotha* ne peut plus servir de cadre de réflexion pour penser l'abolition de la valeur et le passage du capitalisme au communisme, de même une lecture attentive du premier chapitre du *Capital* amène à penser qu'il faut reconsidérer en profondeur la définition de la valeur.

Une des raisons pour lesquelles une reprise de la théorie marxienne de la valeur est légitime se trouve dans les approximations et les insuffisances des raisonnements de Marx. Des marxistes patentés comme Isaac Roubine, et d'autres moins orthodoxes comme

Moishe Postone, en ont vu certaines mais ne sont pas parvenus à les dépasser. Ils ont vu par exemple qu'il est difficile de défendre la définition du travail producteur de valeur, le fameux travail abstrait, comme dépense physiologique de muscles et de nerfs. Mais les solutions qu'ils proposent ne sont pas satisfaisantes. On trouvera dans ce qui suit notre proposition sur la compréhension de ce point épineux et de quelques autres.

Une autre raison justifiant la remise en chantier de la théorie de la valeur est que la théorie de la valeur de Marx et des marxistes n'est pas cohérente avec l'ensemble théorique que le courant dit communisateur a produit depuis les années 1970 et dont ce livre se revendique. Pour ce courant, la révolution qui dépassera le mode de production capitaliste ne se réalisera pas comme prise du pouvoir par le prolétariat et transformation de la société en vue de réaliser le communisme, mais comme abolition immédiate de l'exploitation, du capital *et* du prolétariat, de la valeur et de toutes les catégories de la société actuelle. Le prolétariat n'abat pas le capital pour créer le communisme mais en le créant. Sur la base de telles propositions, est-il cohérent de conserver à l'identique la théorie de la valeur telle que Marx l'expose ? On verra que non. C'est pourtant ce qui s'est passé depuis quarante ans. On comprendra pourquoi une telle incohérence a été possible en remarquant d'une part que le courant communisateur comporte des partisans de la théorie critique de la forme-valeur. Ceux-ci prétendent dévoiler la vraie théorie de la valeur de Marx et pensent pouvoir amener Marx sur le terrain de la communisation (cf. chapitres 5 et 6). On observera d'autre part qu'il y a une césure entre les premières sections du *Capital*, consacrées à la valeur, et le reste de l'œuvre. Cette césure (cf. chapitre 8) fait qu'il est finalement possible d'avoir une théorie du capital qui est juste avec une théorie de la valeur qui est fausse. Mais c'est alors la projection du communisme qui est déficiente.

Il faut enfin souligner que la nécessité de reprendre la théorie marxienne de la valeur ne répond pas à une exigence scientifique ou théorique abstraite mais au fait que les luttes qui ont fondé le courant communisateur, c'est-à-dire les révoltes contre le travail fordisé, ont

provoqué une nouvelle conception de ce que pourrait être l'abolition du mode de production capitaliste. Au lieu de concevoir celle-ci comme l'accession de la classe ouvrière à une position hégémonique après l'élimination des capitalistes, les communisateurs (qui n'avaient pas encore ce nom) ont posé que la révolution que ferait le prolétariat consisterait en l'abolition des deux classes simultanément, et comporterait donc l'autonégation du prolétariat. Sur la base des révoltes ouvrières les plus radicales, notamment en Italie (non-respect de l'outil de travail, sabotage, coulage, absentéisme, indiscipline généralisée, absence de revendications), la théorie a dû envisager l'au-delà du travail, et donc aussi la *valeur abolie*[1]. Cela a fini par exiger de reconsidérer la valeur en elle-même. Il faut donc se replonger dans Marx (chapitres 1 et 2 du présent livre), avant de proposer notre propre vision de la question de la valeur (chapitres 3 et 4).

On ne va pas ici procéder à une énième interprétation des abstractions marxiennes, et en particulier de la notion de travail abstrait. On va les *mettre au concret,* pour dégager les déterminations *pratiques* et *sociales* qui caractérisent tout travail producteur de valeur, toute production exécutée par des producteurs privés indépendants. Marx parvient à la valeur-travail, à ce qui rend les marchandises échangeables, en faisant abstraction des déterminations particulières de chaque type de travail concret. Que reste-t-il alors dans les marchandises qui permettent que le drap s'échange contre le fer ? Il reste le fait qu'ils « sont tous ramenés au même travail humain, à une dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée[2] ». Nous procéderons selon la même méthode mais parviendrons à d'autres conclusions.

Roubine est encore largement considéré comme valide en ce qui concerne la théorie de la valeur. Or de l'aveu même de Roubine, Marx n'emploie pas la notion de travail abstrait comme un concept très

1 Une première tentative dans ce sens a été faite dans « Un monde sans argent. Le communisme », publié par Les amis de quatre millions de jeunes travailleurs (1975–1976), texte disponible en ligne.

2 K. Marx, *Le Capital* (1867) in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1963, p. 565.

construit. Cela est évident à la lecture du premier chapitre du *Capital*. Marx y emploie l'adjectif « abstrait » avec quelques hésitations. Ce sont les marxistes qui ont énormément élaboré le concept de travail abstrait. Ils avaient (ont) besoin du concept de travail abstrait pour masquer le fait que dans leur vision de la production communiste il y a encore des ouvriers qui travaillent, et que leur travail ne diffère pas essentiellement de celui des exploités du capitalisme. Mais, assurent-ils, il n'est pas abstrait. Au vu de la façon dont il envisage la société post-capitaliste dans la *Critique du programme de Gotha*, Marx ne les aurait sans doute pas reniés. Il aurait été marxiste !

On verra que la mise au concret de la théorie de la valeur est somme toute une affaire assez simple. Il suffit d'observer que la recherche permanente de la productivité et de la normalisation sont inhérentes à toutes les formes du travail des producteurs privés indépendants pour désigner ce que toutes les marchandises ont en commun, pour connaître les conditions nécessaires et suffisantes de l'échangeabilité des marchandises (chapitre 3). Or ces attributs de la production de valeur n'ont rien d'abstrait. Ce sont des pratiques sociales communes à toutes les branches de la production sociale. De plus, cela place résolument toute création de valeur dans la sphère de la production. L'échange n'intervient pas dans la genèse de la valeur comme forme. C'est dans la production que les marchandises acquièrent leur forme sociale, c'est-à-dire leur forme d'échangeabilité, comme résultat de la quête constante de productivité et de normalisation dans le procès même du travail qui les produit. Le travail producteur de valeur est ainsi pratiquement, concrètement déterminé, et n'a rien d'abstrait.

Dans cette nouvelle façon d'aborder la question, l'échange reste en dehors de la définition fondamentale de l'origine de la valeur, ce que Marx et Roubine ne parviennent jamais à faire complètement. Marx et les marxistes disent habituellement que l'échange est le seul moment où les producteurs privés indépendants entrent dans un rapport social. C'est une vision très limitée de la socialisation du travail. Car la forme fondamentale de cette socialisation c'est l'exploitation du travail par les capitalistes. Dire que l'échange est la socialisation

du travail permet certes de dire ensuite que cette socialisation est réifiée : les rapports entre les hommes (les producteurs échangistes) se réduisent à des rapports entre les choses (les marchandises dont ils sont porteurs). Et la réification devient l'ennemi, devient l'obstacle à la libération des hommes. Elle est l'aliénation dont il faut libérer le travail. Marx et les marxistes considèrent que, dans leur vision du communisme, les travailleurs ne sont pas exploités simplement parce que le « plan concerté » les associerait à la gestion de la production. La lecture attentive de la *Critique du programme de Gotha* montre comment se pose cette première pierre de l'édifice programmatique (chapitre 1).

Marx et les marxistes font reposer leurs analyses de la valeur sur la représentation de « producteurs » dont le travail n'est pas exploité. Cela procède d'une vision idéalisée du travail, où le travailleur et le propriétaire de la marchandise (celui qui procède à l'échange) vivent en harmonie dans la même personne. Roubine revendique lui-même ce modèle, sous prétexte de simplification. Cette étrange figure du producteur échangiste a été revendiquée comme une habile abstraction permettant d'analyser la valeur sans tenir compte des problèmes de classes et d'exploitation, comme un cas général englobant toutes les formes d'économie marchande. Comme pour le travail abstrait, c'est en fait un moment nécessaire pour masquer la similitude de la production capitaliste et de la production communiste telle que l'envisagent Marx et les marxistes : « Une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant d'après un plan concerté leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social[3] ». C'est là l'esquisse de ce qui sera un peu développé dans la *Critique du programme de Gotha*, et très développé dans « Fondements de la production et de la distribution communistes », publié en 1930 par les conseillistes du Groep van Internationale Kommunisten. Dans les deux cas, il s'agit de réconcilier le travail et la propriété. Le fait que le travail devient collectif et que la propriété devient publique est censé permettre de dé-réifier la vie

3 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 613.

sociale des travailleurs. Or la question n'est pas de savoir si la planification, encadrant le travail collectif et la propriété publique, rend les rapports entre les hommes « simples et transparents » et les débarrasse du fétichisme de la valeur. Elle est bien plutôt de savoir si elle permet de dépasser l'exploitation du travail et les classes. On verra que ce n'est pas le cas.

Si la communisation de la société doit un jour avoir lieu, ce ne sera pas par une lutte contre la soi-disant domination de la valeur sur l'humanité réifiée, mais contre celle du capital sur le prolétariat exploité. Certes, le prolétariat est à tout moment « au contact » de la valeur. Mais celle-ci n'est que la forme des moyens de production (y compris les subsistances) qui lui permettent de travailler. Le prolétariat ne connaît le monde que dans la forme de la valeur. Mais justement, la valeur n'est qu'une forme, celle de l'échangeabilité des produits du travail. Peut-on dire que le capital étant valeur en procès, capital et valeur sont des termes interchangeables ? Ce serait tenir pour négligeable le fait que ce qui fait passer de la valeur au capital c'est l'existence du prolétaire sans-réserves, dénué de tout sauf de sa force de travail. Cette séparation radicale du prolétaire vis-à-vis de ses moyens de travail et de vie, c'est la forme élémentaire, brutale et sans appel, de sa subordination au capital. Si l'on tient compte de cet élément décisif, il apparaît que le prolétariat ne connaît jamais la valeur que dans la forme de capital, c'est-à-dire dans une forme qui le contraint au surtravail bien plus qu'à l'échange, y compris sur le marché des subsistances (chapitre 7). C'est le rapport de classes qui contraint le prolétariat au surtravail – quand il a du travail. Et quand il n'en a pas, quand le capital refuse de façon massive d'acheter la force de travail ou ne le fait qu'à un taux de salaire impossible à accepter, alors la contradiction du rapport de classes explose et le prolétariat se soulève. C'est le moment de la possibilité du communisme.

Dans la phase de l'histoire de mode de production capitaliste où nous sommes parvenus, le problème n'est pas de sauver le travail de l'exploitation mais de débarrasser la production du travail. On a dit que c'est sur la base des luttes du prolétariat qu'un tel changement de point de vue a été possible et nécessaire. À partir de là, non seulement

la théorie de la valeur doit être reprise, mais de plus elle permet de mieux comprendre ce que pourrait être cette production sans travail. Essayons simplement de nous représenter une production débarrassée de la contrainte du temps. Souvent cela débouche sur une vision de l'au-delà de la valeur définie par l'abondance et l'automation. De telles projections montrent surtout la prégnance de notre conditionnement par les modalités capitalistes de la vie. Pour notre part, le fait de définir la forme-valeur de façon concrète et pratique nous permet de comprendre plus clairement ce que pourrait être une activité productive débarrassée de la valeur. La négation de la productivité et de la normalisation débouche sur une transformation complète de tous les rapports des hommes entre eux et à la nature, par la suppression de toutes les séparations. L'abolition de la valeur se fera comme une transformation totale de l'activité productive des hommes qui fera disparaître prolétaires et capitalistes, mais aussi l'économie, la productivité, la normalisation et toute « la saloperie concernant la valeur et l'argent » (Marx). En fin de compte, la théorie de la valeur telle que je l'envisage aboutit à une projection du communisme comme activité totalisante, pas seulement productive, qui dépasse le travail et toutes les catégories de la séparation.

Si la négation des paramètres qui définissent la forme-valeur permet, par un renversement théorique, de se représenter un peu ce que le dépassement de la contradiction des classes doit produire, il reste cependant que la théorie de la valeur ne permet pas de dire comment pourrait se faire la communisation de la société. La théorie de la valeur ne permet pas de penser les classes et leur contradiction. C'est là l'objet de la théorie de la révolution. Celle-ci repose sur la théorie du capital, qui analyse le rapport des classes dans sa contradiction et aboutit à l'insurrection comme rapport social spécifique comportant la possibilité du dépassement communiste. Si le schéma général est relativement clair, si la place qu'y occupe la théorie de la valeur est bien définie, il reste qu'une théorie de la communisation de la société reste à faire. Comment les prolétaires procéderont-ils pour nier le prolétariat, pour inventer une production sans productivité ni normalisation, invention qui sera leur autonégation ? Attribuons à la

faiblesse relative des luttes actuelles du prolétariat le fait que nous sommes ici sans réponse satisfaisante. Et assumons ce manque théorique plutôt que de rassurer les théoriciens en leur proposant un projet programmatique où ils trouveraient la confirmation politique de leur vision du capital, de la valeur et de leur dépassement (cf. Épilogue). La mise au concret de la théorie de la valeur a fait apparaître que derrière la question de l'abolition de la valeur il y en a une autre plus fondamentale, celle de la transformation complète des formes de la production sociale, celle du dépassement du travail, de l'autonégation du prolétariat et du dépassement des deux classes qui structurent la société mondiale actuelle : prolétariat et capital. Pour répondre à cette deuxième question ce n'est pas seulement le présent livre qui reste limité, mais l'ensemble de la théorie communiste de notre époque.

Le présent ouvrage n'est donc qu'une petite pierre dans une construction beaucoup plus vaste qui reste à faire. En partant de l'observation que les luttes les plus avancées du prolétariat dans la période actuelle rejettent l'identification au travail, il a été possible de renoncer à la notion de travail abstrait et de mettre au concret la théorie de la valeur. C'est là une simplification utile non seulement pour la théorie de la valeur prise dans ses limites propres, mais aussi pour la théorie communiste dans son ensemble. En effet, la définition du dépassement de la contradiction des classes comme *valeur abolie* fait maintenant apparaître une nouvelle compréhension de ce que pourra être la « manifestation totale de soi » que Marx et Engels cherchaient déjà à définir en 1846 (dans *L'Idéologie allemande*), mais sous l'espèce du travailleur libéré du capital. Il appartient à notre époque d'aller au-delà de ce point de vue limité. Cela ne se fera pas sans un développement massif des luttes du prolétariat, notamment dans les zones centrales du capitalisme mondialisé.

B. Astarian
Décembre 2015

Chapitre 1
L'abolition de la valeur selon Marx

1 Introduction : qu'est-ce qui faisait parler Marx ?

Avant d'étudier la théorie marxienne de la valeur telle qu'elle se présente dans le chapitre I du *Capital*, il convient d'examiner ce que Marx pensait de l'*abolition* de la valeur. Contrairement aux apparences, cela ne revient pas à mettre la charrue avant les bœufs. En effet, et quoi que Marx ait pu en penser lui-même, la théorie de la révolution n'est pas une science qui déduit le résultat (le communisme) de conditions qu'elle étudierait scientifiquement dans le mouvement du capital (la critique de l'économie politique). La théorie communiste part des luttes du prolétariat et cherche à comprendre comment la contradiction de classe qu'elles manifestent peut déboucher sur son dépassement, le communisme.

On appelle programme prolétarien l'ensemble des réponses que le mouvement ouvrier a données à ce problème. Le terme a été forgé au début des années 1970 pour rendre compte de ce que la théorie communiste des phases antérieures de l'histoire du mode de production capitaliste débouchait sur un programme politique prolétarien visant la transcroissance des luttes quotidiennes en luttes révolutionnaires. Il s'agit, de façon générale, de mesures qui affirment la dictature du prolétariat sur la société, c'est-à-dire la généralisation de la condition prolétaire à tout le monde, moyennant des aménagements qui éliminent la misère (réduction du temps de travail, protection sociale, instruction publique…). Évidemment, de telles mesures ne peuvent être exécutées sans la prise du pouvoir politique et le contrôle des moyens de production par « la société ». On trouve les premières formulations de ce programme prolétarien dans le *Manifeste du parti communiste* (1848), où dix mesures sont proposées, telles que les nationalisations, l'impôt sur le revenu fortement progressif, l'éducation libre et gratuite en alternance avec le travail industriel, le développement des forces productives par l'État, le travail obligatoire

pour tous. Ces mesures aboutissent, selon le *Manifeste*, à la disparition de l'État, qui fait place à « une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous [1] ».

Par la suite, notamment après la Commune, Marx et Engels ont dit qu'il ne fallait pas attacher trop d'importance à ces mesures. On retiendra cependant qu'elles consistent pour une part à extrapoler dans le communisme des caractéristiques décisives de la condition prolétarienne dans le capital et fondent ainsi ce que la *Critique du programme de Gotha* (1875) définira comme la première étape du communisme, autrement dit la société de transition. La notion de société de transition fait partie intégrante du programme prolétarien. Elle définit la société nouvelle telle qu'elle émerge juste de la révolution, avec tous les « stigmates » de la société bourgeoise dont elle est issue. En résumé, la notion de transition a pour fonction de voiler le fait que l'affirmation du prolétariat, sa « dictature révolutionnaire » reproduit les catégories du rapport social capitaliste. La société de transition permettrait des transformations sociales – comme le dépérissement de l'État ou l'apparition de l'abondance – qui aboutiraient effectivement au dépassement de ces catégories. Cette promesse est un leurre.

L'extrapolation de la condition prolétarienne dans le communisme (en tout cas dans la société de transition) est tout à fait claire dans le regard que Marx porte sur les coopératives ouvrières de production. L'adresse inaugurale de l'AIT soutient avec enthousiasme le mouvement coopératif « et surtout [les] manufactures coopératives montées, avec bien des efforts et sans aide aucune par quelques "bras" audacieux […] Elles ont prouvé que la production sur une grande échelle, et en accord avec les exigences de la science moderne, peut marcher sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de "bras" […] et que le travail salarié, comme l'esclavage, comme le servage, n'est qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître

1 K. Marx, F. Engels, *Le Manifeste du parti communiste* (1847) in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 183.

devant les travailleurs associés qui, eux, apporteront à leur tâche des bras bien disposés, un esprit alerte, un cœur réjoui[2] ».

Et ce n'est pas là qu'un discours politique de circonstance. Dans le Livre III du *Capital*, Marx dit la même chose avec la même conviction. Les coopératives de production « représentent, à l'intérieur de l'ancien système, la première brèche faite dans celui-ci, bien qu'elles reproduisent nécessairement et partout dans leur organisation réelle tous les défauts du système existant. Toutefois […] l'antagonisme entre le capital et le travail se trouve surmonté, même si c'est encore sous une forme imparfaite […] [les coopératives] montrent comment […] un nouveau mode de production prend forme et se dégage tout naturellement de l'ancien[3] ».

Ou encore :

> À un titre égal, les sociétés capitalistes par actions et les entreprises coopératives sont à considérer comme des formes de transition entre le mode de production capitaliste et le système d'association, avec cette seule différence que, dans les premières, l'antagonisme est surmonté de manière négative et, dans les secondes, de manière positive[4].

On a ici une très bonne formulation de la façon dont la société future est posée dans le prolongement de l'ancienne. C'est, nous l'avons dit, une caractéristique générale du programmatisme, qui se distingue ainsi fortement de la vision communisatrice de la révolution. Dans celle-ci, ainsi que nous le verrons, le prolétariat crée le communisme en se niant, en détruisant tout ce qui marque la condition prolétarienne, et toute extrapolation de cette condition par la révolution est donc exclue.

On a voulu ici illustrer rapidement le contexte historique dans lequel les luttes du prolétariat contre le capital amènent la théorie communiste à définir la révolution comme affirmation et hégémonie

2 K. Marx, *Adresse inaugurale et statuts de l'Association internationale des travailleurs* (1864) in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 466.

3 K. Marx, *Le Capital* (1867), Livre III, chapitre XV : « La division du profit » in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. II, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, p. 1178.

4 *Ibid.*, p. 1179.

de la classe du travail. C'est sur cette base que Marx a, dans de rares occasions, parlé de ce que serait l'abolition de la valeur. En fait, le plus souvent le passage à la société communiste n'est pas défini d'abord en termes d'abolition de la valeur. Cette problématique n'est pas au centre des préoccupations de Marx quand il parle de la société future, et il ne fait, dans le meilleur des cas, que mentionner que la valeur est bien abolie et que donc la révolution a atteint son but. J'exploiterai pour cette question deux sources principales : *Le Capital* et la *Critique du programme de Gotha*.

2 Évocations de la société communiste dans *Le Capital*

Pour illustrer ses analyses critiques de la société capitaliste, Marx choisit parfois de la comparer à ce que ce qui se passerait dans une « société d'hommes libres agissant selon un plan concerté ». La problématique de la valeur n'est qu'exceptionnellement évoquée dans ces remarques incidentes, parfois très brèves. Le plus souvent, elles veulent montrer la supériorité de l'économie communiste sur le gaspillage et l'imprévoyance de la société capitaliste.

Prenons l'exemple du chapitre X du Livre II : « La rotation du capital variable ». Marx y discute notamment du problème posé par les travaux qui sont de longue durée, comme la construction de chemins de fer, et qui donc ponctionnent pendant des années des ressources sociales (moyens de production et subsistances) sans rendre rien à la société tant que le chantier des chemins de fer n'est pas terminé. Marx montre que la solution capitaliste à ce problème consiste à jeter de l'argent sur le marché, mais sans considération pour le fait qu'il n'y a pas de production correspondante en face. Cela « provoque une expansion soudaine, bientôt suivie d'un effondrement… Cela dure jusqu'à la débâcle inévitable ». Peu importe ici que les arguments de Marx qui prouvent l'inéluctabilité de cette crise ne soient pas entièrement convaincants. Ce qui compte pour notre propos c'est qu'ils permettent à Marx d'affirmer que « [d]ans la société capitaliste

[…] où l'entendement social ne s'affirme qu'*après coup*, de grandes perturbations peuvent et doivent sans cesse surgir[5] ».

À l'opposé de cette régulation *post festum* par le marché, « si nous imaginons à la place de la société capitaliste une société communiste, le problème se réduit simplement à la nécessité pour la société de calculer d'*avance* la quantité des moyens de production et de subsistance qu'elle peut, sans le moindre préjudice, employer à des entreprises (par exemple la construction de chemins de fer) qui ne fournissent ni moyens de production ou de subsistance ni effet utile pendant un temps assez long […] mais soustraient à la production annuelle totale du travail des moyens de production et de subsistance[6] ».

Trois éléments nous intéressent dans ce passage. D'une part, la dénonciation du marché. L'entendement social qui ne se fait qu'après coup, c'est en effet la régulation de la production par le marché. Cela explique le manque de maîtrise des capitalistes sur le processus social de production. On verra plus loin l'importance que le marché joue dans la problématique marxienne de la valeur. À cela, d'autre part, Marx oppose le calcul fait à l'avance, très « simplement ». Ce calcul, ce sont les « travailleurs associés » qui le font dans un plan concerté qui évite les crises et gaspillages, ainsi que les souffrances qu'elles provoquent chez les travailleurs. On discutera plus loin de la simplicité supposée de cette option. Enfin, il faut juste souligner que l'évocation de la société communiste a aussi pour fonction de montrer la supériorité de l'économie communiste sur l'économie capitaliste. Grâce à la simplicité du calcul économique des planificateurs, le communisme résout sans peine des problèmes que le capitalisme ne peut traiter que par la crise. *Mais ces problèmes sont identiques d'une société à l'autre*. L'économie demeure, dans le communisme, le mode adéquat de conscience et de gestion de la société par les « hommes libres ».

Peu ou prou, on peut dire la même chose de la plupart des dix occurrences que j'ai recensées où Marx parle de la société communiste dans *Le Capital*. Par exemple dans le chapitre du Livre III sur la rente

5 *Ibid.*, p. 694, souligné par moi.
6 *Ibid.*, souligné par moi.

différentielle, Marx suppose que « la société s'organise comme une association consciente agissant selon un plan », et conclut que les prix des produits agricoles seraient beaucoup moins élevés. Etc. Il y a des exceptions cependant.

Dans le chapitre XIII du Livre II, « Accumulation et reproduction élargie », Marx reprend le même problème qu'au chapitre X (« Reproduction simple ») que nous venons d'évoquer. Et il termine un passage assez technique par :

> Sur la base de la production socialisée […] le capital-argent disparaît. La société répartit la force de travail et les moyens de production dans les différentes branches d'industrie. Le cas échéant, les producteurs pourraient recevoir des bons leur permettant de prélever sur les réserves de consommation de la société des quantités correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent. Ils ne circulent pas[7].

Dans ce passage, qui constitue les dernières lignes du Livre II, on peut considérer que Marx s'approche du problème de l'abolition de la valeur puisqu'il parle de l'abolition de l'argent et de son remplacement par des bons de travail. Cette observation reste toutefois purement incidente, sans autre développement, sans référence à l'analyse de la marchandise et de la valeur faite au début du Livre I.

On trouve aussi, dans le chapitre XXVII du Livre III, « La concurrence et ses illusions », un long passage sur la forme et le contenu des catégories économiques selon la société considérée.

> [S]i l'on réduit le salaire à son fondement général, c'est-à-dire à la partie du produit de son propre travail qui entre dans la consommation individuelle de l'ouvrier, si l'on débarrasse cette part de ses limites capitalistes en lui donnant l'extension que permettent d'une part les forces productives existantes de la société […] et que requiert d'autre part le plein épanouissement de la personnalité ; si, en outre, on réduit le surtravail et le surproduit au volume nécessaire, d'une part pour la constitution d'un fonds d'assurance et de réserve, d'autre part pour

7 *Ibid.*, p. 862–863.

> l'extension continuelle de la production dans la mesure déterminée par les besoins sociaux ; enfin, si l'on comprend dans le travail nécessaire, venant en premier rang, et dans le surtravail, venant en second rang, la quantité de travail que les membres de la société capables de travailler doivent toujours accomplir pour ceux qui ne peuvent pas encore ou qui ne peuvent plus travailler ; en bref, si l'on débarrasse le salaire aussi bien que la plus-value, le travail nécessaire aussi bien que le surtravail, de leur caractère spécifiquement capitaliste, il est certain que ces formes disparaissent, et seuls restent les fondements qui sont communs à tous les modes sociaux de la production [8].

Cette longue citation est un condensé du programme prolétarien : le salaire est augmenté, le surtravail est diminué, donc le temps de travail total aussi ; la production augmente continuellement ; tout le monde travaille (sauf ceux qui ne peuvent pas). « En bref », cela revient à dépasser le capitalisme pour retrouver ce qui est commun à tous les modes de production. Mais on a conservé salaire et plus-value, travail nécessaire et surtravail, puisque l'on s'est contenté de les débarrasser de leur « caractère spécifiquement capitaliste ». De la sorte, on est en droit de se demander si la valeur a été abolie. Marx ne se pose pas la question, mais on peut supposer qu'il répondrait qu'en effet la valeur a été abolie puisque ses « formes » ont été débarrassées de leur caractère spécifiquement capitaliste, et que cela les fait *disparaître*. Le mythe de la société du programme prolétarien (en fait, de la société de transition, car le programmatisme ne développe que rarement et de façon limitée ce qui vient *après* la transition) est ici très présent. Les catégories de l'exploitation du travail (travail nécessaire et surtravail) sont conservées mais l'exploitation a disparu ; du moins on le suppose en raison de l'augmentation des salaires et du « plein épanouissement de la personnalité », ainsi que de la réduction du surtravail. Cette dernière n'empêche cependant pas l'augmentation continuelle de la production en fonction des besoins sociaux (comprendre : pas en fonction de la recherche du profit). Et puis on apprend que les catégories

8 *Ibid.*, 1474.

du travail nécessaire et du surtravail ne sont que des « formes » et qu'elles disparaissent donc pour laisser apparaître un contenu général, éternel… le travail nécessaire et le surtravail, qui ont été posés au commencement de l'analyse de la société communiste.

Ce qui est peut-être le plus intéressant ici, c'est que la question du dépassement de la valeur n'est même pas posée. Et en effet, dans une lecture programmatique du texte, la question va de soi : le dépassement est bien effectué puisque le capital est aboli et qu'il n'est que valeur en procès. Pourquoi la problématique de la valeur et de son abolition ne mobilise-t-elle pas plus Marx ? En anticipant sur la suite, et en s'appuyant sur le passage ci-dessus, on est tenté de répondre que c'est parce que la société communiste du programme prolétarien reste imprégnée de valeur, de calcul économique. Nous allons y revenir à propos de la *Critique du programme de Gotha*.

Avant cela, il faut encore mentionner une occurrence importante de l'évocation de la société communiste dans *Le Capital*. Il s'agit d'un passage du chapitre I du Livre I, « La marchandise ». La quatrième section de ce chapitre est consacrée au « caractère fétiche de la marchandise et son secret ». Pour expliciter son propos sur le fétichisme, Marx procède à une comparaison de la société marchande avec d'autres formes sociales, dont le communisme.

> Représentons-nous enfin une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social […] Le produit total des travailleurs unis est un produit *social*. Une partie sert de nouveau comme moyens de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée, et, par conséquent, doit se répartir entre tous. Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des travailleurs. Supposons, rien que pour faire un parallèle avec la production marchande, que la part accordée à chaque travailleur soit en raison de son *temps de travail*, le temps de travail jouerait ainsi un double rôle. D'un côté, sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions

> aux divers besoins ; de l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation. Les rapports sociaux des hommes dans leurs travaux et avec les objets utiles qui en proviennent restent ici simples et transparents aussi bien dans la production que dans la distribution[9].

On peut analyser ce texte de plusieurs points de vue. Nous y reviendrons quand nous étudierons la question du fétichisme de la marchandise. Pour le moment seule nous intéresse la question de l'abolition de la valeur. Le mot n'est pas prononcé et, ainsi que nous l'avons déjà dit, ce n'est peut-être pas par hasard. Mais on comprend bien que pour Marx la valeur est ici abolie. D'une part, nous avons le « plan concerté », qui met les travailleurs conscients au poste de commande de la production sociale. D'autre part, les rapports entre les hommes sont « simples et transparents ». Dans le contexte d'où cet extrait est pris (celui du fétichisme de la marchandise), cela veut dire que les rapports sociaux sont débarrassés de la valeur, vue comme opacité et aliénation. Nous sommes donc ici dans le cas typique de la pensée marxienne : l'instauration du plan abolit la valeur. Ces idées sont reprises de façon presque identique dans la *Critique du programme de Gotha*. Comme elles y sont aussi plus détaillées, passons directement à ce texte.

3 La *Critique du programme de Gotha*[10]

Le programme de Gotha a été rédigé par les sociaux-démocrates dits eisenachiens et par ceux appelés lassaliens (d'après le nom de leur leader) en vue de la fusion de leurs courants respectifs au congrès de Gotha, en 1875. Les eisenachiens (Liebknecht, Bebel, Bracke) sont en principe proches de Marx et d'Engels, mais ces derniers ne sont pas du tout satisfaits du texte de fusion et le font savoir. Marx rédige donc des *Gloses marginales* pour dire son désaccord. C'est la fameuse

9 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 613.

10 J'utilise l'édition Pléiade, K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 1407 sq. Ce texte n'a pas été publié du vivant de Marx. Première édition par Engels en 1891.

Critique du programme de Gotha qui, dans l'ensemble de son œuvre, reste considérée comme *le* texte de Marx sur la société communiste, celui où il entre le plus dans les détails descriptifs de la société future et où il laisse libre cours à un penchant visionnaire.

À ma connaissance, la *Critique du programme de Gotha* n'a pas fait l'objet d'une étude critique systématique du point de vue communisateur. Au contraire, certains s'y réfèrent encore comme à une source directement utilisable, notamment dans son envolée finale, sur laquelle nous reviendrons.

3.1 Répartition du produit social et taux d'exploitation des « hommes libres »

C'est dans le paragraphe III de la section I du texte que Marx développe sa vision de la société future. Il part de la critique de la notion de distribution (aux travailleurs) du « fruit intégral du travail ». Il oppose à cette idée de fruit intégral le fait qu'il faut retrancher du produit social total :

– un fonds pour remplacer les moyens de production consommés dans le cycle précédent ;
– un fonds pour élargir la production ;
– un fonds de réserve et d'assurance.

Et ce n'est qu'après avoir fait ces déductions que l'on obtient la partie consommable du produit social. Mais avant de la distribuer aux travailleurs, il faut encore en retrancher

– les frais généraux ;
– le fonds destiné à la satisfaction « communautaire » des besoins (écoles, hôpitaux, etc.) ;
– le fonds pour ceux qui ne peuvent plus ou pas encore travailler.

Tout cela est bien connu. C'est la distribution du solde après toutes ces déductions qui fait l'objet de la fameuse distinction entre les deux stades de la société post-capitaliste. Dans la société socialiste, ou de transition, encore marquée par « les stigmates de l'ancien ordre », la règle sera : de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail. Plus tard, dans la société communiste, on suivra la règle : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. Mais avant de revenir

sur cette formulation, examinons de plus près la façon dont Marx procède pour y arriver.

On a vu qu'il procède à deux répartitions successives du produit social. La première consiste à séparer les moyens de production des moyens de consommation, et la deuxième à diviser les moyens de consommation en une partie qui est consommée collectivement et une autre qui est distribuée individuellement. Or il semble bien que la première répartition ne fasse guère l'objet de discussions dans la problématique de Marx. Voici tout ce qu'il en dit :

> Ces déductions opérées sur le « fruit intégral du travail » sont une nécessité économique et leur grandeur sera déterminée en fonctions des moyens et des forces disponibles – en partie par le calcul de probabilité ; et l'équité comme telle n'a rien à faire dans une opération de cette nature [11].

On nous parle ici de nécessité économique, d'adaptation aux moyens disponibles et de calcul. Il semble bien que la « société coopérative » n'ait pas le choix de ses décisions. Cette impression est renforcée par la remarque sur le fait que la justice n'y a pas sa place. Autrement dit, la première clé de répartition du produit social semble être une donnée objective qui s'impose de toute nécessité. L'impression est confirmée deux fois au moins. D'une part, Marx explique plus loin dans le même texte que la répartition des moyens de consommation est dans toute société une conséquence de la répartition des moyens de production. Après avoir expliqué que dans le capitalisme les moyens de production sont le monopole des non-travailleurs, tandis que les travailleurs n'ont que leur force de travail, il conclut que « la distribution actuelle des moyens de consommation s'ensuit d'elle-même [comprendre : bas salaires et misère pour les travailleurs]. Les conditions matérielles de la production sont-elles la propriété coopérative des travailleurs eux-mêmes ? Il en résulte une distribution des moyens de consommation différente de celle d'aujourd'hui [12] ».

11 *Ibid.*, p. 1417.
12 *Ibid.*, p. 1421.

On ne peut qu'être d'accord avec ce raisonnement, sauf qu'il met clairement en évidence que la répartition du produit social entre moyens de production et moyens de consommation est ici aussi passée sous silence.

D'autre part, dans le passage du premier chapitre du *Capital* cité plus haut, Marx envisage le cas d'une société qui soit une « réunion d'hommes libres » et discute de la façon dont sera réparti le produit social. Il écrit :

> Une partie sert de nouveau comme moyens de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée et, par conséquent, doit se répartir entre tous [13].

Il propose ensuite que le temps de travail serve de clé de répartition, tout en laissant clairement entendre que d'autres clés sont possibles, qu'il y a matière à discussion. Ce n'est pas le cas pour la première division du produit social, celle qui intervient entre moyens de production et moyens de consommation. En effet, la part qui « reste sociale » semble prédéterminée par le fait qu'il s'agit du renouvellement des moyens de production. Dans les deux cas, donc, la division du produit social entre moyens de production et moyens de consommation ne fait l'objet d'aucune discussion.

Or la répartition du produit social entre moyens de production et moyens de consommation est une division fondamentale. C'est elle qui détermine le « taux de jouissance » des travailleurs de la société coopérative. Comme il s'agit de la société communiste, on dit « taux de jouissance », comme l'inverse du taux de profit de la société capitaliste. Il s'agit du rapport entre le fonds de consommation des travailleurs et le reste de la production sociale. Selon que ce rapport est élevé ou faible, la « réunion d'hommes libres » vit dans un bien-être grand ou petit. Il y a là, pour le moins, matière à discussion entre les producteurs associés. Peut-être Marx pense-t-il que la partie du produit social consacrée au renouvellement et à l'extension des moyens de production a une valeur d'usage qui interdit objectivement qu'elle soit consommée ? Je ne le pense pas. D'une part, cela n'est pas vrai.

13 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 613.

Le même acier, le même ciment peuvent servir à faire des logements ou des usines. Il appartient à la société des hommes libres de décider de l'usage de ces produits, d'arbitrer par exemple entre une jouissance immédiate et un report de la consommation en faveur de l'investissement. D'autre part, dans le cas de produits qui ne peuvent servir que de moyens de production, l'arbitrage doit avoir lieu en amont de la production. De la même façon, le renouvellement et l'extension des moyens de production sont des décisions qui n'ont rien d'objectif mais sont, dans le cadre de la société coopérative, éminemment *politique*s. Le « plan concerté » devrait être discuté au niveau de l'État. Or, à ma connaissance, Marx n'aborde jamais cette question « économique » quand il parle de l'État dans la société de transition. Ce n'est notamment pas le cas dans la fin de sa *Critique du programme de Gotha*, où la question de l'État est pourtant longuement abordée.

Il est évident que Marx sait tout cela. Pourquoi n'en parle-t-il pas, pourquoi n'évoque-t-il jamais la façon dont l'institution du plan pourrait fonctionner ? Une réponse de bon sens consiste à dire que c'est parce que la question lui paraît secondaire dans la description de la société future. Ce qui est une autre façon de dire que l'essentiel pour lui c'est que les forces productives se développent, que les travailleurs travaillent [14] – dans de meilleures conditions et avec un meilleur salaire, certes. L'activité des planificateurs ne fait l'objet d'aucune discussion dans les passages de l'œuvre de Marx concernés par l'abolition de la valeur. On peut certes dire que cette discussion est incluse dans ses considérations sur l'abolition de l'État, notamment après la Commune de Paris. Mais justement, à ma connaissance elle n'y est incluse, au mieux, que de façon implicite, par exemple dans la formule sur l'administration des choses qui remplace le pouvoir sur les hommes.

14 On sait que Marx n'aime pas la paresse. Par exemple, il critique le système des bons de travail de Bray en disant qu'il met en place la « concurrence de la paresse » (*Misère de la philosophie* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 49). Dans la présente *Critique du programme de Gotha*, on notera que le travail productif est le « seul moyen d'amendement » possible pour les criminels de droit commun (p. 1433). Autre exemple, le rôle très important qu'il attribue au travail des enfants en usine dans ses visions d'un système d'éducation communiste. Ce travail serait certes en alternance et aménagé.

Le rapprochement n'est jamais explicite entre la partie économique et la partie politique de la description de la société communiste. Plus loin dans sa critique du programme de Gotha (paragraphe IV, la « partie démocratique »), Marx demande :

> Quelle transformation subira la forme-État ? En d'autres termes : quelles fonctions sociales y subsisteront qui seront analogues aux fonctions actuelles de l'État ?

Et il répond en tout et pour tout :

> Cette question réclame une réponse qui ne peut être que scientifique, et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple et le mot État qu'on fera avancer le problème d'un pouce [15].

Mais il nous laisse dans l'ignorance complète de ce que dit la science sur la question. C'est là un autre exemple du silence qui caractérise la pensée marxienne sur le « taux de jouissance » des travailleurs dans la société future. Cette formulation de taux de jouissance a été proposée pour respecter la logique interne du programme prolétarien. Mais on doit en réalité parler de taux *d'exploitation* – tout en admettant qu'il soit, dans le projet programmatique, diminué par rapport à ce qu'il était dans le capitalisme.

Car si l'on est bien d'accord avec la critique que Marx adresse au programme de Gotha sur le fait que la distribution du fruit intégral du travail aux travailleurs n'est pas possible, il n'en reste pas moins que, si l'analyse ci-dessus est correcte, les dits travailleurs n'ont pas leur mot à dire sur la grosseur, et sans doute même la nature de ce fruit. Poursuivant dans la même direction, on est amené à dire que la « propriété coopérative » ne change pour eux rien d'autre que le niveau du salaire et les conditions de travail et de reproduction. Les grandes orientations de la nouvelle société continuent de leur échapper, car elles restent l'apanage implicite des planificateurs. Même dans ses élans les plus généreux, la société future du programme prolétarien reste une société de salariat, avec une propriété collective des moyens de production qui est gérée de telle façon que les travailleurs continuent

15 K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, *op. cit.*, p. 1429.

de ne disposer que de leur force de travail – et cela reste vrai dans le cadre de la formule du Père Enfantin, ainsi que nous allons le voir. Ce n'est pas parce que le taux d'exploitation du travail est réduit que l'exploitation elle-même a disparu.

3.2 Abolition du marché et abolition de la valeur

Et la valeur dans tout ça ? Elle est abolie.

> Dans la société coopérative fondée sur la propriété collective des moyens de production, les producteurs n'échangent pas du tout leurs produits ; de même, le travail incorporé dans ces produits n'apparaît pas *comme valeur* de ces produits, comme une qualité qu'ils possèdent ; en effet, contrairement à ce qui se passait dans la société capitaliste, où les travaux individuels ne prenaient d'existence qu'après un détour, ils existent désormais de façon immédiate, en tant que partie intégrante du travail total[16].

Ce passage appelle plusieurs remarques :

1 Il n'y a plus d'échange. Cette affirmation est fondamentale, car elle consacre l'abolition de la valeur. Cela ressort clairement du « de même » entre les deux premiers membres de la phrase. L'abolition de l'échange est, dans le programme prolétarien, le *nec plus ultra* de l'abolition de la valeur. Et cela s'applique dès la société de transition. Certes, « il règne ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises, pour autant qu'il est échange d'équivalents. Le fond et la forme sont changés parce que, les conditions ayant changé, personne ne pourra fournir autre chose que son travail ; et, par ailleurs, rien ne peut devenir propriété des individus excepté les moyens de consommation personnels[17] ».

La suppression de l'échange, son remplacement par le plan et le système des bons de travail que Marx a évoqué juste avant, l'obligation du travail et l'interdiction de la propriété individuelle autre que sur les moyens de consommation personnels, sont les facteurs qui abolissent la valeur en rendant l'échange inutile ou impossible.

16 *Ibid.*, p. 1418, souligné par Marx.
17 *Ibid.*, p. 1419.

2 Il n'y a plus de *détour* par le marché. Cette idée est fréquente chez Marx, et chez Engels qui l'explicitera en détail dans l'*Anti-Dühring* (1876) [18]. L'échange requiert le marché, et celui-ci est considéré comme un détour, par opposition à des rapports directs entre producteurs. Le mot détour a une connotation négative d'opacité, de gaspillage. Le plan est censé assurer des rapports directs « simples et transparents ». C'est là une des fictions de la société de transition. Mais il y a plus. Dans l'*Anti-Dühring*, le rejet du détour est explicité ainsi : puisque la société est propriétaire des moyens de production, elle n'a aucune peine à connaître la quantité de travail que contient un produit. « La quantité de travail social que contient un produit n'a pas besoin dès lors d'être d'abord constatée par un détour [le marché]. » Celui-ci ne donnait qu'un étalon « relatif, flottant, inadéquat », à savoir la valeur, pour mesurer le travail contenu dans les produits. Alors qu'il est désormais possible de recourir à un « étalon naturel, adéquat, absolu, le temps ». La victoire de la révolution, c'est donc d'obtenir une mesure plus scientifique de l'effort des travailleurs.

3 Les travaux individuels ont une existence sociale *immédiate*. C'est encore une autre formulation de l'absence de marché et de détour. Marx ne dit pas en quoi l'absence de détour par le marché engendre l'immédiateté sociale des travaux individuels. Mais on comprend bien son propos : le plan ayant fixé la tâche de chacun en nature et en durée, l'exécution du plan est une participation directe à la vie de la société. Aujourd'hui, après les expériences du « socialisme réel », il est facile de se moquer de l'immédiateté du plan. Mais même à leur époque, Marx et Engels faisaient preuve d'un solide optimisme sur ce sujet. Dans le même passage de l'*Anti-Dühring,* Engels écrit que dans la société socialiste il est inutile de faire un détour par le marché pour mesurer la quantité de travail social que contient un produit, car, en vertu de la propriété sociale des moyens de production, « l'expérience quotidienne indique directement quelle quantité est nécessaire en moyenne (pour chaque produit). La société peut calculer simplement combien il y a d'heures de travail dans une machine à vapeur, dans un

18 F. Engels, *Anti-Dühring* (1878), Paris, éd. Sociales, 1971, p. 346.

hectolitre de froment de la dernière récolte, dans cent mètres carrés de tissu de qualité déterminée[19] ».

Sans parler de toute la concurrence et de toutes les tricheries sur le dos des travailleurs qu'a engendrées la planification réelle, notons que la simple notion de moyenne implique tout un travail de médiation entre le temps réellement dépensé par le travailleur individuel et « la société » qui retient le temps moyen. Invoquer pour cela « l'expérience quotidienne » est une simplification abusive. En bref, tous les détours que Marx et Engels décrient dans le marché, on les retrouve dans le plan, dont l'effet n'est pas tant d'abolir la valeur que, utopiquement, de la faire accéder à la conscience d'elle-même. Je dis utopiquement parce que cette vision oublie tout simplement les aléas de la lutte des classes. Et que celle-ci demeure le paramètre fondamental du mouvement social aussi longtemps que l'exploitation continue. À moins d'admettre que la propriété collective des moyens de production entraîne automatiquement l'adhésion des travailleurs à des objectifs de production et de productivité qu'ils ne fixent pas, l'exploitation demeure dans la société du programme prolétarien. La lutte des classes aussi, par conséquent.

En supprimant l'échange et le marché grâce au plan, Marx et Engels croient se débarrasser de la valeur. Mais la loi de la valeur, qui répartit le travail social de façon aveugle, est remplacée par le plan qui ne peut fonctionner qu'au travers de multiples médiations et moyennes qui le rendent opaque également. Mais surtout, la permanence de la lutte des classes dans la société du programme prolétarien interdit que le plan fonctionne en tant que loi de la valeur devenue consciente d'elle-même. Le plan devient nécessairement une fonction séparée dans « l'association d'hommes libres », et cette fonction est celle de la propriété, coopérative sans doute mais propriété quand même. Sans même évoquer l'expérience soviétique, cette séparation est déjà signalée chez Marx par le silence qui règne sur les mécanismes du plan et sur ses relais dans la société. Hors l'adhésion subjective aux objectifs du plan, rien n'indique que la socialisation

19 *Ibid.*

des travailleurs est « directe ». Pour eux, le travail reste un moyen de vivre sans contenu personnel. Les bons de travail n'y changent rien.

3.3 Les bons de travail, le droit et la police

Venons-en à la distribution de la part du produit social qui est consommée individuellement par les travailleurs. Marx adopte ici le système des bons de travail. Il a plusieurs fois critiqué ce système tel qu'il était présenté par des penseurs socialistes comme Bray ou Gray. Sa critique porte essentiellement sur le fait que ces derniers veulent introduire les bons de travail sans abolir le producteur privé, de sorte que « [l]es produits doivent être fabriqués comme marchandises, mais ne doivent pas être échangés comme tels [20] ». La banque que Gray imagine pour gérer les bons de travail ne pourrait remplir sa fonction, explique Marx, qu'en devenant acheteur et vendeur universel de toute la production, et donc aussi producteur et organisateur universel de la production. Cette banque, donc, « ou bien elle dirigerait et gérerait despotiquement la production et la distribution, ou bien elle ne serait en fait qu'un bureau de comptabilité de la société travaillant en communauté, ce qui suppose la communauté des moyens de production, etc. [21] »

Ce texte date de 1857, environ. On voit donc que Marx n'a pas changé d'avis au moment de la *Critique du programme de Gotha*. Le système des bons de travail est opérationnel dans les conditions de la propriété collective des moyens de production. Sur cette question, il donne dans la *Critique du programme de Gotha*, quelques détails :

> Le producteur individuel reçoit donc – toutes soustractions opérées – exactement ce qu'il lui a donné [à la société]. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail se compose de la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail de chaque producteur est la portion de la journée de travail social qu'il a fournie, la

20 K. Marx, *Critique de l'économie politique* (1859) in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 340.

21 K. Marx, *Principes d'une critique de l'économie politique* (1857–1858) in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. II, *op. cit.*, p. 207.

> part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail[22].

Ce passage appelle plusieurs remarques d'inégale importance.

1 On remarque que, dès qu'il s'agit de la société future, le travailleur, pour ne pas dire l'ouvrier, devient le « producteur individuel ». Cette nuance de vocabulaire vaut aussi dans le texte allemand. C'est le même personnage énigmatique que celui qu'on trouve dans le premier chapitre du *Capital*, et dont nous parlerons plus loin. Ce changement lexical est là pour masquer que dans la société du programme prolétarien pas grand-chose n'a changé pour les ouvriers.

2 On remarque aussi que le producteur dispose d'un bon qui certifie qu'il a fourni « telle somme de travail » et qu'il achète avec celui-ci « exactement autant d'objets de consommation ». Comment ces derniers sont-ils comptés ? En heures de travail bien sûr. Au magasin général, le travailleur voit que la cafetière est à cinq heures de travail et la théière à trois. Il les achète avec sa journée de huit heures. Le temps de travail comptabilisé pour ces produits ne peut pas être le temps individuel exact, ne serait-ce que parce que le produit résulte d'un travail collectif et est fabriqué en de nombreux exemplaires, venant peut-être d'usines différentes. Donc, la « valeur » de ces objets est une moyenne sociale. Et cette moyenne doit être établie par les planificateurs bien plus que par « l'expérience quotidienne ». Mais si le temps de travail contenu dans les produits est une moyenne, celui que le producteur individuel apporte sur son bon de travail n'en est pas une.

3) C'est du moins ce que l'on comprend quand Marx parle de « quantum individuel ». Il parle ensuite de la journée sociale de travail comme somme des journées individuelles, mais c'est pour dire ensuite que le temps de travail *individuel* de *chaque* producteur se définit comme la part qu'il y a prise, et donc non pas comme moyenne. Et

22 K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, *op. cit.*, p. 1419.

quand Marx, un peu plus loin, reconnaît que, dans la société de transition, c'est encore le droit égal (donc le droit bourgeois) qui règne, il précise aussitôt que « le principe et la pratique ne se querellent plus ; tandis que dans l'échange de marchandises, l'échange des équivalents n'existe qu'*en moyenne*, et non pour chaque cas particulier[23] ».

À moins de penser que chaque cafetière est comptée exactement pour le temps de travail réel effectif qu'elle contient, on doit donc conclure que ce n'est que pour la journée de travail du producteur individuel qu'on retient la durée *exacte* du travail. Le « simple bureau de comptabilité » aura donc à tenir une double comptabilité. D'un côté il tiendra le registre exact de la participation individuelle de chaque producteur. D'un autre il devra faire la moyenne de ces temps de travail par objet fabriqué. Cela ne va pas dans le sens de la simplicité et de la transparence qui devra remplacer le fétichisme de la marchandise.

4) De plus, Marx admet que « [t]outefois, tel individu est physiquement ou intellectuellement supérieur à tel autre, et il fournit donc en un même temps plus de travail ou peut travailler plus longtemps. Le travail, pour servir de mesure, doit être calculé d'après la durée ou l'intensité, sinon il cesserait d'être un étalon de mesure. Ce droit *égal* est donc un droit inégal pour un travail inégal […] il reconnaît tacitement comme un privilège de la nature le talent inégal des travailleurs […][24] ».

Mais s'il analyse finement la question du droit, Marx laisse au lecteur le soin d'imaginer son application. Il se contente de dire que « tous ces inconvénients sont inévitables dans la première phase de la société communiste[25] ». Et il laisse sans doute à la *dictature du prolétariat,* invoquée plus loin[26], le souci de vérifier que le talent inégal des travailleurs ne s'exprime pas dans l'art de la tricherie à la pointeuse qui mesure si exactement leur contribution. De plus, comme l'écrit Rubel « le moins doué, dont le rendement est inférieur à celui d'un autre, reçoit pourtant autant que l'autre, à supposer qu'il ait fourni le

23 *Ibid.*, p. 1419, souligné par Marx.
24 *Ibid.*, p. 1420, souligné par Marx.
25 *Ibid.*
26 *Ibid.*, p. 1429.

même nombre d'*heures* de travail[27] ». Comme chaque salarié le sait bien, le temps *au* travail compte autant et parfois plus que le temps *de* travail. Si les bons de travail n'abolissent pas le salariat, comment supposer que les travailleurs ne continuent pas à considérer leur travail comme un moyen de vivre et s'efforcent d'en tirer le plus possible par le moindre effort ? Autrement dit : que le droit soit égal ou inégal (comme il l'est aujourd'hui plus ou moins), il faudra toujours des chronométreurs, des surveillants, des policiers, des juges et des procureurs pour vérifier qu'il est appliqué conformément à son texte.

Il est impossible de prétendre que ce qui est développé ici est écrit indépendamment de la connaissance qu'on a aujourd'hui du « socialisme réel ». On observera cependant que l'analyse est faite au plus près du texte, et que c'est sans extrapolation abusive que l'on arrive à la conclusion que la société du programme prolétarien est nécessairement policière. C'est inévitable dès lors que la valeur n'a pas été vraiment abolie. Le marché a été remplacé par un système complexe de comptabilité[28] assorti d'un système juridique et de son appareil coercitif.

3.4 La bénédiction du Père Enfantin

Inconvénients inévitables de la phase de transition ? On en arrive justement à la seconde phase. Marx n'y consacre qu'un paragraphe, mais c'est une belle péroraison et il faut la recopier intégralement, car chaque mot compte :

> Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, par suite, l'opposition entre travail intellectuel et travail corporel ; quand le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie ; quand avec l'épanouissement universel des individus, les forces productives se seront accrues et que toutes les sources de la richesse coopérative jailliront avec abondance – alors

27 *Ibid.*, en note, p. 1420.

28 On aura une meilleure idée de cette complexité en lisant les « Fondements de la production et de la distribution communistes » du GIK. Cf. chapitre 1.5.

> seulement on pourra s'évader du droit bourgeois, et la société pourra écrire sur ses bannières : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins[29]. »

Ce texte fameux est encore utilisé par beaucoup comme une référence indépassable pour parler du communisme le plus avancé. Il reste cependant dans un cadre strictement programmatique. Bien qu'il n'aborde pas explicitement le problème de l'abolition de la valeur, il mérite une lecture attentive.

Il faut d'abord prêter attention aux trois « attendus » de l'envolée finale. Quels sont-ils ?

– Premièrement, Marx parle de la fin de l'asservissante subordination à la division du travail. Cette question a donc été réglée au cours de la période de transition, le problème principal étant visiblement celui de l'opposition entre travail manuel et travail intellectuel. Le travail intellectuel dont il est question ici peut être compris de deux façons. D'une part, il s'agit du travail de gestion et de conception dans la sphère de la production. Il s'agit aussi de l'activité des planificateurs. Rien n'indique, dans ce qui précède, que les travailleurs de la société de transition s'approprient peu à peu cette fonction. Mais passons. Marx affirme que le dépassement de l'opposition entre travail corporel et travail intellectuel signifie que les travailleurs ont le contrôle de la production. Ils ont acquis les connaissances pour cela pendant la phase de transition. Ils sont alors vraiment en position de former une « réunion d'hommes libres agissant selon un plan concerté ». On a vu que la conception et l'exécution de ce plan n'ont rien de direct, d'immédiat, ni de transparent. Marx et Engels négligent les multiples médiations nécessaires pour la conception, le calcul et le contrôle du plan. Ils veulent croire que le plan concerté peut ne pas être une institution séparée des travailleurs et nous disent que « la société » est immédiate aux producteurs individuels qui travaillent assidûment, développent les forces productives et reçoivent d'elle les moyens de production, les instructions sur ce qu'il faut en faire et les subsistances.

29 K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, *op. cit.*, p. 1420.

On est donc ici en présence d'une autre fiction de la société de transition, celle de l'immédiateté sociale et de la transparence.

D'autre part, le travail intellectuel peut désigner toute la sphère de la culture. On sait alors ce que Marx veut dire : il faut que les travailleurs puissent être forgerons le matin et poètes l'après-midi. La séparation typique de la société de classes, entre production et jouissance, entre travail et culture, demeure mais est intériorisée dans une seule classe au lieu de se cristalliser sur deux classes séparées, celle de la propriété ayant l'apanage de la culture et de son monde. On dispose d'une indication sur la façon dont les choses se passent au cours de la transition. Celle-ci doit en même temps voir le développement des forces productives et la baisse du temps de travail (pour laisser du temps à l'éducation et à la culture, donc). Cela semble contradictoire. Mais, dit le texte, « l'épanouissement universel des individus » permet de dépasser la contradiction apparente. Ce dont cette réflexion est prémonitoire, est-ce plus que la nécessité d'instruire les travailleurs, qui va bientôt se répandre dans toute la société capitaliste ? D'ailleurs, Marx dit lui-même plus loin dans le texte que le mouvement est déjà amorcé dans certains pays comme l'Allemagne, la Suisse ou les États-Unis, mais pour déplorer que la formation donnée aux enfants d'ouvriers soit inférieure à celle que reçoivent les enfants de la bourgeoisie. Pour la société de transition il demande aux rédacteurs du programme de Gotha que « le paragraphe relatif aux écoles [exige] au moins des écoles techniques (théoriques et pratiques) combinées à l'école primaire [30] ». On retrouve ici une idée fréquente chez Marx sur cette question : il faut que l'éducation scolaire des enfants implique directement la formation au travail industriel. L'épanouissement universel des individus reste donc fortement orienté vers le travail, et la fin de la subordination à la division du travail vise surtout à former des travailleurs de l'esprit – ceux qu'on appelle aujourd'hui des cols blancs. On trouvera peut-être mesquin de pointer ces limites chez Marx, mais comment pourrait-il en aller autrement ? Certes, sa grande capacité d'analyse lui donnait aussi une grande capacité

30 *Ibid.*, p. 1431.

d'anticipation, mais celle-ci avait forcément ses limites. Portée par le mouvement, contradictoire certes mais ascendant, du capital et du prolétariat, la théorie communiste marxienne projette un communisme qui libère le travail plutôt que de le dépasser, qui nourrit et cultive le prolétariat plutôt que d'appeler à sa négation.

– Deuxièmement : dans ce cadre, selon une formule déjà employée par Marx des années plus tôt, le travail devient le « premier besoin ». C'est le deuxième attendu de la conclusion. Bien sûr, le travail que Marx envisage dans cette formule n'est pas abrutissant et dégradant comme il l'est dans les usines du capital. Il n'empêche, on reste dans le travail, séparé du reste la vie comme le matin à la forge l'est de l'après-midi à la bibliothèque. Quand Marx parle de travail « épanouissant », de travail premier besoin, a-t-il en vue l'unification de l'activité productive et des besoins à satisfaire ? Pense-t-il à la « réconciliation de l'homme et de la nature » qu'il appelait dans les *Manuscrits de 1844* ? On peut en douter tant la tonalité de la *Critique du programme de Gotha* est productiviste. Il faut plutôt penser au travailleur polyvalent de *L'Idéologie allemande*, pour qui « l'appropriation d'une totalité d'instruments de production est déjà le développement d'une totalité de facultés dans les individus eux-mêmes[31] ». Le travail « premier besoin » correspond au rejet de l'abrutissement inhérent au travail salarié et à la revendication d'une activité totalisante où le travailleur puisse s'épanouir. Le problème est que Marx cherche cet épanouissement *dans le travail*. Il considère que l'appropriation d'une totalité de forces productives et le développement d'une totalité de facultés sur cette base sont « la manifestation de soi totale » des travailleurs associés.

– Troisième « attendu », la référence à l'abondance cherche sans doute à noyer le poisson de la valeur dans les eaux jaillissantes des forces productives en plein développement. De tout temps, l'abondance a été la solution miracle pour « dépasser » la valeur. Chez Marx comme chez d'autres, cela ne va d'ailleurs pas sans contradiction. Car d'une part, la fonction de l'abondance est de faire comprendre que la production sera plus que suffisante pour couvrir les besoins, laissant

31 K. Marx, F. Engels, *L'Idéologie allemande* (1845), Paris, éd. Sociales, p. 103.

penser qu'il n'y aura qu'à se servir et donc qu'il n'y aura plus à tenir de comptabilité. Mais d'autre part, la nécessité du développement des forces productives et la permanence du travail comme activité séparée amènent Marx et les auteurs programmatiques à insister sur l'obligation de tout comptabiliser dans la confrontation des ressources et des besoins. C'est le rôle du « plan concerté » des travailleurs associés. Bien sûr, l'argument souvent avancé pour défendre le thème de l'abondance est qu'il n'est pas possible d'être libre dans la pénurie. Mais pénurie et abondance ne sont que les deux faces de la même pièce. Elles se réfèrent à des normes de besoins fixées extérieurement à l'activité qui satisfait ses besoins, et c'est bien cela qu'il faut remettre en cause.

Après l'exposé de ces trois attendus, Marx conclut sur la société communiste en deux points :

– S'évader du droit bourgeois. Comment faut-il comprendre la formule ? Cela veut-il dire rejeter le droit en général ? C'est peu vraisemblable. D'après le passage sur le droit égal et le droit inégal, il semble que cela veuille plutôt dire que « le droit égal est donc ici [dans la société de transition] en principe toujours le droit bourgeois[32] » et que « pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal[33] ». Ce droit inégal est facile à imaginer pour nous, puisque c'est celui qui règne dans la société capitaliste actuelle, où le droit tient compte de nombreuses particularités propres à chaque citoyen, comme son âge, sa santé, sa famille, etc. On garde donc un droit dans le communisme pleinement affirmé, et donc aussi tout l'appareil judiciaire qui l'applique. Marx n'en dit rien. Il a clairement indiqué que, entre le capitalisme et le communisme, il y a « une phase de transition politique, où l'État ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat*[34] ». Cela semble vouloir dire que la dictature du prolétariat cesse dans la seconde phase. Mais si dans celle-ci on garde un droit, il faut bien qu'on garde une justice pour le dire et une police pour l'appliquer.

32 K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, *op. cit.*, p. 1419.
33 *Ibid.*, p. 1420.
34 *Ibid.*, p. 1429, souligné par Marx.

– Comment pourrait-il en aller autrement, puisque la formule du Père Enfantin oppose clairement ressources et besoins, ce qui nécessite forcément un arbitrage entre les deux. Certes, « de chacun selon ses capacités » indique que l'obligation de travailler s'applique avec nuances et non pas avec brutalité, comme dans la société capitaliste où le prolétaire dépossédé de tout n'a d'autre choix que de se faire exploiter dans les pires conditions. Il est donc entendu que les enfants très jeunes, les vieux, les infirmes, etc., ne contribuent pas aux forces productives, et que les autres travailleurs fournissent l'effort qu'ils peuvent sans que cela les désavantage dans leur niveau de vie. Ceux qui ne bénéficient pas d'un « privilège de la nature » ne sont pas condamnés à la misère. Le droit inégal y veille. Mais la justice aussi, car il faudra faire attention à ce que les paresseux ne profitent pas de la société, sauf à penser que le travail est si attrayant que personne ne cherche à y échapper ou à limiter son effort. Si c'est cela que Marx a en tête, son texte manque cruellement de détails, qui seraient importants pour nous faire comprendre quel pourrait être ce travail qui satisfait tant les travailleurs qu'ils ne cherchent nullement à y couper, ou à tricher sur leurs « capacités », tout comme sur leurs « besoins ». En l'absence de tels détails, il faut conclure que même si elles sont variables les contributions de chaque travailleur devront être évaluées et contrôlées. D'une part pour vérifier que la contribution de chaque travailleur à la production est bien au niveau réel de ses capacités, et pas en dessous, et d'autre part pour connaître l'état des ressources qui vont couvrir les besoins. Car « à chacun selon ses besoins » impose, comme pour les capacités, évaluation et contrôle. Celui ou celle qui a trois enfants recevra plus que celui ou celle qui en a deux, même en travaillant moins. C'est une conquête du droit inégal, qui dépasse le droit égal bourgeois. À moins de supposer que tout ce dont on peut avoir besoin ou envie soit disponible en quantité surabondante (et dans ce cas, pourquoi travailler ?), il faudra bien contrôler que chacun ne prend pas plus que ses besoins légitimes « normaux ». Il faudra vérifier que l'individu n'est propriétaire que de ses subsistances, et pas plus. Là encore, le pouvoir visionnaire de Marx ne nous projette pas beaucoup plus loin que le droit inégal d'aujourd'hui.

4 Autres références

Les analyses qui précèdent ne prétendent pas épuiser l'ensemble des occurrences du thème de la société communiste dans l'œuvre de Marx. Elles expriment cependant le fond de sa pensée sur une longue période de sa vie, et on peut considérer la *Critique du programme de Gotha* comme la conclusion d'une vie de réflexion sur la question. Cette réflexion est notamment présente dans ses recherches des *Fondements* (1857–1858). On trouve par exemple un exposé très explicite du point de vue de Marx dans sa polémique contre Adam Smith sur la question de savoir si le temps de travail peut être monnaie. Marx écrit :

> Pour être directement de l'*argent général*, il faudrait qu'il [le travail de l'individu] soit du travail *général*, et non du travail *particulier*, autrement dit il devrait être d'emblée un élément de la *production générale*. Mais alors, ce ne serait plus l'échange qui lui donnerait un caractère général ; ce serait son caractère communautaire qui déterminerait directement sa participation à la production. D'emblée, ce serait le caractère communautaire de la production qui rendrait le produit général et collectif […] Sur la base des valeurs d'échange, l'*échange* doit d'abord rendre le travail général. Sur la base communautaire, il le *serait* avant l'échange ; autrement dit, l'échange des produits ne serait en aucune façon l'intermédiaire grâce auquel l'individu participe à la production universelle[35].

Ce qu'il faut surtout souligner dans ce passage pour notre propos, c'est encore une fois l'idée que l'abolition de l'échange et son remplacement par le plan (non mentionné ici) sont identiques à l'abolition de la valeur, car ils suppriment le détour par le marché et assurent la participation directe de l'individu à la société. Il est inutile de répéter ici ce que nous avons dit plus haut sur ces questions. Ce passage nous confirme simplement que l'abolition de la valeur est régulièrement comprise par Marx comme abolition du marché et de l'échange.

35 K. Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique* (1857–1858), t. I, Paris, Anthropos, 1967, p. 109, souligné par Marx.

Or il est vrai que l'abolition de la valeur comporte ces deux éléments. Mais elle est plus que cela. Anticipant sur la suite, disons simplement que la valeur doit être définie au niveau de la production, au niveau de l'activité même qui produit la marchandise (le travail), et que l'abolition de la valeur doit alors être premièrement comprise comme transformation de l'activité productive.

Le lecteur aura remarqué que dans tout ce qui précède nous avons à peine mentionné les textes de jeunesse de Marx, où la question du communisme est posée dans des termes moins économiques et où apparaissent des visions du communisme qui semblent aller beaucoup plus loin que ce que nous avons vu jusqu'ici. Dans les *Manuscrits de 1844* (également non publiés de son vivant), et surtout dans *L'Idéologie allemande*, on trouve ainsi plusieurs fois la revendication d'un communisme qui abolit le travail et bouleverse la totalité des conditions existantes. J'ai analysé une partie de ces occurrences par ailleurs[36], et je ne reprendrai pas en détail ces développements ici. En effet, mon propos est aujourd'hui de comprendre et de développer la théorie de la valeur, et les œuvres de jeunesse de Marx abordent le communisme moins comme abolition de la valeur que comme dépassement de l'aliénation. De fait, la problématique de la valeur est pratiquement absente de *L'Idéologie allemande*, et le thème de l'association des travailleurs et du plan concerté n'y apparaît qu'en filigrane. Mais on trouve dans ces pages des fulgurances sur la société future qui incluent l'abolition du travail et la revendication du principe de plaisir qui disparaîtront par la suite dans la réflexion de Marx. J'ai proposé[37] comme explication de cette disparition l'évolution même du mouvement ouvrier, son affirmation de plus en plus prégnante dans la société du capital comme classe du travail qui allait renverser la bourgeoisie et affirmer sa propre hégémonie. C'est cette évolution du prolétariat et du capital vers leur généralisation à toute la société de tous les pays qui, d'un même mouvement, amène l'affirmation du mouvement ouvrier et des ses partis et syndicats et conduit Marx à

36 B. Astarian, *Le Travail et son dépassement*, Marseille, éd. Senonevero, 2001.
37 *Ibid.*, p. 29.

étudier et critiquer l'économie. C'est alors que la problématique de la valeur et de son abolition se développe et s'approfondit. Et c'est cela uniquement qui nous intéresse ici.

Pour conclure provisoirement, on retiendra que dès lors qu'il pose plus ou moins explicitement le communisme comme dépassement de la valeur, Marx définit d'abord ce processus comme abolition du marché et instauration de la planification. Les autres éléments qu'instaure la révolution qu'il a en tête, comme les conditions de travail et de vie, l'éducation des travailleurs, etc. sont secondaires par rapport à cette donnée centrale. Sa société de transition comme sa société communiste restent des économies qu'il faut gérer, mesurer, contrôler. Certes, les travailleurs y voient leur sort amélioré mais restent fondamentalement des travailleurs séparés de la société planifiée.

Maintenant que ce point de vue de Marx sur l'abolition de la valeur est explicité, nous pouvons aborder sa théorie de la valeur proprement dite. Auparavant, faisons un bref détour par un texte qui s'attache à appliquer et à développer les idées de Marx dans la *Critique du programme de Gotha*. Sa lecture trouve donc ici sa place.

5 Le GIK et la comptabilité en temps de travail

À la différence de Marx, les membres du *Groep van internationale Kommunisten* (Groupe des communistes internationaux, GIK) connaissaient l'expérience du socialisme réel et de sa planification. Aussi est-ce directement en critique de cette expérience et du bolchevisme qu'ils rédigèrent les « Fondements de la production et de la distribution communistes », publiés en 1930. Le GIK pense qu'il faut appliquer scrupuleusement les éléments fournis par la *Critique du programme de Gotha*.

En 1917, explique le GIK, les prolétaires russes se sont emparés des usine et les ont fait tourner pour leur propre compte. Mais les bolcheviques, qui détenaient l'État, les ont contraints à se soumettre. Les directeurs d'usines ont cessé d'être responsables devant les masses pour le devenir devant l'État. Dès lors, le travailleur « est

apparemment[38] le propriétaire des moyens de production, mais il n'a aucun droit d'en disposer ». Dans ces conditions, il n'y a pas de doute: « L'ouvrier russe est salarié, il est exploité[39] ».

L'objectif du GIK est de revenir à Marx et à l'association des producteurs libres et égaux. « Il s'agit de savoir si ce qui se passe en Russie est dû à des circonstances particulières ou si c'est la caractéristique de toute organisation de production et de distribution centralisée. Si cela était réellement le cas, alors la possibilité du communisme deviendrait problématique. »

Comme on peut s'y attendre, le texte du GIK cite de façon approbative plusieurs passages de Marx et Engels que nous avons critiqués plus haut et affirme que la (nécessaire) comptabilité doit se faire en temps de travail. Pour le GIK, la comptabilité en temps de travail équivaut à l'abolition de la valeur parce qu'elle permettrait aux producteurs de toujours garder le contrôle de la production et de la répartition. Partant de la constatation que, pour les anarchistes comme Faure et pour les sociaux-démocrates comme Hilferding, « le droit de disposer de l'appareil de production appartient à ceux qui sont familiarisés avec les subterfuges de la statistique[40] », le GIK oppose son point de vue basiste : les travailleurs-consommateurs « doivent tenir une comptabilité exacte du nombre d'heures de travail qu'ils ont effectuées, sous toutes les formes, de façon à pouvoir déterminer le nombre d'heures de travail que contient chaque produit. Aucune "administration centrale" n'a plus alors à répartir le produit social ; ce sont les producteurs eux-mêmes qui, à l'aide de leur comptabilité en termes de temps de travail, décident de cette répartition[41] ».

Bien que le rapport de cause à effet entre la comptabilité en temps de travail et le pouvoir de la base ouvrière sur la production et

38 En vertu des nationalisations, qui n'ont « rien à voir avec Marx ». Et le *Manifeste* ?

39 GIK, « Fondements de la production et de la distribution communistes », Berlin, 1930, chapitre 1. Il existe plusieurs versions du texte sur Internet, et les paginations ne sont pas les mêmes. Je renvoie donc aux chapitres du texte. Pour éviter les répétitions, je n'indique le chapitre que quand la référence sort d'un autre chapitre que la référence précédente.

40 *Ibid.*, chapitre 2.

41 *Ibid.*

la répartition semble ténu, le GIK affirme qu'il est possible d'appliquer les idées de Marx sans donner le pouvoir et la propriété aux planificateurs, sans renoncer au communisme et à l'abolition de la valeur. Ils posent que le communisme du programme prolétarien est possible. Voyons donc ce qui semble devoir répondre de très près à nos critiques précédentes des textes de Marx et d'Engels.

On ne reprendra pas ici le détail de la présentation et des calculs du GIK. Le texte affirme que « [l]e communisme supprime le marché […] [m]ais les produits continuent d'y circuler[42] ». Suivent deux longs extraits de la *Critique du programme de Gotha*. Puis le GIK enchaîne.

> Les entreprises mettent donc leurs produits à la disposition de la société. Celle-ci doit fournir, de son côté, de nouveaux moyens de production, de nouvelles matières premières, de nouvelles forces de travail […] [En cas de reproduction simple], il faudra et il suffira, pour assurer la reproduction, que chaque entreprise calcule combien de produit social elle a usé sous les diverses formes (aussi sous forme d'argent-travail)[43].

Comme l'indique l'exemple donné ensuite d'une usine de chaussures, toute cette comptabilité se fait en heures de travail. Le GIK s'empresse d'expliquer qu'une comptabilité analytique détaillée ne pose pas de problème : les capitalistes en ont déjà l'habitude, et la rationalisation fordiste les a poussés à créer les outils pour ça. Mais en prévenant une objection, ils en occultent une autre. Car il est clair que les travailleurs associés libres et égaux sont maintenant subordonnés à l'entreprise, qui devient le véritable sujet du rapport à « la société ». Il est vrai que son directeur est responsable devant les masses. Est-ce que cela supprime la médiation entre les travailleurs et la société que l'entreprise impose ? Car c'est elle qui va dire, notamment, combien de temps les travailleurs ont travaillé. Comment le sait-elle ? Par l'usage de pointeuses ? En faisant confiance aux travailleurs ? On ne reviendra pas sur ce qui a été dit plus haut à ce sujet. Outre l'apparition d'un mystérieux « argent-travail[44] », on remarquera simplement que la médiation par

42 *Ibid.*, chapitre 3.
43 *Ibid.*
44 Il s'agit en fait des bons de travail, ainsi qu'on l'apprend au chapitre 5.

l'entreprise, qui tient la comptabilité en temps de travail, n'apporte aucune garantie que « les rapports sociaux des hommes à leurs travaux et aux produits de ces travaux restent simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution », comme le revendique le GIK[45] en citant Marx.

Parlant de reproduction élargie, le GIK explique qu'en régime capitaliste celle-ci résulte des décisions individuelles des capitalistes talonnés par la concurrence.

> Pour utiliser la terminologie capitaliste, on accumule. En régime communiste, une telle croissance de l'appareil de production sera dénommée: reproduction sur une base élargie. La décision fixant l'étendue de ces réinvestissements, déterminant quelles entreprises doivent être agrandies, etc., est une fonction individuelle de chaque capitaliste, dont les mobiles sont liés à la course au profit[46].

Et c'est tout. On voit donc que, ici aussi, la question de la répartition du produit social total entre moyens de production et moyens de consommation est occultée. Un peu plus loin, le GIK concède simplement qu'il s'agit d'une « fonction sociale », ce qui ne nous avance guère. Autant pour la transparence de la comptabilité en temps de travail.

Mais le GIK n'en démord pas, et finit par tenir un langage magique. Répondant aux objections, apparemment de bon sens, de Kautsky sur la difficulté d'établir un « prix » moyen pour les marchandises d'une même catégorie, le GIK explique que, de même que la première usine de chaussures a très facilement calculé le prix moyen des chaussures qu'elle fabrique, les autres usines de chaussures feront de même et, toutes ensemble, elles feront la moyenne de leurs moyennes. Et le GIK de conclure :

> Nous voyons que l'exigence de calculer le temps de travail social moyen conduit directement à une union horizontale des entreprises et cette jonction n'est pas le fait d'un appareil de fonctionnaires mais naît des entreprises elles-mêmes, pousse

45 *Ibid.*, chapitre 1.
46 *Ibid.*

> « du bas vers le haut ». Le comment et le pourquoi des activités est tout à fait clair aux yeux de chaque producteur, tout devient transparent et ainsi se trouve satisfaite l'exigence d'une comptabilité « ouverte » contrôlée par tous [47].

Ici, ce qui compte ce sont les mots comme « horizontale », comme « du bas vers le haut », « clair », « transparent ». Ils sont là pour nous faire admettre qu'une bureaucratie privée (l'union horizontale) ne s'imposera pas du haut vers le bas aux travailleurs, etc. Ce n'est que bien plus loin dans le texte que le GIK admet qu'il y a un doute :

> On peut se demander […] si une direction de cartel centrale [autre nom pour l'union horizontale] ne risque pas de confisquer à son profit tout le pouvoir sur la production. Il faut sans doute compter avec un tel risque [48].

La réponse face à ce risque est qu'il faudra que les travailleurs luttent activement contre cette tendance « issue du mode de production capitaliste ».

On a vu plus haut que l'entreprise joue dans les projections du GIK un rôle important de médiation entre les travailleurs et la société. Le problème est explicité au chapitre 5. Critiquant les auteurs qui veulent maintenir une hiérarchie des salaires dans le communisme, le GIK commente :

> Il est clair que les producteurs ne pourront guère avoir le sentiment que l'entreprise est une partie d'eux-mêmes s'il doit y avoir de telles différences entre eux. Dans ces conditions, ils ne peuvent avoir la responsabilité de la marche de la production [49].

L'immédiateté sociale des producteurs, c'est donc pour le GIK le fait qu'ils ont « le sentiment » que l'entreprise leur appartient si fortement qu'elle fait partie d'eux-mêmes. L'épanouissement universel de l'individu ne devient-il pas dans ces conditions l'union du travail et de la propriété dans la même personne, celle qui travaille effectivement et qui contrôle la comptabilité, qui se rapporte aux autres entreprises de même nature et qui, finalement, gère tout en plus de faire le boulot

47 *Ibid.*, chapitre 4.
48 *Ibid.*, chapitre 10.
49 *Ibid.*, chapitre 5.

de base. C'est toujours la même fiction que le programme prolétarien, notamment dans sa forme autogestionnaire, veut nous faire avaler. Pour le GIK, tout est réglé dès lors que tout repose sur la comptabilité en temps de travail. Par exemple, quand Kautsky fait des objections à la vision exposée par Marx dans la *Critique du programme de Gotha*, pour conclure que la comptabilité en temps de travail est impossible, le GIK se contente de répondre que « [t]outes les difficultés que Kautsky a rencontrées en ce qui concerne le temps de travail se ramènent au fait qu'il est incapable de concevoir comment le temps de travail social moyen peut prendre une forme concrète. Or cette forme concrète s'acquiert par la conduite et l'administration de la production par les travailleurs eux-mêmes, groupés dans l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS LIBRES ET ÉGAUX. Par la pratique du combat de classe qui construit le système des conseils, le temps de travail socialement nécessaire prend une forme concrète [50] ».

La référence à la lutte des classes et aux conseils ouvriers est ici importante. Elle signifie que les producteurs libres et égaux mettront la même intensité subjective, la même rage révolutionnaire (la même abnégation ?) pour « conduire et administrer la production » que celle qu'ils auront dû déployer pour s'emparer des moyens de production. Sans aller jusque-là, n'est-on pas amené à conclure que l'épanouissement universel du prolétaire dans le communisme fait de lui un militant de l'économie ? À l'usine il est en même temps travailleur et administrateur. Après le travail nous le retrouvons à la réunion de sa coopérative de consommation, pour formuler les besoins et les confronter avec les entreprises productives. Quand va-t-il trouver le temps d'aller à la bibliothèque ?

On a compris que le GIK reproduit l'ensemble des circuits économiques du capital en voulant croire qu'une comptabilité en temps de travail réalise le communisme. Nous sommes en présence d'un communisme de comptables et, comme il faut s'y attendre, de contrôle. Car bien que le GIK affirme que la comptabilité en temps de travail est autorégulatrice et dispense des contrôles tatillons de l'exécution du

50 *Ibid.*, chapitre 4.

plan dans le cas d'une planification centralisée, il finit par admettre qu'il pourra y avoir des dérives. Essayons de résumer le problème.

Les entreprises d'une même branche ne sont pas toutes au même degré de productivité. On leur affecte donc un coefficient de productivité. L'entreprise sous-productive, qui met plus d'heures de travail à réaliser la production, applique ce coefficient à la moyenne calculée au sein du cartel pour justifier que « la société » lui donne plus de moyens de production et de force de travail pour se reproduire. Et inversement pour l'entreprise surproductive. Elle reçoit moins de ressources que la moyenne de la branche. Or les producteurs libres et égaux auront à cœur de développer la production et la productivité. Ils « feront également appel au mesurage des différentes activités du travail et à la mécanisation de la production (travail à la chaîne, etc.) ». Cette peine, ils se la donneront dans l'intérêt de *tous* les producteurs, et non pas sous la contrainte du profit. « En même temps qu'ils intensifient leur propre productivité, [ils] accroissent le stock total des biens consommables de la société, sur lequel tous les travailleurs ont un droit égal[51]. »

On est bien d'accord pour dire que, de façon générale, il faut un minimum d'optimisme et de confiance en la nature humaine pour parler du communisme. Mais la fiction du GIK ne va-t-elle pas un peu trop loin ? Peut-on croire que les « producteurs » vont se mettre au travail à la chaîne, accepter le chronométrage, etc., pour partager les bénéfices de cette productivité nouvelle avec toute la société ? Ils auront au contraire tout intérêt à se déclarer moins productifs qu'ils ne sont, à annoncer plus d'heures de travail que ce qu'ils font. Le GIK lui-même admet que malgré la publicité des comptabilités d'entreprise on peut douter, et conclut que « [s]'il y a effectivement négligence de la production, il y aura lieu de sanctionner l'organisation d'entreprise selon la juridiction sociale en cours[52] ».

Chassé par la porte, le pouvoir sur les travailleurs revient par la fenêtre. La raison en est que ni la valeur ni l'exploitation n'ont été

51 *Ibid.*, chapitre 10.
52 *Ibid.*

abolies. Ni même le marché, qui prend maintenant la forme d'un dialogue entre les coopératives de production et celles de consommation.

Que faut-il retenir de la tentative du GIK de donner chair aux éléments bien plus concis laissés par Marx ? La première remarque est que les travailleurs disparaissent derrière leurs entreprises et leurs organisations coopératives. On ne les voit jamais travailler. Durée du travail, conditions de travail, organisation de la production, etc., le GIK ne nous dit rien de ces questions, sauf que les travailleurs vont adopter le fordisme avec enthousiasme. Le GIK n'a pas prévu que les travailleurs (que comme Marx il appelle « producteurs ») puissent être mécontents de leur rémunération, refusent d'être déqualifiés par la rationalisation de la production, veuillent travailler moins longtemps, etc. Identifiés à l'entreprise où ils travaillent, ils n'ont d'existence dans le texte du GIK que comme gestionnaires et contrôleurs de la production. En tant que « producteurs », on sait seulement qu'ils sont spontanément attachés au développement des forces productives. En fin de compte, on voit que leur activité immédiate (leur travail, qui va se fordiser) n'est en rien modifiée par la révolution, si ce n'est qu'ils ont « le sentiment » d'appartenir à leur entreprise ! De son côté, la rémunération de leur travail est sous la dépendance de toutes les moyennes qu'il faut faire pour arriver au contenu d'une heure de travail, de sorte qu'il n'y a pas de rapport direct entre leur activité dans l'entreprise et leur niveau de vie.

La deuxième remarque est que les entreprises demeurent, et reçoivent même un rôle renforcé en tant que pôles de regroupement et d'identification des travailleurs. Comme on l'a vu, ces entreprises ne peuvent pas ne pas être concurrentes. Non pas au sens où elles voudraient produire moins cher que les autres, mais au sens où elles n'ont pas de raison autre que morale de ne pas garder pour elles les gains de productivité qu'elles réalisent. Cela n'est pas différent du mécanisme des surprofits. Par ailleurs, ce rôle prééminent des entreprises indique que le GIK n'est pas aussi fidèle à Marx qu'il le dit. Celui-ci considérait en effet la planification, nécessairement centralisée, comme un élément décisif de l'abolition de la valeur. La valeur, selon Marx, vient de ce que les producteurs privés sont indépendants et

produisent dans l'ignorance de ce que font les autres producteurs, de sorte que le marché est le lieu unique de leur « concertation » laquelle intervient *après* la production. Pour abolir la valeur, dit Marx, il faut donc que tout soit décidé *avant* la production ; c'est la condition de la socialisation immédiate des producteurs. L'abolition de la valeur, pour Marx, est simultanément l'abolition du marché *et de l'indépendance des producteurs*. Dans ce sens, l'entreprise disparaît. Le GIK la met au contraire au centre de sa vision du communisme.

Enfin et surtout, la séparation reste complète entre la production et la consommation. Même dans le cas où la fiction du GIK se réaliserait complètement, avec des producteurs-consommateurs si militants qu'ils participeraient activement à toutes les réunions et prises de décision, la séparation n'en serait pas moins présente à l'intérieur même de leur journée de producteur-consommateur. Ce n'est pas parce que la même personne remplit plusieurs fonctions que la séparation, voire l'antagonisme, entre celles-ci disparaît.

Travail, concurrence, entreprises, séparations multiples, contrôles et sanctions, si l'abolition de la valeur conserve de telles catégories, c'est que la définition même de la valeur pose problème. C'est ce qu'il nous faut examiner maintenant.

Chapitre 2
La théorie marxienne de la valeur d'après le premier chapitre du *Capital*

Le premier chapitre du *Capital*[1] est difficile à lire non seulement parce qu'il aborde un problème difficile (la définition de la valeur) mais aussi parce qu'il a été difficile à écrire, et que Marx n'y est pas toujours aussi clair qu'on le souhaiterait dans l'expression de ses idées. Le chapitre est composé de quatre parties.

§ I *Les deux facteurs de la marchandise : valeur d'usage et valeur d'échange ou valeur proprement dite (substance de la valeur, grandeur de la valeur)*. Marx analyse la marchandise pour arriver au travail.

§ II *Double caractère du travail présenté par la marchandise*. Marx reprend en gros la même analyse, mais du point de vue du travail.

§ III *Forme de la valeur*. Marx part de l'échange élémentaire des marchandises (troc) pour parvenir à la monnaie.

§ IV *Le caractère fétiche de la marchandise et son secret*. Marx montre comment le règne de la valeur réifie la société en transformant les rapports entre les hommes en rapports entre les choses.

Si l'on s'en tient à une définition stricte de la théorie de la valeur, seules les deux premières parties couvrent le sujet. La partie 3 est plutôt une théorie de l'argent, et la partie 4 nous parle plus des implications de la valeur sur les rapports entre les hommes que de la valeur elle-même. Isaac Roubine[2] ne serait pas d'accord avec ce qui précède. Il considère que la théorie de la valeur n'est complète qu'avec la prise en compte de la théorie du fétichisme de la marchandise. Pour ma part, je pense qu'une théorie de la valeur au sens strict doit répondre aux questions suivantes : qu'est-ce que la forme-valeur, qu'est-ce

1 J'utilise l'édition Pléiade, *op. cit.*, t. I, p. 561 sq.

2 I. Roubine, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx* (1928), Paris, Syllepse, 2009.

que la substance de la valeur, qu'est que la grandeur de la valeur. En incluant le fétichisme de la marchandise dans les éléments qui définissent la valeur, Roubine fait se recouvrir la problématique de la *valeur* et celle de la *loi de la valeur*. On y reviendra.

1 Le point de départ de Marx : la marchandise

Est-il absurde de poser la question suivante : pourquoi Marx commence-t-il *Le Capital* par l'analyse de la marchandise ? La réponse que Marx donne lui-même est-elle entièrement convaincante ? Il dit que la marchandise est le point de départ parce qu'elle constitue la « forme élémentaire » de la richesse dans les sociétés où règne le mode de production capitaliste. C'est vrai, mais pourquoi commencer par la richesse plutôt que par la source de la richesse ? Pourquoi ne pas écrire, par exemple : *les sources de la richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annoncent comme une immense fourmilière d'ateliers et d'usines destinés au travail des hommes ?*

De mon côté, pourquoi proposer un autre point de départ ? En très bref, et pour donner la logique de ma lecture du premier chapitre : je pense que l'approche choisie par Marx est représentative de ce qu'il pense de la valeur en général, et surtout de son abolition par la planification de la production des « travailleurs associés ». On l'a vu dans le chapitre précédent : l'abolition de la valeur, c'est centralement l'abolition du marché. Pour Marx, la définition de la valeur doit donc partir du marché, et la forme élémentaire est alors en effet la marchandise. Donc, pour le moment, suivons Marx dans ses analyses. Partant des apparences les plus évidentes, Marx constate que la marchandise est valeur d'usage et valeur d'échange.

1.1 La valeur d'usage

Pour introduire la marchandise, Marx commence par la valeur d'usage. Dans ce premier abord de la question, la formulation est simple. « L'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage[3]. » La valeur d'usage, c'est l'utilité de l'objet. Ici, la valeur d'usage est

3 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 562.

une catégorie naturelle, même pas spécifique à la marchandise ni, à la limite, à un produit du travail. Cette façon de voir la valeur d'usage, excessivement naturaliste, est sans doute ce qui incite Marx à reprendre la question à la fin de la première partie du chapitre. Après avoir réaffirmé qu'une « chose peut être valeur d'usage sans être valeur. Il suffit pour cela qu'elle soit utile à l'homme sans qu'elle provienne de son travail. Tels sont l'air, des prairies naturelles, un sol vierge, etc.[4] », il est obligé de préciser :

> Pour produire des marchandises, le travail doit non seulement produire des valeurs d'usage, mais des valeurs d'usage pour d'autres, des valeurs d'usage sociales[5].

Il veut ainsi attacher à l'utilité la spécification supplémentaire de l'échangeabilité, car « dans la société que nous avons à examiner, [les valeurs d'usage] sont en même temps les supports matériels de la valeur d'échange[6] ». Cependant, comme le fera remarquer Engels, les impôts en nature du Moyen Âge sont des valeurs d'usage pour l'autre sans être pour autant des marchandises. Engels ajoute donc en note, dans la quatrième édition allemande, que la transmission à l'autre de la valeur d'usage doit se faire par l'échange. Ce qui est tautologique et ne nous fait pas avancer.

Au final, Marx et Engels ont une vision plutôt naturaliste de la valeur d'usage. Pour eux, celle-ci se définit comme l'utilité brute de la chose. Pour l'instant restons-en là : c'est la définition de la valeur d'usage par Marx et Engels. Mais il faudra revenir sur cette question au moment de reprendre la théorie de la valeur, et on verra alors que dans la marchandise la valeur d'usage est une catégorie pleinement sociale, qui ne doit rien à la nature, et qu'il faut distinguer la valeur d'usage de l'utilité de la chose, même produite par le travail (lorsque celui-ci est prémarchand).

4 *Ibid.*, p. 568.
5 *Ibid.*
6 *Ibid.*, p. 562.

1.2 La valeur d'échange, la valeur

D'un côté Marx annonce, dans le titre de la première partie, que la valeur d'échange est la « valeur proprement dite ». Cela indique qu'il ne considère pas que la valeur d'usage fasse partie de la théorie de la valeur autrement que comme support de la valeur d'échange. Sur cette base, « la valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport quantitatif, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèces différentes s'échangent l'une contre l'autre, rapport qui change constamment avec le temps et le lieu. La valeur d'échange semble donc quelque chose d'arbitraire et de purement relatif[7] ».

On sait comment, à y regarder de plus près, Marx montre par l'analyse du rapport d'échange que les proportions de celui-ci ne sont pas arbitraires mais réglées par la quantité du travail (abstrait) contenu dans les marchandises.

D'un autre côté, on peut parfois se demander si la valeur d'échange est bien, en effet, la valeur proprement dite. La question se pose, par exemple, quand on lit que « [s]i donc, au début de ce chapitre, pour suivre la manière de parler ordinaire, nous avons dit : la marchandise est valeur d'usage et valeur d'échange, pris à la lettre c'était faux. La marchandise est valeur d'usage ou objet d'utilité, et valeur. Elle se présente pour ce qu'elle est, chose double, dès que sa valeur possède une forme phénoménale propre, distincte de sa forme naturelle, celle de valeur d'échange ; et elle ne possède jamais cette forme si on la considère isolément[8] ».

Ce passage nous dit qu'il y a la valeur (tout court) avant la valeur d'échange, qui n'est qu'une forme phénoménale que la marchandise ne peut pas avoir seule, mais seulement dans sa confrontation à une autre marchandise, dans le rapport d'échange. Le marché est le lieu où la valeur descend du ciel de l'abstraction pour devenir un « rapport social ». Dès lors, qu'est-ce que la valeur proprement dite ? La valeur tout court ou la valeur d'échange ? Il semble que Marx ne tranche pas explicitement.

7 *Ibid.*, p. 563.
8 *Ibid.*, p. 591.

C'est au début de la troisième partie du premier chapitre du *Capital* qu'on voit apparaître son système de pensée concernant la valeur et ses formes d'apparition :

> Si nous disons : en tant que valeurs toutes les marchandises ne sont que du travail humain cristallisé, nous les ramenons par notre analyse à l'abstraction valeur, mais avant comme après elles ne possèdent qu'une seule forme, leur forme naturelle d'objets utiles. Il en va tout autrement dès qu'une marchandise est mise en rapport de valeur avec une autre marchandise. Dès ce moment, son caractère de valeur ressort et s'affirme comme sa propriété inhérente, qui détermine sa relation avec l'autre marchandise[9].

Notons au passage que pour Marx le degré le plus élevé de l'abstraction dans l'analyse de la valeur semble être d'arriver à la notion de « cristallisation » de travail humain. On va y revenir. Mais ce qui nous intéresse pour le moment, où nous nous contentons de rechercher des définitions, c'est la façon dont le raisonnement de Marx se développe :

1 La marchandise est produite comme cristallisation de travail humain, mais reste pure valeur d'usage…
2 …tant qu'elle ne parvient pas sur le marché où elle est confrontée aux autres marchandises.
3 Ce n'est que là que son « caractère de valeur » s'affirme, comme valeur d'échange, que Marx appelle aussi « valeur proprement dite ».

On a ici, en quelque sorte, une définition étagée de la valeur : la valeur d'usage comme support, la valeur tout court comme cristallisation de travail qu'on ne peut pas distinguer encore de l'utilité de la chose, et la valeur d'échange comme forme d'apparition, c'est-à-dire comme réalité sociale de la valeur. On retrouve ici l'importance qu'a le marché dans la conception marxienne de la valeur. Le marché n'est pas seulement l'instance où la valeur produite par le travail est réalisée. Le marché est un moment constitutif du produit du travail en marchandise. On a vu ce problème dans l'examen de l'abolition de la

9 *Ibid.*, p. 579–580.

valeur selon Marx. Ici, l'arrivée de la marchandise sur le marché fait « ressortir » et « s'affirmer » le caractère de valeur de la marchandise. Elle l'avait donc déjà directement au niveau de la production, mais il fallait partir dans les nuages de l'abstraction pour le voir. Maintenant, c'est manifeste, quand on descend vers le concret de l'égalité xA = yB, 20 m de toile = 1 habit.

Cette façon étagée de procéder laisse cependant une ambiguïté. La valeur, la vraie, est-elle créée au niveau du travail, ou bien ensuite à celui de l'échange ? Le programme prolétarien répond tout d'abord « au niveau de l'échange » parce que l'abolition du marché est l'objectif de sa révolution et parce que le travail étant posé comme une activité naturelle, éternelle, qui a existé avant et qui existera après la valeur, ne peut pas être intrinsèquement porteur d'une aliénation telle que la valeur. Mais le prolétariat, classe du travail par excellence, n'est-il pas la source de toute la richesse bourgeoise, donc de la valeur ? Il faut donc que le travail soit la source de la valeur, mais on rejette alors cette source et cette valeur dans l'abstraction, pour tenter de résoudre une ambiguïté qui vient du fait que le travail qui crée la valeur n'est pas spécifié au-delà de « dépense de force humaine » – ce qui existe dans toutes les sociétés, à la différence de l'échange. Le travail qui crée la valeur est ainsi dit *abstrait* à cause de l'indétermination du lieu où se forme la valeur. Le travail en général ne peut pas être ce lieu, car cela impliquerait que le travail du communisme produit de la valeur. C'est donc dans l'échange que naît la valeur. Mais il *faut* que ce soit le travail qui crée la valeur. On pose donc la catégorie du travail *abstrait*. En fait, dans le premier chapitre du *Capital*, Marx ne s'embarrasse pas tellement de ce qualificatif. Ce sont surtout les commentateurs qui vont tenter de donner corps à cette notion.

Anticipant sur la suite, on dira que la valeur n'a pas besoin du marché pour exister réellement, qu'elle informe, ou imprègne, ou conditionne complètement le procès de production. Les producteurs privés indépendants de Marx sont certes séparés les uns des autres, mais le propre de la valeur c'est d'être en même temps séparation et socialisation. Non seulement les producteurs privés le savent dans leur tête, mais ils le pratiquent dans leur travail. C'est ce point qui

échappe au marxisme traditionnel, parce qu'il pense que le travail des producteurs privés est neutre en tant que tel. Ce problème fera l'objet du chapitre 3.

2 Substance de la valeur : le problème du travail abstrait

2.1 De la marchandise au travail-substance de la valeur

Suivons le texte tel que Marx l'a rédigé. Parti de l'égalité dans l'échange de deux marchandises de valeur d'usage différente, Marx arrive au constat que cette égalité ne peut avoir qu'un fondement :

> La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne leur reste plus qu'une qualité, celle d'être des produits du travail [10].

Et si l'on fait abstraction de la valeur d'usage, on fait aussi abstraction du travail concret. Le travail dont on parle ici n'est pas le travail du menuisier, du forgeron, etc.

> Il ne reste donc plus que le caractère commun de tous ces travaux ; ils sont tous ramenés au même travail humain, à une dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée [11].

Notons d'abord que l'édition allemande du *Capital* parlait de « même travail humain abstrait », et que Marx a retiré l'adjectif dans la version française. Cela indique sans doute le peu de souci qu'il avait de définir précisément la notion de travail abstrait. Cela dit, Marx veut-il dire que la substance de la valeur, c'est la dépense de force humaine ? Pas exactement. La dépense de force humaine, phénomène physiologique, ne se présente de prime abord que comme perte. Pour parvenir à la substance de la valeur, il faut encore que cette destruction soit créatrice (rappelons qu'on parle ici du travail en général, c'est-à-dire sans considération pour l'aspect concret de l'activité et du produit). Ici, Marx ne s'embarrasse pas de complications. Il passe de la dépense de force humaine à la création d'une substance de la valeur par une

10 *Ibid.*, p. 565.
11 *Ibid.*

simple apposition. Celle-ci réalise, et sans que l'on y prête attention, un recouvrement de deux acceptions du travail, le travail vivant et le travail mort (adjectifs qui ne sont pas utilisés ici par Marx).

> Tous ces objets ne manifestent plus qu'une chose, c'est que dans leur production, une force de travail humaine a été *dépensée*, que du travail humain y est *accumulé*[12].

Marx identifie le travail en général, la dépense de force humaine, qui est perte, et la substance proprement dite de la valeur, qui se conserve et s'accumule. Il parle alors de ce que la dépense de force humaine engendre, qui reste dans la marchandise et que l'analyse théorique marxienne révèle, à savoir le travail cristallisé, ou mort, ou gélifié, ou sublimé ; les adjectifs sont variés. Donc la *dépense* n'est pas que pure perte. Elle est *apport* de quelque chose dans la marchandise. Ce point crucial n'est absolument pas prouvé. Cet apport, introduit ici sans prévenir, présuppose qu'il y a quelque chose à transférer. Et la conclusion qui suit immédiatement est donc abusive, au sens où elle se trouve déjà dans l'hypothèse :

> En tant que cristaux de cette substance sociale commune, ils [les produits du travail] sont réputés valeur[13].

On remarque au passage que la substance cristallisée est maintenant qualifiée de « sociale ». C'est une façon de rappeler que la problématique de la valeur est liée à une forme sociale spécifique. Mais cela ne nous fait pas avancer pour préciser ce qu'est la substance de la valeur. Il semble d'ailleurs que le problème soit réglé puisque Marx passe aussitôt à la question de savoir « comment mesurer maintenant la grandeur de sa valeur [d'un article] ?[14] ». Après avoir traité cette question (cf. plus bas), Marx conclut la première partie du chapitre par :

> Nous connaissons maintenant la substance de la valeur : c'est le travail. Nous connaissons la mesure de sa quantité, c'est la durée du travail[15].

Tout est-il clair ? En fait pas vraiment.

12 *Ibid.*, souligné par moi.
13 *Ibid.*
14 *Ibid.*
15 *Ibid.*, p. 568.

2.2 Les deux approches du travail abstrait

Il faut d'abord noter que le terme de travail abstrait apparaît dans le texte sans recevoir une définition spécifique. Isaac Roubine, qui pourtant fait tout son possible pour défendre Marx, reconnaît implicitement que ce concept reste à définir quand il déclare qu'il veut « construire le concept de travail abstrait[16] ». On a vu que Marx avait retiré l'adjectif « abstrait » dans la traduction française du *Capital* (qu'il a lui-même surveillée). Il le rajoute au contraire, un peu plus loin, quand il parle de « dépense de force humaine, travail humain, dans le sens abstrait du mot[17] », formulation absente de la première édition allemande. Cela semble montrer que le terme, et le concept, ne demandaient pas pour Marx une attention particulière. Pour lui, parler de travail en général, de travail indifférencié, était alors suffisant pour définir la substance de la valeur. Ce n'est que chez les auteurs ultérieurs que le terme de travail abstrait est devenu un concept important, et un problème théorique lancinant, ainsi que nous le verrons avec l'exemple de Roubine.

La lecture du premier chapitre du *Capital* fait ressortir que Marx suivait simultanément deux pistes pour définir le travail comme substance de la valeur. On peut appeler l'une l'approche sociale et l'autre l'approche naturaliste.

2.2.1 Approche sociale : Le « travail de la société tout entière »

L'approche sociale apparaît *après* que Marx semble en avoir fini avec la substance de la valeur et en vient à la mesure de la grandeur de la valeur. La question est de savoir comment on mesure la valeur. La réponse est:

> Par le quantum de la substance « créatrice de valeur » contenue en lui, du travail[18].

On retrouve ici l'affirmation que le travail est substance, mais on retrouve aussi le problème de l'identification de l'activité-travail et de

16 I. Roubine, *op. cit.*, p. 184.
17 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 575.
18 *Ibid.*, p. 565, les guillemets sont de Marx.

la substance-travail. Tout à l'heure c'était l'activité qui se cristallisait et s'accumulait dans la marchandise. Maintenant c'est la substance qui est « créatrice de valeur » (pourquoi Marx met-il des guillemets ?). Dans cette petite phrase, le travail est présenté en même temps comme activité et comme substance cristallisée. Autrement dit, l'identité du travail vivant et du travail mort est de nouveau introduite très subrepticement, sans preuve ni avertissement. Or cette identité est fondamentale dans tout le système marxien.

Poursuivons. Ce qui mesure la grandeur de la valeur c'est donc le temps de travail. Cela est facile à admettre, sauf que, dit Marx, un travailleur qui va lentement devrait créer plus de valeur qu'un travailleur efficace. Cela l'amène à revenir sur le travail substance de la valeur dans le passage bien connu :

> Le travail qui forme la substance de la valeur des marchandises est du travail égal et indistinct, une dépense de la même force. La *force de travail de la société tout entière* […] [qui] ne compte par conséquent que comme force unique […] [19]

On a donc ici une nouvelle approche de la substance de la valeur, alors qu'on croyait le problème réglé. Or cette nouvelle approche est sensiblement différente de la première. Dans la première, ce qui forme la substance de la valeur c'est la « dépense de force humaine », dans un sens physiologique nettement affirmé. Dans la seconde approche, l'accent est mis sur le travail comme un ensemble social, et les moyennes que cet ensemble permet de faire supposent toutes sortes de processus sociaux qui n'ont rien à voir avec la dépense de force humaine. J'appelle approche naturaliste le premier point de vue sur la substance de la valeur et approche sociale la deuxième. Anticipant sur la suite, je dis que Marx a une vision essentiellement naturaliste de la substance de la valeur, et que l'introduction ici du « travail de la société tout entière » reste sans effet sur ses raisonnements fondamentaux concernant la valeur.

19 *Ibid.*, p. 566, souligné par moi.

L'approche sociale permet à Marx d'introduire la notion de travail moyen et de temps de travail socialement nécessaire. Cela ne pose pas de problème. Cependant, on observe que:

– La présentation du travail social total comme une force unique ne sert à Marx qu'à faire des moyennes au sein d'une même branche. « Chaque marchandise particulière compte en général comme un exemplaire moyen de son espèce[20] ». Il n'envisage pas la « force de travail de la société tout entière » du point de vue de ses divisions internes, des rapports entre les secteurs de la production.

– Au contraire, puisqu'il dit que cette force de travail globale « se manifeste dans l'ensemble des valeurs ». Marx voit le problème de la valeur dans la confrontation d'une masse indistincte de travail sans qualité et du stock des marchandises jetées sur le marché. Il nous ramène ainsi à son point de vue fondamental de départ, celui de la marchandise et du marché.

Ainsi que nous le verrons plus loin, l'approche « sociale » de la question de la valeur et du travail abstrait est celle qui est la plus féconde. Cependant, nous voyons que Marx l'exploite peu.

2.2.2 Approche physiologique : La dépense de force humaine

En effet, il revient de façon récurrente sur l'égalité entre le travail, créateur ou substance de la valeur, et la dépense physiologique. La deuxième partie du chapitre, consacrée au « double caractère du travail », ne comporte pas l'approche sociale mais revient sur l'acception physiologique du travail substance de la valeur. Dans cette partie, Marx évoque bien le travail de la société tout entière et sa division, mais il ne le fait qu'en passant, et pour arriver au marché. Plus haut, on a vu que le « travail de la société tout entière » se présentait un peu comme une masse indistincte. Voici maintenant cette masse habitée par la division du travail, enfin un peu… :

> À l'ensemble des valeurs d'usage de toutes sortes correspond un ensemble de travaux utiles également variés, distincts de genre,

20 *Ibid.*, p. 566–567.

> d'espèce, de famille – une division sociale du travail. Sans elle, pas de production de marchandises [mais la réciproque n'est pas vraie, dit Marx en citant la vieille communauté indienne et la fabrique moderne, où le travail est divisé, mais sans échange]. Il n'y a que les produits de travaux privés indépendants les uns des autres qui se présentent comme marchandises réciproquement échangeables[21].

Ceci est parfaitement vrai, et je ne cite ce passage que pour attirer l'attention sur le fait que la division sociale du travail n'intéresse pas vraiment Marx à ce stade de son raisonnement. Il fait une ouverture vers la division du travail, la complémentarité nécessaire des branches, l'organisation sociale de la *production* de valeur, mais c'est pour passer aussitôt au niveau du marché, au *produit* des producteurs privés indépendants et à l'échange. Ce biais apparemment innocent prend tout son sens quand on connaît la façon dont Marx envisage *l'abolition de la valeur*, à savoir comme abolition du marché. Or la question de la division du travail est fondamentale si l'on doit comprendre ce qu'est la valeur comme forme, mais aussi pour définir le travail qui crée la valeur. Isaac Roubine le comprend à sa façon, même s'il prête à Marx des points de vue que celui-ci n'a pas. Roubine dit qu'on ne peut pas parler de la valeur sans comprendre et inclure le fétichisme de la marchandise, et finit par définir la valeur comme la *loi de la valeur,* qui règle la répartition du travail entre les branches en fonction des échanges et du prix des marchandises. En s'écartant du propos proprement marxien, Roubine indique qu'il perçoit les insuffisances de la définition de la valeur dans le premier chapitre du *Capital*. Mais, ainsi que nous le verrons, il reste prisonnier de la limite principale contre laquelle bute le texte de Marx, à savoir l'obsession du rôle du marché, elle-même liée à l'impossibilité de remettre en cause le travail.

On peut donc dire que l'approche sociale de la définition de la valeur n'est qu'amorcée dans le texte du premier chapitre du *Capital*, et qu'elle est sans effet sur la question de la définition de la substance

21 *Ibid.*, p. 569.

de la valeur ou du travail abstrait. Dans l'ensemble du premier chapitre, Marx parle le plus souvent du travail abstrait (avec ou sans cet adjectif) selon l'approche physiologique, et cette définition finit par s'imposer sans que l'expression travail abstrait n'ait reçu une véritable définition *sociale*.

On a vu plus haut que ce que tous les travaux des producteurs de marchandises ont en commun, c'est d'être « tous ramenés au même travail humain, à une dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée [22] ». Ce n'est pas parce que Marx a enlevé l'adjectif « abstrait » de la traduction Roy que la dépense de force humaine de travail n'est pas identifiée au travail créateur de valeur, c'est-à-dire au travail abstrait. De la même façon, Marx conclut la deuxième partie en soulignant fortement l'approche physiologique :

> Tout travail est d'un côté dépense, dans le sens physiologique, de force humaine, et, à ce titre de travail humain égal, il forme la valeur des marchandises [23].

D'ailleurs, c'est le passage où il choisit au contraire de rajouter la notion de travail abstrait, accolée à celle de « dépense de force humaine » dans la traduction Roy :

> […] le travail doit être avant tout utile pour être censé dépense de force humaine, travail humain, dans le sens abstrait du mot [24].

Cette approche physiologique prévaut dans le chapitre. On en a déjà vu plusieurs exemples. En voici d'autres :

> La confection de vêtements et le tissage, malgré leur différence, sont tous deux une dépense productive du cerveau, des muscles, des nerfs, de la main de l'homme, et en ce sens du travail humain au même titre […] La valeur des marchandises représente purement et simplement le travail de l'homme, une dépense de force humaine en général [25].

22 *Ibid.*, p. 565.
23 *Ibid.*, p. 574.
24 *Ibid.*, p. 575.
25 *Ibid.*, p. 572.

> De même que les valeurs d'usage de la toile et de l'habit sont des combinaisons productives spéciales, avec le fil et le drap, tandis que les valeurs de ces choses sont de pures cristallisations d'un travail identique, de même les travaux fixés dans ces valeurs n'ont plus de rapport avec le fil et le drap, mais expriment simplement une *dépense de la même force humaine*[26].

On trouve au début de la quatrième partie, consacrée au fétichisme de la marchandise, un passage intrigant sur les caractères du travail « qui déterminent la valeur ». Partant à la recherche des « subtilités métaphysiques » qui caractérisent la marchandise, Marx commence par éliminer les fausses explications :

> Le caractère mystique de la marchandise ne provient donc pas de sa valeur d'usage. Il ne provient pas davantage des caractères qui déterminent la valeur[27].

Or quels sont ces caractères ? Il y en a trois :

1 « D'abord […] c'est une vérité physiologique que [les travaux utiles variés] […] sont avant tout une fonction de l'organisme humain et que toute fonction pareille […] est essentiellement une dépense du cerveau, des nerfs, des muscles, des organes, des sens, etc., de l'homme[28]. »
2 Le deuxième caractère est le fait que les différents travaux sont mesurés par le temps, et que cette question a intéressé les hommes « dans tous les états sociaux ».
3 Et le troisième : « Enfin, dès que les hommes travaillent d'une manière quelconque les uns pour les autres, leur travail acquiert aussi une forme sociale[29]. »

Ensuite, quand il place dans la marchandise elle-même la source de son caractère mystique, il explique que dans la marchandise les caractéristiques sociales générales du travail sont transformées :

– L'égalité physiologique des travaux *devient* « forme valeur des produits du travail » ;

26 *Ibid.*, p.573, souligné par Marx.
27 *Ibid.*, p. 605.
28 *Ibid.*
29 *Ibid.*

– la mesure par le temps « *devient* forme de la grandeur de valeur des produits du travail » ;
– et « les rapports des producteurs, dans lesquels s'affirment les caractères sociaux de leurs travaux, *acquièrent la forme* d'un rapport social des produits du travail[30] ».

Ce passage indique qu'il y a des caractères qui déterminent la valeur mais ne la définissent pas puisqu'ils sont propres à tous les types de travail, y compris le travail dans des modes de production non marchands, soit anciens, soit futurs (le communisme du programme prolétarien). Parmi ces caractères, il y a la dépense de muscles, etc., qui, dans les deux premières parties du chapitre, est ressortie comme l'élément définissant le travail abstrait. C'est maintenant une caractéristique générale – mais pas abstraite – du travail dans toutes ses manifestations. On est donc amené à comprendre que ce sont les conditions de la production marchande qui font que la dépense de force humaine *devient* forme-valeur. Il reste alors à expliquer la production marchande. Or Marx ne le fait pas. Il part de celle-ci comme d'un donné qui n'a pas besoin d'être expliqué, en tout cas pas ici. On veut bien admettre le côté empirique de ce donné, mais cela ne confère-t-il pas au raisonnement de Marx un caractère tautologique, où l'on a besoin de la valeur pour expliquer la production marchande et inversement ? Tout ce que Marx constate, en différents endroits, c'est que la production est assurée par des producteurs privés indépendants. C'est pour lui la condition fondamentale pour que les produits du travail soient des marchandises, et donc pour que le travail ait un double caractère, concret et abstrait.

La conclusion semble donc s'imposer : la dépense de force humaine devient travail abstrait créateur de valeur et substance de la valeur quand les conditions marchandes s'imposent à la production. Mais avant comme après, le travail est le même : dépense de force humaine, mesure du temps consacré aux différents produits, coordination entre les producteurs. La transformation de la dépense de force humaine en création de valeur dépend alors de l'échange entre les

30 *Ibid.*, p. 606, souligné par moi.

producteurs privés. L'échange est le moment constitutif de la valeur parce que le travail ne peut pas l'être, étant le mode normal, éternel, des échanges organiques entre l'homme et la nature.

Dans la deuxième partie du chapitre, Marx développe des considérations sur le travail concret et le travail abstrait (il dit : travail utile et dépense de force humaine). Parlant du travail concret, il écrit :

> En tant qu'il produit des valeurs d'usage, qu'il est utile, le travail, indépendamment de toute forme de société, est la condition indispensable de l'existence de l'homme, une nécessité éternelle, le médiateur des échanges organiques entre la nature et l'homme[31].

Marx dit clairement ici que le travail est une nécessité éternelle. Que les échanges organiques avec la nature soient une nécessité éternelle, c'est évident. Mais si l'on appelle cela « travail » on pose qu'il n'y a qu'une forme possible pour de tels échanges, celle qui est objective en soi et passe par l'économie. En l'occurrence, celle qui apparaît d'abord comme dépense musculaire, etc. (plutôt que comme plaisir, jeu, rencontre), et qui doit être mesurée par le temps. C'est en effet le point de vue de Marx (c'est attesté dans de nombreux autres passages) et cela est bien conforme au contexte général dans lequel sa critique de l'économie politique se développe – celui de la montée en puissance de la classe du travail, en même temps d'ailleurs que celui de la déqualification du travail et de sa transformation apparente en pure « dépense de force humaine ».

Essayons de conclure sur la question du travail abstrait. Toute la problématique marxienne est compliquée par le fait que Marx affirme que le travail est la source de la valeur et qu'il considère en même temps que le travail est neutre, simple créateur d'une richesse qui se trouve être valeur dans les conditions de la production marchande. Partant à la recherche de ce qu'ont en commun le travail du bottier et celui du menuisier, il trouve la dépense de force humaine. Il a raison, sauf que cette dépense caractérise aussi (entre autres) le travail dans la société socialiste, qui lui ne crée pas de valeur, par définition. Face

31 *Ibid.*, p. 570.

à cette difficulté, il amorce donc un mouvement où la généralité de la dépense de force humaine doit être surdéterminée par les conditions sociales pour devenir travail abstrait. Mais, ainsi qu'on l'a vu, cela revient à un raisonnement tautologique, de sorte que l'on finit par identifier travail abstrait et dépense de force humaine. Aujourd'hui, une variante de cette identification consiste parfois à mettre un signe d'égalité entre la notion de travail abstrait et la réalité du travail hyperfragmenté du taylorisme et du fordisme.

À d'autres moments, Marx tente de résoudre la même difficulté en élevant la réflexion au niveau du « travail de la société tout entière ». On a alors un aperçu sur la division sociale du travail, mais sans que celle-ci devienne plus qu'un élément de contexte. Roubine exploite et développe beaucoup ces aperçus. Mais il le fait dans une stricte logique marxiste parce qu'il défend en même temps le travail planifié du socialisme réel en train de se construire en URSS. Partir du travail de la société tout entière est en effet la voie qu'il faut suivre pour parvenir à comprendre la valeur, mais il faut le faire à partir d'un autre point de vue sur le travail. C'est ce que nous essaierons de faire dans le prochain chapitre.

3 Mesure de la valeur

La mesure de la grandeur de valeur d'une marchandise par le temps de travail moyen socialement nécessaire ne pose pas de problème, du moins une fois qu'on a admis que le travail dont la durée est ainsi mesurée est le travail abstrait, quelle que soit sa définition. Dans le premier chapitre du *Capital*, comme on l'a vu, Marx passe de la notion de dépense de force humaine au niveau individuel à celle de force de travail sociale, « qui ne compte par conséquent que comme une force unique bien qu'elle se compose de forces individuelles innombrables[32] ».

Le passage au niveau de la force de travail collective est rendu nécessaire pour faire la moyenne entre les travailleurs lents et les travailleurs rapides. Cette moyenne des temps de travail individuels

32 *Ibid.*, p. 566.

étant établie, la valeur des marchandises est fixée pour un degré moyen de la productivité sociale de la branche considérée.

Dans la discussion de cette question de la productivité et de ses variations, Marx écrit que le temps de travail nécessaire « varie avec chaque modification de la force productive du travail, qui de son côté dépend de circonstances diverses, entre autres de l'habileté moyenne des travailleurs, du développement de la science et du degré de son application technologique, des combinaisons sociales de la production, de l'étendue et de l'efficacité des moyens de produire et des conditions purement naturelles[33] ».

Et il se contente ensuite de donner des exemples. Pour lui, l'établissement de cette moyenne des temps de travail individuels apparaît comme un simple processus arithmétique, comme un constat que chaque producteur peut faire tranquillement. Certains producteurs prennent plus de temps que la moyenne, d'autres moins. C'est le propre des moyennes. Mais cette façon de voir, apparemment de bon sens, cache un élément essentiel. Les producteurs privés indépendants, par définition, ne savent jamais s'ils emploient plus ou moins de temps que les autres producteurs de la même branche. Ils sont donc constamment sous pression pour réduire leur temps de travail, pour augmenter leur productivité. De la sorte, il faut dire que le temps de travail moyen socialement nécessaire est la moyenne des temps de travail *minimaux* que chaque producteur indépendant peut réaliser à chaque cycle de production.

Nous reprendrons cette question dans le chapitre 3. Pour le moment, il faut au moins signaler cette question : pourquoi Marx ne fait-il pas apparaître la concurrence dans son analyse du temps de travail socialement nécessaire ? On peut faire l'hypothèse que c'est parce qu'il fonde les développements de ce chapitre sur un modèle idéalisé de la production marchande simple, comme nous le verrons plus loin. Dans ce modèle la concurrence n'est pas aussi contraignante que dans le capitalisme, mais elle n'est nullement absente.

33 *Ibid.*, p. 567.

4 Travail simple, travail complexe

La comparaison entre travail simple et travail complexe amène à revenir sur le rapport entre travail et création de valeur. Le travail complexe crée-t-il plus de valeur que le travail simple dans le même laps de temps ? Si oui, comment cela s'explique-t-il ? Dans le premier chapitre du *Capital*, Marx passe rapidement sur la question. Il écrit que « [l]e travail complexe (*skilled labour*, travail qualifié) n'est qu'une puissance du travail simple, ou plutôt n'est que du travail simple multiplié, de sorte qu'une quantité donnée de travail complexe correspond à une quantité plus grande de travail simple[34] ».

Les problèmes que pose ce passage sont apparemment simples, Marx ne les explicite pas et les éléments qu'il donne dans la suite du développement sur cette question laissent au marché et au prix des marchandises le soin de régler la comparaison entre travail simple et travail complexe. Marx conclut simplement que « dans l'analyse de la valeur, on doit traiter chaque variété de force de travail comme une force de travail simple[35] ».

Mais pourquoi et comment le travail complexe crée-t-il plus de valeur que le travail simple ? À ces questions, Marx ne donne pas de réponse dans le premier chapitre. Mais il reprend la question plus loin dans *Le Capital*. Dans la partie 2 du chapitre VII « Production de la plus-value », Marx écrit que dans le travail complexe « se manifeste une force de travail plus difficile à former et qui rend dans le même temps plus de valeur[36] ».

Et dans la traduction Roy, il en reste là. Ce qui revient à dire qu'il n'explique rien. Mais dans la version allemande du même passage, donnée en note par Rubel, Marx donne plus de détails. Le travail complexe « est l'expression d'une force de travail dont le coût de formation est plus élevé, dont la production coûte plus de temps de travail et qui a, par conséquent, une valeur supérieure à celle de la force de travail simple[37] ».

34 *Ibid.*, p. 572.
35 *Ibid.*
36 *Ibid.*, p. 749.
37 *Ibid.*, p. 1650.

Jusque-là, Marx ne dit rien d'autre que ce qui pourrait expliquer une différence de salaire entre travail simple et travail complexe. Mais il enchaîne :

> Lorsque la valeur de cette force de travail est plus élevée, elle s'exprime évidemment en un travail supérieur et se matérialise, par conséquent, *dans les mêmes laps de temps* dans des valeurs proportionnellement *supérieures*[38].

Là encore, Marx n'explique rien (notons le *évidemment* et le *par conséquent,* qui cherchent à imposer une conclusion qui n'est en fait pas évidente). De plus, il fait un rapport entre le fait que la force de travail qualifiée coûte plus cher et le fait qu'elle crée plus de valeur. Or les deux choses n'ont rien à voir. Certes, si le salaire du travailleur est élevé cela se répercute dans le prix de la marchandise, mais comme un coût et non pas comme une création supplémentaire de valeur. Autrement dit, la valeur de la marchandise considérée comporterait une plus grande part de v et une plus petite part de pl, mais pour l'instant nous ne savons pas si et pourquoi la journée de travail du travailleur qualifié a créé plus de valeur que celle du travailleur simple.

On est ici très loin de la problématique de la substance de la valeur exposée au chapitre I. Il faudrait que Marx nous montre que la dépense de muscles, nerfs, etc., est plus grande chez le chirurgien qui opère le malade que chez le boucher qui débite la bête[39]. Or il ne fait rien de tel. Dans le chapitre I, il élude la question du supplément de valeur créé par le travail complexe. Dans le chapitre VII, il utilise des arguments qui, convaincants ou non, sont différents de ceux qu'il a exposés dans le chapitre I, pourtant consacré à la création de valeur. Rubel n'a pas tort de dire que sur cette question Marx est confronté à un « sérieux embarras théorique ». Et il dit que la question n'est réglée nulle part dans l'œuvre de Marx. J'ai soulevé la question parce qu'elle apparaît brièvement dans le premier chapitre du *Capital* et que c'est l'occasion de tester la notion de travail abstrait (créateur de valeur). On voit que le test est plutôt négatif. Marx ne parvient pas à régler le

38 *Ibid.*, souligné par Marx.

problème du travail complexe avec la notion de travail abstrait qu'il utilise dans le premier chapitre du *Capital*.

5 Valeur et société dans le premier chapitre du *Capital*

Bien que la première phrase du *Capital* annonce que nous sommes dans le contexte de la société capitaliste, le texte du premier chapitre, et même de la première section, ne se préoccupe nullement de nous montrer les mécanismes du mode de production capitaliste, ni dans leurs grandes lignes ni dans le détail. Tous les développements sont consacrés à la valeur en général, qui serait prise à un niveau d'abstraction tel qu'il dispenserait d'être plus précis sur les rapports sociaux où la valeur existe. Peut-on parler de la valeur en se référant à une société marchande hypothétique, si générale qu'elle engloberait tous les modèles qui ont existé réellement ? C'est la qualité qu'on attribue parfois au texte du premier chapitre du *Capital*. Je pense que ce n'est pas le cas.

5.1 Quels producteurs ?

On peut aborder la question de la façon suivante : qui sont ces producteurs que Marx nous présente avec leurs marchandises ?

> Comme les producteurs n'entrent socialement en contact que par l'échange de leurs produits, ce n'est que dans les limites de cet échange que s'affirment d'abord les caractères sociaux de leurs travaux privés [40].

Les producteurs, dit Marx, n'existent *socialement* que par l'échange de leurs produits. Depuis le début du chapitre I nous rencontrons à chaque page ce personnage problématique du producteur privé indépendant. Dans quelle société sommes-nous ? On ne voit pas d'artisans avec leurs apprentis ni de capitalistes avec leurs ouvriers. C'est la

39 Certains ont essayé de le faire. I. Roubine (*op. cit.*, p. 215) cite par exemple le cas de Bogdanov. Non seulement celui-ci affirme que le travailleur qualifié à des besoins plus grands que le travailleur simple, et donc coûte plus cher, mais de plus il déduit de ce coût supérieur du travail qualifié la valeur plus grande de la marchandise. La valeur de la marchandise est expliquée par celle de la force de travail et non par la valeur créée par le travail qualifié.

40 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 606.

raison pour laquelle certains commentateurs disent que la société où Marx place son analyse de la valeur est une société « théorique » et non pas historique, qui a un degré d'abstraction correspondant à celui qui est requis pour poser le problème de la valeur. Quand on y regarde de plus près, cependant, il est manifeste que le modèle social où Marx place son analyse est très proche de la production marchande simple. Mais la société de la valeur qui ressort du premier chapitre est une société sans classes. Les producteurs produisent et échangent. Le seul rapport social qu'ils connaissent est l'échange. Il y a là quelque chose d'intrigant. On a déjà vu que Marx aborde la question de la valeur à partir du marché, et on a vu pourquoi. Il faut maintenant se poser la question de savoir pourquoi il ne part pas du marché *capitaliste*, mais d'un marché où les producteurs commercialisent eux-mêmes leurs produits. Je ne peux formuler ici que des hypothèses.

Une raison vraisemblable pour procéder de la sorte est la simplicité. Il semble en effet plus facile de montrer le travail, les producteurs privés indépendants, leurs rapports à leurs produits et à ceux des autres dans le contexte simplifié de la production marchande simple. Mais pourquoi est-ce plus facile au juste ? Sans doute parce que les producteurs sont en même temps échangistes. Le rapport entre le travail créateur de la valeur et le marché ou l'échange, qui donne à la valeur son existence réelle, se trouve en effet simplifié en étant réuni dans la même personne. Les choses seraient plus compliquées à présenter sur la base de la société capitaliste où le capitaliste serait appelé « producteur », alors qu'en fait ce sont les ouvriers qui produisent – mais eux n'échangent pas le produit puisqu'il ne leur appartient pas.

Une autre explication possible est que Marx, au début du *Capital,* suit un plan historique qui ne dit pas son nom. Il est vrai qu'il ne se soucie pas de montrer comment la valeur est née puis s'est développée jusqu'au mode de production capitaliste. On a vu au contraire qu'il pose les conditions de la société marchande comme une donnée explicative de la valeur, et que cela l'amène à des raisonnements tautologiques. Mais de quelle société marchande s'agit-il ? La première section du *Capital* (les trois premiers chapitres) ne voit pas apparaître le capital, et ce n'est qu'à la fin de la deuxième section qu'apparaît

l'échange de la force de travail contre le capital. Si ce plan n'est certainement pas historique, il suit cependant un chemin qui va de la production marchande simple au mode de production capitaliste en passant par la « contradiction de la formule générale du capital » (titre du chapitre 5), laquelle est résolue par « l'achat et vente de la force de travail » (titre du chapitre 6). Autrement dit, le plan logique adopté par Marx est très proche des développements historiques réels qui ont fait passer de la production marchande simple au mode de production capitaliste.

Pour quelque raison que ce soit, donc, Marx ne part pas de la valeur telle qu'elle se présente dans la société capitaliste développée de son temps. Il ne fait apparaître le mode de production qu'à partir de considérations générales sur la circulation. Celle-ci est affectée d'une contradiction que la rencontre entre l'homme aux écus et le prolétaire vendeur de sa force de travail permet de résoudre.

> Pour pouvoir tirer une valeur échangeable de la valeur usuelle d'une marchandise, il faudrait que l'homme aux écus eût l'heureuse chance de découvrir, *au milieu de la circulation*, sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer serait *réaliser du travail* et, par conséquent, créer de la valeur. Et notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu spécifique, elle s'appelle *puissance de travail* ou *force de travail*[41].

Le rapport entre capitalistes et prolétaires décrit dans ce passage n'apparaît qu'à la fin de la deuxième section du Livre I du *Capital*. Avant cela, la création de valeur est confiée aux « producteurs privés indépendants[42] ».

Il est donc possible que Marx place son analyse de la valeur dans le cadre de la petite production marchande parce que cela lui évite de considérer la question du rapport entre le concept de valeur

41 *Ibid.*, p. 715, souligné par Marx.

42 Nous aurons à revenir sur la deuxième section du *Capital* et sur cette partie du raisonnement marxien, notamment pour critiquer l'usage qu'en fait la « théorie critique de la forme-valeur » (*Wertkritik*). Cf. chapitre 5.2.

et l'exploitation du travail. Les producteurs indépendants de la première section n'ont qu'un problème : celui de vendre leur production sur le marché. Ils n'ont pas de patron, et leur travail (concret) ne leur pose pas de problème particulier. Au contraire, si l'on en croit Marx qui souvent donne une version assez idéalisée de la production marchande simple. Il faut ici faire un détour et quitter le premier chapitre du *Capital*.

Dans ce que Rubel appelle la conclusion du *Capital*, le chapitre XXXII : « Tendance historique de l'accumulation capitaliste », Marx fait une présentation puissante de l'émergence puis de la fin du capitalisme. En ce qui concerne le premier point, il ne revient pas sur ce qu'il vient d'écrire à propos de l'accumulation primitive, de sa violence et de sa cruauté, mais il montre, comme avec des regrets, ce que l'émergence du mode de production capitaliste a détruit. Le secret de l'accumulation primitive, « c'est l'expropriation du producteur immédiat, c'est la dissolution de la propriété fondée sur le travail personnel de son possesseur […] La propriété privée du travailleur sur les moyens de son activité productive est le corollaire de la petite industrie agricole ou manufacturière, et celle-ci constitue la pépinière de la production sociale, l'école où s'élaborent l'habileté manuelle, l'adresse ingénieuse et la *libre individualité du travailleur*[43] ».

On peut se demander en quoi consiste la libre individualité des paysans anglais ou écossais que les *enclosures* chassèrent de leur terre, ou ce que peut être celle de l'artisan urbain. Ce sont de tels propos qui m'incitent à penser que Marx idéalise la petite production marchande. Autre exemple : Marx distingue, dans le même passage, entre deux cas de propriété privée.

> La propriété privée, comme antithèse de la propriété collective, n'existe que là où les instruments et les autres conditions extérieures du travail appartiennent à des particuliers. Mais selon que ceux-ci sont les travailleurs ou les non-travailleurs, la propriété privée change de face[44].

43 *Ibid.*, p. 1237, souligné par moi.
44 *Ibid.*

La même idée était déjà formulée un peu plus haut, dans la section sur l'accumulation primitive :

> L'économie politique cherche, en principe, à entretenir une confusion des plus commodes entre deux genres de propriété privée bien distincts, la propriété privée fondée sur le travail personnel et la propriété privée fondée sur le travail d'autrui, oubliant, à dessein, que celle-ci non seulement forme l'antithèse de celle-là, mais qu'elle ne croît que sur sa tombe[45].

Et Marx a des accents qu'on ne trouve pas souvent dans *Le Capital* pour parler de l'expropriation des travailleurs de la petite production marchande. C'est à partir de cette petite production marchandée qu'on passe « de la propriété naine du grand nombre [à] la propriété colossale de quelques-uns, cette douloureuse, cette épouvantable expropriation du peuple travailleur[46] ».

Marx ne se cache pas l'étroitesse de la petite production marchande, mais il n'en marque pas moins comme une nostalgie d'une époque où le travail, où le « peuple travailleur » était en harmonie avec son travail et les conditions sociales de celui-ci. Le travail et la propriété étaient réunis. Cela postule la possibilité d'un travail qui ne soit pas exploité. Cela annonce la coexistence pacifique du travail ouvrier (collectif) et de la propriété (coopérative).

C'est le deuxième point. Marx n'opte pas pour une attitude réactionnaire qui voudrait réinstaurer la production artisanale à la place du capitalisme. Il connaît le rôle historique du mode de production capitaliste et il en décrit le principe à grandes lignes : d'un côté concentration des moyens de production dans les mains d'un petit nombre de capitalistes, et de l'autre côté formation d'une classe ouvrière massive et organisée « par le mécanisme même de la production capitaliste ». Bientôt les rapports de production deviennent une entrave pour la poursuite du développement des forces productives.

45 *Ibid.*, section VIII, chapitre XXIII : « La théorie moderne de la colonisation », p. 1224.
46 *Ibid.*, p. 1238.

Alors, « l'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés[47] ».

On ne peut manquer de remarquer que le contexte indique clairement que la négation de la négation, la vengeance que l'histoire exerce contre les expropriateurs vise leurs péchés anciens, ceux de l'accumulation primitive où le capitalisme naissant a rompu l'harmonie de la propriété et du travail réunis, et non pas leurs péchés plus récents, à savoir le vol de la plus-value produite par le travailleur salarié, qui est une autre forme d'expropriation. La première négation, c'est celle par le capitalisme naissant de « cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel ». La révolution que Marx a en tête n'est bien sûr pas un retour à la petite production marchande. Mais si celle-ci est ainsi mise en exergue, c'est parce que dans la façon dont Marx l'envisage elle postule la possibilité d'un travail *qui n'est pas exploité*. Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, un des problèmes auxquels est confronté le programme prolétarien de l'abolition de la valeur vient de ce qu'il garde le travail et l'économie et cherche malgré cela à mettre fin à l'exploitation.

En plaçant son analyse de la valeur dans les conditions de la petite production marchande, Marx laisse entendre que l'abolition de la valeur ne concernera pas le travail lui-même mais seulement le devenir de ses produits. Les producteurs privés et indépendants, le « peuple travailleur » de la première section du *Capital* préfigurent les travailleurs associés du socialisme. La valeur n'a pas besoin d'être saisie au niveau de la production parce que le travail, qui est la source de la valeur, ne se présente pas dans cette section sous la forme du travail salarié avec toutes les horreurs que Marx décrit très bien par ailleurs quand il parle de l'exploitation mais plus de la valeur.

Quel est l'enjeu de la question ? Nous verrons (chapitre 3) qu'en posant l'analyse de la valeur sur les bases de son plein développement dans le capital, on est amené à ramener le centre de la question du marché vers la sphère productive. Et à définir l'abolition de la valeur

47 *Ibid.*, p. 1239.

comme une transformation radicale de l'activité productive bien plus que comme la seule abolition du marché par le plan.

5.2 Quels échanges ?

On trouve sans cesse dans le texte des formules comme celle-ci :

> Lorsque les producteurs mettent en présence et en rapport le produit de leur travail […] [48]

Autrement dit, les « rapports sociaux entre les choses » apparaissent à chaque fois comme la confrontation de deux marchandises qui vont opérer un troc. Certes, dans tout le début du chapitre l'argent n'existe pas encore, et il faut donc admettre qu'on se limite à la forme simple de la valeur. Mais quand à la fin de la troisième partie l'argent apparaît, Marx n'en profite pas pour reprendre son analyse de l'échange d'une façon plus conforme à la réalité de cette opération, où l'on trouve nécessairement un vendeur *et un acheteur*. Par définition, un troc est une opération d'achat/vente simultanée. Or, si l'on y prête attention, les producteurs de Marx sont toujours vendeurs, jamais acheteurs. Ils arrivent toujours sur le marché pour y présenter leur produit fabriqué, jamais pour y chercher leurs approvisionnements en outils, matières premières et subsistances. Ce non-dit est conforme à la logique générale du chapitre. La socialisation des producteurs n'a lieu qu'après la production, quand ils portent leurs marchandises au marché. Si après avoir introduit l'argent, Marx avait décomposé l'échange $xA = yB$ en $xA = argent$, $argent = yB$, on aurait vu le producteur vendre son produit contre l'argent et devenir acheteur de ses conditions de travail, c'est-à-dire devenir investisseur venant, avant de produire, *s'insérer dans la division sociale du travail*. Quand Marx parle du rapport des producteurs à la division sociale du travail, il considère celle-ci comme une donnée, comme un processus spontané [49]. Cependant, la division sociale du travail est un phénomène tout autant ou tout aussi peu spontané que n'importe quel autre processus économique. Il est vrai que les producteurs ne la contrôlent pas consciemment, mais

48 *Ibid.*, p. 607.
49 Cf. plus loin, p. 90–91.

ils y participent. Marx la présente sous un jour où les producteurs en seraient ignorants, comme ils sont ignorants de leur marché aval avant d'y apporter leurs marchandises. D'ailleurs, Marx présente toujours dans ce chapitre les producteurs sur leur marché aval et il néglige complètement leur marché amont. Ce n'est pas un hasard. C'est conforme à sa vision de la valeur, qui n'est achevée que par le passage de la marchandise sur le marché. Et c'est conforme à son obsession que les producteurs privés sont dans l'ignorance des conditions sociales de la production aussi longtemps qu'ils ne sont pas allés sur le marché pour tenter d'y vendre leur produit, alors que leur passage préalable par le marché amont les a déjà socialisés et instruits. Le fait que les producteurs ne connaissent pas exactement les conditions sociales de leur production pendant que celle-ci a lieu est vrai et est évidemment la source de crises, de gaspillage, d'anarchie économique. Mais Marx l'exagère. Cette focalisation sur le marché aval est conforme à la façon dont Marx envisage l'abolition de la valeur, à savoir la planification. L'abolition de la valeur est identique à l'abolition du marché, laquelle permet, grâce à la planification, de mettre en place un mode de production vraiment rationnel.

Il faut attendre le chapitre III du *Capital* pour voir apparaître le producteur non seulement comme vendeur, mais aussi comme acheteur, après que l'échange-troc a en effet été décomposé comme indiqué plus haut. Cependant, la façon déséquilibrée dont il traite la vente et l'achat est intéressante et significative. Elle justifie que nous quittions de nouveau le premier chapitre.

Vente :

Marx consacre de longs développements à la vente. Il insiste sur la division du travail, qui engendre le marché et la nécessité de passer par celui-ci pour satisfaire les besoins. Ces développements sont intéressants à deux titres :

1 Marx montre la multiplication des branches, il montre même le cas d'un producteur qui ouvre une nouvelle branche par fractionnement d'un métier ancien :

> Entrelacé hier encore dans les nombreuses fonctions dont se compose un seul métier, un travail parcellaire peut aujourd'hui se détacher de cet ensemble, s'isoler et envoyer au marché son produit partiel à titre de marchandise complète[50].

Ce passage décrit exactement la façon dont la valeur se développe et gagne peu à peu du terrain. C'est précisément ce qu'il faut développer et préciser aujourd'hui. De la même façon que Roubine fera plus tard, Marx s'engage dans un chemin qui est prometteur mais renonce bientôt à le poursuivre parce que son point de vue sur la valeur et le rôle du marché ne l'y pousse pas. Il ne manque à son analyse que deux précisions. D'une part, il faut insister sur le fait que la division du travail est ici division de la propriété aussi. Marx le dit, mais ailleurs et sans aller jusqu'au bout : la division du travail fait des échangistes des « producteurs privés indépendants[51] ». Aller jusqu'au bout reviendrait à dire qu'ils sont propriétaires, et donc exploiteurs d'un travail qui n'est ni l'un ni l'autre. Et d'autre part, il faudrait dire pourquoi une fonction partielle se détache d'un ensemble plus complet. La raison est la recherche de la productivité. Je pense que la liaison entre valeur et productivité est fondamentale et qu'elle n'apparaît jamais dans les analyses de Marx sur la valeur. À son tour, la recherche de la productivité se fonde sur l'exploitation du travail. Ces deux précisions toutes simples ont des conséquences considérables, comme nous le verrons.

2 Dans la plus grande partie de sa présentation de l'acte de vente, Marx insiste sur le risque qu'elle ne se fasse pas, sur la difficulté de vendre pour le producteur qui ne connaît pas le besoin social, ou qui est victime de la surproduction, etc. Il va jusqu'à dire que « la division du travail transforme le produit en marchandise et nécessite par cela même sa transformation en argent. Elle rend en même temps la réussite de cette transsubstantiation *accidentelle*[52] ».

L'adjectif « accidentelle » est inutilement dramatique. Marx a évoqué un peu plus haut les crises du capital, et il sait qu'elles ne sont pas permanentes mais périodiques. Il pourrait donc tout aussi bien

50 *Ibid.*, p. 645.
51 *Ibid.*, p. 646.
52 *Ibid.*, p. 647, souligné par moi.

dire que la vente des marchandises se fait sans problème pendant dix ans, et n'a donc rien d'accidentel pendant toute cette phase. Marx dit aussitôt que, pour l'analyse, il faut « supposer que sa marche [de la transsubstantiation] est normale ». La formulation même est hypocrite. Elle dit que dans la réalité cette normalité n'existe pas – ce qui reviendrait à dire que la crise est permanente.

En insistant beaucoup sur les problèmes que le producteur peut rencontrer au moment de la vente, Marx veut dramatiser l'absurdité du système de la valeur tel qu'il le comprend : socialisation des producteurs après coup, sur leur marché aval, et donc irrationalité, gaspillage, crises.

Achat :

Dans les chapitres précédents le producteur échangiste était toujours vendeur, soumis aux inconnues d'un marché qu'il semblait découvrir au moment d'y apporter sa marchandise. Ici, il apparaît enfin, dans le chapitre III, comme acheteur. Mais est-ce un hasard si, les deux fois où l'on voit un producteur en position d'achat, Marx se moque de lui ? Une fois il achète une bible, l'autre fois de l'eau-de-vie. Or le tisserand qui s'achète une bible après avoir vendu son tissu a besoin de nouveaux filés, et celui qui lui a vendu cette bible a besoin de papier ou de nouveaux livres plus que d'eau-de-vie. Pourquoi Marx néglige-t-il cet aspect du marché ? Depuis le début du *Capital*, les échanges auxquels on a assisté sont ceux des *producteurs entre eux*, qui ont besoin de moyens de travail et de subsistances pour reprendre leur activité *de producteurs*. Mais ici Marx nous montre le tisserand et le libraire comme des consommateurs futiles.

Les développements de Marx sur la division sociale du travail devraient être assortis de considérations sur le producteur qui achète ses moyens de production, autrement dit sur la division sociale du travail en procès – spontanée ou non, peu importe. Alors le marché n'apparaîtrait pas comme un trou noir inconnu où la réalisation de la valeur est *accidentelle* mais comme une source de produits et d'informations sur l'état du marché et de la production sociale. Il ne s'agit pas de dire que cette fonction amont du marché supprime les

risques encourus sur le marché aval, mais de montrer encore une fois que Marx présente les choses de façon dissymétrique pour dramatiser le mécanisme de la valeur tel qu'il le définit à partir du marché, aval qui plus est.

Par ailleurs, la dissymétrie se voit rien qu'au nombre de pages que Marx consacre à la vente (4) et à l'achat (1). Sur ce dernier, il se contente de propos généraux pour indiquer que « ses besoins divers [du producteur échangiste] et toujours renaissants le forcent d'employer l'argent ainsi obtenu à des achats plus ou moins nombreux[53] ».

Or les besoins divers et les achats plus ou moins nombreux sont d'abord les besoins et les achats d'un *producteur*. Marx ne présente pas l'acheteur spécifiquement comme tel, puisqu'il se contente de lui faire acheter une bible et de l'eau-de-vie. Il ne présente pas l'acheteur comme venant s'insérer dans la division sociale du travail par ses investissements. Le producteur échangiste acheteur est, centralement, acheteur de moyens de production (et de subsistances). Marx est indifférent au fait que la circulation est, essentiellement, circulation de moyens de production. Or mon hypothèse est que cet aspect est très important pour définir la valeur et, plus tard, le travail productif (cf. chapitre 4.3).

En faisant passer le producteur par son marché amont, on ne supprime pas le fait que la réalisation de la valeur de la marchandise sur le marché aval est la sanction ultime, la preuve pratique que le producteur s'est bien inscrit dans « le travail de la société tout entière ». Mais on montre que cette inscription n'est pas de la part du producteur un pari aveugle, un saut dans l'inconnu. Car sur ce marché amont, le producteur trouve des marchandises et des informations (des prix) qui vont guider ses choix de production. Par exemple, il va dépenser son argent à acheter des moyens de production qui lui permettent d'augmenter sa productivité, ce qui est pour lui une assurance (relative) de pouvoir vendre sa production à une valeur qui est inférieure ou égale au temps de travail moyen socialement nécessaire. Autrement dit, le passage par le marché amont nous

53 *Ibid.*, p. 650.

permet de nous approcher de la façon dont la valeur est produite dans la production même. Les conditions marchandes imposent au travail même, au cœur de la production, des formes et des normes qui en font une activité spécifique au règne de la valeur, et non pas une activité humaine générale soumise à des conditions qui lui seraient imposées de l'extérieur, par le marché.

Mais Marx n'a-t-il pas prévenu cette objection ? N'a-t-il pas montré comment la valeur règne aussi dans la production ? Il faut ici faire une longue citation :

> Cette scission du produit du travail en objet utile et en objet de valeur s'élargit dans la pratique dès que l'échange a acquis assez d'étendue et d'importance pour que des objets utiles soient produits en vue de l'échange, de sorte que leur caractère de valeur est déjà pris en considération dans leur production. À partir de ce moment, les travaux privés des producteurs acquièrent en fait un double caractère social. D'un côté, ils doivent être travail utile, satisfaire des besoins sociaux et s'affirmer ainsi comme *partie intégrante du travail général*, d'un *système de division sociale du travail* (souligné par moi) qui se forme spontanément ; de l'autre côté, ils ne satisfont les besoins divers des producteurs eux-mêmes que parce que chaque espèce de travail privé utile est échangeable avec toutes les autres espèces de travail privé utile, c'est-à-dire leur est réputé égal. *L'égalité des travaux* qui diffèrent entièrement les uns des autres ne peut consister que dans une *abstraction de leur inégalité réelle* (souligné par Marx), dans la réduction à leur caractère commun de dépense de force humaine, de travail humain en général, et c'est l'échange seul qui opère cette réduction en mettant en présence les uns des autres sur un pied d'égalité les produits des travaux les plus divers[54].

Observons au passage que Marx confirme bien ici ce que nous avons déjà vu : ce qui définit le travail abstrait c'est son caractère physiologique de dépense de muscles, etc. La référence au travail de la

54 *Ibid.*, p. 607.

société tout entière, à la division sociale du travail, ne concerne pas la définition du travail abstrait. Cependant elle est importante parce qu'elle pointe dans la bonne direction, celle de l'analyse de la valeur directement au niveau de la production. Mais Marx ne poursuit pas cette direction. Il ne nous dit pas en quoi consiste le fait de « prendre en considération » le caractère valeur du produit dès le stade de la production. Et il conclut sur le caractère positif, actif, de l'*échange seul* dans la transformation du travail utile, concret en travail abstrait. Autrement dit, la référence à la division sociale du travail et à la nécessité pour le producteur de s'y intégrer ne l'amène pas à nous faire entrer dans la production même pour y chercher en quoi la production de valeur est une activité spécifique et non pas une dépense de force humaine en général, présente dans tous les modes de production. C'est ce qu'il nous faudra faire plus loin.

6 Le fétichisme de la marchandise

Quelle est la raison d'être de la quatrième partie, consacrée au fétichisme de la marchandise, dans le plan d'ensemble du premier chapitre du *Capital* ? La question a été posée par des générations de commentateurs. Répondant à certains d'entre eux, Isaac Roubine s'oppose à l'idée que la théorie du fétichisme de la marchandise puisse être considérée comme « un supplément à la théorie de la valeur, comme une intéressante digression littéraire et culturelle [55] ». Mais il reconnaît en même temps que cela vient aussi « de Marx lui-même, de la structure formelle qu'il a donnée au premier chapitre du *Capital,* où la théorie du fétichisme figure sous un titre à part [ce qui n'était pas le cas dans la première édition du *Capital*] [56] ». Et il pose la quatrième partie comme un élément constitutif de la définition marxienne de la valeur. Selon lui, on ne peut pas comprendre la théorie de la valeur telle qu'elle se présente dans les deux premières parties tant que l'on n'a pas assimilé la quatrième, sur le fétichisme. « La théorie du fétichisme est, *per se*, la base de tout le système économique de

55 I. Roubine, *op. cit.*, p. 35–36.
56 *Ibid.*, p. 35.

Marx, et en particulier de sa théorie de la valeur[57]. » Cependant, si cela est vrai il semble alors que le plan retenu par Marx manque de cohérence. En effet, les deux premières parties définissent la valeur une première fois. La troisième est une théorie de l'argent. Et la quatrième reviendrait à la définition fondamentale de la valeur ? Cela semble peu logique. Et si Marx, sans aller jusqu'à inclure le fétichisme de la marchandise dans la définition de la valeur, voulait montrer comment la valeur impose sa loi aux producteurs privés sans qu'ils puissent choisir consciemment la façon dont le travail social se répartit entre les branches, alors il semble qu'il a été peu explicite sur son objet. D'autant que, comme nous allons le voir, un passage allant dans ce sens est absent des premières éditions et n'apparaît que dans la quatrième.

Ce que Roubine veut dire ici, et on le comprend dans de nombreux développements de son livre, c'est que la théorie du fétichisme fonde la *loi de la valeur*, c'est-à-dire la loi qui règle la répartition du travail social en fonction des prix. Il a raison dans ce sens que la circulation du travail social d'une branche à l'autre n'obéit à aucune décision consciente et contrôlée de la part des producteurs, qui s'effacent en quelque sorte derrière les rapports entre les marchandises tels qu'ils s'expriment dans les prix. Mais en glissant de la question de la définition de la valeur à l'explicitation de la loi de la valeur, il s'écarte du problème qui nous intéresse ici, à savoir celui de la définition de la valeur par Marx dans le premier chapitre du *Capital*. Entendons par là la question de savoir quel travail crée la valeur, et celle de savoir comment définir la substance et la grandeur de la valeur. Roubine, donc, glisse de ces questions à celles concernant la répartition du travail social dans la société, et il le fait de façon beaucoup plus approfondie que Marx ne le fait dans cette partie sur le fétichisme de la marchandise.

Certes, le thème de l'absence de contrôle conscient sur la production imprègne tout le sous-chapitre sur le fétichisme. Et c'est pourquoi beaucoup de commentateurs ont vu dans ces développements une

57 *Ibid.*, p. 36.

théorie de l'aliénation. En produisant des marchandises, les hommes transfèrent leurs rapports sociaux dans le monde des choses, qui dicte sa loi à leur activité et leur fait croire que ces choses ont le pouvoir de régler la société, voire de produire elles-mêmes le profit, l'intérêt, la rente, etc., ainsi que cela est expliqué dans d'autres endroits du *Capital*. Je suis favorable à ce point de vue. En effet, on a vu dans le chapitre précédent que dans sa vision de l'abolition de la valeur Marx place le plan comme la valeur devenue consciente d'elle-même. La production envisagée par Marx dans la société des hommes libres ne diffère pas essentiellement de ce qui se passe dans le capitalisme, si ce n'est par cette volonté du plan de contrôler à l'avance ce que le marché contrôle après coup. De la sorte les prolétaires reprennent le contrôle conscient d'une mécanique économique que personne ne contrôlait dans la société capitaliste. En faisant disparaître le fétichisme de la marchandise les prolétaires suppriment l'aliénation qui caractérise les rapports sociaux marchands.

Mais si cela est vrai, pourquoi placer ce développement dans le premier chapitre du *Capital* plutôt qu'ailleurs, dans un endroit plus approprié à la mise en exergue du rôle historique du prolétariat ? Mon hypothèse est la suivante : premièrement, la fonction du sous-chapitre sur le fétichisme est moins de montrer l'aliénation et la réification de la société marchande que de montrer qu'on peut la dépasser, qu'elle n'est pas une fatalité ; et deuxièmement, conformément à la logique dialectique même de la théorie communiste, Marx a dû assortir sa définition de la valeur d'une présentation du point de vue à partir duquel il parlait, à savoir la valeur abolie. Essayons de préciser cela.

D'une part, la partie sur le fétichisme dit de long en large l'absence de contrôle conscient des hommes de la société marchande sur leur activité productive, l'absence de rapports personnels entre les hommes, l'opacité de leurs rapports sociaux réifiés. Comment ne pas entendre que la révolution communiste a pour objectif de faire passer les rapports sociaux sous le contrôle de la conscience, de les rendre transparents ? Même si Marx n'avait pas mis dans son texte les développements où il compare la société marchande à d'autres modes de production, le message serait évident. Mais d'autre part, il

a mis ces comparaisons. Il a montré qu'il existe des formations sociales où les rapports entre les hommes sont personnels et transparents, même si ce sont des rapports d'exploitation (Marx prend l'exemple de la société féodale). Mais surtout, il propose un développement très significatif sur la « réunion d'hommes libres » travaillant en commun « d'après un plan concerté [58] ». Marx conclut cette description de la société communiste en disant que, grâce au plan concerté, « les rapports sociaux des hommes dans leurs travaux et avec les objets utiles qui en proviennent restent ici simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution [59] ».

Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, ce passage est probablement le plus explicite et le plus détaillé du *Capital* sur le communisme. On peut de nouveau se demander pourquoi Marx ne l'a pas mis ailleurs, par exemple dans la conclusion du premier livre que nous avons déjà évoquée. Le fait qu'il soit ici, au début du livre, semble confirmer mon hypothèse sur la raison d'être des développements sur le fétichisme à cet endroit. La partie que Marx consacre à la réification des rapports sociaux nous parle en réalité de son contraire, de la liberté et de la conscience dans la société communiste. Marx dénonce la société de la valeur et, pour ce faire, donne le point de vue d'où il l'appréhende. Il considère qu'on ne peut pleinement comprendre la valeur qu'en ayant pensé aussi son dépassement. Quelle que soit la nature exacte du dépassement qu'il propose, on ne peut qu'être d'accord avec cette façon de faire.

La raison d'être de la partie sur le fétichisme dans le premier chapitre du *Capital* c'est donc moins de mettre en place la mécanique de la loi de la valeur, comme Roubine le fait longuement dans ses *Essais,* que de faire comprendre que la valeur est aliénation, et doit et peut être abolie. La thématique de l'aliénation a chez Marx une importance aussi grande en raison de la façon même dont le dépassement de la valeur est envisagé. La révolution selon Marx doit rendre au travail le contrôle de son activité après le passage par l'aliénation

58 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 613.
59 *Ibid.*

marchande. Pour ce qui nous concerne ici, peu importe que cette désaliénation ne corresponde plus à notre point de vue sur le rapport entre capitalisme et communisme. Il suffit de comprendre que Marx développe la question du fétichisme à cet endroit du *Capital* parce que c'est là qu'il définit la valeur, et que cette définition ne peut pas être achevée sans donner le point de vue de son dépassement. Ne serait-ce que par le côté provocateur du terme même de fétichisme, on comprend que Marx en parle pour dire en fait son contraire, l'activité libre et consciente des travailleurs associés. Quoi qu'on pense aujourd'hui de ces formules, la démarche d'ensemble est la bonne : parler des catégories du capital du point de vue de leur dépassement.

On définit couramment le fétichisme de la marchandise par le fait que dans la société de la valeur les relations sociales entre les hommes apparaissent comme des relations entre les choses, les marchandises. C'est là le point de départ de l'analyse de la société capitaliste comme réifiée. En fait, la définition complète du fétichisme chez Marx est peut-être plus complexe :

> [La forme-marchandise] renvoie aux hommes l'image des caractères sociaux de leur propre travail comme des caractères objectifs des produits du travail eux-mêmes, comme des qualités sociales que ces choses posséderaient par nature : elle leur renvoie ainsi l'image du rapport des producteurs au travail global comme un rapport social existant en dehors d'eux, entre des objets [60].

Ce passage n'est pas dans l'édition Rubel, qui suit la traduction Roy, elle-même venant de la deuxième édition allemande du *Capital*. Elle se trouve dans la quatrième édition allemande du *Capital* – source de la traduction Lefebvre. Était-il dans la première édition et Marx l'a-t-il retiré de la traduction Roy ? Ou bien est-ce un passage qui a été ajouté, par Marx ou Engels, dans la troisième ou la quatrième édition ? Peu importe pour notre propos. Ce passage constitue une définition du fétichisme plus complexe que celle, courante, que j'ai évoquée plus haut. Marx y évoque le rapport des producteurs au

60 K. Marx, *Le Capital* (1867), Paris, PUF, 1993, p. 82–83.

travail global, c'est-à-dire leur insertion dans la division sociale du travail. Cet élément donne raison à Roubine, en ce que Marx fait bien la liaison entre le fait que le rapport entre les hommes est un rapport entre les choses et le fait que la répartition du travail dans la société, entre les différentes branches, obéit à des règles qui sont dictées par ces rapports réifiés. Mais dans cette quatrième partie du chapitre I qui définit le fétichisme, Marx n'est de loin pas aussi explicite que Roubine. Cette formulation est donc un peu plus générale que celle qui consiste à dire simplement que sur le marché les rapports entre les producteurs échangistes apparaissent comme des rapports entre les choses. Mais si Marx annonce la loi de la valeur que Roubine dégage avec force dans ses *Essais*, il ne développe pas, et dans l'ensemble de la quatrième partie cette vision plus riche du fétichisme reste subordonnée à l'autre point de vue, celui de la dénonciation de l'aliénation.

7 Digression : Isaac Roubine et le travail abstrait

Les *Essais* d'Isaac Roubine sont une tentative approfondie d'appliquer et de développer la théorie de la valeur de Marx en partant principalement du premier chapitre du *Capital*. Là où, ainsi que nous l'avons vu, Marx introduit le terme de travail abstrait sans vraiment le définir, Roubine consacre un chapitre entier à cette notion. Par défaut d'une définition strictement formulée, Marx nous laisse avec une notion de travail abstrait identique à la « dépense de muscles, etc. ». Roubine s'oppose à cette vision physiologique, nie qu'elle soit celle de Marx et propose une vision plus large. Voyons ce qu'il en est.

> Le procès d'échange provoque des modifications substantielles aussi bien dans le produit que dans le travail du producteur de marchandises. Il n'est pas question ici de modifications naturelles, matérielles. La vente de vêtements ne peut amener de modifications dans la forme naturelle du vêtement lui-même, ni dans le travail du tailleur ni dans la totalité du procès de travail déjà achevé [61].

61 I. Roubine, *op. cit.*, p. 173.

Roubine pose ici clairement les termes du problème. Le procès d'échange doit modifier un produit et un travail déjà effectué. Comment cela est-il possible, surtout si ces modifications sont annoncées comme « substantielles ». Roubine répond de la façon suivante :

En ce qui concerne le produit :

1 « le produit acquiert la capacité d'être directement échangé contre n'importe quel autre produit » ;
2 cette affirmation de son caractère social se fait par l'égalisation du produit avec l'or « qui possède la propriété d'être directement échangeable contre *tous les autres* produits » ;
3 l'égalisation des produits entre eux par leur comparaison avec l'or inclut l'égalisation des travaux de différents niveaux de qualification ;
4 l'égalisation des produits identiques entraîne aussi l'égalisation des travaux qui les ont produits dans des conditions techniques différentes, « c'est-à-dire avec des dépenses de quantités *individuelles* de travail différentes [62] ».

En ce qui concerne les travaux, ils sont modifiés de la façon suivante par l'intermédiaire du procès d'échange :

1 « le travail du producteur marchand, *privé*, isolé manifeste son caractère social » ;
2 la forme concrète du travail est égalisée avec tous les autres travaux concrets ;
3 les travaux de qualification différente sont aussi égalisés entre eux ;
4 les dépenses différentes de travail consacrées à la production d'un même type de produit sont égalisées entre elles [63].

Telles sont donc les « modifications substantielles » auxquelles le produit et le travail sont « soumis par l'intermédiaire du procès d'échange [64] ». Il est difficile de se satisfaire d'un tel exposé. On observe en premier lieu que les points 1 et 2 sont identiques dans le cas du produit et dans celui du travail. Cela donne l'impression que Roubine

62 *Ibid.*, p. 174, souligné par Roubine.
63 *Ibid.*
64 *Ibid.*

peine à cerner son sujet. D'autre part, n'est-il pas tautologique de dire que le procès d'échange confère au produit la capacité d'être échangé ? Ou alors faut-il comprendre que le producteur a travaillé au hasard, sans penser à l'échange, dans un isolement complet, et se présente sur le marché avec son produit sans la moindre idée de son échangeabilité ? Si l'échange a lieu, cependant, cela veut simplement dire que le produit est *échangeable*. Pourquoi dire qu'il « acquiert la capacité d'être échangé » ? En réalité, le produit a déjà avant d'arriver sur le marché sa capacité à être échangé. Le producteur l'a formaté pour cela. Et de même pour le travail : si le procès d'échange « manifeste » son caractère social c'est qu'il l'avait déjà. Sinon Roubine aurait dû écrire que le procès d'échange donne, ou crée, le caractère social du travail privé. C'est d'ailleurs ce que, curieusement, il fait bientôt :

> Le travail du producteur de marchandises, qui dans le procès de production a directement la forme d'un travail privé, concret, qualifié […] et individuel, acquiert dans le procès d'échange des propriétés sociales qui en font un travail social, abstrait, simple et socialement nécessaire [65].

Ici, le verbe « acquérir » semble bien indiquer que c'est l'échange qui engendre les modifications substantielles d'un travail déjà effectué. Mais comme s'il avait un doute, Roubine se sent obligé de préciser aussitôt, mais en note, que « dans la production marchande, c'est-à-dire la production qui est destinée par avance à l'échange, le travail acquiert les propriétés sociales mentionnées ci-dessus dès les procès de production directs, bien que ce soit seulement sous une forme "latente" ou "potentielle" qui doit encore devenir effective lors du procès d'échange [66] ».

Il fait donc revenir le moment des transformations substantielles au niveau de la production, mais pour aussitôt le faire de nouveau repartir vers le moment de l'échange. Cette valse-hésitation est caractéristique des difficultés de Roubine à choisir entre la sphère du travail et celle de l'échange pour poser sa définition de la valeur. Et les

65 *Ibid.*
66 *Ibid.*

guillemets appliqués à *latente* et *potentielle* ne nous font absolument pas avancer dans la compréhension de ce qui est transformé et de comment ça l'est. Marx dit quelque part que le producteur privé et indépendant a déjà « en tête » l'échange du produit qu'il fabrique. Roubine reprend cette idée, mais ce qui pour Marx est dans la tête du producteur il le place comme potentialité dans le travail. C'est une avancée, mais trop timide, et il faudra que nous la poussions encore pour clairement placer la création de valeur directement au cœur du procès de travail. Bref, on voit que c'est le problème de définir le choc en retour de l'échange des produits sur le travail qui les a fabriqués, soi-disant dans l'ignorance du reste de la société, qui contraint Roubine, et bien d'autres avec lui, à ces allers-retours entre la production et l'échange, entre la réalité et la potentialité.

Finalement, quelle définition du travail abstrait Roubine nous propose-t-il ? Dans le chapitre qu'il consacre à la question il commence par rejeter fermement l'approche physiologique.

> La conception simpliste du travail abstrait [la conception physiologique] n'est absolument pas compatible avec l'ensemble de la théorie de la valeur de Marx, pas plus qu'avec un grand nombre d'autres passages du *Capital*[67].

Roubine a raison de dire que la valeur, y compris chez Marx, est une forme sociale et que la vision physiologique du travail abstrait est incompatible avec une conception sociale de la valeur. Il a raison de dire que l'option naturaliste et l'option sociale s'excluent. Il n'empêche que, ainsi que nous l'avons vu, on les trouve toutes les deux dans le premier chapitre du *Capital*. Roubine le sait, et il propose de réduire le contenu physiologique du travail à un simple présupposé lointain du travail abstrait :

> Quand nous parlons donc de travail abstrait, nous présupposons un travail qui est socialement égalisé, et l'égalisation sociale des travaux présuppose elle-même l'homogénéité physiologique du travail[68].

67 *Ibid.*, p. 183.
68 *Ibid.*, p. 186.

Roubine pense pouvoir ainsi écarter définitivement cette embarrassante question de la dépense physiologique. Mais malgré cette clarification qu'il espère définitive, Roubine admet implicitement que la théorie du travail abstrait est inachevée, puisqu'il veut « construire le concept de travail abstrait ». Il y a dans l'œuvre de Marx, dit-il, « suffisamment d'éléments pour une théorie sociologique du travail abstrait [69] ». Dans l'esprit de Roubine, celle-ci reste donc à faire. En d'autres termes, Roubine admet, avec raison mais sans oser le dire vraiment, que Marx ne propose pas de définition du travail abstrait, et se propose d'y remédier.

On a donc trois niveaux successifs dans l'analyse du travail qui mène au travail abstrait :

1 le travail physiologiquement égal ;
2 le travail socialement égalisé ;
3 le travail abstrait, propre à l'économie marchande.

Je ne reviens pas sur le premier point. Quant au travail socialement égalisé, c'est le travail tel qu'il est considéré dans toute société (y compris la société soviétique naissante) qui doit répartir la production entre différentes branches et procéder à des arbitrages entre produire des maisons ou produire des chaussures. Les dépenses de travail consacrées à chaque option doivent pouvoir être comparées entre elles pour mesurer l'avantage/coût de chacune et prendre des décisions. Pour Roubine, ce travail socialement égalisé n'a rien à voir avec le travail abstrait, dont on ne peut parler que dans une société marchande. En fait, il défend ici la société planifiée naissante de l'URSS, dont par hypothèse la valeur a disparu [70]. Toute sa recherche est embarrassée par ce présupposé.

Quant au troisième point :

> [L]e concept de travail abstrait exprime la forme *historique* spécifique de l'égalisation des travaux dans l'économie marchande [71].

69 *Ibid.*, p. 184.
70 Cf. *ibid.*, p. 188–189.
71 *Ibid.*, p. 182, souligné par Roubine.

Pour passer du deuxième au troisième point, du travail socialement égalisé au travail abstrait, Roubine explique que Marx pose deux conditions. Il faut que

– l'égalité des différents types de travaux et des individus exprime « le caractère social spécifique des travaux privés indépendants » [Marx],
– cette égalisation des travaux s'accomplisse sous une forme matérielle, c'est-à-dire revête « la forme-valeur des produits du travail[72] » [Marx].

Il semble bien que la conclusion, à savoir que le travail égalisé est du travail abstrait, soit déjà dans les conditions, à savoir que les producteurs sont privés et indépendants et que leurs produits ont la forme-valeur. Une fois de plus, on a l'impression que Roubine est dans la tautologie. Ainsi, dit-il encore un peu plus loin :

> *l'abstraction des formes concrètes des travaux, rapport social fondamental entre producteurs marchands isolés*, voilà ce qui caractérise le travail abstrait[73].

Dans ce passage, cependant, il y a plus qu'une simple tautologie. Roubine veut parler du travail abstrait mais il parle en réalité de l'échange, du « rapport social fondamental entre producteurs ». L'abstraction des formes concrètes se fait dans ce rapport social, c'est-à-dire après le travail proprement dit. Le travail abstrait n'a pas d'existence au niveau de la production, puisque « l'abstraction des formes concrètes » se fait dans le seul rapport social qui existe entre les producteurs privés indépendants, à savoir l'échange. Et cependant, c'est bien le travail lui-même qui est la source de la valeur. Comment réconcilier les deux points de vue ? Paradoxalement, quand Roubine cherche un appui chez Marx pour dire comment le travail rendu abstrait par l'échange se distingue du travail concret non seulement négativement (effacement des formes utiles du travail), mais aussi positivement, il utilise une citation du *Capital* où l'option physiologique est évidente :

72 *Ibid.*, p. 188.
73 *Ibid.*, p. 193, souligné par Roubine.

> Le travail réalisé dans la valeur des marchandises n'est pas seulement représenté négativement, c'est-à-dire comme une abstraction où s'évanouissent les formes concrètes et les propriétés utiles du travail réel ; sa nature positive s'affirme nettement. Elle est la réduction de tous ces travaux réels à leur caractère commun de travail humain, de dépense de la même force humaine de travail[74].

Aussi n'est-il pas étonnant que, conformément aux règles de la valse-hésitation, Roubine dise aussitôt, que dans d'autres passages, « Marx souligne que cette réduction des formes concrètes du travail au travail abstrait s'accomplit *définitivement* dans le procès d'échange[75] ».

Le mot « définitivement » est important. Il fait partie des adjectifs et adverbes qui permettent à Roubine et à d'autres de ne jamais répondre clairement à la question de savoir si, pour définir la valeur, c'est la production ou l'échange qui compte. Certains critiques de Roubine vont même jusqu'à dire que dans la présentation qu'il en fait, l'échange seul est à l'origine de la valeur. Roubine reconnaît que « notre conception peut conduire à la conclusion que le travail abstrait n'a son origine que dans l'acte d'échange, ce qui entraînerait que la valeur tient elle aussi son origine uniquement de l'échange. Or selon le point de vue de Marx, la valeur, et donc aussi le travail abstrait doivent déjà exister dans le procès de production[76] ».

Roubine formule très bien le problème du positionnement de la source de la valeur, tel qu'il se trouve déjà chez Marx : où se forme vraiment le travail abstrait ? En réponse, Roubine commence par dire que la question est « très sérieuse et très délicate[77] ». Mais après quelques développements montrant que Marx a en effet dit que la réduction du travail concret au travail abstrait se fait uniquement par l'échange, il affirme qu'il n'est pas difficile de réconcilier ces affirmations avec cet autre point de vue de Marx que la valeur est créée dans la production. La solution, dit Roubine, consiste à faire « correctement

74 Cité par Roubine, p. 195.
75 *Ibid.*, p. 193, souligné par moi.
76 *Ibid.*, p. 197.
77 *Ibid.*

la distinction entre deux acceptions du concept d'échange. Il faut distinguer l'échange en tant que forme sociale du procès de reproduction et l'échange en tant que phase particulière de ce procès de reproduction, phase qui alterne avec la phase de production directe[78] ».

Autrement dit, Roubine nous propose de noyer le poisson en jouant sur production et *re*production et en donnant une définition de l'échange qui englobe tout. Grâce à ce tour de passe-passe, l'échange est partout, y compris dans le travail qui est séparé de l'échange, mais c'est alors une autre acception du concept. On notera le subtil glissement qui partant de « la valeur est créée dans la production », passe par « l'échange en tant que forme sociale du procès de reproduction » pour arriver à « l'échange est avant tout une forme du procès de production[79] ». Roubine explique ensuite que « quand Marx répète constamment que le travail abstrait est seulement le résultat de l'échange, cela signifie qu'il est le résultat d'une forme sociale donnée du procès de production. C'est seulement dans la mesure où le procès de production prend la forme de la production marchande, c'est-à-dire de la production fondée sur l'échange, que le travail acquiert la forme de travail abstrait[80] ».

Et cela confirme notre première impression. Maintenant « échange » signifie « production marchande ». De sorte que l'on est toujours dans la tautologie. Le travail créateur de valeur c'est le travail qui se déroule dans la société fondée sur la valeur. Mais qu'est-ce que ce travail a de spécifique en tant que travail, et non pas en tant qu'acte productif général se déroulant dans les conditions de la production marchande, c'est ce qu'on ne sait toujours pas. Roubine ne peut ignorer la question, et il évoque à juste titre l'échange avant et l'échange après la production, les rapports avec les fournisseurs et avec les concurrents, tous phénomènes qui exercent une pression sur le producteur isolé dans son atelier.

> Ces actes [d'échange] laissent une empreinte sociale marquée sur l'individu et sur le produit de son travail. Dès le procès de

78 *Ibid.*, p. 199.
79 *Ibid.*, p. 198–199.
80 *Ibid.*, p. 199.

> production direct lui-même, le producteur apparaît comme un producteur de *marchandises*, son travail a le caractère du travail *abstrait* et son produit le caractère de *valeur*[81].

On est bien d'accord. Mais Roubine bloque à ce niveau. Il dit « empreinte sociale » sans doute parce qu'il ne peut pas dire « empreinte matérielle ». Il dit que le producteur « apparaît » comme producteur de marchandise sans doute parce qu'il ne parvient pas dire qu'il en est un dès avant l'échange (au sens strict) de son produit. Pour parvenir à cela, il faudrait qu'il admette que l'économie socialiste, sur laquelle il donne de longs développements très explicites dans plusieurs endroits du livre, n'est pas substantiellement différente de la société marchande au sens où elle n'a pas dépassé la valeur. Roubine bloque à ce niveau d'une vague empreinte de l'échange sur le producteur. Et il recule aussitôt. Après s'être avancé sur le terrain de définir le travail abstrait au niveau de la production, il juge « nécessaire de nous mettre en garde contre les erreurs » commises par de nombreux auteurs. Et il conclut que, même si les producteurs tiennent compte du marché, « l'activité de travail des producteurs de marchandises dans la phase de production est donc directement du travail privé et concret et elle n'est travail social qu'indirectement, ou de façon latente, comme le dit Marx[82] ».

Roubine va-t-il conclure fermement en faveur de l'échange comme lieu de formation du travail abstrait, même en jouant sur le sens du mot échange ? Pas vraiment. Car si le travail des producteurs de marchandises n'est pas « directement social », donc pas abstrait, s'il est « directement privé et concret », il n'en reste pas moins qu'il « acquiert une propriété sociale supplémentaire, "idéale" ou "latente" sous la forme de travail abstrait général et social[83] ».

En jouant sur les adjectifs « sociale », « idéale » et « latente », Roubine nous dit que c'est bien le travail qui crée la valeur pour aussitôt nous dire que ce n'est pas lui mais l'échange, et encore à condition de comprendre échange comme production marchande. Ce faisant,

81 *Ibid.*, p. 200 souligné par Roubine.
82 *Ibid.*
83 *Ibid.*, p. 202.

il est très fidèle à Marx, mais plus explicite que lui. Il n'a pas trouvé chez Marx de définition toute prête du travail abstrait et, dans sa tentative de construire le concept, il reproduit à l'envi le problème qui est déjà chez Marx. L'abstraction des formes concrètes du travail qui crée la valeur se situe-t-elle au niveau de la production – et alors elle se définit comme dépense physiologique de force humaine – ou bien intervient-elle dans l'échange, après le travail – et alors se pose la question de savoir si c'est bien le travail qui crée la valeur, et comment. Le texte de Roubine oscille continuellement entre les deux points de vue. Il s'efforce de les concilier mais n'y parvient que par des artifices de vocabulaire. On finirait par croire qu'« abstrait », dans l'expression « travail abstrait » est là pour couvrir ces artifices d'un voile philosophique.

Il y a, sur la question de la valeur, le même type de rapport entre Roubine et Marx que celui que nous avons vu entre le GIK et Marx sur la question de l'abolition de la valeur. Dans les deux cas, l'explicitation de Marx par les auteurs reproduit correctement ce que Marx a écrit. Et dans les deux cas ces auteurs sont amenés, par leurs efforts mêmes d'explicitation, à toucher et rendre plus évidentes les limites de la pensée marxienne, mais sans pouvoir ou oser entrer franchement sur ce terrain. Il est probable que dans les conditions historiques où ils vivaient (la révolution soviétique et sa critique) ils n'en avaient pas la possibilité. L'affirmation du travail était encore la clé de la révolution communiste.

Chapitre 3
La valeur comme forme sociale des moyens de production

Après avoir examiné la pensée de Marx sur la valeur et son abolition, et après avoir vu les problèmes qu'elle pose, nous pouvons avancer notre propre façon d'envisager la question. Elle aussi est historiquement déterminée. De la même façon que Marx à son époque, notre regard sur la société capitaliste est déterminé par les formes actuelles de la lutte des classes, car nous cherchons à comprendre le mode de production capitaliste du point de vue de son dépassement. Marx mettait en avant les luttes du prolétariat pour établir des coopératives (cf. chapitre 1.1.1). Pour ma part, je considère que les luttes significatives de notre époque sont les révoltes anti-travail des ouvriers pris dans la crise du fordisme. Elles sont apparues dans les années 1960–1970 dans les pays industrialisés d'Occident. On les retrouve maintenant en Orient, où une part significative du travail industriel fordisé a été transférée. Dans ces révoltes, le prolétariat affronte le capital en rejetant son identité de classe du travail. Il revendique peu, ou pas, ne respecte pas l'outil de travail et ne fait pas de proposition de prise en charge de l'économie. Quand, plutôt que de revendiquer des améliorations, il détruit de façon apparemment aveugle les moyens mêmes de sa survie dans le capital (usines, infrastructures de ses quartiers, écoles, moyens de transport…), il exprime son rejet de ce qui l'assigne à la condition prolétarienne. Cela n'exclut pas des luttes plus traditionnelles (grèves revendicatives, tentatives autogestionnaires par exemple). Mais dans le mouvement perpétuel et changeant de la lutte des classes, il faut porter une attention particulière aux luttes anti-travail parce qu'elles sont la manifestation des contradictions les plus avancées du mode de production capitaliste[1]. Ces luttes de la période actuelle (depuis l'après-68) annoncent que

1 Pour plus de détails, cf. B. Astarian, « Activité de crise et communisation » in : *Hic Salta – Communisation*, texte disponible en ligne.

le dépassement du capital ne se fera pas par l'affirmation de la classe du travail en tant que nouvelle classe dirigeante, mais par l'abolition simultanée des deux classes et la transformation complète des rapports des hommes entre eux et à la nature. Cette perspective permet et impose de reconsidérer en profondeur la problématique de la valeur et de son abolition. Tel est l'objet du présent ouvrage.

1 Point de départ : le capital reposant sur ses propres bases

Nous avons vu (chapitre 2) que pour comprendre ce qu'est la valeur, Marx a choisi de partir de la marchandise, considérée comme « forme élémentaire » de la richesse. Autrement dit, l'analyse marxienne part du marché. Et nous avons posé la question de savoir s'il ne conviendrait pas de partir plutôt de la production. Encore faut-il savoir de quel type de système productif on parle. Nous avons vu que, sans le dire explicitement, Marx place son analyse de la valeur dans un cadre qui ressemble de près à la production marchande simple (Roubine revendique explicitement ce contexte précapitaliste par souci de simplification). Pour notre part, considérant que l'anatomie de l'homme est la clé de l'anatomie du singe, nous placerons notre réflexion dans le cadre de la société capitaliste pleinement développée. Les formes de la valeur trouvent toute leur expansion dans la société capitaliste moderne. Comme de plus nous connaissons maintenant toutes les difficultés que l'on rencontre à vouloir définir la valeur, et tout particulièrement le travail abstrait, à partir du marché, notre point de départ sera la production capitaliste reposant sur ses propres bases.

1.1 Production pour la production

Pour un regard non averti, la société capitaliste apparaît comme une fourmilière travaillant sans répit à produire des biens qui sont d'une utilité relative pour les consommateurs. Le travail sempiternel des producteurs ne les enrichit pas mais leur permet simplement de se reproduire en tant que tels sans améliorer leur situation. Et toute cette production provoque les dégâts que l'on sait sur l'environnement. Il est inutile d'insister sur l'absurdité, sur l'apparente irrationalité du mode

de production capitaliste. On dit souvent que celui-ci se caractérise comme production pour la production. C'est vrai en première analyse. Il faut bien sûr que les marchandises produites trouvent un usage, soit dans la production soit dans la consommation finale, mais il est évident que si la satisfaction des besoins des gens était l'objectif de la production on pourrait parvenir à ce résultat de façon beaucoup plus simple, beaucoup moins fatigante et beaucoup moins destructrice. Il faut donc conclure que le but de la production capitaliste est ailleurs.

Et en effet, ce qui apparaît comme production pour la production se comprend en réalité comme recherche du profit. Dans le mode de production capitaliste, rien ne justifie la production d'un objet quelconque si ce n'est la rentabilité de cette production. Et ce profit qui est si important, qui est si recherché par le capitaliste, n'est pas tant destiné à sa jouissance qu'à être réinvesti dans une nouvelle production, qui à son tour devra engendrer des profits, etc. En comparaison de la richesse qu'engendrent leurs entreprises, les capitalistes ne sont pas de grands jouisseurs, comme l'étaient par exemple les aristocrates de l'Ancien Régime. Le confort et les fastes de la vie des capitalistes ne sont qu'un à-côté de leur vraie richesse, et pas le but de leurs efforts. Leur vraie richesse c'est la valeur de leur capital, qu'ils doivent toujours accroître en faisant travailler leur main-d'œuvre. En ce qui concerne cette dernière, le propre du système capitaliste est que le travail du prolétariat a pour résultat non seulement la production d'un certain volume de marchandises mais aussi la reproduction du travailleur dans le même état de dénuement que celui qui l'avait d'abord contraint à travailler. Le salaire ne permet au travailleur que de se reproduire en tant que travailleur démuni de tout. De la sorte, ni la consommation des patrons, qui doivent réinvestir le maximum de leur revenu, ni celle des travailleurs ne peuvent être le but de la production capitaliste. L'idée contraire que la consommation est le but de la production est évidemment courante chez les économistes. Quoi qu'il en soit, et au final, que l'on considère l'une ou l'autre classe, le travail des producteurs apparaît alors comme une activité qui produit une richesse immense qui sert peu, et mal, à pas grand monde. On

appelle cette richesse la valeur. Tel est l'objet de nos investigations dans le présent chapitre.

1.2 Un modèle à deux classes

On se souvient que pour nous faire découvrir ce qu'est la valeur, dans le premier chapitre du *Capital*, Marx place son analyse dans une société indéterminée, où les producteurs travaillent et échangent leurs produits. Pour notre part, nous partons d'une société bien déterminée, la société capitaliste développée. On y trouve de nombreuses catégories sociales différentes, des métiers plus ou moins bien payés, des chômeurs et des actifs, des cadres et des techniciens, etc. Mais pour notre analyse il suffira de dire que la société capitaliste est composée de deux classes : les capitalistes, qui possèdent les moyens de production et organisent le travail qui valorise leur capital, et le prolétariat, qui travaille sous la contrainte du dénuement où il se trouve en raison du monopole de la propriété capitaliste sur les moyens de travail. Telle est la logique du mode de production capitaliste : les prolétaires travaillent sans cesse pour ne toucher qu'un minimum qui leur permet juste de continuer à travailler, tandis que les capitalistes, anxieux de survivre dans la jungle concurrentielle, accumulent sous forme de capital la richesse qu'ils retirent de l'exploitation des travailleurs sans en jouir vraiment, car il faut que cette richesse retourne sans cesse à la production de nouvelles richesses.

Cette vision simplifiée des classes dans le mode de production capitaliste évacue évidemment la question des classes moyennes, qui sont un support significatif de la consommation finale dans les pays – notamment occidentaux – où elles ont connu un certain développement. Il est impossible de développer ici une analyse approfondie justifiant cette simplification, déjà revendiquée, mais dans un autre contexte historique, par Gorter dans sa polémique contre Lénine. Disons simplement que l'importance et la prospérité des classes moyennes sont une exception historique (les Trente Glorieuses) et géographique (l'Occident et le Japon). La faiblesse des classes moyennes dans les pays émergents est bien plutôt la règle. Elle contribue à expliquer la vigueur de l'accumulation du capital dans

ces zones. Ajoutons que le fait de négliger les classes moyennes en première analyse est aussi autorisé par le rôle nettement subordonné qu'elles ont toujours joué dans un processus révolutionnaire, où l'affrontement entre le prolétariat et le capital est ce qui compte en premier lieu.

Dans notre modèle simplifié, donc, capitalistes et prolétaires, chacun à leur niveau, vivent sans jouir de la richesse qu'ils produisent parce que cette richesse se définit comme valeur à valoriser. Mais alors que produisent-ils ? Ils produisent d'une part des moyens de subsistance pour les prolétaires, afin que ceux-ci puissent se reproduire et continuer à travailler, et ils produisent les moyens de production qui sont requis pour que les prolétaires, plus nombreux à chaque cycle, puissent travailler pour ces capitaux qui s'accumulent et grossissent. Dire que le mode de production capitaliste se caractérise comme production pour la production c'est dire, dans un premier temps, qu'il ne produit que des moyens de travail (matières premières, machines, logiciels, etc.) pour faire travailler les prolétaires, et des subsistances[2] pour qu'ils se reproduisent. Les capitalistes aussi doivent se reproduire. Le système de production comporte donc un segment supplémentaire, destiné à la consommation des capitalistes. Nous traiterons de cette question dans un développement à part, au moment où il faudra définir le travail productif.

2 Interdépendance et multiplication des capitaux

On a vu que Marx évoque plusieurs fois la question de l'insertion du producteur privé indépendant dans la production sociale générale, mais c'est le plus souvent de façon incidente. Le « travail de la société tout entière » et sa division ne sont pas au cœur de son analyse de la valeur. Reprenons un passage que nous avons déjà utilisé (chapitre 2.5.2), extrait du chapitre III du *Capital* : pour qu'elle s'échange contre l'argent, « il faut avant tout que la marchandise soit valeur d'usage pour l'acheteur, que le travail dépensé en elle l'ait été sous

2 Dans tout ce qui suit, nous employons « subsistances » pour désigner le panier de marchandises nécessaires à la reproduction des prolétaires.

une forme socialement utile ou qu'il soit légitimé comme branche de la division sociale du travail. Mais la division du travail crée un organisme de production spontané dont les fils ont été tissés et se tissent encore à l'insu des producteurs échangistes. Il se peut que la marchandise provienne d'un nouveau genre de travail destiné à satisfaire ou même à provoquer des besoins nouveaux. Entrelacé, hier encore, dans les nombreuses fonctions dont se compose un seul métier, un travail parcellaire peut aujourd'hui se détacher de cet ensemble, s'isoler et envoyer au marché son produit partiel à titre de marchandise complète […][3] ».

Ce passage est intéressant autant pour ce qu'il dit que pour ce qu'il ne dit pas. En effet, il dit qu'un nouveau métier se crée par fractionnement d'un ancien métier, plus complet ou par « invention » de nouveaux besoins. Il montre ici comment la division du travail se fait comme division de la propriété. Un métier unique se scinde en deux métiers séparés, chacun proposant maintenant comme une marchandise de plein droit ce qui pourrait apparaître comme un produit partiel par rapport au produit ancien du métier unique. De la même façon, le capital de la société tout entière produit sans cesse des rejetons, des capitaux nouveaux qui proposent au marché des marchandises partielles correspondant à des sous-ensembles de ce qui était auparavant produit par un seul capital, ou des marchandises nouvelles correspondant à des besoins nouveaux. La production capitaliste ne s'est pas développée comme accroissement homothétique de quelques capitaux historiques qui auraient présidé à la naissance du mode de production capitaliste, mais comme multiplication de capitaux nouveaux, comme division sans cesse renouvelée de la propriété capitaliste. C'est de cette façon que, pourrait-on dire, sont nés et naissent chaque jour les « producteurs privés indépendants » de Marx.

Marx dit aussi dans ce passage que le producteur doit légitimer sa place dans la division sociale du travail. Il faut que le travail ait été dépensé sous une forme utile. Or, avons-nous dit, la production capitaliste est fondamentalement production de moyens de production et

3 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 645.

de subsistances. Avant même de parler du temps de travail consacré à son produit, la première condition de légitimité d'un nouveau producteur c'est donc de produire un objet qui puisse servir soit de moyen de production pour un autre capital, soit de moyen de subsistance pour les prolétaires. Cette condition est nécessaire mais non suffisante. Nous allons voir qu'elle doit être assortie d'autres conditions, mais elle nous suffit pour le moment pour dire que *produire de la valeur, c'est produire des moyens de production (y compris les subsistances) pour un autre capital*. Marx dit souvent que la nature exacte du besoin que satisfait la marchandise importe peu et qu'il ne faut pas porter de jugement sur sa validité. Il est vrai que les capitalistes de la branche II (celle qui fabrique les moyens de consommation) offrent parfois sur le marché des produits qui correspondent plus au caprice qu'aux besoins « réels » des acheteurs. Mais cela nous importe peu. D'une part, s'il y a un marché pour des gadgets inutiles que l'on vend aux prolétaires c'est que ces gadgets font partie des subsistances nécessaires à leur reproduction, peu importe que ce soit d'un point de vue physique, chimique, physiologique ou symbolique. D'autre part, cet aspect de la production de subsistances « symboliques » est marginal dans la production générale de la branche II, qui s'occupe principalement de fournir aux travailleurs les maisons, les autos, les habits, la nourriture, etc., qui forment ce qu'on pourrait appeler une demande incompressible de leur part[4]. Enfin, il faut garder à l'esprit qu'une part importante de la production capitaliste est faite de moyens de production (branche I : machines, matières premières, etc.), et que là le besoin à satisfaire est certainement plus spécifié, moins laissé au caprice, que dans la branche II.

Venons-en à ce que Marx *ne dit pas* dans le passage cité plus haut. Il ne dit pas pourquoi un métier, c'est-à-dire un producteur, se détache et s'individualise comme producteur privé indépendant, ni comment le producteur nouveau fait sa place dans la division du travail. Et ici, on ne peut pas répondre que la preuve de sa légitimité est le

4 Nous mettons de côté pour le moment la consommation des capitalistes, que nous examinerons à part.

fait qu'il rencontre une demande solvable, puisque c'est précisément cette rencontre qu'on veut expliquer. Nous avons donné un premier élément de réponse, la condition nécessaire pour que cette insertion soit réussie. En l'occurrence, il faut que le capitaliste concerné propose au marché des marchandises qui puissent servir de moyens de production ou de subsistances pour les autres capitaux. C'est la règle fondamentale de la conservation et de l'accroissement de la valeur : la production nouvelle doit pouvoir fonctionner comme capital. Nous verrons plus loin les autres conditions de la « légitimité » de notre nouveau producteur au sein de la communauté des capitalistes.

La multiplication des capitaux n'a d'autre mobile que la recherche d'une meilleure rentabilité par rapport aux capitaux déjà existants. Étant donné que, en dernière analyse, cette rentabilité s'analyse comme exploitation du travail, on doit conclure que la généralisation de la valeur existe comme approfondissement de l'exploitation du travail. Nous l'avons déjà dit et nous y reviendrons (chapitre 3.3.1) : la vraie raison d'être de la valeur, c'est l'exploitation du travail.

Pour le moment, le développement de la valeur nous apparaît donc comme une multiplication de capitaux individuels cherchant à servir les besoins les uns des autres par leurs marchandises, ainsi que ceux de leurs travailleurs. À ce stade, la valeur apparaît comme la mécanique en vertu de laquelle chaque procès de production privé reçoit ses conditions d'un autre, qui ne le connaît pas et qui, de même, s'efforce de convaincre le plus de capitalistes et de prolétaires possible de l'utilité et de l'efficacité de ses propres produits pour leur propre reproduction. Cette mécanique définit l'*interdépendance* des capitaux entre eux. Marx, de son côté, insiste surtout sur l'*indépendance* du producteur privé.

Historiquement, la valeur a imposé sa loi en fournissant aux membres de communautés plus ou moins autarciques des *marchandises* qui satisfaisaient mieux le besoin auparavant couvert par un produit fabriqué en interne. Telle est du moins la façon habituelle de présenter l'origine de la valeur : un surplus inutilisable apparaît dans une communauté, qui cherche donc à l'échanger contre un produit dont elle ne dispose pas.

> [U]n objet utile dépasse par son abondance les besoins de son producteur, il cesse alors d'être une valeur d'usage pour lui et, les circonstances données, sera utilisé comme valeur d'échange[5].

Cette façon de voir néglige le plus souvent la question du processus qui fait apparaître un surplus à l'intérieur de la communauté. Or, à moins de n'envisager que des explications purement accidentelles (climatiques par exemple), l'apparition renouvelée d'un surplus échangeable a pour cause une hausse de la productivité du travail au sein de la communauté. Que ce surplus, avant d'être échangé, soit approprié collectivement ou individuellement ne change rien au fait qu'on assiste là à l'exploitation du travail par le non-travail, qui va en tant que tel procéder à l'échange du surplus. Les avantages obtenus grâce à l'échange avec l'extérieur constituent un puissant motif du développement de la productivité *à l'intérieur* de la communauté. Ce qui revient à une exploitation plus intense du travail dans cette communauté. Et à son tour, la recherche de la productivité va entraîner la fragmentation de la communauté sous l'effet du couple division du travail/division de la propriété, autrement dit va entraîner l'apparition de producteurs privés indépendants nouveaux.

Quand la production de valeur a pris sa forme adéquate de capital, elle s'est étendue en continuant le mouvement déjà commencé par la petite production marchande contre les formes autarciques de production, et simultanément en se retournant contre cette petite production marchande pour prendre sa place en tant que capital. Le tailleur a dû céder la place au prêt-à-porter. Et quand le capital s'est trouvé seul maître à bord (domination réelle), la nécessité inexorable de son accumulation a engendré l'universalisation de la valeur, qui a envahi toutes les sphères de la vie pour proposer des marchandises là où auparavant on s'en passait très bien. Cette « marchandisation » de la vie est souvent dénoncée comme l'envahissement intolérable de l'espace privé par le capital (cf. ci-dessous chapitre 6.1.1.1), comme la destruction d'une authenticité qui aurait prévalu auparavant dans

5 *Ibid.*, p. 623.

la vie des gens. C'est faire grand cas d'une forme de soumission contre une autre. En réalité, le mouvement de généralisation de la valeur se réalise principalement comme multiplication des capitaux individuels et est bien plus général que celui du remplacement du travail domestique des prolétaires par la fourniture de marchandises (plats cuisinés, aides à la personne, etc.). On le trouve aussi dans la sous-traitance, qui a pris de très importantes dimensions en même temps que les délocalisations. Par exemple, dans la transformation du département intégré d'une entreprise donnée en une entreprise indépendante sous-traitante, on assiste à la naissance d'un nouveau producteur privé indépendant (fût-ce formellement, car ce qui compte c'est qu'il existe comme centre de profit) qui devient un procès de travail produisant pour les autres procès de travail. Une telle opération a pour but de rendre plus profitables les deux nouveaux capitaux par rapport au capital dont ils sont issus. Autrement dit, d'obtenir une meilleure valorisation de la valeur initiale du capital investi dans une seule entreprise, et maintenant divisée en deux. Dans tous les cas, ce qui est à l'œuvre c'est la continuelle et nécessaire division et subdivision de la propriété, la création sans cesse renouvelée de « producteurs privés et indépendants », condition fondamentale de la forme-valeur (nous verrons plus loin, au chapitre 3.3.1.2, que cette nécessité de la multiplication continuelle des capitaux ne va pas sans une tendance contraire, celle de leur fusion/concentration). On sait que cette forme ne caractérise pas les produits qui circulent à l'intérieur d'un même atelier, car ici la division du travail n'est que technique, elle n'est pas simultanément division de la propriété.

Les producteurs privés sont donc indépendants, mais aussi étroitement *interdépendants*. Leur interdépendance est celle que prend le travail quand le marteau est fabriqué par celui qui n'en a pas besoin, et qui pour ce faire doit trouver du métal et du bois auprès de ceux qui en ont produit sans en avoir besoin.

Dans les développements de Marx sur la valeur, il y a une dichotomie très marquée entre la solitude du producteur privé indépendant dans son acte de production et sa socialisation au moment où il arrive sur le marché pour *vendre* son produit. Rappelons (cf. chapitre 2.5.2)

que ce n'est qu'exceptionnellement que Marx présente le producteur en position d'acheteur. De la sorte, l'indépendance des producteurs privés n'est pas simultanément affirmée comme interdépendance. Tous les produits convergent vers le marché pour être vendus à une demande qui n'est pas spécifiée. Marx dit bien que les producteurs échangent *entre eux*, mais sans en tirer toutes les conséquences, et même en passant à côté du problème quand il montre le tisserand achetant une bible avec l'argent du tissu [6]. Dans leur interdépendance, les producteurs privés doivent à chaque fois refaire la preuve qu'ils sont légitimes dans la division sociale du travail. Cela impose à leur produit de respecter des conditions déterminées, auxquelles sont aussi soumis les produits que leur proposent leurs fournisseurs. Chez Marx (et chez Roubine), l'impact du marché sur le travail du producteur est vu seulement comme choc en retour, représentation mentale, prix imaginé. Nous allons voir que c'est beaucoup plus que ça.

Des capitaux individuels qui se multiplient et produisent les uns pour les autres, telle est donc la forme que prend la production de richesse dans le mode de production capitaliste. Ces capitaux se rapportent les uns aux autres par l'échange, et les biens qu'ils échangent ont la forme de marchandises. C'est ce point qui détermine le point de départ de l'analyse marxienne. Pour notre part, en plaçant notre point de départ dans la production plutôt que sur le marché, nous nous sommes en quelque sorte placés en amont du premier chapitre du *Capital*, au chapitre zéro. Avant d'échanger entre eux, les producteurs privés *travaillent* les uns pour les autres. L'interdépendance où ils se trouvent est la forme que prend leur indépendance.

Le producteur privé indépendant n'est pas quelqu'un qui, disposant du savoir-faire nécessaire en matière de production de marteaux, en fabrique puis va voir si quelqu'un en veut sur le marché. Notre capitaliste se soucie peu des marteaux et des clous mais n'a en tête que de produire quelque chose qui valorisera son capital. Il opte pour des marteaux parce que le marché ne lui est pas inconnu et que le prix courant des marteaux lui montre qu'il y a une pénurie de cet outil

6 *Ibid.*, p. 643.

et/ou qu'il a une façon plus efficiente que les autres de produire des marteaux. Le travail qui va produire les marteaux est certes un travail déterminé visant à obtenir des marteaux pouvant servir aux autres producteurs pour faire des charpentes, casser des cailloux, etc. Marx dit « travail utile », « travail concret ». Mais c'est aussi et d'abord un travail destiné à valoriser le capital. Marx dit (parfois), et les marxistes disent (toujours) « travail abstrait ». Nous arrivons à la question du travail producteur de valeur. Comment le définir ?

3 Le travail producteur de valeur (travail abstrait ?)

On veut montrer ici que ce travail qui crée la valeur est *concrètement* formaté pour cela, indépendamment du processus particulier qui le concerne. Le travail abstrait n'est pas si abstrait que ça, on peut en parler concrètement. Le marché, qui reste la sanction finale incontournable de la socialisation du capitaliste, n'est pas une instance que le producteur découvre après une journée d'efforts où il se serait contenté de « penser » au marché. Dans son travail, *quel qu'il soit*, il a pris des dispositions *concrètes* pour assurer son insertion dans la division générale du travail, pour garantir que sa séparation de capitaliste privé est bien aussi socialisation, en tant que fournisseur des autres procès de production qui l'entourent.

Quand Marx parle de travail abstrait, c'est pour dire qu'il faut faire abstraction des déterminations utiles, concrètes de tout travail pour dégager ce que tous les travaux concrets ont en commun.

> Tous ces objets [les marchandises considérées indépendamment de leur valeur d'usage] ne manifestent plus qu'une chose, c'est que dans leur production une force de travail humaine a été dépensée, que du travail humain y est accumulé. En tant que cristaux de cette substance sociale commune, ils sont réputés valeurs[7].

On a vu comment, dans le premier chapitre du *Capital*, le terme de travail abstrait est introduit sans être vraiment défini ni vraiment utilisé (cf. chapitre 2.2). La définition (principale) que Marx donne

7 *Ibid.*, p. 565.

du travail abstrait ne convient pas, au sens où elle ne définit pas une forme directement sociale mais un processus physiologique qu'il faut ensuite placer dans les conditions de la société marchande pour qu'il devienne travail abstrait producteur de valeur. On veut donc montrer que si l'on fait abstraction de toutes les déterminations particulières des travaux qui produisent les marchandises, il leur reste en commun des caractéristiques pratiques *sociales* (et non physiologiques) qui permettent de définir le travail qui produit la valeur en général. On verra ensuite s'il faut appeler ce travail « abstrait » ou autrement. Pour cela, nous partons de ce que Marx évoque parfois mais n'exploite pas jusqu'au bout : le producteur privé indépendant doit faire la preuve de sa légitimité, doit prouver qu'il est bien inséré dans le « travail de la société tout entière ». Nous avons dit plus haut que la première condition pour cela est qu'il produise des moyens de production (y compris des subsistances) pour d'autres procès de production privés indépendants de lui. On va voir maintenant que cette condition nécessaire se décline, pour tout procès de production particulier, en deux contraintes qui s'appliquent, quel que soit le procès de production particulier, quelle que soit la valeur d'usage produite. De même que tout travail est, chez Marx, dépense de force humaine de travail, nous dirons que tout procès de production de marchandises est aussi processus de *productivité* et de *normalisation*. Ces deux paramètres ne sont pas quelque chose que le producteur privé invente plus tard, quand il veut améliorer sa pénétration des marchés. Ils font partie du travail producteur de marchandises en tant que production de producteurs privés, séparés du travail général de la société et en même temps partie prenante de ce travail général. Par la recherche de la productivité et la normalisation, le producteur n'a pas le marché « en vue », « dans la tête », mais il l'a bien dans ses mains, dans son usine. Comme on va le voir, cette définition de ce qui reste quand on fait abstraction des particularités d'un travail concret a l'avantage de produire un contenu spécifiquement et directement social. À l'opposé, la dépense de force humaine, de nerfs et de muscle, est une donnée physiologique qui n'est pas propre à une forme sociale de production,

ni même à la production en général, puisqu'on la trouve dans toute activité humaine qui n'est pas strictement immobile et inconsciente !

Notre analyse implique de remettre en perspective l'analyse marxienne sur deux points élémentaires de son analyse : la notion de temps de travail socialement nécessaire et celle de valeur d'usage.

3.1 Productivité

3.1.1 Productivité et temps de travail socialement nécessaire

La notion de productivité est inséparable de celle de valeur. On pourrait dire que la valeur a été « inventée » pour augmenter la productivité du travail grâce à la spécialisation qui résulte de la division sociale du travail. Quant à la raison de l'augmentation de la productivité du travail, c'est évidemment dans le rendement de l'exploitation qu'il faut la chercher. Le mécanisme de la plus-value relative est la vérité de ce processus, mais il est à l'œuvre, sous d'autres formes, dans tout le développement historique de la valeur, précapitaliste et capitaliste. L'exploitation du travail, quant à elle, n'a pas besoin d'être expliquée ici. Considérons-la comme la variable explicative fondamentale, celle qui sert d'axiome[8]. Il n'y a pas de travail non exploité.

Revenons au propos de Marx sur la légitimité du producteur privé indépendant. Marx répond qu'il faut que son travail soit utile, et nous reviendrons tout à l'heure sur cette question. Et il nous dit aussi que pour que la marchandise « utile » soit acceptée il faut qu'elle ait été produite dans le temps de travail moyen socialement nécessaire.

> Le temps de travail socialement nécessaire à la production des marchandises est celui qu'exige tout travail, exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales[9].

Cette définition n'inclut pas la concurrence dans les « conditions normales » de la production. Or la concurrence entre les producteurs fait partie de leur statut de producteurs privés indépendants. Elle est

8 Cf. B. Astarian, *Le Travail et son dépassement*, *op. cit.*, première partie.
9 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 566.

un des aspects de leur socialisation dans la séparation. On ne peut pas dire « producteur privé » au singulier, et dès qu'on le dit au pluriel, on dit « concurrence » tout autant qu'« échange ». Marx présente la façon dont s'établit le temps de travail socialement nécessaire comme une moyenne qui se fait tranquillement entre des procès de travail qui, séparés les uns des autres, ne sauraient rien de l'existence les uns des autres. De même qu'il n'est pas possible de parler des producteurs privés indépendants sans parler de leur concurrence – car ce n'est qu'au travers de celle-ci qu'ils peuvent prouver leur légitimité dans la production générale – de même il est impossible de parler du temps de travail moyen socialement nécessaire en le posant simplement comme la moyenne de temps de travail différents, mais non spécifiés autrement que par un « degré moyen d'habileté et d'intensité ». À la limite, cela pourrait convenir aux conditions peu développées de la petite production marchande, mais pas à celles du capitalisme. Et là, ainsi que nous l'avons vu précédemment (chapitre 2), chaque producteur indépendant est nécessairement et constamment à la recherche de sa productivité *maximale*. Les conditions mêmes de l'existence de la forme-valeur nous obligent donc à parler de moyenne des *temps minimaux* de chaque producteur. Pour chaque producteur, le « degré moyen d'habileté et d'intensité » du travail dans la société signifie que lui, dans son travail personnel, doit être au maximum de ses possibilités. Quand Marx nous présente les soucis du producteur qui se rend sur le marché sans savoir si sa marchandise va y trouver sa place (par exemple dans le chapitre III du *Capital*), nous devons parler des préoccupations du producteur dans son atelier, dans son usine, qui ne sait jamais si son temps de travail est dans la moyenne car celle-ci lui est inconnue, et qui donc doit toujours pousser sa productivité au maximum.

Cette tension permanente, indissociable de la production de valeur, ne se limite pas à la peur de voir échouer la conversion de la marchandise en argent. Elle transforme tout procès de production de façon concrète et perceptible. Il ne s'agit pas seulement de l'intensité du travail vivant, toujours soucieux de ne pas perdre de temps. Il s'agit aussi des procédés de travail. Quel que soit son contenu concret,

tout travail producteur de valeur doit, par exemple, toujours vérifier que les méthodes employées sont les plus efficaces et donc toujours remettre en cause ses procédés de production. Le travail producteur de valeur inclut en lui-même le travail sur soi-même (recherche et développement). Le développement des forces productives est inclus dans la notion même de valeur.

Dans la recherche de la définition du travail producteur de valeur, peu importent les façons concrètes, historiques, par lesquelles le producteur recherche et obtient une augmentation de sa productivité. Ce qui compte ici, c'est que cette recherche est au cœur même de son travail en tant qu'il produit des marchandises. Dans les analyses de Marx, la face concrète du travail n'existe que comme qualification, habileté, spécificité technique. Et là, elle est propre à chaque procès de travail particulier. Mais ce qui existe aussi concrètement dans tout procès de travail produisant des marchandises, c'est la lutte contre le temps. L'économie, dit Marx quelque part, c'est l'économie du temps. Produire une chaise-marchandise est une activité concrètement différente de produire une chaise sans phrase, une chaise pour soi. Parlant de Robinson Crusoé, Marx décrit la façon dont celui-ci répartit son temps de travail en fonction de ses besoins et de ses ressources. Robinson note le temps de travail que lui coûtent les objets qu'il produit, et on trouve là, dit Marx, « toutes les déterminations essentielles de la valeur[10] ». En réalité il en manque une, la concurrence. Robinson est maître de son temps, pour autant que quiconque peut l'être. Le producteur de marchandises n'a pas ce confort. Le temps ne lui appartient pas. Le producteur est continuellement sous tension et pour soulager cette tension au moins momentanément, il est continuellement obligé de trouver des façons d'augmenter sa productivité. Cela fait partie, très concrètement, du travail quotidien de tout producteur de marchandises. Dès lors que le temps de travail moyen socialement nécessaire se définit comme *la moyenne des temps de travail minima de chaque producteur,* le travail ne peut plus se définir simplement comme échange organique avec la nature. Il faut inclure dans la

10 *Ibid.*, p. 611.

définition du travail le *travail sur le travail*, c'est-à-dire la modification continuelle des méthodes, des matières premières, des produits eux-mêmes, et ce dans le but de gagner du temps et de légitimer sa place dans le travail social général.

Le fait que Marx ne tient pas compte de cette pression concurrentielle dans la définition même du travail qui produit la valeur s'explique peut-être par deux choses. D'une part, ainsi qu'on l'a vu, il place son analyse dans le contexte d'une société proche de la production marchande simple. Or historiquement, il est vrai que la production artisanale, la petite production marchande, est moins soumise à la concurrence que la production capitaliste et qu'elle développe sa productivité relativement lentement. Mais ce n'est qu'une question de degré. Rappelons que les corporations se sont créées pour stabiliser une production qui se développait trop rapidement, au point de remettre en cause les cadres sociaux qui avaient prévalu dans les premiers stades de la petite production marchande. D'autre part, quand il en parle de façon historique, Marx considère très souvent que le propre de la production marchande simple est de travailler à la demande, comme s'il n'y avait pas de marché dans ce mode de production. On sait bien que c'est faux, et Marx le savait aussi. Même dans « le sombre Moyen Âge européen » (Marx), il y avait des marchés où les échanges n'avaient rien d'accidentel. De façon générale, le travail du tisserand producteur privé indépendant est nécessairement soumis à une pression concurrentielle que ne connaît pas le travail de tissage dans la famille autarcique. Et cela le transforme socialement et matériellement. Le fait que Marx « oublie » cela fait partie de cette attirance que nous lui avons vue pour ce mode de production qui réconcilie le travail (artisanal qui plus est) et la propriété (cf. chapitre 2.5.1). Enfin, dans le monde de la valeur c'est la concurrence qui impulse le développement des forces productives[11]. Or, nous dit Marx, ce développement doit se poursuivre avec vigueur dans la société communiste projetée par le programme prolétarien.

11 Du moins en première analyse. Plus fondamentalement, c'est la lutte des classes ; cf. chapitre 7.2.3.

Comment cela se fera-t-il sans la concurrence qui fouette les énergies ? Marx ne le dit pas. Nous avons vu (chapitre 1) que le développement des forces productives dans la société du programme prolétarien était affirmé, en même temps que la baisse du temps de travail et la hausse des loisirs et de la consommation des travailleurs. Il affirme ainsi que les forces productives n'ont pas besoin de la concurrence pour se développer, puisqu'elles peuvent se développer rapidement et « rationnellement » dans la société communiste [12].

3.1.2 Concurrence et monopole

Dans le premier chapitre du *Capital*, Marx se contente de poser le principe que, « en général, des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés, exécutés indépendamment les uns des autres. L'ensemble de ces travaux privés forme le travail social [13] ».

La production de la valeur comme forme suppose que le travail social soit divisé entre des propriétaires distincts se rapportant les uns aux autres par l'échange. Pour ce qui est de la théorie de la valeur, Marx s'arrête là : les producteurs privés indépendants n'ont entre eux que des rapports d'échange. Ces échanges se font entre producteurs de branches différentes, puisque les valeurs d'usage qui s'échangent doivent être distinctes. Mais les producteurs sont aussi, au sein d'une même branche, dans un rapport de concurrence. Cela est inévitable dès lors que plusieurs producteurs apportent sur le marché la même marchandise. Et de façon tout aussi inévitable, chaque capitaliste cherche à éliminer cette concurrence des autres capitalistes, pour rester seul sur son marché. Il y a ainsi dans le développement du capital deux tendances opposées.

D'un côté, la recherche du profit suscite à tout moment la formation de nouvelles entreprises qui trouvent dans un produit nouveau ou

12 Pour nous, le fait même que le communisme renie la notion de productivité fait que la notion de développement des forces productives n'y a plus de sens. Ce qui ne veut pas dire qu'on n'inventera pas des machines perfectionnées capables de produire vite beaucoup de choses, et sans efforts inutiles.

13 *Ibid.*, p. 606.

renouvelé l'occasion de se « légitimer » dans le travail social général. C'est par cette recherche incessante du profit, condition de la survie des capitaux individuels, que la valeur étend peu à peu son emprise sur tous les secteurs de la production et de la société. Dans ce mouvement, la plus-value produite par les différents capitaux s'accumule sous forme de capitaux nouveaux plutôt que comme agrandissement du capital d'origine. Il n'est pas important ici de savoir dans le détail par quel mécanisme financier ou autre la plus-value d'un capital A s'accumule sous forme de capital B. Ce qui compte, c'est la multiplication des « producteurs privés » qui engendre la forme-valeur de produits qui auparavant ne l'avaient pas. Ces capitaux sont nécessairement concurrents entre eux. La logique même de leur formation, qui s'impose comme une « loi immanente » à tous les capitaux privés, signifie que la multiplication des capitaux nouveaux est la règle de l'accumulation du capital. Et qui dit multiplication dit concurrence. Et qui dit concurrence dit recherche de la productivité. La recherche de productivité de chaque capital se répercute en une hausse générale de la productivité sociale, et c'est le capital dans son ensemble qui en bénéficie sous forme de production de plus-value relative.

D'un autre côté, chaque capital individuel cherche, tout aussi naturellement, à atteindre une taille telle qu'il ait une position mono- ou oligopolistique sur son marché. Favorable à la valorisation du capital individuel, le monopole est contraire aux intérêts du capitalisme en général. Il extorque aux autres capitalistes, au travers de prix supérieurs aux prix de production, une part de la plus-value sociale. Cette ponction ralentit leur accumulation. Mais cela est-il vraiment dommageable pour les capitalistes en général ? En fin de compte, la plus-value qui ne s'accumule pas dans les capitaux qui subissent la ponction des monopoles va s'accumuler chez ces derniers. N'est-ce pas là l'essentiel ? Justement pas. Car, avons-nous dit, le développement de la valeur passe par la division de la propriété, par la multiplication des « producteurs privés ». C'est seulement par elle que la forme-valeur étend son emprise sur la société. La légitimité des nouveaux capitaux dans la division générale du travail repose sur l'avantage de productivité dont ils disposent et dont ils font profiter

leurs clients, par les prix plus bas que leur impose la concurrence. Au contraire, un monopole s'efforce de garder par-devers lui de tels avantages, de sorte que les gains de productivité qu'il obtient ne profitent pas aux autres capitaux. Les mono- et oligopoles existent grâce aux barrières qu'ils érigent contre l'entrée de nouveaux capitaux dans leur branche. Cela constitue évidemment un frein à la multiplication des capitaux individuels et un ralentissement de la hausse de la productivité sociale générale.

Il y a donc identité entre le développement de la valeur comme forme, la multiplication des capitaux indépendants et la hausse de la productivité. À tel point que l'on voit certaines entreprises mono- ou oligopolistiques filialiser certaines de leurs activités ou les transformer en entreprises sous-traitantes pour en faire des « centres de profit », soumis à l'impératif de productivité et de rentabilité. Par exemple, beaucoup de constructeurs automobiles ont transformé en capital indépendant leur département de pièces détachées. C'est le cas de Faurecia pour PSA, ou de Delphi pour GM.

Le club des capitalistes se moque de la forme-valeur, mais il est très sensible au problème de la productivité générale du capital social. Et cela, fondamentalement, parce que la hausse de la productivité engendre la production de plus-value relative. On revient toujours à l'exploitation du travail comme à la racine fondamentale du développement de la valeur. C'est la raison pour laquelle les États, qui sont pourtant les amis des grands monopoles, n'ont jamais cessé de surveiller la concurrence entre les entreprises et d'imposer qu'elle joue toujours un rôle minimum. Il s'agit simplement de faire respecter les règles internes du club, lesquelles assurent le développement de la valeur et de la productivité.

Parlant des cartels et des trusts de la fin du XIX^e^ siècle, Hilferding écrivait que « la fonction socialisante du capital financier facilite considérablement la suppression du capitalisme. Dès que le capital financier a mis sous son contrôle les principales branches de la production, il suffit que la société, par son organe d'exécution, l'État conquis par le

prolétariat, s'empare du capital financier pour avoir immédiatement la disposition des principales branches de production[14] ».
Hilferding n'allait pas jusqu'à dire que le capital allait finir comme un grand et unique monopole, mais il pensait que la tendance très forte à la concentration du capital préparait largement le programme prolétarien de la planification. Ce faisant, il sous-estimait beaucoup l'importance de la concurrence dans le système de la valeur. Car la recherche constante de gains de productivité fait partie de la définition de la valeur, et cela passe par la multiplication des capitaux indépendants et la concurrence permanente. Sur cette base, et avant même de savoir ce qu'il produit concrètement, le travail producteur de marchandises est formaté, est concrètement déterminé par le fait qu'il est une incessante lutte contre le temps.

3.2 Normalisation

3.2.1 Utilité des objets et valeur d'utilité des marchandises

Pour comprendre ce que signifie la normalisation des objets et des activités dans le règne de la valeur, partons de la différence entre utilité et valeur d'usage. Cette différence est totalement absente chez Marx, ainsi que nous l'avons vu (chapitre 2.1.1). Marx et Engels se contentent de dire qu'il faut que l'objet soit utile pour l'autre et que sa transmission à l'autre se fasse par l'échange. Mais pour eux cette utilité pour l'autre n'affecte pas l'objet en lui-même. Elle dit seulement que le producteur doit produire un objet qui puisse satisfaire le besoin d'un autre. L'utilité de cet objet continue à s'inscrire dans ses propriétés naturelles. Or cet autre dont le producteur veut satisfaire le besoin n'est connu qu'imparfaitement. Seule la vente de la marchandise confirmera que le pari fait par le producteur était le bon. La normalisation du produit, comme nous allons le voir, fait partie de ce pari inhérent à la production de marchandises. Comme la recherche de la productivité, elle est la marque *dans la production* de la séparation des producteurs privés indépendants. À ce titre, la normalisation imprime à l'utilité de l'objet une marque nettement sociale. J'emploierai le

14 R. Hilferding, *Le Capital financier* (1910), Paris, éd. Minuit, 1970, p. 493.

terme de *valeur d'utilité* pour marquer que l'utilité du produit n'est pas naturelle. Elle est profondément marquée par le fait que la chose produite est fondamentalement une marchandise. Le terme de valeur d'usage est trop marqué par la tradition marxiste, dans le sens d'utilité naturelle neutre qui sera gardée, voire libérée de l'emprise de la valeur d'échange, au-delà de l'abolition de la valeur pour pouvoir être conservé. La valeur d'utilité doit alors être comprise comme une catégorie pleinement sociale, appartenant de plein droit à la théorie de la valeur. Essayons de voir cela de plus près, et commençons par un exemple historique.

Lorsque, dans les modes de production précapitalistes, la division du travail se fait aussi comme division de la propriété, on assiste à la dissolution d'une forme de communauté et à l'élargissement du règne de la valeur. Dans la *Critique de l'économie politique*, et plus encore dans le premier chapitre du *Capital*, Marx considère la valeur comme donnée. Il ne s'intéresse pas à son apparition historique, ou seulement par brèves allusions. Marx note sans insister que, « en général, des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres[15] ». Or c'est précisément ce processus qu'il faut examiner, où, sur la base de la division du travail, les producteurs privés apparaissent dans leur indépendance *et* leur interdépendance.

Lorsqu'un procès de travail, s'étant spécialisé, se sépare de la communauté dans laquelle il trouvait sa base et son « débouché », il perd la particularité de cette communauté et doit accéder à un degré de généralité qui permette son insertion dans l'interdépendance sociale des travaux qui est en train de se créer et dont il ne connaît pas, ou mal, les paramètres. Nous avons déjà vu les impératifs de productivité que cela impose au producteur devenu indépendant. Mais il y a plus. Le travailleur qui produit une table pour sa famille produit la table dont celle-ci a besoin avec les moyens dont elle dispose. Dès lors qu'il est devenu menuisier indépendant, le travailleur doit faire des tables capables de répondre à différentes manifestations du

15 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 606.

besoin de table qu'il ne connaît pas ou peu, puisqu'il est un producteur privé. L'objet table s'en trouve *concrètement modifié*. Sauf exception, les marchandises fabriquées ne le sont pas à la demande, mais pour un marché, avec tous les aléas que cela comporte. Pour être sûr de rencontrer la demande dont il a besoin pour vendre ses tables, le producteur privé doit concevoir l'objet qui puisse servir de table dans des conditions variées (et inconnues) différentes de celles de la communauté d'origine de notre menuisier – on peut dire la même chose d'un capitaliste qui veut vendre sur des marchés d'exportation un produit qui marche bien sur son marché domestique. Il faut que la table ne soit ni trop grande, ni trop petite, ni trop lourde, ni trop légère, qu'elle puisse servir à la cuisine mais aussi ailleurs, etc. Et si le menuisier se spécialise en tables de cuisine uniquement, la même recherche de normalisation sera nécessaire : comment fait-on la cuisine dans les villages/pays voisins, quelle est la taille de la pièce dévolue à la cuisine, etc. Bref, la table concrète qu'il fait doit en quelque sorte s'approcher du « concept » de table. C'est en ce sens que la table comme objet utile doit devenir la table comme *valeur d'utilité*. C'est une des conditions de son échangeabilité. Marx dit que la marchandise en train d'être produite est déjà échangée « en pensée ». Nous comprenons maintenant que c'est plus que cela. C'est bien dans l'activité immédiate du producteur que l'échange est déjà présent. L'échangeabilité de l'objet produit ne dépend pas seulement de la valeur d'échange, du temps de travail socialement nécessaire qu'il a requis, mais aussi de la forme matérielle par laquelle il vise le besoin à satisfaire. Pour prendre son dîner dans sa ferme autarcique, le paysan peut s'asseoir sur un billot. Pour le menuisier indépendant, satisfaire le besoin de siège passe par la fabrication de tabourets ou de chaises. Appelons *normalisation* ce processus dans lequel l'utilité devient valeur d'utilité.

En vertu de ce processus de normalisation, la marchandise qui satisfait un besoin particulier a une forme matérielle (une valeur d'utilité) plus générale que cette particularité parce que, en raison de la séparation où se trouve le producteur vis-à-vis de la manifestation de ce besoin, elle doit pouvoir répondre à plusieurs manifestations particulières du besoin (chaise d'église, chaise de ferme, chaise de

bureau…). Cette considération de normalisation vient avant même les avantages qui en découlent du point de vue de la productivité du travail qui produit des marchandises (cf. plus loin). Elle est la conséquence immédiate et inévitable de l'apparition du fameux producteur privé indépendant. Mais dans le processus « spontané » de la division sociale du travail, le producteur indépendant n'attend pas de se retrouver sur le marché pour annoncer qu'il s'insère dans le travail social général. Il le fait dès le départ, non seulement dans le choix de l'objet qu'il va produire mais aussi dans la forme que prend cet objet qui doit se soumettre à des normes générales pour satisfaire des besoins que le producteur ne connaît qu'imparfaitement dans leur particularité, non pas par négligence mais en raison de sa position séparée dans la société. On sait que les meilleures études de marché ne garantissent pas le succès d'un produit. L'avantage dont le producteur privé bénéficie en cas de succès de sa spéculation n'est certes pas à négliger. Si son concept de table couvre un large éventail de besoins et permet de produire en série, la normalisation se traduit en gains de productivité. Mais cet argument ne peut intervenir qu'après la considération première de la valeur d'utilité comme *forme de l'utilité dans la société marchande*. Sur cette base, on ne peut pas poser l'existence de la valeur et de la marchandise sans la notion de normalisation. Cette dernière découle des conditions sociales mêmes de la forme-valeur. Elle découle des conditions de production des producteurs privés. Et il découle de ces conditions que, comme la productivité, la normalisation n'est jamais un fait acquis mais une recherche permanente d'adéquation du produit à des besoins qui ne sont connus qu'imparfaitement. Le producteur est séparé des autres producteurs et les besoins de ceux-ci n'ont aucune raison de ne pas évoluer constamment. C'est même le contraire qui se passe, les conditions sociales de la production de valeur impliquant, comme nous l'avons vu, un bouleversement constant des conditions de production. La recherche de normalisation est donc un processus permanent et généralisé, quelle que soit la valeur d'utilité produite.

La notion de normalisation est évidemment très présente dans le mode de production capitaliste pleinement développé. La

normalisation de l'objet (et du besoin qu'il satisfait) répond sans doute à des considérations commerciales ou techniques, mais fondamentalement on est en présence du même processus, où le producteur de marchandises doit produire des objets d'une utilité normalisée pour répondre à une demande dont il est séparé. Sans doute, la séparation même où se trouvent de leur côté les autres producteurs indépendants (y compris les prolétaires) implique que l'éventuelle particularité de leur besoin spécifique doit se calibrer sur ce qu'offrent les autres producteurs, qui ont déjà fait des « moyennes » en normalisant leur production. De sorte que, sans même parler des effets éventuels de la publicité, la demande se normalise dans la mesure même où se standardisent les marchandises qui répondent à peu près aux différents besoins de production et de consommation. On pourrait donc croire que la valeur d'utilité est l'utilité normalisée parce que « tout le monde veut la même chose ». En réalité c'est l'inverse qui se passe. Tout le monde accepte la même chose, parce que, par exemple, le besoin de vêtements est, dans la société capitaliste, couvert par le prêt-à-porter et non plus par le tailleur qui fait du sur-mesure. Certes, on peut dire simplement que la nécessité de produire de grands volumes de la même marchandise entraîne tout naturellement la normalisation. En réalité, de tels volumes ne sont possibles que parce que la variété des manifestations possibles d'un même besoin est effacée par la normalisation de l'offre.

Lorsqu'un nouveau capital se forme sur la base d'un nouveau produit, il vise en même temps la particularité, pour s'imposer dans la division générale du travail, et la généralité, pour être sûr de rencontrer un large échantillon du besoin qu'il vise et assurer ses volumes. La particularité peut souvent être illusoire (un changement mineur dans un produit déjà connu et répandu, par exemple une nouvelle fonction dans un téléphone portable), mais elle peut aussi être très réelle, par exemple dans l'introduction de l'ordinateur personnel. Dans le premier cas, la normalisation est déjà établie par les concurrents et notre capitaliste tente de la modifier à la marge. Dans le deuxième cas, la nouvelle marchandise est d'abord unique en son genre, et le problème de notre capitaliste est d'imposer sa valeur d'utilité comme la norme

du marché qui va se développer. Cette question fait l'objet d'intenses rivalités, par exemple entre les sociétés multinationales de l'électronique. Répétons cependant que dans les deux cas la particularité de l'objet reste celle de la marchandise, sans rapport avec les multiples manifestations et satisfactions théoriquement possibles d'un besoin individuel. Celles-ci restent en effet théoriques, dans la mesure où la normalisation des marchandises normalise, par la force des choses, les besoins qui leur font face. Dans sa banlieue, le prolétaire qui a faim pense « naturellement » à un McDo. Finalement, dans la société capitaliste, l'« authenticité » ou la particularité du besoin ne va pas au-delà de l'éventail des quelques marchandises possibles qui lui font face.

L'utilité d'un objet se transforme donc, dans la valeur, en *valeur d'utilité* de la marchandise. La valeur d'utilité est une catégorie de la valeur, de la société, et non pas de la nature. Pour Marx, la valeur d'usage n'est qu'un support de la valeur d'échange. Pour nous, la valeur d'utilité fait partie de la forme *sociale* marchandise, elle est la marque de la valeur dans l'objet. Elle fait partie de la définition de la valeur comme forme de l'échangeabilité. Et quand il s'agira d'abolir la valeur, la valeur d'utilité ne sera pas préservée au nom de l'utilité de la chose. La distinction faite entre utilité et valeur d'utilité annonce pour le communisme une activité productive où la particularité des besoins individuels sera pleinement en jeu.

3.2.2 Normalisation du travail

La normalisation du produit s'accompagne nécessairement de celle de l'activité qui le fabrique. Le travail qui produit la marchandise n'est pas le travail en général. Nous avons vu que pour Marx le travail qui produit la marchandise n'est pas substantiellement différent de celui qui ne la produit pas, dans le communisme marxien par exemple, ou dans les modes de production prémarchands. Or l'activité de production de tables-marchandises est concrètement différente de celle qui fabrique la table du paysan autarcique. Elle ne peut plus être bricolée avec les moyens du bord, mais doit être la même table que celle que d'autres produiraient dans les conditions qui leur sont propres et que notre menuisier ne connaît pas, ou mal. La normalisation de

l'utilité de l'objet fabriqué entraîne celle des procédés de travail. Il nous semble absolument naturel que toutes les tables qui sortent de l'usine soient identiques. Il s'agit là, en fait, d'une spécificité historique de la marchandise. Une fois la valeur d'utilité définie, le travail qui produit la table doit se tenir à cette définition – du moins jusqu'à ce que le menuisier change son concept de table.

Encore une fois, ces considérations viennent avant même de considérer l'organisation du travail en vue de gains de productivité. Elles conditionnent l'échangeabilité de la marchandise au même titre que le temps de travail consacré à sa production. Autrement dit, un travail extrêmement rapide et efficient ne sert à rien, dans le monde des marchandises, s'il ne produit qu'un objet utile et non pas une valeur d'utilité. De même que l'objet table est normalisé en valeur d'utilité de la table, de même le travail qui la produit ne peut plus avoir les particularités du travail autarcique. Supposons que la norme table est, à un moment donné, définie par l'existence d'un plateau plan et rectangulaire, un tiroir et quatre pieds d'égale longueur. Chaque producteur de table doit désormais savoir organiser et exécuter le travail pour atteindre ce résultat. Dégauchir une planche, assembler les planches qui forment le plateau, etc., deviennent les opérations par lesquelles seules une table peut venir à l'existence dans le monde des marchandises. Aucune improvisation, aucun bricolage ne sont permis.

Dans le cas du travail salarié, l'ouvrier ne participe pas à la définition de la valeur d'utilité. L'ouvrier est indifférent à celle-ci. Ce sont les salariés des bureaux d'études qui, ayant défini la valeur d'utilité précise de la marchandise qui va être produite, fixent par là même les normes du travail que va faire l'ouvrier. On ne dit pas à l'ouvrier : « Fais des tables. » On lui dit : « Voici un panneau de bois, découpe un rectangle de telle dimension. Voici cinq planches et de la colle : fais un tiroir. » De même que la valeur d'utilité de la table a été définie de façon normative pour celui qui a besoin d'une table, de même l'ouvrier qui la fabrique n'a pas le choix de la façon de faire une table. Son éventuelle imagination en la matière, il doit la laisser au vestiaire. Là non plus, il n'y a pas de place pour la fantaisie. Les gestes du « producteur

de table » sont prédéfinis pour lui par la normalisation du produit – et pas seulement par la recherche de gains de temps par le capitaliste.

Quand le capitalisme se développe et impose ses propres conditions à chaque détail de la production, la normalisation du travail salarié s'impose d'autant plus que la normalisation du produit permet les séries longues et l'introduction du machinisme. Celui-ci transforme le travail de l'ouvrier en gestes simples et plus ou moins identiques, quelle que soit la valeur d'utilité produite. Visser un boulon, servir une machine, etc., représente le même travail pour l'ouvrier de l'automobile ou pour celui de l'électroménager. Il reste sans doute quelques familles de métier, comme le bâtiment, la métallurgie, etc., mais dans l'ensemble le travail s'est trouvé transformé, dans le mode de production capitaliste, en un ensemble relativement restreint de gestes relativement simples. C'est ainsi qu'on peut définir la normalisation du travail salarié. Que la déqualification du travail soit aussi le résultat de la lutte des classes entre patrons et ouvriers n'enlève rien au fait que l'issue de cette lutte, la solution que les capitalistes imposent aux ouvriers, se place dans le cadre de la production de valeur et est donc conforme à ce qu'est le travail producteur de valeur : la déqualification du travail se fait comme normalisation extrême de celui-ci.

Si l'on fait abstraction de leur contenu concret particulier, on voit donc que tous les travaux qui produisent la marchandise ont en commun d'être effort de normalisation. La question se pose cependant de savoir qui procède à la normalisation du travail. L'ouvrier, figure emblématique du producteur de valeur, ne semble pas y avoir beaucoup d'initiative. Il la subit au contraire à son corps défendant. C'est lui qui fabrique, certes, et dans des normes de plus en plus strictement définies, mais ce sont les bureaux d'études qui ont établi ces normes. Dès lors, si la normalisation du travail est partie intégrante de la production de la valeur, où est la production de la valeur comme forme ? Chez l'ouvrier ou dans les bureaux d'études ? Autre façon de poser la même question : l'ouvrier est-il celui qui s'efforce de s'insérer dans la division générale du travail ? La réponse est que la création de valeur dans le mode de production capitaliste est toujours le fait du travailleur collectif. Et c'est à ce niveau seulement que l'on assiste à

l'effort d'insertion d'un capital particulier dans la division générale du travail, en termes de productivité et de normalisation.

Nous avons vu que le « producteur » doit normaliser son produit, et donc son travail. Dans la réalité capitaliste, ce personnage se scinde en plusieurs fonctions. Pour définir la valeur d'utilité de la marchandise projetée, le capitaliste dispose de bureaux d'études qui en spécifient les caractéristiques, puis organisent la normalisation du travail qui va la produire. Souvent antagoniques, ces deux catégories de travailleurs participent à la création de valeur. L'effort d'insertion du capital considéré dans la division générale du travail est assuré par une fraction plutôt active, qualifiée et bien payée (les bureaux d'études – dont cependant le travail propre est lui-même de plus en plus normalisé), et par une fraction plutôt passive, déqualifiée et mal payée (l'atelier – où cependant les règles modernes de la qualité totale, du zéro défaut s'efforcent d'imposer un degré d'initiative normalisatrice au travail non qualifié).

Le travail qui produit la valeur n'est donc pas n'importe quel travail. Quel que soit son contenu concret, il est soumis à un processus de normalisation qui découle directement du fait que la production repose sur les producteurs privés indépendants. Tout producteur de marchandises doit concevoir le contenu utile de ce qu'il fabrique dans les termes de la valeur d'utilité, et il s'ensuit qu'il doit continuellement normaliser son activité. Il ne peut pas dire : « Aujourd'hui j'ai la fantaisie de faire une table à trois pieds » si la norme courante de la table est d'avoir quatre pieds. Dans les conditions capitalistes de production la normalisation du travail atteint un degré extrême. Mais dans tous les cas, cette seconde caractéristique du travail producteur de valeur n'est pas abstraite. Elle définit le travail pratiquement, au même titre que la recherche de la productivité.

3.3 Définition du travail valorisant

Essayons de conclure sur le travail abstrait. Faut-il encore employer cet adjectif ? Dans la terminologie courante, « abstrait » désigne le travail producteur de valeur. Tandis que le *travail concret* est celui qui produit des objets utiles avec toutes leurs spécificités naturelles-techniques,

le *travail abstrait* est celui qui produit la valeur, celui qui se cristallise en une substance qui donne sa valeur à la marchandise, le travail mort. Chez Marx, qui emploie peu le mot et ne le définit pas spécifiquement, « abstrait » signifie plutôt « très général » : il s'agit de désigner ce que tous les travaux particuliers ont en commun, il s'agit de faire abstraction des spécificités des travaux concrets. Et quoi qu'en pense Roubine, Marx arrive alors, en règle générale, à la dimension physiologique du travail. Comme nous l'avons vu (chapitre 2.7) chez Roubine, qui a des difficultés à situer la source de la valeur dans la production, travail abstrait signifierait plutôt « travail transformé après coup par une opération plus logique que réelle ».

D'après ce qui précède, le travail producteur de valeur n'apparaît pas comme abstrait, au sens où nous pouvons lui attacher des caractéristiques pratiques, des spécificités de contenu qui déterminent sa réalité matérielle et sociale. Ayant considéré le travail des producteurs privés indépendants, et *ayant fait,* comme Marx, *abstraction des particularités concrètes* de chaque procès de travail, qu'avons-nous trouvé de commun entre eux ? La recherche constante d'une augmentation de la productivité et la normalisation (qui est également un processus constant). Le travail producteur de valeur est donc une pratique concrète (au sens marxien) qui produit des objets quelconques, mais qui se caractérise comme productrice de valeur par une continuelle tension productiviste et normalisatrice. Cette tension, loin d'être simplement psychologique, dans la tête du « producteur », informe dès le départ chaque geste du travail. Ni la recherche de la productivité ni la normalisation ne sont nécessaires pour produire des tables. Elles le sont dès lors que la table doit être une marchandise. Le travail qui produit la valeur ne produit pas l'objet dans sa nature de table ou de chaise, mais il est ce moment du travail qui, par la recherche pratique, matérielle, de la productivité et de la normalisation, crée les conditions de l'échangeabilité. Produire la valeur implique un travail sur le travail qui seul engendre la forme de l'échangeabilité.

Marx dit qu'une fois qu'on a fait abstraction des spécificités concrètes de chaque travail particulier, on ne trouve dans tous les travaux utiles que la dépense physiologique de force humaine – ce qui est

abstrait au sens de « général ». Pour notre part, il nous faut maintenant dire que ce qui reste dans le travail producteur de marchandises après l'élimination de ses caractéristiques matérielles-techniques propres, c'est la recherche de la productivité et de la normalisation – ce qui désigne des pratiques bien identifiables, communes à tous les procès de travail particuliers. Le travail garde bien son double caractère. Il est production d'objets utiles et production de valeur. Mais, en quelque sorte, c'est concret des deux côtés. C'est pourquoi, en fin de compte il semble préférable de renoncer à « abstrait » pour définir le travail producteur de valeur. Et ce d'autant plus que ce qualificatif est profondément marqué par les nombreuses analyses qui, comme celle de Roubine, ont essayé de donner un sens clair à ce concept. On dira donc *travail valorisant* pour désigner le travail producteur de valeur.

Il est possible que certains lecteurs considèrent que la redéfinition du travail abstrait est une rupture avec Marx. Mon propos n'est pourtant que de le mettre au niveau de notre époque. Pour parvenir à ce résultat, soulignons que nous sommes partis de Marx (chapitre 2) en questionnant la pertinence de son « producteur privé indépendant », personnage en même temps travailleur et propriétaire. Il a suffi de pousser les analyses marxiennes à leur terme logique pour passer du temps de travail socialement nécessaire au temps de travail *minimum* socialement nécessaire, et pour passer du travail utile pour l'autre à la notion de valeur d'utilité comme utilité *normée*. Mais pour ce faire, il faut considérer que le travail en général, et notamment le travail industriel et le développement des forces productives – que Marx conserve dans la production communiste (cf. chapitre 1) – ne sont pas la seule forme possible des échanges organiques avec la nature. Notre époque permet ce changement de point de vue. Nous verrons plus loin (chapitre 8.2.3) comment la négation de la valeur telle que nous l'avons redéfinie débouche sur une vision totalement renouvelée de l'activité productive dans le communisme.

Il faut maintenant clarifier le rôle de l'échange, après la production. Le producteur a produit, dans la séparation mais aussi dans l'interdépendance, une marchandise qui est destinée à l'échange pas seulement idéalement mais très concrètement. Le produit de son

travail est dans la forme-valeur. Il a été produit comme moyen de production (ou subsistances) pour d'autres procès de travail indépendants et sa valeur d'utilité est normalisée à cet effet. Enfin, le producteur n'a consacré que le temps de travail minimal à la production de sa marchandise. L'insertion de notre producteur dans la division générale du travail ne sera donc pas « purement accidentelle », même si elle reste, il est vrai, subordonnée à la réussite de l'échange avec d'autres producteurs. Cet échange, dit-on couramment, *réalise* la valeur produite dans la sphère de la production. Comment faut-il entendre « réaliser » ? Pour répondre, il nous faut d'abord comprendre ce que sont la substance et la grandeur de la valeur.

4 Substance, grandeur et réalisation de la valeur

4.1 Rappel

Jusqu'ici nous n'avons défini la valeur que comme la forme des moyens de production et subsistances que les producteurs privés indépendants échangent entre eux pour reproduire leur activité productive. Dans un modèle social proprement capitaliste, cela se structure en deux branches de production, celle qui produit les moyens de production et celle qui produit les subsistances des prolétaires. Nous verrons plus loin (chapitre 4.3.2) comment envisager la consommation des capitalistes.

La valeur, comme forme, est engendrée dès que la division du travail est aussi division de la propriété. C'est ce qui fait apparaître les producteurs privés indépendants et, dans un même mouvement, le marché. Le développement du marché est la conséquence des progrès de la division sociale du travail, et non l'inverse. Et comme nous l'avons dit, la division sociale du travail s'explique par le fait qu'elle équivaut à une augmentation de la productivité du travail. Mais nous avons vu aussi que cette hausse de la productivité n'est pas simplement l'accélération du travail préexistant, mais une transformation formelle-matérielle du procès de travail. Le travail valorisant n'est pas un travail naturel, éternel, « propre de l'homme » qui serait simplement soumis aux conditions historiques de la société marchande. Il n'est pas le travail pré-valeur plongé dans les conditions du marché.

Le travail valorisant est une forme propre, spécifique, de travail. Cette forme se définit par la recherche constante de la productivité et de la normalisation. Il faut maintenant examiner le contenu de cette forme pour comprendre comme les échanges sont régulés par la mesure de la valeur.

4.2 Le temps, substance de la valeur

Nous avons vu (chapitre 2) la difficulté que rencontrent Marx et Roubine dans la définition de la substance de la valeur. Non seulement leur définition du travail abstrait est pleine d'hésitations, mais de plus le travail abstrait mort qui est censé être la substance de la valeur est introduit sans aucune explication. La « cristallisation » du *travail vivant*, activité productrice de valeur, en *travail mort*, substance de la valeur, ne fait l'objet d'aucun développement spécifique. Peut-être convient-il donc de se demander, en premier lieu, la raison d'être de cette notion de substance de la valeur. Pourquoi faut-il que la valeur ait une substance ? La réponse se fait à plusieurs niveaux.

4.2.1 Inscription du travail valorisant dans la marchandise

Dans la logique marxienne, la substance de la valeur qui vient s'inscrire dans la marchandise est la marque que la source de la valeur est bien le travail. Le travail cristallisé en travail *mort* « prouve » que la source de la valeur est le travail *vivant*. Dire que la substance de la valeur est le travail mort, c'est surtout dire que la source de la valeur est le travail. Rappelons que chez Marx et Roubine le travail est donné comme la forme normale, éternelle, des échanges entre l'homme et la nature. Le produit du travail comme valeur d'usage (au sens marxien) n'est pas différencié comme valeur. Une table est une table, qu'elle soit marchandise ou non. Ce sont en dernière analyse les conditions sociales (marchandes) où se déroule ce travail qui font qu'il produit de la valeur. En définissant une substance de la valeur comme travail cristallisé et en la déposant dans le produit du travail, l'analyse marxienne assure que, bien que forme indifférenciée des échanges entre l'homme et la nature, ce travail est bien la source de la valeur que le produit contient manifestement au moment de l'échange. Mais

chez Marx et Roubine, il ne l'est qu'après avoir été aussi défini comme travail abstrait.

La question du lien entre le travail et la valeur se pose différemment dès lors que nous avons défini la valeur comme une forme sociale spécifique, mais concrète, des produits du travail et que nous avons spécifié celui-ci comme différent du travail prémarchand. En raison de la recherche permanente de la productivité et de la normalisation, les objets que le travail valorisant produit portent concrètement la marque de ce qu'ils sont valeur, et de même le travail qui les produit ne peut pas être autre chose que travail valorisant, source de valeur. À ce niveau, donc, la notion de substance de la valeur ne nous est pas utile. La valeur imprime aux moyens de production et aux subsistances une forme concrète qui est manifestement reliée au travail valorisant. Celui-ci *n'est pas abstrait* mais est défini matériellement par la productivité et la normalisation.

4.2.2 La substance de la valeur comme ce qui circule

D'autre part, la substance de la valeur est « ce qui circule » dans la société marchande. Si une quantité de valeur déterminée passe d'un producteur à l'autre, il faut bien que ce qui est ainsi transféré ait une substance. Ce point mérite que l'on s'y arrête.

Quels sont les cas où il y a transfert de valeur ? Il faut tout de suite éliminer l'échange égal entre deux échangistes. Là, il n'y a pas transfert de valeur mais simple permutation des formes de la valeur, argent contre marchandise par exemple.

Ensuite, peut-on parler de transfert de valeur entre les moyens de production et la marchandise produite ? La machine, par son fonctionnement même, transfère peu à peu sa valeur aux produits. Ce point de vue couramment retenu dans la littérature marxiste consiste à poser que la machine est une cristallisation de travail et que son usure consiste en quelque sorte à faire passer lesdits cristaux dans le produit. C'est une façon compliquée de parler d'amortissement. Celui-ci est calculé d'ordinaire de façon monétaire. Si une machine qui a coûté 1 000 permet de fabriquer 1 000 marchandises avant de rendre l'âme, on comptera 1, représentant l'usure de la machine, dans

le coût de revient de chaque marchandise individuelle. Ces calculs monétaires ne sont que l'expression de ce calcul en temps de travail que revendique le GIK. Nous l'avons déjà remarqué, le GIK exprime dans son plan la pure utopie d'une valeur sans argent au moment même où il croit la dépasser. Tout ceci revient à dire que le transfert de la valeur de la machine aux marchandises qu'elle permet de produire n'est rien d'autre qu'une répartition du temps de travail de la société tout entière sur deux groupes de produits : le temps qu'il a fallu pour produire la machine s'ajoute, au prorata de la masse des marchandises produites, aux autres temps qui sont nécessaires à la fabrication de cette marchandise.

Il faut enfin parler de transfert de valeur dans le cas des *échanges inégaux*. Ceux-ci résultent normalement de la diversité des conditions de production dans une même branche. Soit une branche donnée produisant une marchandise déterminée. La valeur que vont devoir payer les autres branches pour acheter cette marchandise s'établit comme la moyenne des valeurs propres de chaque producteur de la branche. Autrement dit, si la plupart des producteurs procèdent à un échange égal avec leurs acheteurs, d'autres, qui sont soit plus productifs soit moins productifs que la moyenne, procèdent à des échanges inégaux. Dans le premier cas, il y a simple permutation des formes de la valeur. Dans le deuxième cas, cette permutation est assortie d'un transfert de valeur. Voyons cela de plus près et cherchons à comprendre ce qui est transféré.

Soit une marchandise M, dont la valeur sur le marché est représentée par une somme d'argent A. La formule moyenne, représentative de la branche, est, pour une marchandise produite :

$$C+V+PL = A$$

La valeur de M est faite de l'addition de la valeur du capital constant consommé dans sa production (C) et de la valeur nouvelle ajoutée par le travail vivant (V+PL). Tous les acheteurs des autres branches paient cette somme, reconnue socialement comme la valeur de la marchandise, et semblent donc faire un échange normal, une simple permutation des formes de la valeur, M contre A. Cependant, certains producteurs de notre marchandise M sont plus ou moins productifs

que la moyenne. Quand ils vendent leur produit contre A, c'est-à-dire à sa valeur reconnue socialement, ils vendent un produit qui correspond à une formule différente de la moyenne, à savoir :

$$C+V+PL+\Delta = A$$

indiquant que la valeur particulière de leur marchandise est inférieure ou supérieure à la moyenne, selon que Δ est positif ou négatif. Autrement dit, l'échange est inégal. D'une façon ou d'une autre, plus de valeur s'échange contre moins de valeur. Le capitaliste plus productif que la moyenne apporte sur le marché une marchandise qui contient moins de travail que la moyenne, et va cependant obtenir la somme A en la vendant. Il fait manifestement un gain. Et inversement pour le capitaliste moins productif que la moyenne. Sa marchandise contient plus de travail que la moyenne, mais il ne va recevoir que A en contrepartie. Y a-t-il alors transfert de valeur entre les échangistes ? Cela dépend des cas.

Marx, dans le chapitre sur l'égalisation du taux de profit[16], écrit que, en condition d'équilibre normal, « les marchandises dont la valeur individuelle est au-dessous de leur valeur de marché[17] réalisent une plus-value supplémentaire, ou surprofit, tandis que celles dont la valeur individuelle excède la valeur de marché ne peuvent pas réaliser une partie de la plus-value qu'elles contiennent ».

Pour notre analyse, cela revient à dire que dans le cas où le producteur qui ne correspond pas à la moyenne est plus productif que celle-ci, lorsque Δ est positif, la différence apparaît comme une plus-value extra. Tout se passe comme si les travailleurs du capital plus productif avaient travaillé plus longtemps. Inversement, dans le cas où le producteur qui ne correspond pas à la moyenne est moins productif que celle-ci, Δ est négatif, et tout se passe comme si les travailleurs avaient ici travaillé moins longtemps. Dans le premier cas, le capitaliste plus productif a échangé moins de valeur contre plus

16 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. II, *op. cit.*, p. 971.

17 La valeur de marché est définie comme « la valeur moyenne des marchandises produites dans un secteur [ou] comme la valeur individuelle des marchandises produites dans les conditions moyennes de ce secteur et constituant la grande masse de ses produits » (*ibid.*).

de valeur. Cela revient à dire que le reste de la société, représenté par l'acheteur, a travaillé Δ heures pour lui, gratuitement. Inversement, dans le cas du capitaliste moins productif que la moyenne, Δ est négatif. Ce capitaliste a travaillé gratuitement Δ heures, mais ici personne n'en profite : en payant la valeur A, l'acheteur de ce capitaliste lui indique que les Δ heures qu'il a travaillé (ou fait travailler) en plus que la moyenne ne peuvent pas s'insérer dans la division sociale du travail. On remarquera en passant la dissymétrie des deux situations, qui découle du lien fondamental qu'il y a entre valeur et productivité. La société paie une prime au travail plus productif que la moyenne, mais le travail moins productif est laissé pour compte.

Finalement, qu'est-ce qui a circulé dans ce mécanisme de la valeur moyenne d'une branche ? Du temps de travail, si l'on peut dire que le temps circule. Il n'y a vraiment eu transfert de valeur que dans l'échange entre le capitaliste plus productif et son acheteur, et dans ce cas ce transfert a consisté à ce que, sans le savoir, l'acheteur a consacré gratuitement Δ heures de travail au vendeur, qui les a comptées comme plus-value extra.

Ce à quoi on parvient après ces considérations, c'est qu'il n'est pas besoin de définir la substance de la valeur comme une cristallisation difficile à comprendre du travail vivant en travail mort. Pour comprendre comment la valeur circule et se transfère entre différents moments de son cycle, il suffit de compter les heures de travail. Si donc la valeur doit avoir une substance, on dira que c'est le temps. Marx dit quelque part que toute économie est économie du temps. C'est une remarque très profonde, qu'il n'a cependant pas exploitée jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à poser que toute vraie libération passe par la fin de la contrainte de temps sur l'activité productive, c'est-à-dire par l'abolition de la productivité. Le temps est la seule substance, s'il faut garder ce terme, de la valeur. Ce temps ne donne lieu à aucune cristallisation. Mais il s'impose, avec ses rythmes et ses subdivisions précises, comme ce qu'aucun producteur de valeur ne peut ignorer s'il veut réussir son insertion dans la division générale du travail.

4.2.3 La substance de la valeur comme ce qui se mesure

Nous sommes partis à la recherche de la substance de la valeur d'abord parce qu'il fallait que le lien entre le travail et la valeur soit marqué par le dépôt, dans le produit du travail, de quelque chose qui soit la marque que le travail est bien la source de la valeur. Nous avons vu que cette démarche n'est plus nécessaire dans les conditions nouvelles où nous abordons la question de la valeur. Ensuite, nous avons recherché la substance de la valeur en tant que ce qui circule dans la société marchande, soit entre les moyens de travail et les produits du travail, soit entre les membres de la société marchande quand il y a transfert de valeur. Nous avons trouvé alors que s'il y a quelque chose qui circule, c'est simplement du temps (de travail).

Le temps, comme dans le projet du GIK, apparaît ainsi comme la chose qui compte et qui se compte. Chaque producteur privé indépendant se rapporte au travail de la société tout entière en comptant, d'une façon ou d'une autre, le temps que cela lui coûte et que cela lui rapporte. Dans ces conditions, on peut dire que le temps est la substance de la valeur, dès lors qu'il est entendu que c'est le temps des membres de la société marchande, à savoir des producteurs, et que donc c'est du temps de travail dont on parle. Marx arrive à des formulations proches de ce point de vue dans la *Critique de l'économie politique* :

> Le temps de travail matérialisé dans les valeurs d'usage des marchandises est à la fois la substance qui en fait des valeurs d'échange, donc des marchandises, et la mesure qui détermine la grandeur de leur valeur […] En tant que valeurs d'échange, toutes les marchandises ne sont que des mesures déterminées de *temps de travail coagulé* [18].

Le temps est à la fois substance et mesure de la valeur. Pourquoi Marx ajoute-t-il que ce temps est « coagulé » dans le produit du travail ? Est-ce, comme nous l'avons dit plus haut, pour assurer que le travail vivant laisse quelque chose dans la marchandise « prouvant » qu'il est la source de la valeur ? Quoi qu'il en soit, Marx reprend la dernière

18 K. Marx, *Critique de l'économie politique*, *op. cit.*, p. 280–281. Souligné par Marx.

phrase du passage cité ci-dessus dans la première édition du *Capital* mais la supprime dans l'édition française de Roy. Là le temps n'intervient plus que comme mesure de la valeur, tandis que les considérations sur la substance sont entièrement dominées par la notion de cristallisation, ou coagulation, ou gélification, etc. Rubel suggère que c'est par souci de simplification que Marx a supprimé le passage sur le temps de travail coagulé, et il s'en félicite, trouvant la formulation finalement retenue dans l'édition Roy beaucoup plus claire. À mon avis, la formulation retenue dans cette version « simplifiée » que nous avons étudiée dans le deuxième chapitre est cependant moins satisfaisante que l'approche esquissée dans la *Critique*…

Pour nous en tout cas, les choses sont plus simples. Si le temps est la substance de la valeur, la mesure de la valeur se fait tout normalement comme la mesure du temps, en jours, heures, etc. Et de même que dans le premier chapitre du *Capital*, la valeur d'une marchandise se mesure comme moyenne des valeurs individuelles au sein d'une même branche.

4.3 Échange des marchandises, réalisation de la valeur

Revenons à la réalisation de la valeur. Peut-on dire, en suivant la problématique de Marx, et surtout de Roubine, que la valeur a besoin d'être *réalisée* parce que le travail qui l'a produite est *abstrait* ? Il n'est pas besoin d'aller jusque-là pour donner son rôle à l'échange. Ainsi que nous l'avons dit plusieurs fois, l'échange est le moment nécessaire où se vérifie l'insertion du producteur privé dans le travail social général. Cela ne signifie pas qu'avant cet échange aucune valeur n'a été produite. Rappelons que c'est cependant le point de vue dont Roubine n'arrive pas à se défaire (cf. chapitre 2). Pour lui, c'est dans le procès d'échange que le travail concret « acquiert […] des propriétés sociales qui en font un travail social, abstrait, simple et socialement nécessaire[19] ».

Pour nous, ce détour par le marché n'est pas nécessaire pour comprendre ce qu'est le travail producteur de valeur. Dès avant

19 I. Roubine, *op. cit.,* p. 174.

l'échange, nous l'avons identifié comme travail spécifiquement et concrètement formaté par les conditions où se trouvent les producteurs privés indépendants. Dans ces conditions, l'échange *réalise* la valeur, mais dans un sens beaucoup moins radical que chez Roubine.

En premier lieu, l'échange vérifie, ou constate, l'échangeabilité du produit du travail. On l'a déjà dit plusieurs fois : tant que l'échange n'a pas eu lieu, il n'est nullement certain que le pari qu'a fait le producteur privé pour s'insérer dans la division sociale du travail soit gagnant. La première façon de gagner ce pari, c'est évidemment de vendre. La seconde, c'est de vendre à un bon prix.

C'est là que, en deuxième lieu, intervient l'échange – ou plutôt les échanges. Car la valeur socialement reconnue d'une marchandise est une moyenne, établie par de nombreux échanges de la même marchandise. C'est sur cette base que la société des producteurs privés connaît ce qu'est le temps de travail socialement nécessaire à la production de cette marchandise. Peut-être vaudrait-il mieux dire qu'ils croient le connaître, car il change continuellement. L'échange révèle à tout moment ce qu'est la norme de la productivité requise pour la production de chaque marchandise. Certes, cette norme est sans cesse remise en cause. Cependant, malgré cette instabilité foncière la marchandise finit par se vendre à la valeur moyenne du moment. Mais ici non plus, la réalisation de la valeur ne veut pas dire que l'échange crée la valeur. L'échange ramène toutes les valeurs individuelles à une valeur moyenne sociale, et nous avons vu (chapitre 3.4.2.2) que cela entraîne pertes et gains pour les producteurs qui ne travaillent pas dans les conditions sociales moyennes.

Et de ce point de vue, en troisième lieu, l'échange est un des lieux de la *dévalorisation*, au sens de destruction de valeur. Lorsque l'échange est tenté mais n'a pas lieu, ou lorsqu'il se fait en dessous de la valeur individuelle de la marchandise, la réalisation de la valeur consiste en sa destruction totale ou partielle. Ce point mérite d'être souligné. Marx termine la première partie du premier chapitre du *Capital* par la remarque suivante :

> Aucun objet ne peut être une valeur s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement, et conséquemment ne crée pas de valeur[20].

Or, dès lors qu'on rejette les considérations morales comment évaluer l'utilité d'une chose autrement qu'en lui faisant subir le test de l'échange ? Certes, on pourrait dire que le charbon, même invendable en raison d'une crise de surproduction, est un objet utile pour ceux qui ont froid. Mais si l'on adopte le point de vue normal de la société marchande, ce n'est pas la bonne réponse. L'utilité du charbon, sa capacité à chauffer celui qui a froid, existe dans tous les cas. Mais sa *valeur d'utilité* se réalise ou non selon que l'échange se fait ou non. Dans le cas où il ne trouve pas d'acheteur, le charbon excédentaire ne réalise ni sa valeur d'échange ni sa valeur d'utilité. Tout cela pour dire que la question de l'utilité d'un travail particulier s'évalue selon sa capacité à s'insérer dans le travail social général en fonction de sa valeur d'utilité et de sa valeur d'échange, et que l'utilité « naturelle » de la marchandise n'a rien à voir avec la question. Dans le cas où l'insertion ne se fait pas, l'échange est aussi le moment où de la valeur produite est détruite. Cela fait aussi partie de sa réalisation.

Tel est donc le statut qu'il faut donner à l'échange dans la définition de la valeur : vérification de l'échangeabilité, moyenne des valeurs individuelles et dévalorisation. Il intervient sur cette base dans la loi de la valeur pour la répartition du travail social entre les différentes branches. Mais ceci est une autre question.

5 Travail simple, travail complexe

Au chapitre 2.4, nous avons laissé en plan la question du travail qualifié. Rappelons que Marx n'est pas parvenu à régler cette question. Roubine lui-même est d'accord là-dessus. Mais bien qu'il entre dans beaucoup plus de détails, il propose finalement la même optique que Marx. À la question de savoir pourquoi et comment le travail qualifié crée plus de valeur que le travail simple dans le même laps de temps, les deux donnent des réponses qui, en fin de compte, reviennent à

20 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 568.

dire que c'est parce que le travail qualifié coûte plus cher que le travail simple. Je ne reviens pas sur les formulations de Marx. Quant à Roubine[21], il dit que le produit du travail qualifié a plus de valeur que celui du travail simple parce qu'il résulte non seulement du travail direct du travailleur qualifié, mais aussi du travail de ses formateurs et même du travail d'apprentissage de l'apprenti en formation. De plus, dit Roubine, il faut tenir compte du taux de réussite des apprentis formés. Si pour obtenir un bijoutier qualifié il faut en former trois, dont deux échouent à obtenir la qualification, le travail des formateurs et des apprentis qui entre dans le travail du travailleur qualifié est multiplié par trois. Cette optique revient encore à expliquer la capacité du travail qualifié à créer plus de valeur que le travail simple par le coût de la formation du travailleur qualifié. Car le travail des formateurs ne peut pas être compté comme du travail vivant au moment où le travailleur qualifié travaille. Il doit être compté dans le coût de production de la force de travail qualifiée. Le fait que celle-ci coûte plus cher que la force de travail simple implique que la marchandise produite par le travail qualifié coûte plus cher, mais pas qu'elle contient plus de valeur nouvelle. Une heure de travail du bijoutier coûte-t-elle le double d'une heure de travail du forgeron ? Le capitaliste devra compter ce surcoût dans le prix des bijoux, mais cela ne nous dit rien de la valeur nouvelle créée par le bijoutier ou le forgeron.

Une autre voie est envisageable. Le travail qualifié, dit Marx, est un travail « de puissance supérieure ». C'est cette puissance supérieure qu'il faut expliquer. Et l'explication vient d'elle-même dès qu'on renonce à l'option physiologique du travail créateur de valeur. Considérons le travail valorisant tel que nous l'avons défini en termes de productivité et de normalisation, et comparons le travail simple et le travail complexe. À peu de choses près, la dépense de nerfs et de muscles est la même par unité de temps. Si cette dépense est de la création de valeur, alors le travail complexe ne crée pas plus de valeur que le travail simple. Marx, cependant, a raison de parler du travail qualifié comme d'un « travail d'intensité supérieure, de poids

21 I. Roubine, *op. cit.*, p. 217 *sq.*

spécifique plus élevé[22] ». Car le temps de travail du travailleur qualifié est comme du temps compressé. La formation qu'il a reçue lui permet de *gagner du temps* par rapport au travailleur non qualifié. Si le capitaliste donne une tâche qualifiée à un travailleur non qualifié, ce dernier devra apprendre sur le tas, avancer lentement, échouer et recommencer, avant de parvenir à l'exécution correcte de la tâche. Autant d'heures de travail simple dépensées inefficacement, là où un travailleur qualifié aurait fini la tâche en un tournemain. Le supplément de valeur créé par le travail qualifié correspondrait à cette économie de temps. En passant par l'économie de temps que permet le travail qualifié, je propose une explication qui, sans toutefois permettre de calculer le rapport entre le temps du forgeron et celui du bijoutier, laisse entièrement à part les questions du salaire et du coût de reproduction de chacune de ces forces de travail. Et en ramenant la question à celle du temps, nous restons dans la problématique de la substance de la valeur telle que nous avons essayé de la redéfinir.

6 Conclusion provisoire

Pour essayer de comprendre la valeur, nous ne sommes pas partis de la marchandise, comme Marx dans le premier chapitre du *Capital*, mais de la production capitaliste reposant sur ses propres bases. La valeur nous est d'abord apparue comme le vaste système d'interdépendance entre les capitaux, eux-mêmes en continuelle croissance, division et multiplication. Le secret de la valeur, c'est la division du travail sous la forme de la division de la propriété. Celle-ci répond à la nécessité de l'augmentation de la productivité du travail. Quant à cette dernière, elle n'obéit pas à un quelconque impératif abstrait de progrès des forces productives mais correspond à la recherche d'une meilleure exploitation du travail. L'exploitation du travail, enfin, ne requiert pas d'explication, elle est la forme normale et nécessaire du travail.

Si l'exploitation du travail est la cause première de la division du travail/division de la propriété, il faut en déduire que l'échange n'est pas le mécanisme central du développement de la valeur. Ce qui est

22 K. Marx, *Critique de l'économie politique*, *op. cit.*, p. 282.

une autre façon de dire que le rapport social fondamental entre les hommes, c'est l'exploitation du travail, et non pas l'interdépendance des producteurs privés qui se rencontrent sur le marché. Marx et tout le monde à sa suite parlent du marché comme de l'endroit où se forment les rapports sociaux entre les producteurs. C'est donner au terme de « rapport social » un sens bien spécifique, et plutôt étroit, puisqu'il ne s'agit que de la dépendance générale des branches de production et de leurs rapports input/output (selon le terme des économistes). Ici, « rapport social » est identique à « économie ». Ces rapports entre producteurs ou branches sont certes indispensables à l'existence du travail social comme un tout mais, justement, ces rapports ne vont pas au-delà de l'économie. Les « théories critiques de la forme-valeur » ont raison de dénoncer la réification de ces rapports et leur apparente absurdité, mais elles ont tort de s'arrêter là. Les producteurs privés indépendants du premier chapitre du *Capital*, ce sont en réalité des capitaux, avec patrons et salariés. Ces capitaux ont des rapports entre eux car ils sont interdépendants. Ces rapports sont ceux de l'échange, et on peut bien les appeler « rapports sociaux ». À condition de ne pas négliger l'essentiel : derrière la complémentarité des capitaux individuels, qui se vérifie en effet par l'échange, il y a la lutte des classes entre patrons et salariés autour de la production de la valeur nouvelle (v+pl). Le véritable rapport social du mode de production capitaliste est là, et uniquement là.

Nous avons vu que la production de valeur peut s'analyser de façon analogue à ce que fait Marx dans *Le Capital*, à savoir en faisant abstraction des qualités spécifiques du travail concret. Mais ce faisant, nous sommes arrivés à la conclusion que, en quelque sorte, le travail abstrait est concret, au sens où c'est une pratique reconnaissable indissociable de la production brute de l'objet. Ce que nous avons appelé le *travail valorisant* est en effet l'activité de recherche de productivité et de normalisation, comme moments du travail, que tous les travaux de tous les producteurs privés doivent nécessairement développer conjointement à leur travail concret, de par leur statut même de producteurs privés. Cette recherche n'est pas quelque chose de plus que les patrons inventent pour gagner plus. Toute production de valeur

ne peut exister que comme recherche de productivité et de normalisation. Ceci est la façon de définir la valeur *directement au niveau de la production.* Il faut en conclure que le travail qui produit la valeur est concrètement spécifié par le fait qu'il est travail valorisant. Dans la société capitaliste actuelle, quel que soit l'objet considéré, du plus simple au plus compliqué, la façon de produire et la valeur d'utilité qui en résulte n'ont rien de naturel ou de normal. Les définir comme simple échange organique avec la nature est totalement insuffisant, car toute l'activité est spécifiée comme production de valeur. Il faut en conclure aussi que l'abolition de la valeur ne sera pas la libération de ce travail, de ces forces productives, mais une révolution complète de la façon d'envisager le rapport immédiat des hommes entre eux, à la nature et la production sociale (cf. chapitre 8.2).

Chapitre 4
L'échange et la sphère improductive

Dans le chapitre qui suit, je me propose de donner un nouvel éclairage sur la question du travail productif. Cela m'amènera notamment à revenir sur la question de la consommation des capitalistes, que j'ai déjà évoquée mais sans la définir. Je conclurai en essayant de faire le rapport entre le travail productif et le prolétariat comme sujet révolutionnaire.

1 L'échange, activité qui prend du temps

Nous avons montré comment définir ce qu'est la valeur : la forme d'échangeabilité des moyens de production des producteurs privés indépendants. Nous avons vu que le travail qui produit cette forme n'est pas spécialement abstrait mais a des caractéristiques spécifiques propres aux modes de production marchands. Les caractéristiques de ce *travail valorisant* (cf. chapitre 3.3.3) découlent de l'existence même des producteurs privés indépendants. Elles se définissent comme recherche constante de la productivité et de la normalisation. Nous avons enfin vu que la substance de la valeur est le temps, et se mesure donc normalement par le temps de travail. Avant d'aborder la question de la sphère improductive, il nous faut revenir sur cet autre corollaire inévitable de l'existence des producteurs privés indépendants : l'échange.

Dans le premier chapitre du *Capital*, ainsi que nous l'avons noté, les producteurs privés indépendants, qui sont des figures très proches des artisans, procèdent eux-mêmes aux échanges. Il est remarquable que jamais Marx ne nous parle du temps que cela leur prend. On a compté le temps de travail dans la production de la marchandise mais ensuite il n'y a plus de comptabilité du temps. On peut admettre cette façon de faire comme une simplification visant à mieux nous faire comprendre comment la valeur se définit par rapport au travail. Mais dans le chapitre II (« Des échanges »), après avoir reconnu que

« les marchandises ne peuvent point aller elles-mêmes au marché ni s'échanger elles-mêmes entre elles. Il nous faut donc tourner nos regards vers leurs gardiens et conducteurs, c'est-à-dire leurs possesseurs[1] », Marx nous parle peu de l'activité des producteurs comme échangistes (chercher un coéchangiste, négocier le prix, etc.). Le chapitre est en fait surtout consacré au problème de l'équivalent général. À ce stade de l'exposé, tout se passe donc comme si, quoi qu'en dise Marx, les marchandises s'échangeaient toutes seules entre elles, c'est-à-dire ne contraignaient pas le producteur à distraire une partie de son temps de production pour s'occuper de commercialisation.

En fait, comme Marx l'explique au début du Livre II du *Capital*, les producteurs doivent bien consacrer aux échanges un temps distinct de celui de la production. Et ces échanges, bien entendu, ils ne peuvent pas s'en dispenser, puisqu'ils sont des producteurs privés indépendants, c'est-à-dire séparés de toutes les conditions de leur production sauf à la rigueur celle qu'ils produisent eux-mêmes. Et le temps que les producteurs doivent nécessairement consacrer à l'échange ne vient pas s'ajouter, dans la valeur de la marchandise, à celui qui a été consacré à la fabrication. Nulle part Marx n'envisage une telle possibilité. C'est donc du temps perdu par rapport à la phase de la production, où le temps dépensé est créateur de valeur.

Pour la représentation marxienne du producteur échangiste (dans le premier chapitre du Livre I du *Capital*), cette omission du temps de l'échange peut sembler de peu de conséquence. Ce n'est certainement plus le cas dans les conditions capitalistes de la production, telles que Marx les étudie dans les Livres II et III. La masse de la production, la division extrêmement poussée du travail social, donnent à l'échange un volume-temps considérable. Il s'agit non seulement de la recherche du client mais aussi de la négociation des prix, des conditions financières, etc. Ce qui, dans la première section du *Capital* n'est qu'un moment simple et fugitif devient dans la réalité (et dans le troisième livre du *Capital*) un pan entier de l'activité économique, avec ses capitaux multiples et ses secteurs spécialisés :

1 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 619.

commerce, banques, finance, assurances, publicité, etc. Considéré dans sa totalité, le capital passe successivement par trois formes : moyens de production et subsistances (c'est-à-dire capital productif), ensemble des marchandises résultant du procès de production (c'est-à-dire capital-marchandise), et argent résultant de la vente de ces marchandises (c'est-à-dire capital-argent). La première forme définit la sphère de la production. Les deuxième et troisième formes définissent celle de la circulation. Elles constituent une part importante du capital improductif.

> Le temps de circulation agit négativement sur le temps de production et, partant, sur le processus de valorisation du capital, qu'il restreint en raison de sa propre durée[2].

Dans le Livre I du *Capital* Marx n'a parlé que du secteur productif. Dans les Livres II et III, il développe le mécanisme de la reproduction d'ensemble du capital et, au début du Livre II, il affirme clairement que lorsque le capital est sous la forme marchandise ou argent il est improductif. Cependant, rien ne distingue les capitaux improductifs de ceux de la sphère de la production. Ils emploient les mêmes méthodes, ont la même organisation générale et, surtout, sont aussi rentables que les capitaux productifs. Ils s'en distinguent pourtant de façon fondamentale en ce qu'ils ne créent pas de valeur nouvelle mais n'agissent qu'au niveau des permutations des formes de la valeur. Dans la société capitaliste moderne ils emploient une masse considérable de travailleurs salariés. Presque aussi mal payé que celui des travailleurs de la sphère de la production, le travail des travailleurs de l'échange se distingue de moins en moins de celui des travailleurs de la production. Il s'en distingue pourtant de façon fondamentale au sens où il ne crée pas de valeur.

En définissant l'échange comme une activité propre qui se distingue de la production, nous avons *construit* une première approche de la distinction entre secteur productif et secteur improductif. Il faudra ensuite l'élargir, pour prendre en compte la consommation des capitalistes.

2 *Ibid.*, p. 565.

2 La question du travail productif dans *Le Capital*

Est-ce un hasard si Marx n'a pas publié un développement systématique sur la question du travail productif ? Dans le premier livre du *Capital*, le travail productif n'apparaît qu'en passant. Il est traité de façon plus systématique dans ce qui devait être la conclusion de ce premier livre, le VI^e^ chapitre, dit *Chapitre inédit* car Marx a renoncé à le publier. Dans les deux cas, la question du travail productif ne se trouve pas vraiment résolue.

2.1 Le travail productif dans la V^e^ section du *Capital*

Dans la section dénommée « Recherches ultérieures sur la plus-value », Marx propose une définition du travail productif spécifique au mode de production capitaliste.

> Là, le but déterminant de la production, c'est la plus-value. Donc, *n'est censé productif que le travailleur qui rend une plus-value au capitaliste ou dont le travail féconde le capital*[3].

On trouve ici la définition canonique du travail productif : c'est celui qui produit de la plus-value. On est bien d'accord, mais comment distinguer le travail qui rend de la plus-value de celui qui n'en rend pas dès lors que tous les capitaux, productifs comme improductifs, touchent le profit moyen ? Marx se contente de donner un exemple et d'enchaîner sur une considération théorique générale.

L'exemple est celui du maître d'école qui est productif « parce qu'il rapporte des pièces de cent sous à son patron ». L'école en question est une entreprise comme une autre et n'existe que parce qu'elle rapporte un profit. Mais dire que le travail de l'instituteur est productif, c'est préjuger que l'enseignement fait partie du secteur productif. Marx ne s'explique pas là-dessus. Peut-on considérer que, comme nous nous trouvons dans le premier livre du *Capital*, tous les exemples sont par définition pris dans le secteur productif ? On va voir avec le *Chapitre inédit* que cette hypothèse est incertaine.

3 *Ibid.*, p. 1002, souligné par Marx.

La considération théorique est la suivante :

> Désormais, la notion de travail productif ne renferme plus simplement un rapport entre activité et effet utile […] mais encore et surtout un rapport social qui fait du travail l'instrument immédiat de la mise en valeur du capital[4].

Autant dire qu'elle ne nous aide guère dans la recherche d'une définition du travail productif qui permette de faire la distinction entre travail productif et travail improductif. Il faut aussi citer, dans le même passage, la question du travailleur collectif. La socialisation de la production développe beaucoup le travailleur collectif. Ses membres « participent au maniement de la matière à des degrés divers, de près ou de loin, ou même pas du tout […] [Mais] pour être productif, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre ; il suffit d'être un organe du travail collectif ou d'en remplir une fonction quelconque[5] ».

Ce passage pose le problème des différentes fonctions qui sont assumées sur un lieu de travail. Comme un patron ne paie personne pour ne rien faire, on déduit de ce que Marx avance que tout le monde est productif, même le directeur, même les petits chefs, etc. On retrouvera le problème dans le *Chapitre inédit*. Mais surtout, ce que l'on comprend ici c'est que c'est encore le fait qu'on est, par hypothèse, dans le secteur productif qui fait que le travailleur collectif est déclaré productif.

2.2 Le travail productif dans le *Chapitre inédit*[6]

On ne sait pas exactement pourquoi Marx a renoncé à publier ce chapitre VI, dont la rédaction date de 1864 et qui était proche de la finalisation. Quoi qu'il en soit, ce texte n'est pas un brouillon ni des notes de recherche, et si la qualité de sa rédaction laisse encore à désirer, on peut considérer que les idées que l'on y trouve sont bien celles de Marx à l'époque de la publication du premier livre du *Capital*.

4 *Ibid.*
5 *Ibid.*, p. 1001–1002.
6 Je me réfère à la traduction de Dangeville, K. Marx, *Un chapitre inédit du Capital* (1867), Paris, 10-18, 1971.

Or il semble que, en ce qui concerne le travail productif, il y ait une certaine confusion dans les idées de Marx.

Dans la section du chapitre consacrée à la question, Marx dit clairement, et à juste titre, qu'il faut distinguer le travail productif d'une part du travail en général, d'autre part du travail simplement utile, et enfin du travail salarié. Autrement dit, dans les conditions du mode de production capitaliste, tout travail n'est pas productif ; il ne suffit pas qu'un travail soit « utile » (selon quels critères d'ailleurs ?) pour qu'il soit productif ; et le fait d'être salarié, c'est-à-dire de rapporter un profit à son patron, ne suffit pas non plus à faire du travailleur un travailleur productif. Jusque-là, pas de problème.

Mais Marx nous dit aussi :

– qu'est « productif le travail qui valorise directement le capital ou produit de la plus-value[7] ». On a vu plus haut que cette définition est sans doute la plus fondamentale, mais peu utile pour distinguer le secteur productif du secteur improductif ;

– que « le travail productif s'échange directement contre l'argent-capital, un argent qui en soi est du capital, ayant pour destination de fonctionner comme tel et de faire face comme tel à la force de travail[8] ». Ici, Marx veut distinguer le travail qui s'échange contre du capital de celui qui s'échange contre du revenu. On retrouve la même idée plus loin, « pour distinguer le travail productif du travail improductif, il suffit de déterminer si le travail s'échange contre de l'*argent proprement dit* ou contre de l'*argent-capital*[9] ». L'argent proprement dit semble être, d'après l'exemple que Marx donne aussitôt après, l'argent détenu par un particulier. Il y a d'autres passages où Marx fait la distinction entre le travail du tailleur à domicile qui me fait un pantalon (travail improductif) et de celui qui travaille pour un patron et fait des pantalons prêts-à-porter (travail productif). Cette distinction est juste, mais insuffisante au sens où, dans le cas où le travail s'échange contre du capital, Marx parle par hypothèse, mais sans le dire, de capital

7 *Ibid.*, p. 90.
8 *Ibid.*, p. 94.
9 *Ibid.*, p. 97, souligné par Marx.

productif. De sorte que la conclusion se trouve dans l'hypothèse, et que nous sommes dans une tautologie ;

– Marx donne de nombreux exemples, très similaires. Par exemple, à propos du tailleur qui fait des pantalons :

> L'ouvrier tailleur me rend le même service, qu'il travaille chez le marchand de vêtements ou chez moi. Mais l'ouvrier, s'il travaille chez le marchand de vêtements, rend un autre « service » au capitaliste en ce qu'il travaille douze heures en n'étant payé que six [...] [10]

Dans cet exemple encore, la preuve que l'ouvrier salarié est productif par rapport au tailleur à domicile n'est pas faite. Le fait que la fabrication de pantalons chez le marchand de vêtements est une activité productive est corollaire de l'affirmation sans preuve qu'il y a du surtravail. Marx oppose le service personnel à domicile au travail salarié, mais cette opposition ne suffit pas à prouver que ce travail salarié-là est productif. Le travailleur salarié improductif travaille également douze heures payées six. Il ne crée pour autant ni valeur ni plus-value.

– Une piste intéressante est donnée dans la notion de valeurs d'usage qui deviennent ou non des facteurs du capital :

> Les marchandises que le capitaliste achète en raison de leur valeur d'usage pour sa consommation privée ne sont pas employées productivement et ne deviennent pas des *facteurs du capital*. Il en est de même des *services* qu'il achète volontairement ou par la force des choses (services fournis par l'État, etc.). Ce ne sont pas des travaux productifs, et ceux qui les effectuent ne sont pas des travailleurs productifs [11].

Ici, la valeur d'usage intervient comme un facteur discriminant. C'est le premier point d'intérêt. Le deuxième est la notion de l'utilisation du produit du travail comme « facteur du capital ». La possibilité de ce retour à la sphère de la production est visiblement importante pour déterminer quel travail est productif. Mais il y a une ambiguïté dans le texte. Marx nous dit que les marchandises ou les services que le

10 *Ibid.*, p. 96.
11 *Ibid.*, p. 92, souligné par Marx.

capitaliste achète personnellement ou collectivement et qui ne sont pas employés productivement sont le résultat d'un travail improductif. Cette définition de la qualité du travail (productif ou non) par l'usage qui est fait de son produit nous entraîne sur une fausse piste. Elle amène à des discussions sans fin sur ce qui se passe *après* la fabrication du produit. On est bien d'accord sur le fait que le même geste de travail – visser des boulons, creuser un trou – peut être productif ou non. Mais ce qui fait qu'il est productif ou non ne dépend pas de son contenu matériel-technique, mais du contexte social où il se déroule. Le travail s'est-il échangé contre du capital ou contre du revenu ? Le capitaliste fait-il partie de la sphère productive ou de la sphère improductive ? etc. Dans la mesure où il est possible de répondre à ces questions, une fois que la détermination du contexte social est faite, le travail est productif (ou improductif) quel que soit l'usage et la destination de son produit. Par exemple, le travail productif qui a produit une charrue ne devient pas improductif si la charrue ne se vend pas et finit en rouille, ou sert à décorer le jardin du capitaliste. On va revenir sur ce problème. Mais avant cela, remarquons que la pensée de Marx n'est pas très arrêtée sur cette question, puisqu'il dit un peu plus loin, à propos de la production de luxe qu'il ne doit pas y avoir « application disproportionnée de travail *productif* à la création d'articles qui ne servent pas à la reproduction, de sorte qu'il y a reproduction insuffisante des moyens de subsistance et des moyens de production nécessaires[12] ».

Ici donc, Marx dit le contraire de ce qu'il disait dans le passage précédent, puisqu'un travail productif peut produire des marchandises qui ne sont pas des « facteurs du capital ». Mais l'accent mis sur la production de subsistances et de moyens de production nous donne une piste pour essayer d'y voir plus clair.

On constate que, bien que partant d'un principe clair (est productif le travail qui produit de la plus-value), Marx ne parvient pas à développer cette définition d'une façon vraiment discriminante. Quel travail produit de la plus-value ? Celui qui s'échange contre le

12 *Ibid.*, p. 95, souligné par moi.

capital, certes, mais avec ce sous-entendu que le capital en question est productif, appartient à la sphère de la production, et non pas à celle de la circulation. Or cette distinction n'est pas toujours facile à faire, ainsi que nous le verrons. Peut-on avancer sur cette question à partir de l'idée de Marx que le travail productif est celui qui produit des « facteurs du capital » ?

3 Capitaux et travailleurs productifs/improductifs

Nous avons posé dans notre toute première approche de la valeur que les producteurs privés indépendants travaillent les uns pour les autres. Il n'en va pas autrement dans le modèle marxien du premier chapitre du *Capital*, où tous les producteurs sont échangistes et où, inversement, les seuls échangistes présents sur le marché sont des producteurs porteurs des marchandises qu'ils ont produites. Dans ce modèle comme dans le nôtre, donc, cela revient à dire que pour un producteur privé indépendant la première condition de la production de valeur est de produire des moyens de travail et des subsistances pour les autres procès de travail privés indépendants. Avant d'être un phénomène du marché, la valeur est un phénomène de la production, et procède fondamentalement de la division sociale du travail, lorsque les producteurs indépendants se spécialisent de plus en plus dans la production de conditions de plus en plus parcellaires du travail et des subsistances des autres producteurs. Répétons que l'explication fondamentale de ce processus de division sociale du travail est la recherche de la productivité pour l'augmentation de l'exploitation du travail.

Produire des conditions de travail pour les autres procès de travail (ce que Marx appelle des *facteurs du capital*), telle est donc la première condition de la production de valeur. Si cette condition n'est pas remplie, ce n'est même pas la peine de se demander s'il y a production de plus-value. Sur cette base, formulons les définitions suivantes :

– *Secteur productif* : Il rassemble les capitaux et les travailleurs dont l'activité consiste à produire les conditions de travail les uns des autres. C'est là la formulation la plus générale et fondamentale de la valeur (cf. chapitre 3.2). Ainsi que nous l'avons

déjà dit, ces conditions regroupent les moyens de production et les subsistances des travailleurs, ce qui correspond au capital constant et au capital variable.

– *Secteur improductif* : Il regroupe deux choses : premièrement les capitaux et les travailleurs dont l'objet est d'assurer la permutation régulière des formes de la valeur : capital productif – capital marchandise – capital argent – puis retour au capital productif ; et deuxièmement les capitaux qui ne sont qu'une autre forme du revenu des capitalistes et les travailleurs qui sont employés par ces capitaux.

Cette distinction résulte de l'analyse plus que de l'observation. Elle part du principe que le monde capitaliste comporte deux sphères nécessaires à sa reproduction : celle de la production de la valeur, et celle de sa réalisation et transformation. L'activité d'échange n'est pas de même nature que celle de production. Ce principe fondamental est admis par Marx et Roubine qui pourtant font jouer à l'échange un rôle très important dans leur définition de la valeur, ainsi que nous l'avons vu. Et tout *Le Capital* est construit sur cette idée des deux sphères distinctes : le Livre I est consacré à la sphère de la production et est essentiellement centré sur le mécanisme de la plus-value, tandis que les Livres II et III sont consacrés à la reproduction et s'occupent de la circulation, de la transformation et de la répartition de cette plus-value. Cependant, comme on l'a vu dans l'analyse de l'approche marxienne de la question du travail productif, la distinction productif/improductif donne lieu à des confusions sans fin dès lors que l'on veut prouver à *partir du procès de production immédiat* que le travail productif existe comme distinct du travail improductif. On l'a déjà dit : l'activité immédiate du travailleur improductif peut être tout à fait semblable à celle du travailleur productif. On peut certes dire que le travail du mineur de charbon est productif, au sens où le charbon est un moyen de production pour le capital ou encore une subsistance nécessaire pour le prolétaire. On peut aussi affirmer que le travail de l'employé de banque qui comptabilise les chèques entrants et sortants et les compense est improductif, au sens où le résultat de son travail ne devient pas une condition de travail pour le capital (productif ou

improductif d'ailleurs). Mais il y a de nombreuses situations où une distinction aussi tranchée dans l'activité du travailleur est impossible. On en verra plus loin. Pour l'instant, contentons-nous d'affirmer sans développer que la distinction entre travail/capital productifs et travail/capital improductifs fait sens et s'impose pour comprendre ce qu'est la reproduction du capital, et notamment pour pouvoir formuler une théorie des crises reposant sur la notion de baisse tendancielle du taux de profit.

3.1 Formation du secteur improductif

Ici, nous ne cherchons pas l'origine du capital improductif d'un point de vue historique mais d'un point de vue théorique. Historiquement, la sphère de la circulation précède le capital industriel moderne, qui en est issu. On sait comment les limites et contradictions du capital commercial et du capital usuraire, que Marx appelle des formes intermédiaires, ont engendré le mouvement dans lequel les travailleurs ont été séparés de leurs moyens de travail pour devenir salariés, tandis que le capital commercial ou usuraire devenait capital industriel.

Ce que nous cherchons ici, c'est à comprendre le lien de valeur qui lie le secteur productif au secteur improductif. Essayons de formuler le problème. Selon la définition que nous en avons donnée, le secteur improductif ne crée pas de valeur. Ses entreprises, cependant, sont comme les autres. Leur création résulte d'un investissement en capital constant et capital variable qui doit être renouvelé lorsqu'il est usé par l'activité. Par exemple, une banque se crée en construisant un immeuble qu'on remplit de bureaux et d'ordinateurs, sur lesquels on fait travailler des employés. On a un capital c+v. Au bout d'un certain temps, les ordinateurs ont vieilli et le bâtiment doit être rénové. Or, par définition, les salariés de la banque n'ont pas créé de valeur, ni celle qui correspond à leurs salaires ni, *a fortiori*, de valeur supplémentaire. Le banquier ne le sait pas et n'a pas besoin de le savoir puisqu'il encaisse le profit moyen comme tout capitaliste, productif ou improductif. Il a fait attention que, dans le prix des services qu'il a vendu à ses clients, il y ait non seulement une marge d'amortissement de son investissement mais aussi une marge bénéficiaire correspondant

au taux de profit moyen. La question est donc la suivante : si ce ne sont pas les salariés du secteur improductif qui ont créé la valeur de l'investissement et du profit que le banquier en retire, d'où vient cette valeur ?

La réponse est : du secteur productif. Ce n'est pas le lieu de dire ici comment la plus-value se répartit sur l'ensemble des capitaux dans la péréquation du taux de profit. En fait, sur la base de nos présupposés une autre question apparaît : celle de la valeur d'utilité des marchandises qui contiennent la plus-value. Par définition, le secteur productif produit des moyens de production et des subsistances destinés au secteur productif. Les marchandises qui sortent de sa production sont des valeurs d'utilité spécifiques, destinées au secteur productif. Au sortir de la production, le capital existe sous la forme de capital-marchandise. Dans cette masse de marchandises, une partie correspond en termes de valeur d'échange au capital qui a été consommé, une autre aux salaires et la dernière à la plus-value. Donc, la part de la plus-value qui doit partir vers le secteur improductif se présente sous la forme marchandise et de plus sous forme de valeurs d'utilité impropres à s'accumuler en capital improductif. À quoi peuvent servir des machines-outils ou des plates-formes de forage pour faire de la finance ou de la publicité ? Autrement dit, comment la plus-value issue de la sphère de la production sous forme de moyens de production et de subsistances *pour la production* peut-elle s'accumuler sous la forme de capital non productif ? On a admis que, en termes de valeur d'échange, la plus-value qui est issue du procès de production se répartit sur l'ensemble des capitaux. Mais en termes de valeur d'utilité le problème est que, au sortir du procès de production, toute la valeur (ancienne et nouvelle) existe sous forme de marchandises qui sont des valeurs d'utilité spécifiques, à savoir des moyens de production et des subsistances pour le procès de production. Les capitalistes du secteur productif échangent entre eux ces marchandises qui retournent donc dans la sphère de la production sous forme de capital productif additionnel. Mais comment les choses se passent-elles pour cette partie de la plus-value qui doit être convertie en capital improductif ?

3.2 Conversion de la plus-value en capital improductif et en consommation des capitalistes

La conversion de la plus-value en capital improductif se fait de deux façons.

3.2.1 Conversion simple

La valeur d'utilité des marchandises produites par le secteur productif est définie par leur utilisation dans le secteur productif. Mais il est évident qu'une partie au moins de ces marchandises peut servir de plusieurs façons. Les mêmes briques peuvent servir à construire une usine ou une banque. Le même acier peut servir à faire des outils ou des armes, etc. Autrement dit, en raison de leur valeur d'utilité propre, les mêmes marchandises peuvent retourner au secteur productif ou en sortir et être utilisées de façon improductive. Chaque fois que le retour dans la sphère productive ne se fait pas mais est remplacé par un usage dans la sphère de la circulation, nous disons qu'une partie de la plus-value produite est stérilisée pour les besoins de cette circulation. Au stade du capital-marchandise, cette plus-value se présente sous la forme de briques, de ronds à béton, etc. Lorsque ces marchandises partent vers le secteur improductif, nous disons qu'il y a eu *conversion simple* de plus-value du secteur productif, telle qu'elle existe sous forme de marchandises issues du procès de production, en capital improductif. La valeur des briques, ronds à béton, etc., qui vont permettre de construire la banque, de même que celle des subsistances destinées aux employés, est de la plus-value issue du secteur productif mais ne sera pas valorisée par le travail des employés de banque. Au terme du cycle de ce capital bancaire, il faudra de nouveau une injection de valeur nouvelle en provenance du secteur productif. Le secteur improductif consomme de la plus-value. Il n'en produit pas.

Avant de poursuivre, indiquons qu'on peut dire la même chose des moyens de *consommation des capitalistes*. En tant qu'exploiteurs, les capitalistes ne produisent pas de plus-value dans leur activité, mais au contraire en consomment. Pour leur reproduction personnelle, il leur faut des biens de consommation. Les biens de consommation qu'ils utilisent, cependant, ne ressemblent pas à ceux des travailleurs.

Les pauvres biens de consommation produits par la branche II (celle qui produit des biens de consommation) pour la subsistance des prolétaires, et dont une partie représente la plus-value produite dans cette branche, devraient être impropres à la satisfaction des besoins plus luxueux des capitalistes. Cette masse de marchandises, celle qui correspond à la plus-value de la branche II, est pour partie destinée aux travailleurs nouveaux qui seront employés par les capitaux additionnels du prochain cycle. Pour l'autre partie, elle est destinée au revenu des capitalistes, au même titre que la part de charbon, machines, etc., qui compose la plus-value de la branche I (celle qui produit les moyens de production). Heureusement, le bourgeois qui mange de la brioche mange aussi du pain. De la sorte, une partie de la plus-value produite par la branche II peut subir une conversion directe pour devenir le revenu des capitalistes. Peu ou prou, ces derniers mangent le même blé, le même bétail, etc., que leurs salariés. On a ainsi une conversion simple de la plus-value de la branche II en moyens de la consommation des capitalistes.

Cependant, cette conversion simple reste très limitée. Le bourgeois veut-il du caviar pour son dîner ? La branche II n'en a pas prévu au menu des prolétaires. Le banquier veut-il un luxueux fauteuil en cuir dans son bureau ? La branche I n'en a pas prévu pour ses employés. La conversion simple est ici impossible. Le capitaliste ne peut pas prélever, dans la forme de valeur d'utilité où elle se trouve, une part de la plus-value qui lui servirait directement pour son revenu.

3.2.2 Conversion complexe

La consommation des capitalistes, personnelle et collective, comporte une masse de biens qui ne figurent pas dans l'inventaire des valeurs d'utilité fabriquées par le secteur productif. Les armes, les ministères, les voitures de luxe, les terrains de golf, etc., ne sont ni des moyens de production pour le capital productif ni des moyens de consommation pour les travailleurs. Pour en obtenir, les capitalistes doivent recourir au travail et au capital improductifs.

Repartons de la conversion simple. Faisons l'hypothèse qu'une voiture normale est un moyen de subsistance nécessaire pour les

prolétaires. La question n'est pas de savoir si c'est justifié ou non. Il suffit de savoir que telle marchandise fait partie de l'ensemble de ce que les prolétaires achètent dans leur vie courante pour déclarer que cette marchandise est une subsistance nécessaire – quelle que soit son utilité (réelle, symbolique ou illusoire) et son utilisation (effective ou non). La production de cette voiture fait donc partie du secteur productif. Si le capitaliste se contente d'une modeste Fiat, on assiste à la conversion simple de plus-value en revenu. Dans l'ensemble des voitures construites, une partie correspond à la plus-value produite et correspond donc à son revenu. Si notre capitaliste en prend une pour ses déplacements, il convertit simplement cette plus-value en revenu. Au lieu qu'elle devienne un facteur du capital en tant que moyen pour le prolétaire de se rendre à son travail, elle voit sa valeur stérilisée en tant que moyen de consommation du capitaliste. Que se passe-t-il s'il utilise une Ferrari ? Le secteur productif n'a pas prévu que ce type de voiture puisse être une subsistance nécessaire aux prolétaires. Mais l'acier, le caoutchouc, etc., nécessaires à la production de cette Ferrari sont les mêmes que ceux qui servent à la production de la Fiat, ce sont des moyens de production ordinaires. Le travail qui les a produits est productif. Et quand ils entrent dans les ateliers de Ferrari, la plus-value qu'ils contiennent est convertie en revenu selon la conversion simple. Mais le carburateur ? Il est très spécial et doit être fait sur mesure pour ce seul modèle de voiture. Dès lors, tout le travail qui élabore ce magnifique carburateur est improductif, car le carburateur ne pourra pas revenir, comme facteur du capital, comme élément d'une subsistance du prolétaire, dans l'équipement d'une voiture ordinaire de la branche II. On est en présence d'une conversion complexe, où le capitaliste doit prévoir des machines et des ouvriers particuliers – du capital improductif – pour le fabriquer. Il prévoit, pour les ouvriers qui vont fabriquer le carburateur, de l'acier et des subsistances qui sont converties de façon simple. Mais tout ce qui se passe ensuite est du domaine de la conversion complexe : du travail vivant est appliqué à l'acier comme dans n'importe quel travail productif. Il est pourtant improductif parce que la valeur d'utilité produite ne fait pas de cette

marchandise un facteur du capital. Ce travail ne produit pas un moyen de production nouveau (ou une subsistance nouvelle).

En situation d'équilibre, la rentabilité individuelle des capitaux productifs et improductifs est la même, et cela contribue à masquer la différence. Le premier critère qu'on a trouvé chez Marx est très clair mais inutilisable : est productif le travail qui produit de la plus-value. Ce critère est inutilisable parce qu'il est impossible de distinguer la plus-value du profit. La plus-value n'apparaît jamais que sous la forme du profit, et par définition, en situation d'équilibre tous les capitaux rapportent le même taux de profit. Pour autant, ils ne sont pas tous productifs. C'est pourquoi il faut recourir à un autre critère, qui est celui de la valeur d'utilité des marchandises produites, selon qu'elles peuvent ou non fonctionner comme *facteurs du capital*.

Par les exemples qu'il donne dans le VI[e] chapitre, Marx indique fréquemment qu'il considère comme improductif le travail qui se limite en services domestiques. Dans un passage consacré au machinisme et à la grande industrie, il fait le constat que « l'accroissement extraordinaire de la productivité [...] permet d'employer progressivement une partie plus considérable de la classe ouvrière à des services improductifs[13] », et il cite les domestiques, dont il déplore le grand nombre. Puis il propose une liste des professions qui regroupent les travailleurs improductifs :

> [L]es professions « idéologiques » telles que gouvernement, police, clergé, magistrature, armée, savants, artistes, etc., ensuite les gens exclusivement occupés à manger le travail d'autrui sous forme de rente foncière, de dividendes, etc., et enfin les pauvres, les vagabonds, les criminels, etc.[14]

Ce passage est surtout intéressant pour le fait que l'on ne trouve aucun travail *industriel* dans la liste des travaux improductifs. Marx dit que l'armée est improductive, mais il ne cite pas les fabricants d'armes dans cette catégorie. Or il y a lieu de le faire puisque les armes ne sont pas des « facteurs du capital ». Il apparaît ainsi que c'est tout un pan de

13 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 976.
14 *Ibid.*, p. 977.

l'industrie (pas seulement l'armement) qui a le statut d'improductif, de « domestique ». Au lieu que le service soit délivré individuellement au capitaliste, il l'est collectivement. Poursuivons avec l'exemple de l'industrie de l'armement.

Au lieu que chaque capitaliste dépense individuellement son revenu pour sa sécurité, l'ensemble de la classe capitaliste décide de confier à un représentant collectif une portion de la plus-value sociale pour qu'il forme une armée dûment équipée. Supposons d'abord un cas de conversion relativement simple : l'équipement initial ne consiste qu'en casernes. Construire des usines ou des casernes, c'est pareil. Le capital productif a produit la plus-value notamment sous forme de vin rouge pour les maçons, de briques, de ciment, etc. Le capital trouve donc tout prêts des moyens de production à adapter en moyens militaires. Il stérilise la plus-value contenue dans les briques, etc., en casernes au lieu de les placer en usines où le prolétariat pourrait conserver leur valeur et la valoriser. Les casernes ont pour l'État un prix, qui inclut le profit de l'entreprise de construction, mais la valeur qui leur correspond est perdue : elle ne sera pas transmise en aval, parce qu'une caserne ne produit rien. Ce n'est pas un facteur du capital. Supposons maintenant que l'armée veut s'équiper en bulldozers et que des bulldozers ordinaires lui conviennent. La situation est toujours identique : les capitalistes (productifs) qui fabriquent des bulldozers les vendent à l'armée qui, d'après la valeur d'utilité, « pourrait » les utiliser de façon productive (par exemple en faisant du terrassement pour la construction d'usines), mais qui préfère les geler dans un usage improductif : antiémeute et rouille. On assiste donc toujours à une conversion simple, faisant sortir la plus-value (sous forme de bulldozers) du circuit productif vers le revenu collectif des capitalistes.

Mais les besoins de l'armée se compliquent. Il ne lui suffit plus d'utiliser de façon militaire (improductive) des biens civils (ayant la valeur d'utilité de biens de production). Elle veut maintenant que les marchandises qu'elle utilise aient subi une adaptation spécifique. Par exemple, il faut que les camions soient blindés. Le « service » de blindage est fourni par une entreprise spécifique qui constitue un capital

improductif : les camions, les bâtiments, les outils, les tôles, tous ces biens subissent une conversion simple. Ils pourraient retourner dans la sphère de la production, mais l'armée les achète pour elle. La plus-value qu'ils contiennent est donc stérilisée. Le travail supplémentaire consiste à renforcer les carrosseries avec des tôles. Les soudeurs qui font cela font un travail improductif. Il faut stériliser pour eux une part de la plus-value correspondant aux subsistances dont ils ont besoin, ainsi que tout ce qui est nécessaire à la soudure, etc.

Nouveau degré de sophistication : il faut à l'armée des matériels spécifiques, qui ne peuvent être fabriqués que sur mesure par des machines ne pouvant servir à rien d'autre. Il faut dans ce cas faire fabriquer ces machines spécialement. Le capital qui les fabrique est improductif. Ce capital achète au secteur productif les éléments de base dont la valeur d'utilité peut également servir de façon productive (du fer, des boulons, des subsistances, produits par du travail productif et donc en situation de conversion simple…), mais tout ce qui est fait à partir de là doit être compté comme travail et capital improductifs et relève de la conversion complexe. Quant aux profits qu'empoche le « complexe militaro-industriel », on peut en dire la même chose que ce que Marx dit du capital marchand : « Dans le cas du capital commercial, nous avons affaire à un capital qui participe au profit sans participer à sa production. » Et il précise un peu plus loin : « Le capital marchand, sans entrer dans la production de la plus-value, participe à son égalisation en profit moyen. C'est pourquoi le taux de profit général contient déjà la déduction de la plus-value qui revient au capital marchand, donc une déduction faite sur le profit industriel[15]. » Il suffit de remplacer ici capital marchand par capital improductif et capital industriel par capital productif pour retrouver notre analyse.

La conversion complexe de la plus-value en capital improductif consiste donc en ce que le revenu des capitalistes, au lieu de s'échanger directement contre des marchandises ou services qui sont consommés immédiatement, doit être converti en capitaux permettant de

15 *Ibid.*, p. 1059, 1061.

fabriquer ces marchandises et services spécifiques que les capitalistes veulent consommer mais que le secteur productif ne produit pas lui-même. C'est facile à comprendre pour une banque, parce qu'il est facile d'admettre qu'elle constitue un capital improductif. Mais il en va de même pour toute une série de capitaux *industriels*. Ce qui fait apparaître une nouvelle difficulté.

3.2.3 Économie du secteur improductif

Nous avons établi un critère de définition du travail productif qui semble efficace pour distinguer le secteur productif du secteur improductif. À savoir :

– *dans l'ordre de la valeur d'utilité*, le travail et le capital productifs produisent des moyens de travail (y compris les subsistances de la force de travail), et pas le capital et le travail improductifs ;
– *dans l'ordre de la valeur d'échange* : est productif le travail qui s'échange contre du capital, est improductif celui qui s'échange contre du revenu des capitalistes.

La nouvelle difficulté est la suivante : le secteur improductif est devenu une économie entière, avec ses services et ses usines. Comment le distinguer du secteur productif ? Ils ont le même taux de profit, les mêmes méthodes de gestion et de travail que le secteur productif. Comment savoir si le travail s'échange contre du capital (sous-entendu productif) quand il s'agit par exemple d'un travail métallurgique similaire à n'importe quel autre, fabriquant des pièces détachées ressemblant à n'importe quelles autres ? Un capital fabrique exclusivement des moyens de production pour l'industrie de l'armement. Les marchandises sont produites dans les mêmes conditions de productivité et de normalisation que dans le secteur productif. Pourquoi ne serait-il pas productif aussi ? Parce que, *de par leur valeur d'utilité*, ces marchandises ne peuvent pas devenir des facteurs du capital : leur valeur est destinée à être consommée improductivement. Dans ces conditions, et malgré les apparences, le travail qui produit ces marchandises est totalement improductif. Les salaires qui sont payés aux ouvriers sont une ponction sur la plus-value sociale, et les profits aussi. Il y a donc bien des capitaux improductifs qui produisent

des marchandises qui ressemblent beaucoup à des facteurs du capital… mais en fait il s'agit de capital improductif. À première vue, le complexe militaro-industriel fonctionne comme un secteur capitaliste ordinaire, où les producteurs indépendants se vendent entre eux leurs moyens de travail. Tel capitaliste fabrique l'outil qui permet de réparer un bombardier et de ne rien faire d'autre. Tel autre propose des aciers à l'uranium appauvri qui ne peuvent servir qu'à faire des munitions, etc. Tout ce petit commerce tourne en rond sur lui-même comme dans le secteur productif. À cette différence près que la production du secteur improductif a une valeur d'utilité telle que le retour vers la sphère de la production est impossible. La valeur des marchandises du secteur improductif sera donc perdue. L'inverse n'est pas vrai. Les marchandises du secteur productif ont une valeur d'utilité telle qu'elles peuvent à tout moment s'échapper vers le secteur improductif (conversion simple).

Quand donc nous disions plus haut (chapitre 3.4.2.1) que la recherche de la productivité et de la normalisation définissent le travail valorisant et permettent de le reconnaître, pris à la lettre c'était faux. En effet, nous venons de voir que le travail improductif, qui donc ne produit pas de valeur, ne se distingue pas du travail productif. Ce problème ne vaut évidemment que pour cette partie du secteur improductif qui produit des marchandises, et non pas pour celle qui est hors du secteur marchand, comme l'administration de l'État, l'armée, la police, etc.

Pour le reste, la similitude du travail productif et du travail improductif s'explique par le fait que les capitalistes du secteur improductif sont, comme leurs collègues du secteur productif, des « producteurs » privés indépendants, soumis à la concurrence à l'intérieur de leur branche et aux inconnues du marché. Ils sont donc eux aussi soumis aux impératifs de productivité et de normalisation. Ce n'est pas parce que leurs salariés ne produisent pas de valeur nouvelle qu'ils ne sont pas contraints à travailler le plus longtemps et intensément possible pour un salaire donné. Le surcroît de marchandises que cela donne permettra de faire des surprofits.

On remarquera en passant que les façons marxistes traditionnelles de comprendre le travail productif ont le même problème que celui que nous rencontrons ici. Elles admettent comme nous la similitude extérieure du travail productif et du travail improductif, mais ne se posent pas la question de savoir si le travail improductif est aussi du travail abstrait – tout en sachant que son produit passe par l'échange. Si le travail abstrait est la source de la valeur, qu'est-ce qui fait que le travail improductif (qui produit aussi des marchandises, lesquelles sont aussi échangées sur le marché) n'est pas aussi abstrait ? Le marxisme ne nous le dit pas.

Pour dépasser la difficulté que nous avons rencontrée, il faut donc ajouter une précision à la définition du travail valorisant. En plus d'être formaté par la recherche de la productivité et de la normalisation, il doit produire des valeurs d'utilité qui sont des moyens de production. Autrement dit, il doit se signaler comme appartenant au secteur productif par la nature particulière de ses produits, qui doivent pouvoir servir comme « facteurs du capital ».

Faisons maintenant un peu d'arithmétique. Supposons pour simplifier que le secteur productif et le secteur improductif sont de même taille. En situation d'équilibre, leurs profits sont donc égaux. Notons en majuscules le secteur productif et en minuscules le secteur improductif. On a :

production du secteur productif = C+V+PL.

La plus-value du secteur productif sert à financer les profits des deux secteurs, mais aussi le capital constant et variable du secteur improductif :

$PL = P_p + p_i + c + v$;

où P_p est le profit attribué par la péréquation au secteur productif et p_i le profit revenant au secteur improductif. Dans notre hypothèse d'égalité des deux secteurs en situation d'équilibre, $P_p = p_i$.

Quelques calculs aboutissent à

$P_p = [PL-(c+v)]/2$.

Traduction : le profit revenant au secteur productif est égal à la moitié de la plus-value qu'il a produite, diminuée des investissements du secteur improductif. On comprend facilement, dans ces conditions,

que plus le secteur improductif se développe plus il met en danger le secteur productif, source de sa propre vie. Ce n'est pas le lieu ici de développer les mécanismes qui ont permis la croissance rapide du secteur improductif au cours des dernières décennies. Disons simplement que le développement massif du crédit a longtemps permis de faire croire que les deux secteurs, productif et improductif, étaient identiques, comme dans l'idéologie keynésienne par exemple. La crise qui s'approfondit sous nos yeux commence à montrer qu'il n'en est rien. Tout emploi n'est pas du travail… productif.

4 Travail productif et prolétariat

Essayons de faire le point et de mieux cerner l'enjeu de la question tant débattue du travail productif. En suivant la piste donnée par Marx sur les marchandises qui deviennent des facteurs du capital, il a été possible de donner une définition discriminante du travail productif et du travail improductif sur la base de la valeur d'utilité des marchandises produites. À savoir :

– toute marchandise qui peut revenir à la sphère de la production est le résultat d'un travail productif, même si elle n'accomplit pas ce retour. Dans ce cas, sa valeur est alors une portion de plus-value stérilisée en consommation/production improductive. Il s'agit d'une conversion simple de plus-value en revenu ;
– toute marchandise dont la valeur d'utilité ne permet pas un retour vers la sphère de la production résulte d'un travail improductif. Selon les cas, les moyens de production qu'a utilisés ce travail improductif proviennent d'un capital productif (conversion simple) ou d'un capital improductif (conversion complexe).

Bien que la cascade des conversions simples et complexes qui aboutissent à une marchandise finale ne retournant pas au cycle de la production puisse être difficile à établir, elle est théoriquement possible.

Cette approche semble donc plus opérante que celle qui aborde la question dans l'ordre de la valeur d'échange. En effet, dire qu'est productif un travail qui s'échange contre le capital suppose que ce capital est productif. De là viennent les continuelles arguties autour des exemples donnés par Marx. Le tailleur est-il un travailleur

indépendant (quasiment un domestique) ? Son travail est improductif. Mais le même travail est-il fait pour un patron qui empoche un profit sur la vente de ces pantalons et le voilà productif, sans qu'il soit établi que ces pantalons sont bien en effet des facteurs du capital. Ils ne le seraient pas si, par exemple, il s'agissait de pantalons de smoking. Là, le capitaliste achète des habits de qualité supérieure fabriqués spécifiquement pour lui par un capital qui est donc improductif, qui est une partie de son revenu au même titre que s'il avait un tailleur à domicile. De même pour l'instituteur, la cantatrice, etc. Le profit empoché par le capitaliste ne prouve nullement le caractère productif du travail en question.

Il semble donc qu'il est plus efficace de définir le travail productif par la valeur d'utilité des marchandises produites. Ici, le critère discriminant est de savoir si la valeur d'utilité de la marchandise produite permet un retour dans la sphère de la production. La raison pour laquelle le critère de la valeur d'utilité est plus opérant que celui de la valeur d'échange est que cette dernière est fongible. Une somme d'argent est identique à toute autre somme de même grandeur, quelle qu'en soit l'origine. Mon hypothèse de discrimination par la valeur d'utilité s'appuie sur un critère qu'on peut toujours suivre, au moins théoriquement, selon le mécanisme de la conversion simple ou complexe, même dans l'intrication infinie des secteurs productif et improductif.

Reste à savoir quel est l'enjeu de tout ce débat. Une question se pose notamment : le prolétariat qui travaille productivement est-il plus prolétaire, plus révolutionnaire, que celui qui travaille improductivement ? Un article de la revue *SIC*[16] répond en même temps non et oui. L'auteur, R. S., commence par dire que le travailleur productif et le travailleur improductif sont exploités pareillement. On en déduit que la question du travail productif est purement théorique et sans enjeu véritable.

16 Cf. R. S., « Le moment actuel » in : *SIC. Revue internationale pour la communisation*, n° 1, 2011, p. 136–138, texte disponible en ligne.

> Un travailleur improductif vend sa force de travail et est exploité pareillement par son capitaliste, pour lequel son degré d'exploitation déterminera la part de plus-value qu'il pourra s'approprier comme profit [17].

Dans ces conditions, « c'est toute la classe capitaliste qui exploite toute la classe ouvrière, de même que chaque prolétaire appartient à la classe capitaliste avant même de se vendre à tel ou tel patron [18] ».

Ce qui me semble donc une façon de dire que la question de la distinction entre les deux catégories n'est pas importante. Or, pas du tout, nous dit R. S., car « si chaque prolétaire a un rapport formellement identique à son capital particulier, il n'a pas selon qu'il est travailleur productif ou non le même rapport au capital social (il ne s'agit pas d'une question de conscience, mais d'une situation objective) [19] ».

Il répond donc maintenant par l'affirmative à la question de savoir si la distinction entre travail productif et travail improductif est importante. Et il explique l'enjeu de cette distinction :

> Dans la contradiction du travail productif [c'est-à-dire la baisse tendancielle du taux de profit] qui structure *l'ensemble de la société* et la polarise en classes contradictoires, les travailleurs productifs ont une situation singulière [20].

La singularité ne consiste pas seulement en ce que les travailleurs productifs ont le pouvoir de bloquer tout le système dès lors qu'ils arrêtent de travailler et donc de produire de la plus-value. Il se passe de plus la chose suivante :

> La contradiction qui structure l'ensemble de la société comme lutte des classes revient sur elle-même, sur sa propre condition, car le rapport d'exploitation ne rapporte pas le travailleur productif à un capital particulier, mais immédiatement, dans son rapport à un capital particulier, au capital social [21].

17 *Ibid.*, p. 136.
18 *Ibid.*
19 *Ibid.*
20 *Ibid.*, p. 137, souligné par R. S.
21 *Ibid.*, p. 137–138.

Il semble que cela veuille dire que le rapport du travail productif au capital est le cœur même du processus de production/reproduction, et que quand il s'arrête la lutte des travailleurs productifs fait apparaître « ce qui fait que la contradiction existe : le travail comme substance de la valeur[22] ». On ne saurait contester que les travailleurs productifs étant la source de la valorisation du capital, leur engagement dans la lutte est la condition nécessaire de la révolution et que toute offensive des travailleurs productifs contre leur capital prend les choses à la racine. Cela dit, on ne sait toujours pas comment distinguer le travail productif du travail improductif. C'est d'autant plus subtil que, selon les termes de R. S., la lutte des travailleurs productifs « n'est rien de spécial[23] ». Une indication possible est donnée plus loin :

> La révolution commencera sa tâche propre quand les ouvriers sortiront des usines pour les abolir, s'attaquant au cœur même de la production de valeur[24].

Ici, R. S. semble identifier le travail ouvrier avec le travail productif. Or on a vu que le secteur improductif recouvre tout un ensemble industriel qu'on ne peut formellement distinguer du secteur industriel productif. La distinction qu'il suggère (les travailleurs productifs sont les ouvriers d'usine) n'est donc pas opératoire, ce qui nous ramènerait à la première proposition : tout le prolétariat est exploité par toute la classe capitaliste.

Les hésitations de R. S. s'expliquent peut-être de la façon suivante : d'une part il ne donne pas de critère discriminant pour distinguer le travail productif du travail improductif. Or cela est nécessaire si l'on veut saisir le cœur du réacteur capitaliste (l'exploitation du travail) et cerner, dans l'ensemble des conflits de classe, ceux qui affectent ce noyau central de la société capitaliste. D'autre part, R. S. cherche à donner la place relative des deux sections du prolétariat (les travailleurs productifs et les travailleurs improductifs) en les associant dans un rapport d'exploitation attrape-tout où toute la classe capitaliste exploite tout le prolétariat, notion qui contredit l'idée d'un

22 *Ibid.*, p. 138.
23 *Ibid.*, p. 137.
24 *Ibid.*, p. 138.

noyau dur de l'exploitation *du travail productif*. Il me semble que cette contradiction prend sens dès qu'on distingue le plan de l'exploitation du travail par le capital de celui de la subordination du travail au capital. De quoi s'agit-il ?

De façon générale, l'exploitation du travail consiste en l'extraction d'un surproduit par la classe de la propriété. Dans le cas du mode de production capitaliste, elle consiste en l'extraction de plus-value. Celle-ci vient forcément du travail productif, qui est donc le seul à être exploité au sens propre. En revanche, la subordination du travail au capital soumet tout le prolétariat aux mêmes formes de la *contrainte au travail*, dont la première est le statut de sans-réserves où se trouve le prolétariat dans son ensemble. La valeur de la force de travail est établie pour être juste ce qu'il faut pour reproduire le travailleur en tant que prolétaire sans-réserves, obligé de vendre à nouveau sa force de travail. Les autres formes de la subordination du travail au capital sont également identiques dans les deux secteurs productif et improductif, pour les raisons données par R. S. (sauf qu'il ne s'agit pas d'exploitation proprement dite dans le cas du secteur improductif) : dans la péréquation générale du taux de profit, le capitaliste improductif comme le capitaliste productif captera une part d'autant plus grande de la plus-value sociale que sa productivité sera plus au-dessus de la moyenne de la branche.

Les modalités de la subordination sont donc les mêmes dans les deux secteurs. Dès lors, quand le capital entre en crise profonde et n'achète plus la force de travail (productive ou non), et que la crise contraint les prolétaires à lutter contre le capital, cette lutte n'est pas différente selon que le prolétariat insurgé est productif ou non. En effet, « l'affrontement des classes a toujours pour source la contradiction de l'exploitation – rapport entre surtravail et travail nécessaire – et pour terrain les modalités de la subordination [25] ».

Dans les moments de crise profonde, où le capital cesse massivement d'acheter la force de travail, le soulèvement du prolétariat ne se place plus sur le terrain de l'exploitation (à savoir : où placer le curseur

25 B. Astarian, C. Charrier, « Subordination du travail au capital et exploitation » in : *Hic Salta*, 1998, texte disponible en ligne, p. 75.

qui divise la journée de travail en travail nécessaire et surtravail) mais sur celui de la subordination du prolétariat au capital. Et plus spécifiquement, c'est la forme fondamentale de la subordination, le statut de sans-réserves, qui est au cœur du soulèvement prolétarien. Et là, il n'y a plus de distinction entre travailleurs productifs et travailleurs non productifs. Tous se retrouvent dans la même lutte insurrectionnelle parce que tous sont dans la même situation d'irreproductibilité si le capital n'achète plus la force de travail. Tous sont amenés, à prendre possession d'éléments du capital pour créer entre eux un rapport social qui les reproduise immédiatement. Autrement dit, l'*activité de crise* du prolétariat insurgé n'est pas contre l'exploitation du travail mais, à cause de l'éclatement de cette contradiction qu'est l'exploitation, contre la base de la condition prolétarienne : le statut de sans-réserves. Bien qu'il y ait plusieurs façons de définir le prolétariat, ce statut de sans-réserves est sans doute l'approche la plus fondamentale d'une telle définition.

Tout cela revient à dire que la question du travail productif est décisive dans toute approche de la théorie de la valeur. Il est impossible de défendre la théorie de la valeur-travail sans faire la distinction entre travail productif et travail improductif, afin de montrer qu'il ne suffit pas qu'il y ait travail (en général) pour que le capital et le prolétariat se reproduisent. Pour cela, il faut en effet qu'il y ait travail *produisant de la plus-value.* Or n'importe quel travail n'est pas *valorisant*. Il faut d'abord que ce soit un travail qui produise de la valeur, et ensuite que ce soit un travail qui produise suffisamment de valeur extra pour valoriser le capital (productif et improductif) à un niveau satisfaisant de taux de profit. C'est donc bien dans le rapport du travail productif au capital productif que se noue la contradiction fondamentale des classes, dans le taux d'*exploitation* (pl/v).

Mais quand cette contradiction éclate dans la crise insurrectionnelle, l'exploitation cesse par hypothèse, et la lutte s'engage sur le terrain de la subordination. Les prolétaires qui prennent possession d'éléments du capital essaient d'échapper à leur statut de sans-réserves, tandis que la répression capitaliste cherche à imposer les conditions (aggravées) d'une reprise du travail. La répression de

l'insurrection, quelle que soit sa forme, a pour objectif de renvoyer les prolétaires dans l'atomisation de purs sujets pour qui la contrainte à vendre la force de travail, à n'importe quel prix, est violemment renforcée. C'est ce changement de terrain, de l'exploitation à la subordination comme condition fondamentale de l'exploitation, que R. S. ne fait pas quand il se contente de la formulation générale selon laquelle tout le capital exploite tout le prolétariat. Cela provient sans doute du fait qu'il veut impérativement que le dépassement communiste de la contradiction du capital sorte de ce qu'il a défini, à juste titre, comme la contradiction fondamentale : la contradiction de l'exploitation. Je suis d'accord sur le caractère fondamental de cette contradiction, mais je considère que son éclatement nous amène à sa racine – qui n'est pas que le travail est la source de la valeur mais que la séparation du travailleur des moyens de production est la source de la contrainte au travail et au surtravail, pour les travailleurs productifs et improductifs. Il faudra revenir plus loin (chapitre 7) sur toute cette problématique.

Chapitre 5
Moishe Postone : la valeur et la domination abstraite

Dans son ouvrage *Temps, travail et domination sociale*[1], Postone se propose de faire une lecture du *Capital* et des *Fondements* qui rétablisse, contre le « marxisme traditionnel », la vraie théorie de la valeur de Marx. C'est un ouvrage foisonnant, qui traite de nombreuses questions annexes à la théorie de la valeur. Dans les notes de lecture qui suivent, je m'en tiendrai au cœur de la question : la valeur et le capital.

L'un des mérites de l'ouvrage de Postone est de ne pas reculer devant une critique de ce qu'il appelle le marxisme traditionnel, et qui est assez proche de ce que j'appelle le programme prolétarien, ou la forme programmatique de la théorie communiste. Postone montre comment les marxistes traditionnels ont limité leur critique de la valeur et du capitalisme au mode de distribution de la richesse[2], et ne l'ont pas fait porter aussi sur sa production. Pour eux, la façon de produire développée sous le capitalisme (la grande industrie) est une donnée que le socialisme gardera, en ne changeant que la façon de répartir le produit du travail. À l'opposé, Postone place la problématique de la valeur nettement dans la production, en s'appuyant sur le caractère double du travail dans la production de marchandises. Pour lui, le travail que font les ouvriers n'est pas neutre du point de vue de la valeur, y compris dans sa dimension concrète. Autrement dit encore, le dépassement du capitalisme ne consiste pas à libérer les formes actuelles de la production du carcan des rapports de propriété. Jusque-là, fort bien, mais cela ne représente qu'une partie du chemin. On approuve Postone quand il définit ce chemin comme allant vers la définition de la possibilité du dépassement de la valeur et du capital.

1 M. Postone, *Temps, travail et domination sociale* (1993), Paris, Mille et une nuits, 2009.
2 *Ibid.*, p. 23.

On verra plus loin que le chemin de Postone ne débouche pas vraiment sur cette « autoabolition du prolétariat » dont il attribue l'idée à Marx[3].

1 Travail transhistorique et travail historiquement spécifié

Au début des années 1990, Moishe Postone part à l'attaque du « marxisme traditionnel » et propose une réinterprétation fondamentale de Marx – en tout cas du Marx de la maturité. Il considère en effet que « les développements historiques de la seconde moitié du xx^e^ siècle – tels que le développement puis la récente crise du capitalisme interventionniste d'État postlibéral, la naissance et l'effondrement des sociétés dites du "socialisme réellement existant", l'émergence de nouveaux problèmes sociaux, économiques et écologiques sur l'ensemble de la planète, et l'apparition de nouveaux mouvements sociaux – ont rendu claires les inadéquations du marxisme traditionnel comme théorie critique à visée émancipatrice[4] ».

Comme il le dit lui-même, cette causalité de la réinterprétation de Marx n'est cependant que « suggérée ». Postone mentionne simplement l'existence de nouveaux problèmes et de nouveaux mouvements, et affirme rapidement que :

– le « marxisme traditionnel » est incapable d'analyser correctement le « socialisme réel » des pays de l'Est ;
– « la base théorique de sa critique sociale du capitalisme – l'affirmation que le travail humain est la source de toute richesse – s'est vue critiquée du fait de l'importance croissante de la connaissance scientifique et de la technologie avancée dans le procès de production[5] » ;
– que le marxisme traditionnel ne sait pas quoi faire des problèmes écologiques, du « large mécontentement à l'égard des formes de travail existantes », des problèmes de race, de genre.

Ces trois questions ne feront pas l'objet de développements spécifiques dans l'ouvrage de Postone. C'est dommage car cela nous aurait

3 *Ibid.*, p. 64.
4 *Ibid.*, p. 569.
5 *Ibid.*, p. 27.

peut-être permis de comprendre où et comment se fonde la réinterprétation de Marx qu'il nous propose. De la même façon, on ne sait pas exactement ce qu'est le « marxisme traditionnel ». On comprend, au tournant d'une page ou d'une autre, que c'est entre autres le bon gros marxisme avec sa base et sa superstructure, laquelle voit son contenu défini comme « reflet » de la base, et avec sa conception du matérialisme étude de l'économie. On voit passer, fugacement, le « communisme de conseils » et la reconnaissance que le « marxisme traditionnel » est un ensemble vaste et différencié[6]. Mais Postone va droit au but : toutes ces variétés de marxisme reposent sur le même postulat erroné, à savoir une conception transhistorique du travail. De quoi s'agit-il ?

Il existe, selon Postone, deux points de vue critiques sur le capitalisme. L'un propose une critique du point de vue du travail, tandis que l'autre est une critique du travail lui-même sous le capitalisme. Le premier est fondé sur une compréhension transhistorique du travail et relève du marxisme traditionnel, tandis que le second serait celui du vrai Marx et est une critique du travail historiquement spécifique tel qu'il existe sous le capitalisme.

> Dans la critique du Marx de la maturité, l'idée que le travail est la source de toute richesse ne se réfère pas à la société en général, mais à la seule société capitaliste (ou moderne)[7].

Le marxisme traditionnel pense que, comme sous le capitalisme, le travail est toujours et partout la source de toute richesse sociale, et c'est cela qui est transhistorique. Car pour Marx ce n'est que le travail historiquement spécifique existant sous le capitalisme qui est la source de toute richesse. La spécificité historique de ce travail c'est d'être double, concret et abstrait. En effet, « et c'est crucial, l'analyse de Marx ne se réfère pas au travail au sens général, transhistorique du terme – activité sociale qui est orientée en vue d'une fin, qui médiatise l'échange entre les hommes et la nature et qui crée des produits

6 *Ibid.*, p. 25.
7 *Ibid.*, p. 17.

spécifiques pour satisfaire des besoins humains déterminés – mais au rôle particulier que le travail ne joue que sous le capitalisme[8] ».

On remarquera en passant que la définition du travail en général que Postone propose est assez pauvre, descriptive et finalement transhistorique aussi, comme il le dit lui-même. Car Postone le répète plusieurs fois dans son livre : il y aura toujours le travail.

> Sous une certaine forme, le travail est une condition nécessaire – une nécessité sociale « naturelle » ou transhistorique – de l'existence sociale des hommes[9].
>
> Le travail a toujours été un moyen technique pragmatique pour atteindre des fins particulières, quelle que soit la signification qu'on lui donne par ailleurs[10].

Dans cette acception générale, le travail est la seule façon que Postone a de comprendre les échanges organiques avec la nature. Il dit que c'est une activité sociale, mais en fait elle est pour lui surtout fonctionnelle et, partant, quasi naturelle. Il manque à cette définition générale du travail de dire qu'il est de son essence de dégager un surplus (par rapport aux besoins immédiats des travailleurs), lequel est la vraie fondation de l'existence et du développement *social* du travail, de sa possibilité même, au travers de l'exploitation et de la formation des classes. La question est évoquée, tout à la fin du livre mais indépendamment d'une définition du travail, à propos de la production au-delà des besoins immédiats. Postone explique alors que dans toute société il faut distinguer « entre la quantité de production requise pour reproduire la population travailleuse et une quantité additionnelle, que s'approprient les classes non travailleuses, nécessaire à la société en tant que tout[11] ».

Ici, Postone est très proche de poser le couple travail/non-travail comme essentiel pour comprendre ce qu'est le travail en tant que tel : une activité à la subjectivité tronquée parce que, si on la considère dans sa pureté, elle est objective en soi, confrontée à un objet – la

8 *Ibid.*
9 *Ibid.*, p. 240.
10 *Ibid.*, p. 268.
11 *Ibid.*, p. 547.

nature extérieure – qui n'est pas sujet. Le travail ne trouve donc sa pleine réalité subjective d'autoproduction de l'homme que dans son rapport au non-travail, c'est-à-dire dans l'exploitation. Mais Postone se désintéresse de cette analyse fondamentale du travail. Pour lui, la question de l'exploitation du travail et de la domination de classe est tout à fait secondaire par rapport à la « domination abstraite » de la valeur [12]. On y reviendra.

Selon Postone, les conditions du capitalisme moderne imposent donc de réinterpréter Marx en fonction de cette spécificité du travail sous le capitalisme. Réinterpréter, ou redécouvrir ? D'un bout à l'autre de son imposant ouvrage, Postone n'avance pas une idée, pas une proposition qu'il n'attribue à Marx, soit directement et explicitement, soit implicitement comme découlant logiquement de l'exposé du *Capital*. Et ce Marx qu'il fait parler, c'est bien sûr le vrai Marx, qui ne saurait être ni marxiste ni traditionnel. C'est évidemment abusif. De nombreux passages de l'œuvre de Marx, même limité à celle de sa maturité comme le fait Postone, relèvent de ce marxisme traditionnel que Postone décrie et refuse d'admettre chez Marx. Cela l'oblige à proposer des interprétations très discutables de certains passages. Nous en verrons un exemple plus loin. Cela l'oblige aussi à ignorer un texte fondamental comme la *Critique du programme de Gotha* alors qu'il n'arrête pas d'insister sur le fait que la théorie marxienne telle qu'il la comprend est une théorie qui comporte l'affirmation de la possibilité du dépassement du capital et de la valeur. Or c'est bien ce que dit la *Critique du programme de Gotha*, mais c'est dans des termes très marxistes traditionnels, ainsi que nous l'avons vu au chapitre 1.

2 Travail abstrait, domination abstraite, sujet automate

Venons-en au travail abstrait. Sous le capitalisme, « le travail a une double fonction : d'un côté c'est un type de travail spécifique qui produit des biens particuliers pour d'autres ; mais d'un autre côté, le travail, indépendamment de son contenu spécifique, sert au producteur de moyen pour acquérir les produits des autres. En d'autres termes,

12 Cf. par exemple *ibid.*, p. 20 et 190.

le travail devient un moyen particulier pour acquérir des biens […] La spécificité du travail est *abstraite* des produits qu'on acquiert par le travail. Il n'existe aucun lien intrinsèque entre la spécificité du travail dépensé et la spécificité du produit acquis au moyen de ce travail[13] ».

Ce qui définit le travail abstrait, c'est donc qu'il est un moyen. Il produit une marchandise qui n'a d'autre fonction que d'être échangée. Mais l'abstraction ne consiste pas ici en ce que l'on ne tient pas compte de ce que fabrique concrètement chaque travail particulier, mais en ce que mon travail particulier (produire des clous, du coton…) n'a pas de rapport avec ce que le salaire que j'obtiens me permet d'acquérir (des habits, une auto…). Cette variation sur le thème du travail abstrait aboutit au travail automédiatisant. Dans les sociétés non capitalistes le travail est médiatisé (c'est-à-dire que son activité et ses produits sont répartis entre les membres de la société) par des rapports sociaux distincts du travail. Dans le capitalisme, c'est au contraire le travail lui-même, en tant qu'il produit des marchandises, qui est la médiation des rapports sociaux. Le travail s'érige ainsi en activité automédiatisante des rapports sociaux entre les hommes.

> Au lieu d'être médiatisé par des rapports sociaux non déguisés ou « reconnaissables », le travail déterminé par la marchandise est médiatisé par un ensemble de structures qu'il constitue lui-même […] Sous le capitalisme, le travail et ses produits se médiatisent eux-mêmes ; ils sont socialement automédiatisants[14].

Ceci est une formulation très élaborée de la problématique du fétichisme de la marchandise (curieusement, Postone ne cite pas une fois le quatrième paragraphe du premier chapitre du *Capital*, où Marx expose cette notion). Et comme chez Marx, il faut comprendre que cette automédiation du travail constitue les *rapports sociaux* propres du capitalisme. Comme chez Marx, le fétichisme de la marchandise est opposé aux rapports sociaux directs, personnels, « non déguisés » (dans la formulation de Postone) qu'on trouverait dans les sociétés non capitalistes passées et futures. On reviendra plus loin sur cette

13 *Ibid.*, p. 223, souligné par Postone.
14 *Ibid.*, p. 224.

question des rapports sociaux. Pour le moment, comprenons que « [l]a *fonction* du travail en tant qu'activité socialement médiatisante est ce qu'il [Marx] appelle travail abstrait[15] ».

Sur cette base, le travail abstrait engendre la valeur comme « une sphère sociale quasi objective[16] » qui, bien que constituée par les hommes, les domine. C'est la *domination abstraite*.

> L'idée de domination abstraite […] se rapporte à la domination exercée sur les hommes par des structures de rapports sociaux quasi indépendantes, abstraites, médiatisées par le travail déterminé par la marchandise, que Marx saisit à l'aide des catégories de valeur et de capital[17].

Cette forme de domination, selon Postone, est logiquement antérieure et a une valeur explicative plus puissante que la domination de classe, qui n'en est qu'un moment subordonné.

Ces considérations appellent plusieurs remarques. La première concerne les rapports sociaux non déguisés. Postone attache beaucoup d'importance à cette notion, mais sans en donner une définition rigoureuse. Il évoque les sociétés précapitalistes, « où la distribution sociale du travail et de ses produits s'effectue par le biais d'un large éventail de coutumes, de liens traditionnels, de rapports de pouvoir non déguisés[18] ». Plus loin, il évoque des « rapports de parenté ou de domination directe ou personnelle[19] », formule qu'il reprend plus loin[20], toujours sans la développer. Il est certain que les rapports sociaux précapitalistes étaient plus personnels que sous le capitalisme. Marx aussi le dit dans la quatrième partie du premier chapitre du *Capital*, pour faire contraste au fétichisme de la marchandise. Et de la même façon que Marx, Postone met sur le même pied les rapports sociaux qui distribuent le travail entre les travailleurs et ceux qui distribuent le produit du travail entre travailleurs et non-travailleurs. Chez Postone cette confusion est systématique : sa théorie critique

15 *Ibid.*, p. 224.
16 *Ibid.*, p. 235.
17 *Ibid.*, p. 189.
18 *Ibid.*, p. 223.
19 *Ibid.*, p. 229.
20 Cf. *ibid.*, p. 280.

repose sur la conception que l'échange de la force de travail est un échange comme les autres. On y reviendra. Pour le moment, comprenons que l'importance des rapports sociaux non déguisés dans la problématique de Postone n'a pas seulement pour but d'affirmer que l'abolition de la valeur débouchera sur des rapports sociaux transparents et conscients, mais aussi de faire comprendre que dans le capitalisme les rapports sociaux sont masqués par une domination abstraite et un sujet automate.

Ma deuxième remarque porte sur cette question du *sujet automate*. L'expression se trouve dans *Le Capital* (deuxième section, chapitre IV, « Transformation de l'argent en capital »). Marx décrit l'autovalorisation de la valeur dans la sphère de la circulation.

> La valeur passe constamment d'une forme dans l'autre, sans se perdre elle-même dans ce mouvement, et elle se transforme ainsi en sujet automate [...] la valeur devient ici le sujet d'un procès dans lequel [...] elle modifie sa grandeur elle-même, se détache en tant que survaleur *d'elle-même en tant que valeur initiale, se valorise elle-même*[21].

On a là un exemple de la façon dont Postone fait dire à Marx des choses qu'il n'a peut-être pas dites. Car Postone prend ce sujet automate au pied de la lettre et en fait un des fondements de la domination abstraite. Or, dans l'exposé de Marx, le sujet automate est bien plus un problème à résoudre qu'une réalité. Il est présenté dans le premier paragraphe du chapitre (« La formule générale du capital »), qui se conclut de la façon suivante :

> A-M-A' est donc en fait la formule générale du capital *tel qu'il apparaît, immédiatement*, dans la sphère de la circulation[22].

Le deuxième paragraphe présente « les contradictions de la formule générale » et se termine de la façon suivante :

> Notre possesseur d'argent, qui n'est plus présent que comme chenille capitaliste, est forcé d'acheter les marchandises à leurs prix, de les vendre à leur prix et néanmoins de retirer à la fin du

21 K. Marx, *Le Capital*, PUF, *op. cit.*, p. 173–174.
22 *Ibid.*, p. 175, souligné par moi.

> procès plus de valeur qu'il n'en avait lancé au départ. Sa métamorphose en papillon doit se produire à la fois nécessairement dans la sphère de la circulation et tout aussi nécessairement ne pas s'y produire. Telles sont les conditions du problème. *Hic Rhodus, hic salta* [23] !

Le sujet automate est donc bien posé comme un problème. Et le troisième paragraphe (sur l'achat et la vente de la force de travail) en apporte la solution. C'est en passant par la sphère de la production, en s'échangeant contre la force de travail, que la valeur initialement avancée peut s'accroître. Postone ne nie pas, dans d'autres passages de son livre, que l'exploitation du travail, l'extraction de plus-value, est la seule façon qu'a le capital d'accroître la valeur déjà accumulée, mais il veut nous faire admettre que les positions de Marx sont les mêmes que les siennes : la valeur est première par rapport au capital et au rapport d'exploitation, ce qui fonde la problématique de la domination abstraite. Au final, il importe peu que Marx ait ou n'ait pas dit ceci et cela. Les formulations théoriques que nous tirons tous de son œuvre n'ont pas besoin de son autorité pour être légitimes ou non. Et mon point de vue est donc que le sujet automate introduit par Marx dans ce passage du *Capital* n'est là que pour montrer le problème qu'il va résoudre avec la théorie de la plus-value. L'automaticité de l'accroissement de la valeur est une apparence, derrière laquelle on va trouver l'exploitation du travail. Quoi que Marx pense ou ne pense pas, la reproduction de la société capitaliste n'est pas automatique mais résulte d'un rapport contradictoire entre les classes. Leur affrontement n'est pas identique au fonctionnement d'un automate, même si, bien sûr, les classes agissent d'une façon qui est déterminée par leur position dans le rapport social. Leur conscience, de même, est aussi déterminée de cette façon et n'est donc pas « vraie », théorique, définitive. Mais le rapport qui les détermine est contradictoire, et cette contradiction introduit une marge de liberté qui apparaît pleinement quand la contradiction éclate. La question des crises, et tout particulièrement des crises insurrectionnelles du prolétariat qui jalonnent

23 *Ibid.*, p. 186–187.

l'histoire du capitalisme, révèle l'insuffisance de la théorie du sujet automate. À ce sujet, n'est-il pas surprenant que dans un livre qui affirme plusieurs fois se concentrer sur la contradiction fondamentale du capitalisme, les crises soient à peine mentionnées et ne fassent l'objet d'aucune analyse ? La domination abstraite et le sujet automate sont des concepts qui ne servent que dans la prospérité du capital.

Ma troisième remarque concerne la question de la substance de la valeur. Postone ne cache pas que « les définitions qu'il [Marx] donne du travail humain abstrait dans le premier chapitre du *Capital* sont pour le moins ambiguës. Elles semblent indiquer qu'il s'agit d'un résidu biologique, c'est-à-dire qu'il doit être interprété comme dépense d'énergie physiologique humaine [24] ».

Mais cela ne lui pose pas de problème quant à la cohérence interne de la pensée marxienne. Toute faille, toute hésitation même dans le déploiement de cette pensée sont exclues *a priori* par Postone. Et il va justifier cette vision physiologique de la substance de la valeur, pourtant incompatible avec une interprétation sociale du travail abstrait. Pour cela, il faut « examiner les rapports sociaux historiques qui sous-tendent la valeur afin d'expliquer pourquoi ces rapports apparaissent comme transhistoriques, naturels et donc historiquement vides et, par conséquent, pourquoi ils sont présentés par Marx comme physiologiques [25] ».

Le raisonnement de Postone passe par un long développement sur essence et apparence au terme duquel on comprend que « la valeur semble créée par le travail en tant qu'activité productive – le travail en tant qu'il produit les biens et la richesse matérielle – et non par le travail en tant qu'activité socialement médiatisante […] La valeur semble donc constituée par la dépense de travail en soi [26] ».

Cette apparence est trompeuse, bien sûr. Postone la reformule un peu plus loin, et il faut tout citer :

> Lorsque la marchandise apparaît comme un bien avec une valeur d'échange et que donc la valeur apparaît comme une

24 M. Postone, *op. cit.*, p. 215.
25 *Ibid.*, p. 218.
26 *Ibid.*, p. 252.

> richesse médiatisée par le marché, le travail créateur de valeur n'apparaît pas comme une activité socialement médiatisante, mais comme un travail créateur de richesse en général. Le travail semble donc créer la valeur simplement du fait de sa dépense. Ainsi, le travail abstrait apparaît-il dans l'analyse immanente de Marx comme ce qui « sous-tend » toutes les formes de travail humain dans toutes les sociétés : la dépense de muscle, de nerf, etc. [27]

Dire, avec ou sans Marx, que le dénominateur commun de toutes les formes de travail est la dépense de muscle, de nerf, etc. confirme cette conception très limitée du travail en général que nous avons déjà vue. Mais surtout, il semble y avoir une dose d'ironie dans ce passage, car il ressort du contexte que ceux à qui la marchandise apparaît ainsi comme un bien qui a une valeur (et non un objet qui est valeur) sont les marxistes traditionnels. Or, si l'on en croit ce qu'il écrit dans les deux premiers paragraphes du premier chapitre du *Capital*, avec ses ambiguïtés certaines, Marx en fait partie. Je le pense, et pas seulement sur la base de ce fragment de son œuvre. Pas du tout, nous dit Postone, qui attribue à « l'analyse immanente » de Marx (je comprends : ce qu'il ne dit pas mais que Postone déduit des « formes catégorielles ») le renversement suivant :

> Le fait que le caractère de médiation qui est celui du travail sous le capitalisme revête l'apparence du travail physiologique est le noyau fondamental du fétiche du capitalisme [28].

Donc, Marx ne pense nullement que le travail abstrait puisse se définir comme dépense physiologique. Il le dit pourtant dans le premier chapitre du *Capital*, mais il faut comprendre que c'est pour énoncer le noyau du fétichisme. Cela semble-t-il un peu difficile à admettre ? Postone s'empresse d'expliquer que « la définition physiologique marxienne de cette catégorie fait partie d'une analyse du capitalisme *dans ses propres termes*, c'est-à-dire d'une analyse telle que les formes se présentent elles-mêmes [29] ».

27 *Ibid.*, p. 253.
28 *Ibid.*, p. 253.
29 *Ibid.*, p. 254, souligné par Postone.

Même en admettant cette façon de présenter le texte du premier chapitre du *Capital*, il resterait à montrer où et comment Marx retombe sur ses pieds et remonte de l'apparence physiologique à l'essence médiatisante. Est-ce dans le paragraphe IV du premier chapitre du *Capital*, consacré au fétichisme ? Postone ne le cite jamais. On le comprend, car ce serait l'endroit où Marx devrait faire ce rétablissement en disant, comme il le fait par ailleurs pour la valeur : « Au début, on vous a dit une chose, mais pris à la lettre, c'était faux. Et voilà le véritable point de vue que je peux maintenant défendre : ce n'est qu'en apparence que la substance de la valeur est dépense de force humaine ; en réalité, le travail crée la valeur par sa fonction médiatisante. » Cette dernière partie du raisonnement fait évidemment totalement défaut. À ma connaissance, Marx ne revient nulle part sur la question de la substance de la valeur pour corriger dans le sens de Postone ce qui serait sa première approche. Le Marx de Postone, qui est le « vrai » Marx, qui ne se contredit jamais et qui est toujours exactement d'accord avec ce que Postone lui fait dire, ce Marx tout-puissant est donc ici pris en défaut. Postone se garde bien de le remarquer. Quoi qu'il en soit, en raison même du caractère spécieux et contourné du raisonnement de Postone, ce passage de son livre me confirme dans ma lecture du premier chapitre du *Capital* : l'idée principale, sinon exclusive, de Marx sur le travail abstrait, c'est qu'il se définit comme dépense de muscle, etc. Le fétichisme de la marchandise exprime sans doute un point de vue différent, mais son importance dans « l'analyse immanente » de Marx est l'inverse de ce que Postone lui fait dire :

> Bien que le capitalisme soit évidemment une société de classes, la domination de classe ne constitue pas pour Marx le fondement ultime de la domination sociale dans cette société ; la domination de classe dépend bien plutôt elle-même d'une forme de domination « abstraite » qui lui est supérieure[30].

La supériorité explicative de la domination abstraite, c'est pour Postone le fait que même dans leur affrontement le prolétariat et la

30 *Ibid.*, p. 190.

bourgeoisie sont « programmés » par la valeur. Mais n'est-ce pas un truisme ? Pourquoi demander aux classes, dans une société de classes, de se comporter autrement que comme ce qui les définit ? Postone pense apparemment que l'aliénation est propre au capitalisme[31]. C'est évidemment faux. Ce n'est pas parce que les rapports sociaux précapitalistes sont plus personnels qu'ils obéissent plus à la volonté des individus. Le serf ou le seigneur peuvent-ils faire et penser autre chose que ce que leur dicte leur position de classe ? L'idée que l'aliénation est propre au capitalisme est du même ordre que celle qui dit que le travail est une invention capitaliste (ce que Postone ne fait pas). Dans les deux cas, il s'agit de sauver le couple travail/non-travail dans le communisme. D'une part, cela se fait en faisant espérer un retour du travail vers l'œuvre. Postone nous dit par exemple qu'on « ne peut comprendre les formes du travail précapitaliste adéquatement aussi longtemps qu'on les comprend comme activité instrumentale[32] », par opposition au monde des marchandises où objets et activités « ont perdu toute dimension sacrée[33] ». Pour bien prouver que le travail sous le capitalisme est vide de sens, on met du sacré dans le travail précapitaliste. Et que mettrons-nous dans le travail communiste ? Postone ne nous le dit pas, sauf pour dire qu'il sera gratifiant. On y reviendra. D'autre part, il s'agit de complémenter ce travail rénové d'un non-travail plein d'art et de culture. Postone n'échappe pas à ce modèle, ainsi que nous le verrons. Retenons que pour Postone la programmation des individus, l'automaticité de la reproduction, ne prévaut que dans la société capitaliste, parce que « le système constitué par le travail abstrait incarne une nouvelle forme de domination sociale dont le caractère impersonnel, abstrait et objectif est historiquement nouveau. La détermination initiale de cette contrainte sociale abstraite, c'est que les individus sont forcés de produire des marchandises pour survivre[34] ».

31 Cf. *ibid.*, p. 238–239.
32 *Ibid.*, p. 256.
33 *Ibid.*, p. 260.
34 *Ibid.*, p. 237.

Or cette « détermination initiale » s'applique-t-elle au prolétaire et à la marchandise force de travail ?

3 Spécificité de la marchandise force de travail

Postone ne nie pas la lutte des classes et son rôle dans la détermination de la valeur de la force de travail, mais il considère que ce ne sont là que les aléas normaux du rapport « droit contre droit » entre deux propriétaires de marchandises, les capitalistes et les travailleurs. Les luttes sont les moyens par lesquels se fixent les termes de l'échange de la force de travail contre le capital, et cet échange est le rapport fondamental entre les classes.

> Sous le capitalisme, la relation entre les producteurs du surplus social et ceux qui se l'approprient ne se fonde pas sur la force directe ou sur des modèles fixés par la tradition [comme dans le précapitalisme]. Cette relation est constituée en dernier ressort d'une façon très différente – selon Marx, par la forme-marchandise de la médiation sociale[35].

Postone s'appuie sur une longue citation de Marx partant de l'échange de la force de travail comme échange marchand[36] et développe les deux idées suivantes : la lutte pour la détermination des termes de l'échange fait partie du système et ne le remet pas en cause ; la vente de la force de travail ne se fait qu'au niveau collectif de la classe. Ce n'est pas faux, mais Postone a tort d'en rester là. En fait, les développements qu'il consacre à la question de la négociation collective semblent plutôt avoir pour fonction de masquer un problème : Postone présente l'échange de la force de travail et le rapport entre les classes comme simplement une autre forme du rapport de valeur entre porteurs de marchandises. Or il ne peut ignorer que l'échange de la force de travail contre le capital n'est un échange que formellement, qu'il a cette particularité de ne pas être libre et de ne pas être un échange proprement dit, puisque d'une part le travailleur n'a pas le choix de vendre ou non sa force de travail et que d'autre part c'est son propre

35 *Ibid.*, p. 466.
36 Cf. *ibid.*, p. 465.

travail qui produit la valeur de son salaire. Le chapitre d'où sort la citation dont Postone se sert se termine par une considération qu'il néglige, à savoir que « [l]'affaire une fois conclue, il se découvre qu'il [le travailleur] n'était point un "agent libre" ; que le temps pour lequel il lui est permis de vendre sa force de travail est le temps pour lequel il est *forcé de la vendre*, et qu'en réalité le vampire qui le suce ne le lâche point tant qu'il lui reste un muscle, un nerf, une goutte de sang à exploiter[37] ».

L'échange de la force de travail, en effet, est soumis à cette détermination d'une violence inégalée dans l'histoire : tant qu'il n'a pas vendu sa force de travail, le travailleur face au capital n'est qu'un pur sujet, sans objet, coupé de la société et de la nature. Et en tant que tel il est irreproductible, ce qui le force à se soumettre aux conditions de ceux qui détiennent exclusivement les moyens de sa vie naturelle et sociale, à savoir les capitalistes. Postone passe sur cette détermination du travailleur « libre de tout » face à l'homme aux écus quand il commente la lutte collective des ouvriers pour la réduction de la journée de travail. Or il fait partie des paramètres de cette lutte, comme de toute lutte des classes, que les capitalistes ont des réserves alors que les prolétaires se définissent précisément par le fait qu'ils sont *sans-réserves*. Les conditions de la lutte sont donc inégales et sont loin d'un affrontement « droit contre droit ». La première détermination du prolétariat, c'est sa subordination au capital en tant que ce dernier détient le monopole des conditions de sa reproduction. Sans doute y a-t-il des phases proches du plein emploi où le prolétariat est moins désavantagé dans ce rapport *dissymétrique*, mais cela n'en change pas la nature profonde. Bien qu'il parle plusieurs fois de la subsomption du prolétariat sous le capital, cet aspect du problème est absent des réflexions de Postone. Et s'il évoque le prolétaire comme ce travailleur libre de tout[38], cela reste sans effet sur son analyse. Au lieu de quoi, il nous présente le rapport entre prolétariat et capital comme une forme subordonnée du règne de la valeur en tant que domination abstraite.

37 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 836–837, souligné par moi.

38 Cf. M. Postone, *op. cit.*, p. 397.

Il faut protester contre cette façon de voir qui masque la domination très concrète et violente du capital sur le prolétariat.

De plus, comment faut-il comprendre l'échange de la force de travail contre le capital dans le système de Postone ? La fonction médiatisante du travail abstrait, avons-nous vu, est qu'il est un pur moyen. Le producteur produit des marchandises qu'il n'utilise pas pour acquérir les marchandises dont il a besoin. Ce schéma est facilement applicable à la petite production marchande. Mais dans le rapport capitaliste, comment définir la position du vendeur de la force de travail ? A-t-il produit par son travail abstrait la marchandise qu'il vend ? Non. Une des particularités de la marchandise force de travail est qu'elle n'est pas un produit de travail. Son travail produit-il des marchandises qui lui permettront d'en acquérir d'autres ? Non plus, puisqu'il n'en est pas propriétaire. Le travail du prolétaire, dans sa dimension de création de valeur, ne consiste qu'à créer la valeur de ses propres subsistances et celle correspondant à la plus-value. Ce qu'il crée par son travail, il ne l'échange pas, et ce qu'il échange (formellement, pas réellement) ne résulte pas de son travail. Où est la « fonction médiatisante » ? Postone n'arrête pas de dire qu'il ne faut pas s'arrêter aux apparences, qu'il place son analyse à un niveau très élevé d'abstraction. N'est-il pas en dessous de ses propres exigences quand il considère l'échange de la force de travail comme celui d'une marchandise ordinaire ? Selon moi, il n'est donc pas possible de dire que quand le prolétariat produit des marchandises, « ce que le travail objective, ce sont les rapports sociaux[39] ». Cela revient à limiter la notion de rapport social à l'échange et à la répartition du travail social dans les différentes branches selon la loi de la valeur. Le terme de rapport social recouvre plus que cela.

Dans le paragraphe sur le fétichisme, Marx dit de même que le fétichisme de la marchandise consiste en ce que la forme marchandise renvoie aux hommes « l'image du rapport social des producteurs au

39 *Ibid.*, p. 238.

travail global comme un rapport social existant en dehors d'eux, entre des objets[40] ».

Il place ainsi nettement le rapport social au niveau de la division du travail. Dans d'autres endroits du *Capital*, la notion de fétichisme est aussi appliquée au rapport entre le travail et le capital, qui semble réifié quand le capital fixe semble être celui qui travaille activement face à l'ouvrier, simple rouage passif de la machinerie. Postone ne dit rien de cette vision élargie du fétichisme, ce qui est conforme à la position tout à fait subordonnée qu'il donne au rapport d'exploitation.

Par ailleurs, dans le paragraphe IV du premier chapitre du *Capital*, Marx compare des choses qui ne sont pas vraiment comparables. Il met sur le même plan le rapport entre les producteurs dans l'échange et la division du travail et les rapports sociaux qu'il oppose à ce dernier, en tant que non réifiés, à savoir les rapports sociaux du Moyen Âge. Et il évoque le service de la corvée et de la dîme pour dire que ce sont des rapports personnels où, à la différence des rapports de valeur, « les travaux et les produits n'ont pas besoin de prendre une figure fantastique distincte de leur réalité[41] ». Il conclut :

> Quel que soit le jugement qu'on porte sur les masques sous lesquels les hommes ici se font face, les rapports sociaux que les personnes ont entre elles dans leurs travaux y apparaissent du moins comme leurs propres rapports personnels, et ne sont pas déguisés en rapports sociaux des choses, des produits du travail[42].

Au-delà de l'analyse du fétichisme, ce qui nous intéresse ici c'est que Marx met sur le même plan des rapports entre les producteurs dans la division sociale du travail et des rapports entre travailleurs et non-travailleurs dans l'exploitation du travail. Au point qu'il désigne ces derniers comme rapports entre les personnes *dans leurs travaux*. Quand le serf se rapporte au seigneur pour faire la corvée, se rapportent-ils l'un à l'autre dans leurs travaux ? Certes non, puisque ce rapport met en présence un travailleur et un non-travailleur, un exploité et un

40 K. Marx, *Le Capital*, PUF, *op. cit.*, p. 82–83.
41 *Ibid.*, p. 88.
42 *Ibid.*, p. 89.

exploiteur. Postone reprend à son compte cette confusion quand il évoque le précapitalisme où, dit-il, « la distribution sociale du travail et de ses produits s'effectue par le biais d'un large éventail de coutumes, de liens traditionnels, de rapports de pouvoir non déguisés[43] ».

Je comprends que la distribution sociale du travail désigne la division du travail, tandis que les rapports de pouvoir désignent les rapports de classes et que la distribution des produits du travail inclut la délivrance du surproduit à la classe non travailleuse. Mais ce n'est pas dit, de sorte que Postone peut rester dans un flou où la division du travail et l'exploitation du travail sont des rapports sociaux en général, sans qu'il soit nécessaire de les distinguer plus. Appliquée au capitalisme, cette confusion permet de dire que tous les rapports sociaux du capital se définissent par la valeur et le fétichisme de la marchandise, y compris l'échange de la force de travail et l'exploitation du travail[44]. C'est cette banalisation de la marchandise force de travail et de son échange contre le capital, dans la confusion d'une réification généralisée recouvrant aussi bien la division du travail que son exploitation, qui permet à Postone d'en rester à la fascination de la domination abstraite et du sujet automate.

Or la subjectivité des hommes dans leur travail, ce n'est pas en premier lieu la façon dont ils se répartissent le travail social total. C'est d'abord le fait que ce travail produit un surplus et qu'il est approprié par les non-travailleurs. Dans les sociétés de classes, il ne faut chercher la subjectivité ni du côté du travail ni du côté du non-travail. Certes, ni les activités du travail (l'habileté, la transmission de celle-ci, l'organisation, la coopération, etc.), ni les activités de la propriété (la gestion du travail, l'art, la culture, la police, etc.) ne sauraient exister si travailleurs et propriétaires n'étaient chacun dépositaires d'une forme de subjectivité. Mais l'existence réelle de la subjectivité humaine n'existe que dans le *rapport* des deux classes, car ce n'est que là qu'on peut appréhender une subjectivité qui dépasse le mouvement immédiat de l'économie, qui se comprenne comme autoproduction

43 M. Postone, *op. cit.*, p. 223.
44 Cf. *ibid.*, p. 467.

de l'homme. Contrairement à ce que soutient Postone, ce n'est pas seulement dans le capitalisme que le mouvement de la société est « directionnel » (comprendre : a une dynamique qui lui donne sens en ce qu'elle va vers la possibilité d'un dépassement). Toute l'histoire du travail a une telle dynamique, *parce que le travail est exploité* et que l'exploitation du travail est une contradiction. Celle-ci met la société des hommes en mouvement des origines à aujourd'hui, et le sens de ce mouvement est l'intégration dans les rapports sociaux de la présupposition naturelle de l'existence humaine[45]. Cette dimension du travail et de son exploitation échappe complètement à Postone, et cela se traduit par la définition très pauvre qu'il donne du travail, comme nous l'avons déjà vu, ainsi que par sa vision parfaitement chétive du dépassement de la contradiction du capital, comme nous le verrons plus loin.

Postone ne nous propose que des définitions très limitées de ce que sont les rapports sociaux. Elles reflètent sa définition étroite du travail. Il parle des rapports sociaux comme « formes d'interdépendance sociale[46] », ce qui est beaucoup trop général. Et quand il envisage les classes, il écrit que « les formes sociales quasi objectives, impersonnelles, exprimées par des catégories telles marchandise et valeur ne masquent pas simplement les rapports sociaux "réels" (c'est-à-dire les rapports de classes) ; en fait, les structures abstraites exprimées par ces catégories *sont* ces rapports sociaux "réels"[47] ».

On comprend que la réalité des rapports de classes est à chercher dans les rapports de valeur des marchandises entre elles. Cela est tout à fait conforme à ce que Postone répète plusieurs fois, à savoir qu'une analyse de la contradiction du capital en termes de valeur est supérieure à l'analyse en termes de classes. Disons pour conclure qu'un tel point de vue repose sur une appréhension limitée de ce qu'est la force de travail, mais aussi de ce qu'est le prolétariat, que Postone identifie systématiquement à la classe ouvrière et à son travail. On y reviendra.

45 Cf. B. Astarian, *Le Travail et son dépassement*, *op. cit.*, première partie.
46 M. Postone, *op. cit.*, p. 81.
47 *Ibid.*, p. 100, souligné par Postone.

4 Valeur et productivité. Le moulin de discipline

Une des façons qu'a Postone de placer le rapport des classes et l'exploitation du travail dans une position subordonnée est l'explication qu'il donne du développement de la productivité sous le capitalisme. Postone a raison de souligner avec force dans son ouvrage l'importance qu'a la catégorie de la productivité dans la compréhension du capital et de la valeur. Il a aussi raison de mettre en évidence la « dimension temporelle de la valeur[48] ». Cela dit, pourquoi l'histoire du capitalisme est-elle une telle course à la productivité ? Essayons de suivre le raisonnement de Postone.

Il y a dans la valeur et le capital, dit Postone, une dynamique immanente. Chaque augmentation de productivité du travail entraîne une augmentation de la richesse matérielle, c'est-à-dire de la quantité de valeurs d'usage produites par unité de temps, et donc fait baisser la valeur unitaire de chaque marchandise. Mais la valeur totale produite pendant chaque heure reste la même. C'est ici qu'intervient la notion de temps abstrait. Car la hausse de la productivité et la baisse concomitante du temps de travail socialement nécessaire, dès qu'elles se généralisent, « redéfini[ssent] l'heure de travail social normative[49] ». En une heure de travail, on produit d'abord deux mètres de toile. Puis, grâce à un nouveau métier à tisser, une heure de travail donne quatre mètres. Dès lors, « bien qu'un changement de la productivité socialement générale ne change pas la masse totale de la valeur produite par unité de temps abstrait, il change la détermination de cette unité de temps. Seule compte comme une heure de travail social l'heure de temps de travail où se rencontre la norme générale du temps de travail socialement nécessaire. En d'autres termes, *l'heure de travail social est constituée par le niveau de productivité*[50] ».

Est-ce là plus qu'une façon inutilement compliquée de dire que la société compte comme heure de travail celle où le travail est exécuté avec un degré socialement moyen de productivité ? Quoi qu'il en soit, Postone poursuit son raisonnement en nous montrant que durant la

48 *Ibid.*, p. 421 par exemple.
49 *Ibid.*, p. 425.
50 *Ibid.*, p. 425, souligné par Postone.

période où le nouveau degré de productivité se répand dans la société, la quantité totale de valeur produite est accrue… jusqu'à ce que le nouveau degré soit généralisé. La valeur totale produite retombe alors à son niveau antérieur. Postone n'explique pas en détail la raison de cette augmentation temporaire de la valeur totale produite. Il nous a dit que, quelle que soit sa productivité en volume de valeurs d'usage, une heure de travail est une heure de travail. Deux mètres de toile valent d'abord une heure de travail moyen. Supposons que dans la période de transition l'heure de tissage moyenne sociale produise trois mètres. Pourquoi ces trois mètres valent-ils plus que les deux mètres de tissage ancien ou les quatre mètres de tissage nouveau, généralisé ? Car c'est bien ce que Postone nous explique :

> La productivité augmentée augmente la quantité de valeur produite par unité de temps – jusqu'à ce que cette productivité se généralise ; lorsqu'elle y est parvenue, la grandeur de valeur produite pendant cette période de temps, du fait de sa détermination temporelle générale abstraite, retombe à son niveau précédent [51].

On hésite à suivre Postone dans ces augmentations et rechutes de la quantité de valeur produite au cours de la hausse de la productivité sociale du travail. Mais on en comprend bien la fonction. Il s'agit pour Postone d'établir le fonctionnement de son « moulin de discipline ». Ce dernier consiste en ce que la « détermination » de l'heure de travail moyen socialement nécessaire (comprendre : son degré de productivité) s'impose aux producteurs.

> Dès lors que ces méthodes [nouvelles] se sont généralisées, la valeur produite par unité de temps revient au niveau précédent. En effet, les producteurs qui n'ont pas encore adopté ces méthodes nouvelles sont *contraints* de le faire [52].

Ce que Postone veut nous dire ici, c'est qu'il faut comprendre la hausse inéluctable de la productivité du travail sous le capitalisme avant de parler, et même sans parler de la concurrence ou de la lutte

51 *Ibid.*, p. 426.
52 *Ibid.*, p. 427, souligné par Postone.

des classes. Postone recherche une cause abstraite aux effets de la concurrence. Et en effet, la concurrence est pratiquement absente, en tant que telle, de son livre. Certes, son moulin de discipline n'est rien d'autre, mais Postone ne veut pas entendre parler des « producteurs privés indépendants », dont l'existence est pourtant posée par Marx comme la condition fondamentale de la valeur et de la marchandise. La concurrence est un élément secondaire dans le système de Postone. Certes, elle permet « d'expliquer l'existence de la croissance [mais] c'est la détermination temporelle de la valeur qui, dans l'analyse de Marx, sous-tend la forme de cette croissance[53] ».

Postone veut prendre les choses à un niveau d'abstraction tel que la valeur produise toute seule, à partir de sa définition la plus générale et abstraite, la « dynamique immanente » de la société capitaliste. Il l'appelle « dynamique de transformation/reconstitution ». Cette notion va lui permettre de rendre compte du fait que « la dynamique historique du capitalisme, telle que Marx l'analyse, n'est pas linéaire, mais contradictoire. Elle tend au-delà d'elle-même, mais n'est pas autodépassement[54] ».

En l'occurrence, la dynamique de transformation/reconstitution, c'est simplement le fait que l'augmentation continuelle de la productivité accroît la richesse matérielle (qu'il faut bien distinguer de la forme-valeur de la richesse dans la société capitaliste), mais elle ne le fait qu'en reconstituant à chaque fois la base valeur de cette richesse. Pourquoi ? Dit en termes simples, la réponse est que chaque hausse de la productivité, au lieu de libérer progressivement l'homme de l'obligation de travailler, résulte en une baisse du temps de travail socialement nécessaire et donc une production de plus-value relative, ce qui est la logique même du capital. Mais Postone préfère nous expliquer, si l'on peut dire, que « comme le développement de la productivité redétermine l'heure de travail social, ce développement reconstitue la forme de nécessité associée à l'unité temporelle abstraite au lieu de la dépasser. Chaque nouveau niveau de productivité

53 *Ibid.*, p. 460.
54 *Ibid.*, p. 439.

est structurellement transformé en présupposé concret de l'heure de travail social[55] ».

Pourquoi ne pas dire, avec Marx, que la reconstitution du rapport social capitaliste est incluse dans la logique même de la production de plus-value ? Pourquoi ne pas dire que « [l]e processus de production capitaliste reproduit donc de lui-même *la séparation entre travail et conditions de travail*. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir[56] » ?

Cela ne suffit-il pas pour comprendre que les gains de productivité ne vont pas servir à réduire le travail des ouvriers mais à augmenter la plus-value des capitalistes ? Tout au long de *Temps, travail et domination sociale*, on est frappé par l'extrême complication de raisonnements qui, au final, n'aboutissent qu'aux éléments connus de la critique marxienne de l'économie politique. Pourquoi cette montée dans la haute abstraction ? Pour montrer, ainsi que nous l'avons déjà vu, que la problématique de la valeur a une puissance explicative supérieure à celle qui pose les bases de la critique en termes de propriété privée et d'exploitation du travail. Mais encore : pourquoi faut-il renoncer à ces bases ? Parce que ce sont celles du « marxisme traditionnel », qui a échoué, nous dit Postone. Cependant, cette puissance explicative supérieure est loin d'être évidente. On peut déjà remarquer que le moulin de discipline a quelque chose de magique si l'on ne nomme pas les producteurs indépendants et leur concurrence. Mais surtout : que penser d'une puissance explicative qui limite son ambition à la compréhension de la valeur et du capital… sans les crises, à peine mentionnées en 600 pages ? Quant à l'échec du marxisme traditionnel, Postone en a placé la cause dans la conception « transhistorique » du travail. Cela implique-t-il de renoncer au prolétariat comme sujet révolutionnaire ?

55 *Ibid.*, p. 440–441.
56 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 1080.

5 Le bébé et l'eau du bain

La critique que Postone fait du marxisme traditionnel est souvent pertinente, jusqu'au point où il jette le bébé avec l'eau du bain, et révèle alors les limites de son point de vue. En l'occurrence, Postone voit que, au cours de la période qu'il appelle « post-libérale » du capitalisme (en gros, le xx^{e} siècle), la classe ouvrière s'est intégrée. La lutte des classes est apparue alors clairement comme un élément de la dynamique interne du capital, ne remettant nullement en cause sa « domination abstraite ». Beaucoup de raisonnements complexes de Postone s'attachent à conclure sur cette idée. Par exemple ici, dans la problématique du moulin de discipline et de la dynamique transformation/reconstitution (le terme général de Postone est la « dialectique du travail et du temps »), Postone conclut que la dialectique marxienne « ne s'enracine pas dans une supposée contradiction fondamentale entre production et distribution, ni dans la propriété privée des moyens de production – c'est-à-dire dans la lutte des classes – mais elle découle des formes sociales particulières constituées par le travail sous le capitalisme, qui structurent cette lutte[57] ».

Les « formes particulières » que le travail constitue, ce sont la marchandise, la valeur, la richesse matérielle comme simple support de la valeur. Quand Postone rejette le « marxisme traditionnel », il veut s'opposer à l'idée que la classe ouvrière et son affirmation sont le contenu de la libération post-capitaliste.

> L'analyse de Marx réfute l'idée que la lutte entre la classe capitaliste et le prolétariat soit une lutte entre la classe dominante dans la société capitaliste et la classe qui porte en elle le socialisme et que, par conséquent, le socialisme entraîne l'autoréalisation du prolétariat […] Il est désormais clair que, dans l'analyse de Marx, le prolétariat n'est pas le représentant d'un possible futur non capitaliste[58].

On passera sur l'affirmation de Postone que Marx dit bien en effet ce qu'il lui attribue, à savoir que le socialisme *n'est pas* l'autoréalisation

57 M. Postone, *op. cit.*, p. 445.
58 *Ibid.*, p. 520–521.

du prolétariat. Il est vrai que Postone dit souvent, par précaution, que les raisonnements de Marx ont le contenu qu'il leur attribue « de façon implicite », ou qu'ils découlent de la logique immanente de l'exposé des catégories dans *Le Capital*. Pour le reste, sans s'attacher à savoir si Marx est d'accord ou pas, on ne peut qu'être d'accord avec Postone sur le fait que l'autoréalisation du prolétariat n'est pas le contenu du socialisme. On comprend la proximité de cette critique postonienne et du point de vue communisateur. Mais en identifiant classe ouvrière et prolétariat, Postone reste prisonnier du paradigme qu'il critique chez les marxistes traditionnels. On l'a vu dans la façon dont il néglige la spécificité de la marchandise force de travail. On a dit aussi que quand il évoque la subsomption du prolétariat sous le capital il omet toujours de dire que le moment fondateur de cette subsomption, c'est le fait que le prolétaire est sans-réserves face au monopole de la propriété privée – ou d'État – des moyens de production. En opposition aux rapports sociaux « non déguisés », Postone parle des rapports sociaux capitalistes comme non directs, masqués. C'est vrai de ces rapports sociaux qu'il considère comme déterminants, à savoir les rapports d'échange médiatisés par la marchandise. C'est vrai aussi pour le rapport social fondamental tel que je l'entends, à savoir le rapport d'exploitation, quand on le prend au niveau du partage de la journée de travail : personne ne connaît la position du curseur entre travail nécessaire et surtravail. Mais c'est faux quand on considère le moment fondateur du rapport d'exploitation dans le capitalisme, à savoir la situation du prolétaire comme homme libre et sans-réserves, moment qui est la contrainte non seulement au travail, mais avant tout au surtravail. Ce rapport-là apparaît dans sa nudité directe dès que la misère ou la police font clairement voir qui sont les travailleurs et qui sont les propriétaires, et quelle est leur position relative dans le rapport « droit contre droit » que serait l'échange de la force de travail. Pour Postone, la question de la propriété capitaliste relève du marxisme traditionnel parce qu'il pense qu'on ne peut critiquer la propriété que pour s'en emparer et proposer une forme collective de propriété. *Et s'arrêter là*, c'est-à-dire : ne pas comprendre que le procès de travail industriel est spécifiquement capitaliste et qu'il ne saurait être reproduit à

l'identique dans le cadre d'une nouvelle forme de société, etc. Or il est tout à fait possible de désigner la propriété capitaliste (privée ou publique) comme ce qui donne son assise à la classe capitaliste sans pour autant la revendiquer pour la classe ouvrière. Le point de vue communisateur montre que, sans nier le rôle de la propriété dans la définition du rapport de classes et dans la dynamique de l'accumulation, on peut aussi critiquer le travail, et bien plus profondément que ne le fait Postone. Bref, ce n'est pas parce qu'on fait de la contradiction des classes la contradiction fondamentale du capitalisme qu'on revendique pour le prolétariat la place des capitalistes.

Postone a raison de critiquer la vision programmatique, ou « marxiste traditionnelle » du prolétariat et de son autoréalisation dans le communisme [59]. Mais il s'appuie pour ce dire sur le fait « qu'il n'y a pas de continuité linéaire entre les revendications et les conceptions de la classe ouvrière se constituant et s'affirmant elle-même historiquement, et les besoins, les revendications, les conceptions qui renvoient au-delà du capitalisme [60] ».

C'est là que Postone jette le bébé avec l'eau du bain [61]. Il identifie classe ouvrière et prolétariat. Et il rejette le prolétariat comme sujet possible de la révolution sur la base du constat que l'affirmation de la classe ouvrière, avec ses organisations et ses revendications, ne « renvoie pas au-delà du capitalisme », ce qui est vrai bien sûr. Postone renonce donc au prolétariat comme sujet de la révolution communiste sous prétexte que les revendications de la classe ouvrière ne mènent pas au communisme. On verra plus loin l'alternative qu'il propose. En attendant, et pour comprendre comment il justifie sa démarche, rappelons que, en 600 pages de considérations savantes sur la valeur et le capital, Postone ne prononce le mot de crise que deux ou trois fois, et pour n'en rien dire [62]. À l'opposé, il souligne plusieurs fois, dans sa description de la logique de la valeur, la capacité d'expansion infinie du capital. Quant aux insurrections du prolétariat dans l'histoire du

59 Cf. *ibid.*, p. 63 par exemple.
60 *Ibid.*, p. 64.
61 Pour un autre exemple, cf. *ibid.*, p. 417.
62 Cf. *ibid.*, p. 542, 569.

capitalisme, je n'en ai trouvé qu'une mention. Le concept de lutte des classes chez Marx, nous dit Postone, « se rapporte à un très large éventail d'actions sociales collectives : à l'action révolutionnaire ou, du moins, à l'action sociale fortement politisée visant à atteindre des buts politiques, sociaux et économiques à l'aide de mobilisations de masse, de grèves, de luttes politiques, etc. Mais il existe aussi un niveau "quotidien" de la lutte des classes. C'est d'abord ce niveau que Marx, dans son analyse des formes de la survaleur, présente comme moment inhérent au capitalisme [63] ».

Encore une fois, Postone dit vrai quand il dit que dans l'analyse de la survaleur Marx ne s'intéresse pas aux insurrections, à l'action révolutionnaire du prolétariat. Mais est-il vraiment honnête d'en rester là quand on parle de Marx, même du seul Marx de la maturité ? Certes, si on n'allait au-delà de ce cadre étriqué d'un passage du Capital, le pauvre Marx risquerait d'apparaître comme un « marxiste traditionnel » prônant l'autoréalisation de la classe ouvrière comme contenu du socialisme. C'est donc sans doute pour masquer le marxisme traditionnel de Marx lui-même que Postone insiste sur les luttes quotidiennes. Après cette mention de l'action révolutionnaire du prolétariat, on n'en entendra plus parler. Postone occulte les phases de rupture insurrectionnelle aussi bien que les crises économiques qui jalonnent l'histoire du capital. Car pour lui la force de travail est une marchandise comme une autre (cf. plus haut) et tout son système est bâti sur le règne de la marchandise. Tout le système de Postone ne tient que si le sujet automate ne se bloque jamais. Et dans le monde abstrait de l'activité automédiatisante, où l'affrontement des classes n'apparaît que comme un moment subordonné de négociation salariale, même les luttes prolétariennes qui justifient le point de vue de Postone, qui fondent sa recherche d'un dépassement du marxisme traditionnel, ces luttes ne nous parviennent qu'assourdies et banalisées. Elles sont évoquées de loin en loin dans les raisonnements de Postone, sans véritable nécessité, et certainement sans aucune analyse

63 *Ibid.*, p. 465.

approfondie. Quant aux crises cycliques du capital, elles ne figurent pas comme objet d'analyse dans *Temps, travail et domination sociale*.

6 Recherche d'un dépassement possible

Dans un passage de son livre, Postone se propose de « développer brièvement le concept de contradiction[64] ». Mais il ne tient pas vraiment sa promesse, expliquant simplement que la critique marxienne de la société capitaliste repose sur « l'idée que les structures de la société moderne, les rapports sociaux qui la sous-tendent, sont contradictoires[65] ». Et on n'en sait pas vraiment plus sur ce qu'est une contradiction et la façon dont ça fonctionne. Or c'est important, non seulement pour appréhender la façon dont la société se développe, mais aussi et surtout pour comprendre comment peut se faire son dépassement. Il faut constater que ce que Postone appelle la contradiction fondamentale du capitalisme reste un peu vague. Cette contradiction fondamentale est présentée de nombreuses fois dans le cours du livre. Elle dérive toujours de ces passages fameux des *Fondements* où Marx développe l'idée que, avec l'accumulation du capital et la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend de moins en moins du travail immédiat. C'est là, selon Postone, la contradiction fondamentale du capitalisme.

> L'opposition entre valeur et « richesse réelle » – c'est-à-dire entre une forme de richesse qui dépend du temps de travail et du quantum de travail employé et une forme qui n'en dépend pas – est essentielle à ces passages et pour comprendre la théorie de la valeur de Marx et la conception marxienne de la contradiction fondamentale de la société capitaliste[66].

Quatre cents pages plus loin, la même idée se précise :

> Je peux définir cette contradiction [fondamentale] comme une contradiction entre, d'un côté, le savoir et les capacités socialement généraux dont l'accumulation est induite par la forme de

64 *Ibid.*, p. 136.
65 *Ibid.*, p. 137.
66 *Ibid.*, p. 47.

> rapports sociaux médiatisée par le travail et, de l'autre, cette forme même de médiation [67].

Ce que je comprends comme une contradiction entre la puissance de production dérivant de l'application de la science et de la technologie à la production, d'un côté, et la mesure de la richesse par la valeur, par le travail immédiat, de l'autre. Ce qui donne plus loin la formulation suivante :

> Le concept marxien de contradiction fondamentale du capitalisme est finalement celui d'une contradiction entre le *potentiel* des capacités générales de l'espèce qui se sont accumulées et leur *forme aliénée existante* en tant que constituée par la dialectique des deux dimensions du travail et du temps [comprendre : la dialectique de la valeur, travail concret/travail abstrait, temps concret/temps abstrait] [68].

On aurait tort de croire qu'ici Postone veut libérer les forces productives que le capital a accumulées pour les faire fonctionner comme telles. Ce serait du marxisme traditionnel. Il faut reconnaître à Postone qu'il veut bouleverser de fond en comble la façon de produire. Il dit plusieurs fois avec force que la valeur n'est pas un carcan qui enserre une production dont les modalités seraient neutres. Il dit au contraire que la valeur est une catégorie de la production avant d'en être une du marché, qu'elle informe entièrement la façon de produire sous le capitalisme. Cela dit, comment fonctionne cette contradiction *vers son dépassement* ?

Avant toute autre considération, il faut d'abord savoir si, malgré le sujet automate, il y a dans la logique postonienne une *possibilité* de dépassement ? La réponse est oui, car en fait, malgré la domination abstraite, les formes sociales du capitalisme ne sont que *quasi* objectives. L'adverbe est important. Il apparaît souvent dans le texte, mais sans être jamais expliqué en tant que tel. Il est évident que la notion du sujet automate est insoutenable pour quiconque parle de dépassement du capitalisme. Mais peu importe ici. Ce qui nous concerne, c'est que

67 *Ibid.*, p. 447.
68 *Ibid.*, p. 527, souligné par Postone.

Postone affirme que « ce qui m'intéresse ici […] c'est le niveau de possibilité, c'est-à-dire la formulation la plus fondamentale d'une approche du problème de la constitution sociale de la subjectivité, y compris la possibilité d'une conscience critique et oppositionnelle. Le concept de contradiction permet une théorie qui fonde socialement la possibilité d'une telle conscience[69] ».

Ce passage dit deux choses. Il dit d'une part que sur la base de la contradiction fondamentale du capitalisme – quelle qu'elle soit –, il existe une possibilité de dépassement. Il dit d'autre part que la subjectivité qui sera à l'origine de ce dépassement se définit comme conscience critique et oppositionnelle. Le sujet automate s'occupe de la reproduction pratique, et la subjectivité de l'homme se contente de critiquer et de s'opposer. Est-ce à dire que la révolution redevient une affaire politique, comme dans le marxisme traditionnel ? On peut le penser quand on entend parler de renouvellement de la théorie de la démocratie politique[70]. Ou encore quand la valeur est critiquée « du point de vue de la possibilité historiquement émergente d'autres médiations politiques et sociales[71] ». La possibilité du dépassement est donc bien là, dans une conscience politique critique qui se développerait à partir de certains groupes sociaux. Lesquels ? Postone répond d'abord de façon générale.

> [L]'objectivation est effectivement aliénation – puisque ce que le travail objective, ce sont les rapports sociaux. Toutefois, cette identité est historiquement déterminée : elle est fonction de la spécificité du travail sous le capitalisme. Il existe donc une possibilité de la dépasser[72].

À ce niveau de généralité, impossible de ne pas donner raison à Postone. On demande donc des précisions. Postone dit plusieurs fois que ce sont les hommes qui ont fait l'aliénation ; ils vont donc la défaire. Quels hommes ? La première réponse, on l'a déjà vu, c'est que ce n'est pas le prolétariat qui, « loin de représenter la négation de la

69 *Ibid.*, p. 64–65.
70 Cf. *ibid.*, p. 32.
71 *Ibid.*, p. 81.
72 *Ibid.*, p. 238.

valeur, […] constitue cette forme de richesse homogène, abstraite, la médiation sociale dont la généralité homogène s'oppose à la spécificité qualitative[73] ».

Je ne reviens pas sur cette définition limitative du prolétariat par la valeur qu'il produit (qu'il *serait* même, d'après cette formulation de Postone), par son identification à son travail. J'ajoute seulement que l'on comprend mieux que Postone rejette le prolétariat comme sujet du dépassement du capitalisme quand on sait que pour lui le prolétariat n'est sujet qu'en tant que vendeur de la force de travail et qu'il est réduit au statut d'objet (du capital) dès qu'il se met au travail[74]. Dans ces conditions, « [l]a question de la nature et des sources des formes de la subjectivité historiquement constituée qui renvoient au-delà de l'ordre existant doit [donc] être repensée[75] ».

Et Postone part à la recherche du sujet de la révolution. Rappelons que pour lui la subjectivité n'est pas un autre mot pour le rapport social qui, dans toutes les formes de société, constitue l'autoproduction de l'homme comme être naturel et social. Pour lui, « subjectif » désigne des « formes de pensée et de sensibilité[76] ». Que trouve-t-il, dans la société actuelle, qui « renvoie au-delà du capitalisme » ?

En premier lieu, et ce n'est pas inintéressant, il remarque un « changement d'attitude envers le travail et ce qui constitue une activité chargée de sens[77] ». Il ne faut cependant pas espérer trop de la sensibilité de Postone à cet aspect important de l'activité du prolétariat dans la période récente. Non seulement il ne nous dit rien de ce changement d'attitude envers le travail, mais de plus, ainsi qu'on l'a vu plus haut (chapitre 5.1), Postone ne voit de problème qu'au niveau des « formes de travail existantes », et non pas aussi à celui du travail en général. De toute façon, les activités chargées de sens auxquelles il pense pour aller au-delà du capitalisme sont en premier les « valeurs post-matérialistes » qui se sont diffusées sur la base de la

73 *Ibid.*, p. 539.
74 Cf. *ibid.*, p. 413, 540.
75 *Ibid.*, p. 540.
76 *Ibid.*
77 *Ibid.*, p. 541.

crise des années 1960–1970. Postone ne donne pas de détails. Faut-il comprendre que le mouvement hippie fait partie du nouveau sujet révolutionnaire ?

Ensuite, Postone pense voir une « importance croissante de la consommation dans la construction de soi[78] ». Comment comprendre cela ? Comme une alternative à l'identification au travail, sans doute. Postone pense qu'il faut « analyser l'importance subjective croissante de la consommation en termes de déclin du travail comme source d'identité[79] ». Là non plus, pas de détails. Mais on comprend (?) que Postone compte sur les mouvements de consommateurs pour donner une identité à un nouveau sujet de la révolution.

Selon Postone, ces quelques éléments pourraient « être un point de départ pour repenser le rapport classe ouvrière/possible dépassement du capitalisme[80] ». Car il reste quand même, pour Postone, à abolir le travail prolétarien, et donc le prolétariat[81]. Cela veut-il dire qu'il inclut le prolétariat dans le sujet révolutionnaire ? Cette question est « très problématique ». Car « ces actions [sociales et politiques du prolétariat] et ce que l'on appelle habituellement la conscience de la classe ouvrière restent prisonnières de la formation sociale capitaliste – et cela pas nécessairement parce que les travailleurs seraient corrompus sur les plans matériel et spirituel, mais parce que le travail prolétarien ne contredit pas fondamentalement le capital[82] ».

Dans ces conditions, comment faire pour abolir le travail prolétarien ? Postone n'a pas d'autre proposition que de revenir sur les « divers types d'insatisfaction ou de manque d'identification des travailleurs avec leur travail[83] ». Mais il ne donne aucun détail. Il se contente de poser le problème qui le bloque et qui découle de son identification du prolétariat à la classe ouvrière :

> Si un mouvement impliquant les travailleurs renvoyait au-delà du capitalisme, il aurait à défendre les intérêts des travailleurs

78 *Ibid.*, p. 542.
79 *Ibid.*, p. 542.
80 *Ibid.*
81 Cf. *ibid.*
82 *Ibid.*, p. 543.
83 *Ibid.*, p. 544.

> tout en participant à la transformation des travailleurs – par exemple en mettant en question la structure existante du travail, en cessant d'identifier les hommes seulement d'après cette structure et en contribuant à repenser ces intérêts. Mais je ne puis ici que mentionner ces thèmes[84].

Après avoir fait bien des détours, après avoir infligé au lecteur de longs et difficiles développements d'importance secondaire (par exemple dans la critique de l'école de Francfort), Postone n'a plus la place ou le temps de nous expliquer comment son système se déboucle. Dans le passage ci-dessus, il effleure la question importante de l'autonégation du prolétariat. Mais, avec ses lunettes de sujet automate, il ne la voit pas. Au lieu de cela, il nous propose quelques fragments qui sont bien en deçà de la critique du marxisme traditionnel qu'il revendique. Comment comprendre cette négligence, sinon par le fait que, ayant éliminé le prolétariat comme sujet révolutionnaire, il se retrouve avec des éléments disparates qui trouvent mal leur place dans un système qu'il a pourtant construit de façon très méthodique ? Aussi en est-il réduit à faire appel à *l'espèce,* mais toujours en passant, sans développer. Il nous dit par exemple que le capital est « la forme réelle d'existence des « capacités de l'espèce[85] » (et non plus de celles des seuls travailleurs). Et ces capacités de l'espèce « se développent sous une forme aliénée qui s'oppose aux individus[86] ». Tout cela est trop disparate et superficiel pour nous permettre de comprendre, sur la base des éléments que Postone nous a donnés, comment les individus de l'espèce auraient la possibilité de dépasser le capitalisme.

Cependant, toute cette problématique dépend aussi de la définition que l'on donne du dépassement. On a déjà vu que pour Postone le passage au communisme comporte l'abolition du travail prolétarien. Plus précisément, « une bonne partie du travail qui, en tant que source de valeur, est devenue de plus en plus vide et fragmentée pourrait être abolie ; toutes les tâches unilatérales restantes pourraient être soumises au principe de rotation [...] Le travail [serait] redéfini et

84 *Ibid.*
85 *Ibid.*, p. 512.
86 *Ibid.*, p. 516.

restructuré de manière à être plus intéressant et intrinsèquement gratifiant[87] ».

On voit ici la modestie des ambitions de Postone : réduction du temps de travail, rotation et enrichissement des tâches. Cela ressemble beaucoup au discours des sociologues qui, dans les années 1970, prônaient une humanisation du travail pour répondre à la révolte des OS. En accompagnement logique de la réhabilitation du travail comme activité pleine de sens et de gratification, il propose évidemment l'instauration d'un revenu garanti[88] grâce auquel l'acquisition de moyens de consommation ne dépend plus du temps de travail. On fait ici la même remarque que plus haut : le traitement social du chômage a déjà permis, dans les pays industrialisés, de séparer le travail et la consommation – certes à un niveau très faible. Postone revendique simplement, comme Gorz qu'il cite approbativement, d'améliorer ce niveau. L'abolition du travail prolétarien à la Postone implique aussi que l'individu ne soit plus attaché à un même travail toute sa vie[89]. Or cela fait partie des revendications courantes des capitalistes d'aujourd'hui. Quelle perception Postone a-t-il de ce qui se passe dans la société réelle pour écrire des choses comme ça ? Il reproche (avec raison) au marxisme traditionnel d'être incapable de rendre compte des conditions de la société capitaliste moderne, de ne pas être en phase avec « les sources de l'insatisfaction sociale actuelle dans les pays industriels avancés[90] ». Mais lui-même est bien en peine de prendre en charge la spécificité de notre époque, et c'est pourquoi il tombe dans des platitudes à la Gorz.

L'abolition du travail prolétarien, c'est aussi « l'abolition de deux impératifs de la valorisation : la nécessité de toujours augmenter la productivité et la nécessité structurelle que du temps de travail immédiat soit dépensé à la production[91] ».

87 *Ibid.*, p. 531.
88 Cf. *ibid.*, p. 535.
89 Cf. *ibid.*, p. 531.
90 *Ibid.*, p. 27.
91 *Ibid.*, p. 531.

Ici, Postone fait la moitié du chemin sur la question de la productivité. Cette catégorie, qu'il a abondamment étudiée dans son ouvrage, n'est pas supprimée. Ce qui disparaît c'est seulement la nécessité constante et impérieuse de son augmentation. Or ce n'est qu'en renonçant radicalement à la catégorie de la productivité qu'on peut libérer l'activité humaine productive de la dictature du temps. Postone veut sans doute une poursuite « raisonnable » de la productivité. Par ailleurs, je comprends l'autre élément de sa proposition comme la revendication de l'automation. L'automation, comme l'abondance, est une formule magique pour se débarrasser de la valeur sans transformer l'activité productive – ce que pourtant Postone revendique plusieurs fois. Mais force est de constater qu'il n'y parvient pas.

Le lecteur a compris mon propos : il est clair que chez Postone l'abolition du travail prolétarien n'a rien à voir avec le dépassement du travail tout court et de l'économie. L'ambition de Postone, ce sont « des modes de travail individuel qui, libérés des contraintes de la division de détail du travail, pourraient être plus pleins et plus riches pour tous [92] », sauf pour ceux dont c'est le tour d'aller travailler dans les usines fordisées qui restent indispensables pour la création de « richesse matérielle » (pas de valeur, bien sûr). La rotation des tâches comme le reste de l'économie communiste seraient gérés par une « sphère publique politique [qui] jouerait un rôle plus central que sous le capitalisme [93] » grâce à la fin des inégalités de richesse qui aujourd'hui distordent le contenu de la politique. Bien entendu, cette économie où la croissance n'aurait pour but que la richesse matérielle (c'est-à-dire la valeur d'usage – sens commun – et non pas la valeur) serait respectueuse de l'environnement. De plus, la perte de centralité du travail « ne permettrait pas seulement une nouvelle structuration du travail, mais aussi de restructurer radicalement toute la vie sociale et de lui redonner du sens – pas seulement pour quelques favorisés (ou quelques marginaux) mais pour le plus grand nombre [94] ».

92 *Ibid.*, p. 532.
93 *Ibid.*, p. 530.
94 *Ibid.*, p. 533.

Le tableau est complet : réduction du temps de travail, travail plein de sens, économie de la valeur d'usage, automation, production et consommation face à face, fin des inégalités criantes de richesse et de pouvoir[95], temps libre consacré à la culture pour tous, pas seulement les riches et les artistes, et démocratie renouvelée pour chapeauter le tout. Vous avez dit critique du marxisme traditionnel ?

7 Conclusion : popularité de la théorie critique de la valeur

On voit donc que les insuffisances de l'analyse de Postone tout au long de son ouvrage font que la montagne accouche d'une souris au moment où il essaie de boucler son exposé sur ce dépassement du capital qu'il a régulièrement revendiqué tout au long du livre. Car en ayant mis la reproduction sociale dans les mains d'un sujet automate, Postone se trouve dans l'obligation d'aller chercher ailleurs que dans la production de valeur la possibilité et les modalités du dépassement. Si ce sont bien les hommes qui produisent leur aliénation, ils doivent bien pouvoir la défaire. Telle est la façon limitée dont Postone pose la possibilité du dépassement du capital[96].

Ceci est une autre façon de dire que la critique de la forme-valeur à laquelle se livre Postone est inadéquate pour atteindre le cœur de la contradiction du mode de production capitaliste. Fondamentalement, cela provient du fait qu'elle traite l'échange de la force de travail comme celui de n'importe quelle marchandise. Le prolétariat est identifié à la marchandise force de travail, et le caractère unique dans l'histoire de cette classe du travail est donc évacué. Ce caractère unique, c'est que la classe du travail est totalement séparée des moyens de travail, et que la rencontre entre le travailleur et ses moyens de travail n'a lieu qu'à condition qu'il y ait assez de plus-value. Dans le cas contraire, le prolétariat se retrouve pur sujet face au capital, et il est contraint de se soulever et d'inventer dans l'insurrection de nouvelles formes de vie et de socialisation (les

95 Cf. *ibid.*, p. 530.
96 Cf. par exemple *ibid.*, p. 238.

barricades, la Commune, les conseils, le pillage, cf. chapitre 7.3). Tout cela est totalement absent de la problématique de Postone, qui doit donc parler de domination à la place d'exploitation et qui doit partir à la recherche de changements de mentalité pour espérer trouver le sujet du dépassement du capital.

Ce dépassement lui-même, pour le peu qu'il en dit, reste une forme d'économie et de politique. Cela est conforme à sa vision de la contradiction du capital, qu'il situe entre richesse matérielle et valeur, ou encore entre l'état existant de la production et son potentiel :

> La contradiction marxienne devrait être comprise comme une contradiction croissante entre le type de travail social que les hommes accomplissent sous le capitalisme et le type de travail qu'ils accompliraient si la valeur était abolie et si le potentiel productif développé sous le capitalisme était utilisé réflexivement pour libérer les hommes des structures aliénées constituées par leur propre travail[97].

On a déjà dit que Postone ne tient pas sa promesse de définir vraiment le concept de contradiction. Ici encore, on est bien en peine de comprendre comment pourrait fonctionner une contradiction définie entre un pôle qui existe et un autre qui n'existe pas. De plus on voit que le communisme de Postone fonctionne encore comme une économie, avec le travail (certes rendu attrayant et gratifiant), la consommation et des instances politiques démocratiques pour régler l'ajustement de la production aux besoins. La contradiction fondamentale de Postone produit ainsi un dépassement très limité, à la mesure de sa pauvreté théorique.

Dans ces conditions, et sous réserve que Postone soit représentatif de la théorie de la forme-valeur, on voit mal la convergence entre cette théorie et celle de la communisation. C'est pourtant ce que la revue *Endnotes* soutient. Parlant de *Temps, travail et domination sociale*, la revue écrit :

> Il est intéressant de voir que, à part cette mise au rancart de la [lutte des] classe[s], Postone est plus explicite que la plupart

97 *Ibid.*, p. 61.

> des marxistes académiques de la forme-valeur pour tirer de sa théorie des conclusions qui le placent à l' « ultragauche » en termes politiques ou même résonnent avec les thèses de la communisation[98].

On n'a pas dû lire le même livre. Si l'on comprend « ultragauche » comme la critique de gauche de la révolution bolchevique (gauche allemande, gauche italienne), Postone la range dans le marxisme traditionnel – sans s'y intéresser plus particulièrement[99]. Si l'on donne à « ultragauche » le sens de critique de cette gauche critique du bolchevisme, Postone en est très loin, et donc est très loin aussi de la problématique de la communisation. Certes, la critique de la forme-valeur amène Postone à dire clairement que la valeur est une catégorie de la production et non pas de l'échange seul, et c'est un mérite que l'on ne peut pas lui dénier. De même, il explique bien que le travail concret n'est pas une activité qui reste extérieure à la logique de la valeur, mais qu'il est mis en forme par celle-ci. Il ne va pas jusqu'à dire que la valeur d'usage est une catégorie pleine et entière de la valeur, qu'il faut distinguer valeur d'usage et utilité, mais il fait une partie du chemin dans ce sens. Son insistance sur la question de la productivité et la dimension temporelle de la valeur touche un aspect important de la critique de l'économie. Mais cela le laisse encore loin d'un point de vue communisateur, comme il apparaît dans la façon dont il dénoue sa critique en termes de travail et de politique rénovés. Il me semble que cette limite de Postone ne vient pas de ce qu'il ne va pas jusqu'au bout de son raisonnement, mais de ce que son point de départ exclut non seulement la communisation mais même simplement toute rupture dans la mécanique du sujet automate, rupture qui seule permet la remise en cause *pratique* des catégories du capital. Cette rupture, selon moi, se définit comme insurrection et activité de crise, dans laquelle seule le prolétariat développe une forme de subjectivité qui rend possible (mais non inéluctable) le dépassement du capital. Mais pour définir une telle rupture il faut une contradiction qui soit

98 « Communisation et théorie de la forme-valeur » in : *Endnotes*, n° 2, 2010, texte disponible en ligne.

99 Cf. M. Postone, *op. cit.*, p. 25.

plus qu'une « tension » entre la réalité et le potentiel qu'elle recèle. En dernière analyse, Postone n'a tout simplement pas de théorie du sujet réel – le sujet automate l'en dispense.

Reste à comprendre la popularité étonnante de la théorie critique de la valeur. La lecture du seul livre de Postone ne permet pas de conclusion générale à ce sujet. Mais on peut tenter des hypothèses. On peut remarquer que le thème du sujet automate est une description frappante du fonctionnement de la société capitaliste *dans la prospérité*, lorsque la vente de la force de travail s'enchaîne automatiquement à la fin d'un cycle de production. Alors en effet, les hommes semblent de simples pions de la machine anonyme du capital. Mais ce n'est pas sur ce terrain de la prospérité qu'a poussé la théorie critique de la valeur, la *Wertkritik*. Elle est née dans le contexte de défaite du prolétariat après les luttes des années 1960 et 1970, qui fut une défaite sans retour à la prospérité d'avant la phase de crise. Le contexte d'alors, ce fut celui de la décomposition du vieux mouvement ouvrier, de ses organisations politiques et syndicales. Ce processus s'accompagna de luttes prolétariennes nombreuses, parfois massives, mais n'atteignant pas le niveau insurrectionnel. Cela suffit à la théorie critique de la valeur pour dire que toute lutte des classes fait partie de la logique reproductive du capital, et élargir ainsi le sujet automate de la pure prospérité à la période de récession longue qui dure depuis plus de trente ans. La théorie critique de la valeur serait l'expression de cette phase où il n'y a pas de crise majeure mais suffisamment de déséquilibres dans le mode de production capitaliste pour en susciter la critique. Cela explique sans doute sa popularité. La théorie critique de la valeur serait le discours adéquat de la récession longue. Sa limite est cependant de critiquer le marxisme traditionnel du point de vue de la récession longue plutôt que de partir des ruptures dans le cours quotidien de la lutte des classes, c'est-à-dire des moments insurrectionnels, pour comprendre la possibilité du dépassement du mode de production capitaliste (cf. chapitre 7.3).

Comme bien d'autres, la théorie critique de la valeur prend la décomposition du mouvement ouvrier pour la fin du prolétariat comme sujet de la révolution. Mais à la différence de bien d'autres,

au lieu de rejeter l'ensemble de la théorie communiste constituée depuis Marx, les *Wertkritiker* conservent les catégories de l'analyse marxienne et, grâce à elles, trouvent dans la valeur, dans le sujet automate, l'explication de cette disparition du prolétariat. La domination abstraite explique l'absence de luttes radicales. Elle permet également de rendre compte de la subordination de la masse de ceux *qui ne travaillent pas* au capital. Cela s'applique en particulier à toute cette section de la population des pays industrialisés qui vit du *welfare* (qui n'a pas disparu, par exemple en France, où plus de deux millions de personnes vivent du RSA). Cette population de chômeurs plus ou moins permanents n'a pas de patron, et pourtant connaît bien la domination du capital. Peut-être cela contribue-t-il à expliquer la vogue de la domination abstraite et du sujet automate.

Dans le mouvement général de popularisation de la théorie critique de la valeur, il y a encore un sujet d'interrogation. Même si beaucoup de ses partisans pensent trouver chez Postone tout ce qu'il faut pour critiquer la société capitaliste, il n'en reste pas moins que certains, sans doute insatisfaits de l'absence de problématique de la crise et de la faiblesse de la perspective de dépassement chez notre auteur, rejoignent le courant communisateur pour donner une issue révolutionnaire à leur critique de la valeur. Si l'on en juge par la revue *SIC*, ou par la revue *Endnotes*, la jonction se fait plus sur le mode de l'addition de deux visions que comme synthèse – en l'occurrence synthèse entre les thèses de *Théorie communiste* et la théorie critique de la forme-valeur. *TC* a accepté de servir de complément théorique aux *Wertkritiker* qui se sont rapprochés d'elle, mais en se gardant bien d'utiliser leurs idées. Inversement, les *Werkritiker* croient faire aboutir leur critique de la valeur en reprenant les résultats de *TC*, mais il s'agit bien plus d'une juxtaposition que de la construction d'un ensemble cohérent[100].

100 D'ailleurs, le divorce a été prononcé depuis que ces lignes ont été écrites.

Chapitre 6
Socialité de la valeur ? Crise de la valeur ?

Dans le présent chapitre je reviens sur les remarques finales du chapitre précédent concernant la théorie critique de la valeur. L'objectif est double. D'une part il s'agit d'essayer de mieux comprendre ce que pourrait être concrètement la socialité de la valeur incarnée dans la marchandise et l'argent. D'autre part on examinera comment certains partisans de la théorie critique de la forme-valeur tentent, sur les bases qui sont les leurs, de produire un dépassement de la contradiction du mode de production capitaliste formulée dans les termes de la théorie critique de la valeur. On verra que cela ne va pas sans problèmes.

1 Socialité de la valeur ?

1.1 La domination réelle du capital et le règne généralisé de la valeur

Ainsi que nous l'avons déjà dit, la « socialisation » dont on parle quand on évoque le fétichisme de la marchandise et les producteurs échangistes, c'est la *loi de la valeur*. La sphère des échanges est l'endroit où se réalise la valeur des marchandises et où les écarts entre prix et valeur (pour la petite production marchande) ou entre prix de marché et prix de production (pour le capital) déterminent la circulation des capitaux d'une branche à l'autre. Les capitaux quittent les branches où le prix de marché est inférieur au prix de production pour se diriger vers d'autres branches où c'est l'inverse. Ainsi se détermine, en tendance et en théorie [1], un taux de profit moyen pour l'ensemble de la société capitaliste. Mais aussi et surtout : ainsi se détermine la répartition du travail social total entre les différentes branches. C'est ce dernier point qui nous importe le plus pour notre propos. La théorie critique

1 Aujourd'hui l'existence d'un taux unique de profit moyen, même tendanciel, est discutable. Cf. la notion de péréquation duale dans B. Astarian, *La Période actuelle*, Marseille, La Petite Bibliothèque de la Matérielle, 1998, texte disponible en ligne.

de la valeur considère que le contenu *social* du mode de production capitaliste se trouve dans ces rapports de forme-valeur, dans cette répartition du travail social total par la loi de la valeur. Il ne s'agit pas de remettre en cause la véracité de ce fait. Il s'agit de se demander si c'est bien là la forme de socialité capitaliste à laquelle est confronté le prolétariat.

Selon moi, la socialisation par la loi de la valeur est secondaire par rapport au rapport d'exploitation du travail par le capital. Elle détermine la façon dont le travail total de la société se répartit entre les branches mais ne concerne pas directement la répartition de ce travail total entre travail nécessaire et surtravail. Or ce taux d'exploitation définit la contradiction des classes comme division de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail. Et il est l'un des paramètres fondamentaux du taux de profit (l'autre étant la composition organique du capital). Autrement dit, le taux d'exploitation (pl/v) est l'un des paramètres qui détermine si le taux de profit est suffisant pour la reproduction de la société dans son ensemble, et donc aussi pour la socialisation du prolétariat par l'achat-vente de la force de travail. Autrement dit encore, la vraie socialisation capitaliste n'est pas à chercher dans la répartition du travail et du capital dans les différents secteurs par la loi de la valeur, mais dans l'exploitation du travail qui, si elle est suffisante, permet ensuite de parler de cette répartition. À l'opposé, la théorie critique de la valeur croit dénoncer le cœur de la socialité capitaliste quand elle dénonce le fétichisme de la marchandise, la nature automatique et inconsciente de la répartition du travail total, et met au jour la façon dont la loi de la valeur envahit la société tout entière, par opposition à la sphère purement économique. Elle s'insurge alors contre l'aliénation liée à cette domination par la valeur des moindres recoins de la société capitaliste. Par exemple :

> Tandis que la transition à la domination réelle est un long processus historique qui continue jusqu'à aujourd'hui, son point final théorique, un monde dans lequel la loi de la valeur pénètre toutes les parties de la planète, tous les aspects de la société civile, transforme chaque objet, chaque activité en une marchandise, absorbe chaque émanation de la vie sociale,

politique et culturelle dans le tissu du marché, est une perspective terrifiante, proche de ce que nous vivons[2].

La généralisation de la valeur, nous dit Sander, engendre une réification poussée de la société. On suppose que cette aliénation extrême va nécessairement engendrer une révolte contre elle. Mais avant de considérer cet enchaînement dans le raisonnement de Sander (chapitre 6.2.3), essayons de mieux comprendre cet envahissement de la société par la loi de la valeur, cette transformation de toute activité en marchandise. Dénoncer la marchandisation de tous les aspects de la vie est devenu aussi courant que de dénoncer la société de consommation il y a quarante ans. On dénonce le fait que des activités qui étaient gratuites deviennent payantes. Il peut s'agir de la garde des enfants, de la préparation de plats cuisinés, mais aussi de l'accès au littoral marin ou de la disposition d'une variété de semence de riz. Chaque « émanation de la vie sociale », voire naturelle, devient une marchandise. Ces aspects très décriés de l'envahissement de toute la société par la valeur sont présentés comme la preuve que la valeur ne peut que s'accroître et que cette nécessité l'amène à tout accaparer et tout réifier en marchandises. L'envahissement de la vie courante par les relations marchandes est indéniable, mais répond-il à cette logique expansionniste de la valeur ? Est-il la preuve d'une détermination abstraite de la valeur à gagner tous les pores de la société ? Cette détermination serait l'explication du fait que la valeur *doit* gagner toutes les sphères de la société et que c'est là son triomphe.

1.1.1 Marchandisation de la vie privée

Toute une partie de la marchandisation correspond à la transformation en services payants d'activités auparavant gratuites dans la vie de la famille. La garde des enfants, l'aide aux personnes âgées, la cuisine, le ménage, etc., étaient autrefois l'activité de la mère de famille, essentiellement. Elles deviennent maintenant des prestations payées à des sociétés de services. La valeur envahit l'intimité familiale ! La

2 Sander, « Crise de la valeur » in : *Perspective internationaliste*, n° 51–52, automne 2009, texte disponible en ligne.

question n'est pas ici de savoir s'il vaut mieux que la mère de famille reste au foyer ou travaille au-dehors et se fasse partiellement remplacer dans ses activités domestiques (car c'est toujours une prérogative de la femme). La question est de savoir si la marchandisation de la vie de famille répond à la logique abstraite de la valeur en expansion. La réponse consiste d'abord à observer que les services domestiques concernent surtout les familles bourgeoises ou petites bourgeoises. Celles-ci dépensent leur revenu comme elles veulent, et l'imputation de ces dépenses à tel ou tel secteur n'augmente en rien la masse totale de la valeur dans la société ni la rentabilité du capital en général. Par ailleurs, la mise au travail des femmes de ces classes sociales répond aussi à l'augmentation du besoin de cadres dans les entreprises. L'arrivée des femmes dans ces professions permet de couvrir ce besoin, tout en faisant baisser le coût des cadres en général en payant moins les femmes. Ces dernières sont alors amenées à se faire remplacer dans la famille par des services payants. Ici comme dans le cas des familles prolétariennes, cela n'est pas la preuve de l'expansion irrésistible de la valeur en tant que telle mais de celle de certains capitaux aptes à faire travailler des femmes.

Dans les familles prolétariennes, le remplacement de la femme qui travaille à l'extérieur est plutôt assuré par les solidarités familiales ou de voisinage. Mais dans la mesure où la famille prolétaire a recours à des services domestiques payants on est en présence d'une modification, voire d'un agrandissement du panier des subsistances, rendu nécessaire par la mise au travail salarié de la mère de famille. Il dépend de multiples circonstances que le capital ait besoin de mettre les femmes, et parfois les enfants, au travail. Ce n'est pas le lieu de discuter de cette question. Le point qui importe ici c'est que l'éventuelle *marchandisation* d'activités familiales auparavant assurées gratuitement répond à l'apparition de nouveaux besoins vitaux chez les prolétaires. L'évolution du rapport entre travail et capital fait constamment évoluer le panier des marchandises nécessaires à la force de travail. Et cette apparition de nouveaux besoins trouve normalement des capitalistes pour les satisfaire en réalisant un profit. Le capital attire de nouveaux (nouvelles) prolétaires dans le salariat, il est normal que

la branche II produise les marchandises requises pour leur reproduction. Nul besoin d'invoquer la logique immanente de la valeur pour expliquer le remplacement des activités gratuites de la mère de famille par des services payants délivrés par un capitaliste. Et surtout, il ne faut pas inverser l'ordre de causalité : ce n'est pas le besoin de trouver une nouvelle fraction de population à qui vendre quelque chose qui entraîne la marchandisation de la vie des prolétaires ; ce sont bien plutôt les conditions de l'accumulation du capital qui font apparaître de nouveaux besoins de main-d'œuvre (les femmes, par exemple) et qui entraînent une extension et/ou une modification du panier des subsistances. Ce n'est pas l'expansion abstraite de la loi de la valeur conformément à son concept qui transforme les activités intimes de la famille en marchandises, mais c'est la recherche d'une main-d'œuvre spécifique requise pour son accumulation qui amène le capital à produire de nouvelles marchandises dans la branche II. Que des capitaux nouveaux se précipitent sur ces créneaux pour en tirer profit n'est rien que normal. Au niveau du capital dans son ensemble, la reproduction du prolétariat passe par une modification de la vie familiale et du panier de marchandises dont la famille a besoin.

Quels sont les autres aspects de la marchandisation universelle à laquelle nous soumettrait la loi de la valeur ? Quelles sont ces « émanations de la vie sociale, politique et culturelle » qui sont absorbées dans le tissu du marché ? S'agit-il de la marchandise-médecine ? De gratuite (dans certains cas, dans certains pays), elle devient payante. L'idée que la santé est un droit, et non pas une marchandise, fait partie de l'habillage idéologique du compromis fordiste construit après 1945 dans certains pays européens. En réalité, elle est une partie du panier des subsistances qui est payée collectivement au travailleur par les capitalistes dans leur ensemble. Pour être exact, ce n'est pas le soin ou la santé qui font partie des subsistances nécessaires à la force de travail, mais les primes d'assurances versées au système de sécurité sociale. Dans le contexte de pénurie de main-d'œuvre de la reconstruction d'après-guerre, les soins médicaux font partie des marchandises nécessaires à l'entretien d'une force de travail que le travail fordisé abîme de plus en plus vite. La fin de cette période et

l'apparition d'un excédent permanent de main-d'œuvre remettent en cause cette attention – toute relative d'ailleurs – à la santé des travailleurs. Le prolétaire individuel qui est pris en charge à l'hôpital vit le soin comme un droit, mais c'est en fait le remboursement d'un sinistre dans un système d'assurance où il a payé ses primes. Il est donc dans un échange marchand (collectif et obligatoire, sans doute) normal. Seule la couverture par le budget général de l'État d'un éventuel déficit de ce système d'assurances, représentant un supplément de salaire indirect versé au bénéficiaire des soins, pourrait être considérée comme un « droit ». À partir de là, la recherche par le capital d'une baisse générale du niveau des salaires implique en premier lieu de supprimer ce déficit et en second lieu de réduire le nombre des risques couverts par le système d'assurances. Dans ces conditions, peut-on dire que dans la période actuelle la loi de la valeur envahit le secteur de la santé, dont elle aurait été absente auparavant, parce que de plus en plus de soins sont privatisés ? Je ne le pense pas. On assiste ici à une modification du panier des subsistances du prolétariat, et en même temps à une réduction de ce panier. Le service médical délivré était auparavant une marchandise collective payée par le salaire différé. Il est maintenant une marchandise individuelle payée par le salaire immédiat. Ce ne serait là qu'un simple transfert d'une case dans l'autre si le déremboursement de soins s'accompagnait d'une hausse correspondante du salaire direct. Ce n'est évidemment pas le cas, puisqu'il s'agit dans toute cette affaire de faire baisser le salaire des prolétaires. La transformation *apparente* de la santé en marchandise n'est donc au final qu'un moment de la lutte du capital contre le prolétariat, et non pas l'envahissement triomphal de la vie par la valeur. La privatisation des soins ne répond pas à l'envahissement du secteur de la santé par la valeur mais à la réduction des frais supportés par le capital pour la santé de sa main-d'œuvre. Car le capital, disposant de main-d'œuvre surnuméraire, peut se permettre maintenant que les prolétaires soient en moins bonne santé et qu'ils meurent plus jeunes. Quant au marché des soins de qualité réservés à la bourgeoisie, il est occupé par des capitaux privés spécialisés qui couvrent les besoins spécifiques de la consommation des capitalistes. Nous avons examiné la question au

chapitre 4.3.2. Quant au fait que ces soins sont chers, qu'ils représentent une grande masse d'argent dépensé et que les cliniques font des profits, cela n'est de nouveau qu'un arbitrage chez le consommateur bourgeois entre différentes façons de dépenser son revenu. Ce qui n'exclut pas que, dans la mesure où il y a augmentation du revenu des bourgeois, il y ait possibilité de leur offrir de nouveaux produits où le dépenser (la santé, l'art, les expéditions sur l'Annapurna, que sais-je…). Des capitaux nouveaux se forment normalement pour répondre à une demande nouvelle.

> Le capital dans la phase de la domination réelle implique une extension toujours croissante de l'échelle de la production qui apporte avec elle une extension toujours plus grande de la loi de la valeur. L'extension devient centripète, marchandisant tout, trouvant dans toutes sortes de pratiques sociales *une source de production de valeur*, et elle va vers l'extérieur, aux coins les plus reculés de la terre[3].

Je pense avoir montré dans ce qui précède que la marchandisation de la vie n'est pas nécessairement la mise en action de *nouvelles sources* de valeur. Bien souvent, elle correspond simplement à une autre façon de constituer le panier des subsistances sans que celui-ci augmente, au contraire. Quant à l'augmentation de la demande bourgeoisie de consommation et à l'augmentation des capitaux destinés à la satisfaire, elle ne découle pas de la recherche par le capital de nouvelles sources de valeur. La valeur nouvelle qui correspond à cette consommation bourgeoise réelle a déjà été créée par l'exploitation du travail. Si la consommation bourgeoise augmente, marchandisant de plus en plus d'aspects de son mode de vie, c'est soit parce que l'exploitation du travail s'est renforcée, soit parce que la bourgeoisie a arbitré contre l'investissement productif en faveur de sa consommation.

On a compris de ce qui précède que mon propos est de mettre en évidence que, à part de répartir le travail social total entre les branches, la loi de la valeur ne « fait » rien. Ce sont l'accumulation du capital et l'exploitation du travail, c'est-à-dire le rapport

3 *Ibid.*, souligné par moi.

contradictoire entre les classes, qui amènent les modifications de la vie des prolétaires et des bourgeois dans le sens de la marchandisation. Et fondamentalement, cette marchandisation ne résulte pas d'une expansion irrépressible de la valeur mais d'une pénurie croissante de plus-value, c'est-à-dire du ralentissement de la production de valeur nouvelle. C'est ce ralentissement qui impose la mise des femmes au travail (plusieurs salaires – faibles – dans la famille équivalent à une baisse de la valeur de la force de travail de chaque membre de la famille). C'est ce ralentissement qui impose le démantèlement des services publics financés auparavant par une ponction de l'État dans le pool général de la plus-value sociale (les impôts) et leur remplacement par des services privés pour ceux qui peuvent les payer. Mais ni dans le secteur de la santé, ni dans celui de la culture, ni dans celui de l'éducation, il n'y a envahissement par la valeur et expansion de celle-ci. Les services publics n'échappaient pas à la loi de la valeur, ils y étaient soumis indirectement. Ces services sont maintenant remplacés par des prestations publiques réduites et, pour ceux qui en ont les moyens, des prestations privées de remplacement. Pour ce qui est du prolétariat, la somme de ces deux masses de services est inférieure à la masse des services publics qui étaient délivrés avant la crise. Il n'y a pas expansion de la valeur parce que certains services sont privatisés, mais réduction de la masse totale de plus-value qui leur est consacrée. La marchandisation de la vie n'est pas le triomphe de la valeur mais une redéfinition de ses circuits dans un contexte de ralentissement de l'accumulation. Ce processus affecte tout particulièrement les classes moyennes inférieures, à qui il retire le bénéfice d'un mode de vie qui était au-dessus de la valeur « objective » de leur force de travail[4]. Ce processus a notamment été à l'œuvre dans le mouvement mondial des « printemps arabes », des indignés espagnols, des Occupy Wall Street, etc., auquel on assiste depuis 2011.

4 Cf. B. Astarian, R. Ferro, «Le ménage à trois de la lutte des classes» in : *Hic Salta – Communisation*, 2017, texte disponible en ligne.

1.1.2 Recherche de rentes

Un autre aspect fréquemment évoqué quand on parle de marchandisation de la vie est l'appropriation par un capital particulier d'un bien n'existant pas jusque-là comme marchandise. Une fraction du littoral ou le génome d'une plante deviennent propriété d'un capitaliste. Il faut maintenant payer pour aller se baigner ou pour semer une graine qu'on a soi-même récoltée. Autre exemple, le génome humain vient de faire l'objet d'une bataille juridique intense aux États-Unis[5]. Un laboratoire de biotechnologie a finalement dû renoncer aux brevets qu'il avait déposés sur certaines parties de l'ADN qu'il avait isolées et qui sont responsables de certains cancers. En raison de ces brevets, tout autre laboratoire devait payer pour travailler sur ces gènes. Si le laboratoire incriminé a finalement été condamné par la Cour suprême, il n'en reste pas moins qu'il a pu accumuler un certain pécule sur la base de la rente de situation que lui ont donnée ces brevets pendant des années.

On est ici en présence d'un cas indéniable de marchandisation. L'argent devient la médiatisation de rapports qui étaient auparavant directs. Mais on ne peut pas dire qu'il s'agisse de nouvelles sources de production de valeur. Entourer un site archéologique de barrières puis faire payer l'accès au site qui était auparavant ouvert à tous ne crée pas de valeur. Les situations de rente ainsi créées résultent de luttes concurrentielles entre capitalistes pour le partage de la valeur nouvelle créée par ailleurs. Dire que la conquête de ces positions de monopole prouve l'expansion irrésistible de la valeur, qui devrait toujours chercher de nouveaux domaines à investir, passe à côté de l'essentiel. Car cette forme de marchandisation est provoquée par la baisse de la rentabilité générale du capital et la nécessité croissante où se trouve chaque capital particulier d'établir une situation de rente, c'est-à-dire de surprofits plus ou moins permanents, pour obtenir un taux de rentabilité convenable. Ce qui apparaît comme une expansion irrésistible de la valeur est fondamentalement une exacerbation de

5 *Libération* du 13 juin 2013.

la lutte entre capitalistes pour le partage de la plus-value dans un contexte de baisse tendancielle du taux de profit.

Pour la théorie critique de la valeur, la marchandisation universelle des rapports sociaux apparaît comme une aliénation intolérable, une « perspective terrifiante » selon les mots de Sander. En réalité, le problème concerne assez peu le prolétariat. Ce dernier dispose d'un salaire qui a toujours été calculé au plus juste. Sa vie n'a jamais été faite que de la dépense de ce salaire, ce qui est une autre façon de dire que les prolétaires, ne disposant d'aucun patrimoine, n'ont jamais accédé aux conditions de leur vie privée *que par la médiation de l'argent*. Autrement dit encore, la perspective terrifiante de l'envahissement de la vie sociale et culturelle par l'argent concerne assez peu la masse du prolétariat mondial. C'est un problème de classes moyennes, dont les « droits » (médicaux, culturels, etc.) sont en effet remis en cause par le capital.

2 Crise de la valeur ?

Si l'on en croit Postone, la théorie critique de la valeur montre que le mouvement irrépressible du sujet abstrait comporte un moment contradictoire qui doit amener à une *crise de la valeur* et au dépassement de celle-ci. Cependant, après avoir dit que dans la société capitaliste la valeur est le sujet total, dominant chaque instance de la reproduction sociale, ces théories peinent à formuler une crise de la valeur qui comporte au sein de sa contradiction propre une possibilité de dépassement. Examinons quelques exemples.

2.1 Postone, Kurz et Jappe

Nous avons déjà vu le cas chez Postone. Il définit bien une contradiction du capital, s'enracinant fondamentalement dans le rapport entre valeur d'usage et valeur d'échange. Mais il ne sait que faire de cette contradiction quand il s'agit de parler de son dépassement.

On a un autre exemple avec Kurz[6]. Selon Jappe, Kurz considère que le fameux passage des machines dans les *Grundrisse* a été réalisé dans la troisième révolution industrielle, celle de la micro-informatique, au cours des années 1970. Rappelons que dans ce passage Marx

oppose la tendance du capital à réduire constamment le temps de travail requis pour la production des marchandises à la nécessité où il est de toujours garder le travail vivant comme unique source de la valeur.

> Le capital est une contradiction en procès ; d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. […] D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans des limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite[7].

D'après Kurz, ce qui n'était qu'une tendance chez Marx est désormais réalisé : la production de valeur nouvelle est devenue réellement insuffisante, et le capital bute définitivement contre sa limite interne « avant même une révolution prolétarienne ». Pour l'instant, le capital échappe à cette limite réalisée de la « fin du travail » en fuyant dans la fictivité. Mais à terme il n'échappera pas à son effondrement, que Kurz envisage, nous dit Jappe, comme une « barbarie nouvelle et postmoderne ». Et Jappe de conclure :

> Créer une société où la production et circulation de biens ne passent plus par la médiation autonomisée de l'argent et de la valeur, mais soit organisée selon les besoins – voilà la tâche énorme qui s'impose après des siècles de société marchande. Si Kurz en formule la nécessité, il n'explique pas comment y arriver[8].

De son côté, que propose Jappe ? Lui aussi a renoncé à la lutte des classes comme base d'un processus révolutionnaire, et il cherche un

6 D'après un article de Jappe sur deux livres de Kurz, A. Jappe, « Kurz, voyage au cœur des ténèbres du capitalisme » in : *La Revue des livres*, n° 9, janvier 2013, p. 59–67.

7 K. Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, t. I, *op. cit.*, p. 222.

8 A. Jappe, « Kurz, voyage au cœur des ténèbres du capitalisme », *op. cit.*

sujet autre que le prolétariat pour réaliser le dépassement du sujet automate. Et, semble-t-il, le trouve en chacun de nous.

> Voilà pourquoi il est si difficile de réagir à cette crise ou de s'organiser pour y faire face : parce que ce n'est pas eux contre nous. Il faudrait combattre le « sujet automate » du capital, qui habite également dans chacun de nous, et donc une partie de nos habitudes, goûts, paresses, inclinations, narcissismes, vanités, égoïsmes[9].

Jappe compte-t-il se libérer de la domination abstraite par une révolution morale ? Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de la théorie communiste que l'on va chercher dans la réforme des comportements et des mentalités individuels ce qu'on ne trouve pas dans le rapport des classes. Ce que la théorie critique de la valeur ne trouve pas dans le rapport actuel des classes, c'est un prolétariat conscient et organisé auquel elle puisse croire parce qu'il aurait des organisations visibles et actives et qui, notamment, lui feraient une place digne de la puissance de ses concepts. On a vu (chapitre 5) comment Postone jette le bébé prolétariat avec l'eau du bain des organisations politiques et syndicales. Pour notre part, la disparition des organisations traditionnelles de la classe ouvrière ne nous détourne pas d'affirmer que le prolétariat, défini à partir de sa situation spécifique de sans-réserves, a une position telle dans la contradiction des classes qu'il est le seul possible sujet de son dépassement.

2.2 *Crises*, de Léon de Mattis

C'est aussi dans ce sens que travaille Léon de Mattis dans *Crises*[10]. Cependant, influencé par la théorie critique de la valeur, il a des difficultés à rejoindre le point de vue de la lutte des classes, qu'il défend par ailleurs, à partir de sa compréhension des crises. *Crises* commence par une évocation des journées critiques d'octobre 2008 : chute de la Bourse, resserrement du crédit, crise immobilière, pour conclure que « ce que tous craignaient mais n'avouèrent jamais, c'est

9 A. Jappe, *Crédit à mort*, Fécamp, éd. Lignes, p. 103–104.
10 Cf. L. de Mattis, *Crises*, Genève, Entremonde, 2012

que ces différents phénomènes se lient soudain dans le nœud qui les étranglera tous : une véritable crise de la valeur[11] ».

Léon de Mattis annonce donc que le terrain sur lequel il faut se placer pour comprendre ce « qui les étranglera tous », c'est celui de la valeur. La crise est d'emblée posée comme crise *de la valeur* et non pas crise *du capital*. Cette option repose sur une vision de la valeur qui n'est pas exactement celle de Postone mais en reprend certains éléments.

De Mattis donne à la valeur un double ensemble de déterminations. Il y a d'une part des déterminations subjectives (le besoin, le désir), qui sont à l'œuvre dans chaque échange singulier. Ce sont elles qui font que l'échange a tout simplement lieu. Toutefois, dès que la société marchande s'est généralisée et que les échanges cessent d'être occasionnels, ces éléments « cessent d'être des déterminations de la valeur pour ne devenir que des conditions de sa circulation […] Le besoin cesse d'être la motivation de l'échange : il n'y a pas échange parce qu'il y a besoin, mais il y a besoin pour qu'il puisse y avoir échange […] Le capitalisme ne peut se passer d'une humanité qui a besoin d'écrans plats ou de centrales nucléaires […] La valeur d'usage ne compte plus dans la détermination de la valeur d'échange, elle ne compte plus que comme condition de celle-ci, la valeur d'échange ne pouvant circuler qu'à la condition en effet que des marchandises se vendent, donc qu'un besoin ou un désir de les acheter existe[12] ».

D'autre part, il y a la détermination objective fondamentale qui est, dès que la valeur se généralise, le « travail moyen nécessaire[13] ». C'est à ce niveau qu'il faut placer la création de valeur, tandis que les éléments subjectifs ne sont déterminants que pour que la valeur continue à circuler.

> Ces éléments [subjectifs] n'en sont pas moins importants car, par hypothèse, la valeur se perd quand la circulation s'interrompt[14].

11 *Ibid.*, p. 7.
12 *Ibid.*, p. 81.
13 *Ibid.*
14 *Ibid.*, p. 82.

Donc, si je comprends bien, le travail crée la valeur et le besoin ou le désir la fait circuler. On a là une autre façon de réconcilier la sphère de la production et celle de la circulation pour parvenir à une définition de la valeur et du travail abstrait. Il serait plus simple de rappeler que, la production marchande étant le fait de producteurs privés indépendants, chaque producteur est séparé des conditions de son activité et de sa vie et que l'échange est le moyen normal d'y accéder. Et il en va bien entendu de même pour les prolétaires, qui sont séparés de tout en tant que sans-réserves.

Ayant donné à la circulation une importance déterminante et observant la mécanique infinie des échanges, de Mattis parvient à la fameuse notion du sujet automate [15]. De Mattis prend la formule chez Postone. Il y prend peut-être aussi ce raisonnement que nous avons déjà vu et critiqué, où le fait que les classes du mode de production capitaliste ne peuvent faire autre chose que ce qu'elles font est la preuve de l'existence du sujet automate, comme s'il en allait autrement dans les autres modes de production, ainsi que nous l'avons évoqué (chapitre 5.2). Pour de Mattis, donc, l'expression de sujet automate « signifie simplement que les contraintes de la circulation de valeur, dans le capitalisme, sont centrales [16] ». Mettre au centre la circulation revient à ne pas y mettre la production, et plus précisément la production de plus-value, qui est le nœud du rapport entre les classes. Or de Mattis ne renonce pas à ce dernier ni à son importance. Et il l'introduit dans le moment même où il pose le sujet automate :

> Ni les capitalistes ni les prolétaires ne sont libres de modifier cela même qui les fait exister en tant que capitalistes et prolétaires. Mais tous ne sont pas pour autant dans un rapport identique à ce système, puisque les uns sont produits en tant que dominants et les autres en tant que dominés. Le rapport qui lie la classe capitaliste au prolétariat est un rapport d'exploitation [17].

De Mattis n'est pas un adepte pur de la théorie critique de la valeur, car il est à la recherche d'un point de rupture où le prolétariat puisse

15 Cf. *ibid.*, p. 144.
16 *Ibid.*
17 *Ibid.*, p. 143–144.

apparaître comme le sujet révolutionnaire. Et c'est sans doute pour cela que dans le moment même où il affirme le sujet automate il pose le rapport dominants/dominés, puis le rapport des classes, et enfin le rapport d'exploitation, comme ce qui va sans doute rompre l'automatisme. Cela dit, on ne sait pas quel est le rapport entre dominants/dominés et capital/prolétariat. Est-ce la même chose ? Le fait d'être dominé définit-il le prolétaire ?

Étant parvenu au rapport d'exploitation entre les classes, de Mattis affirme que là se trouve la contradiction de base du rapport capitaliste. Cette contradiction « n'est rien d'autre que l'opposition entre l'impérative baisse du travail nécessaire pour extraire la survaleur et sa tout aussi impérative hausse pour la réaliser[18] ».

Cette formulation de la contradiction du capital, cependant, est conforme à la théorie critique de la valeur, qui ne peut voir la crise que comme surproduction et/ou sous-consommation en raison de l'écart croissant entre production de richesse et production de valeur, expression d'une soi-disant contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange. Mais peu importe ici. Il semble qu'on a au moins une contradiction qui, se plaçant au niveau de l'exploitation du travail, va permettre de comprendre la possibilité du dépassement sur la base de la lutte des classes. En réalité ce n'est pas le cas. Telle qu'elle est formulée, la contradiction « la plus générale » du mode de production capitaliste reste à un niveau nominal abstraitement logique : du point de vue du capital il faudrait que le travail nécessaire baisse et que le travail nécessaire augmente. Il n'y a là qu'une logique formelle où le rapport des classes précédemment annoncé n'apparaît pas comme lutte de la classe capitaliste qui veut augmenter ses profits contre la classe du travail qui veut faire augmenter son salaire, mais comme hésitation interne à la classe capitaliste entre hausse et baisse des salaires, qui seraient nécessaires l'une et l'autre à la réalisation de ses objectifs, à savoir produire de la plus-value puis la réaliser. Faut-il conclure que la théorie critique de la valeur ne peut pas produire une contradiction entre les classes mais seulement un

18 *Ibid.*, p. 139.

rapport dominant/dominé ? De Mattis écrit que « les contradictions du capitalisme affectent pleinement le rapport qu'entretiennent, en tant que pôles dominant et dominé produits ensemble par le processus de la valorisation, le prolétariat et la classe capitaliste ; c'est sur ce constat qu'on peut fonder l'espoir que le pôle dominé possède la capacité, non de l'emporter sur le pôle dominant, mais de s'abolir, en détruisant le rapport lui-même [19] ».

On a ici une tentative de faire déboucher la théorie critique de la valeur sur une conclusion communisatrice, si l'on peut appeler ainsi la notion d'une autoabolition des dominés et du rapport dominants/dominés. Comment cela se passe-t-il ?

On a vu plus haut le contenu de la contradiction du capitalisme dans sa forme « la plus générale ». Et on a dû constater que cette forme ne contenait pas l'affrontement des classes. On a maintenant *des* contradictions, qui « affectent pleinement » le rapport entre les classes. Le rapport des classes n'est donc pas la contradiction elle-même, puisqu'il est quelque chose que les contradictions du mode de production capitaliste affectent. C'est pourquoi les classes ne se rapportent l'une à l'autre qu'en tant que « pôles dominant et dominé ». Et c'est cela sans doute qui fait que le rapport dominant/dominé est porteur d'un espoir de dépassement. Car l'espoir ne repose pas sur la contradiction du rapport de classes, mais sur le fait que ces classes *apparaissent* comme dominant et dominé. Est-il possible de comprendre cela de plus près ?

La valeur étant définie comme un instrument de domination [20], et la crise étant définie comme crise de la valeur, « la crise économique est une crise de la domination [21] ». De là on passe à la crise de la monnaie, qui est aussi une crise de la domination. D'abord parce que « la circulation de la valeur est l'instrument de l'exploitation », formule assez conforme à la théorie critique de la valeur. Ensuite parce que « la crise de la monnaie est également crise de l'exploitation parce que l'argent est le mode de répartition des fragments divisés de la

19 *Ibid.*, p. 157.
20 Cf. *ibid.*, p. 163 par exemple.
21 *Ibid.*, p. 161.

puissance sociale, qui permet d'assigner à chacun la place qui lui revient sur l'échelle sociale et de le produire ainsi comme dominant ou comme dominé, comme prolétaire ou comme capitaliste[22] ».

Comment faut-il comprendre cette assignation par l'argent de chacun à sa classe ? Si j'en gagne beaucoup, je suis un capitaliste, et inversement je suis un prolétaire si j'en gagne peu ? C'est là une vision complètement inversée de la définition des classes. La définition des classes n'est pas donnée par l'argent mais par la propriété, et dans le mode de production capitaliste la propriété est un monopole des capitalistes sur la totalité des moyens de vie et de travail. Cette propriété ne naît pas automatiquement de la circulation de l'argent mais de la violence, historiquement (accumulation primitive) et quotidiennement (tout est violence dans la contrainte au surtravail, pas seulement la police). Ensuite, selon que l'on est propriétaire ou non, on a des revenus élevés ou bas. Mais continuons son raisonnement.

> Le capitalisme remplace les rapports entre les gens par des rapports entre les choses, et transpose ainsi les conflits entre humains en une contradiction interne à son processus de valorisation. Si la valorisation est un processus heurté et chaotique, c'est parce que la domination suppose la soumission et que celle-ci engendre toujours, à un moment ou à un autre, la révolte[23].

On est parti de la crise économique comme crise de la domination. On a trouvé ensuite la crise de la monnaie comme crise de la domination et de l'exploitation. Et on arrive, par un détour par le fétichisme, à la crise de la valorisation. (Notons au passage que le fétichisme ici envisagé reste dans le vague, parlant de rapports entre les *gens* et de conflits entre les *humains*.) De la valorisation, on arrive à la domination. Et de là à la révolte, à laquelle le dominé va fatalement recourir un jour ou l'autre puisqu'il est soumis à la domination. Fallait-il vraiment suivre tout ce parcours pour parvenir à cette banalité, à savoir que la domination sur le dominé n'est jamais acquise au dominant, car

22 *Ibid.*, p. 161.
23 *Ibid.*

le dominé se révolte de temps en temps ? Où est l'historicité de mode de production capitaliste dans ces banalités ?

Elle semble apparaître fugacement quand de Mattis évoque les formes de domination qui n'ont pas été inventées par le capitalisme, mais dont il a hérité (le patriarcat, le racisme et la religion). Ces formes historiques ne sont valides, dit de Mattis à juste titre « qu'en tant qu'elles renvoient à la valeur, car aucune puissance de domination ne peut exister en dehors de ce qui fait, actuellement, sa seule force possible : l'exploitation[24] ».

En fait, de Mattis nous dit seulement qu'aujourd'hui toute forme de domination doit se justifier comme soutien à l'exploitation du travail. C'est ainsi que je comprends le « renvoi à la valeur ». Pourquoi pas ? Mais en a-t-il jamais été autrement ? Quelle classe dominante de quel mode de production a déployé sa domination autrement que dans, pour et par l'exploitation du travail ? On attend donc toujours une spécification historique de la domination de la valeur et surtout de sa crise et de la révolte des dominés. Pour l'instant, nous n'avons trouvé qu'une crise de la monnaie et donc, il faut le supposer, de l'assignation de chacun à la place qu'il doit occuper sur l'échelle sociale. C'est un peu vague pour donner de la substance à l'espoir qu'on en finisse un jour, pour donner un contenu historique à la révolte des dominés. Peut-être de Mattis est-il embarrassé par sa vision de la valeur comme « instrument de domination ». Car c'est une domination générale, qui domine dominants et dominés. Il évoque donc aussi l'exploitation et cherche à s'approcher de la contradiction des classes. On a vu que sa façon de mettre en rapport le travail nécessaire et le surtravail ne permet pas d'y parvenir. Est-ce pour cela qu'il évoque aussi les formes de soumission particulières « à un patron, à la police, à un petit chef, à l'État[25] » ? Historiquement parlant, ça reste encore très vague, mais il semble que l'on s'approche de la compréhension de la situation spécifique du prolétariat dans la domination générale de la valeur.

24 *Ibid.*
25 *Ibid.*, p. 162.

À cet endroit de sa démarche, on a un exemple intéressant de la façon dont la théorie critique de la valeur essaie d'échapper à son incapacité à produire un dépassement sur ses propres bases. De Mattis a évoqué des formes particulières de la soumission des prolétaires, mais pour les rejeter dans une forme d'apparence produite par l'atomisation des prolétaires lorsque « les solidarités ouvrières se sont délitées[26] ». Chaque soumission particulière, dit-il, « apparaît désormais comme un cas spécifique, qui se donne comme indépendant des autres et qui semblerait presque pouvoir être résolue par une mesure adaptée et circonstancielle[27] ».

Cette apparence s'oppose à une autre, « la soumission générale à la valeur [qui] *semble* une soumission à une loi générale et impersonnelle qui ne favorise personne en particulier[28] ».

Deux apparences se renvoient l'une à l'autre. Où est la réalité si les cas particuliers, qui ont l'air bien concrets, ne sont que la forme apparente d'une réalité supérieure, la valeur, qui n'est finalement elle aussi qu'une apparence de domination générale et impersonnelle ? Pour se tirer de ce jeu de miroirs des apparences, de Mattis conclut brutalement que « [t]out cela n'est que la surface des choses car, comme nous l'avons dit, l'existence même de l'argent est la preuve que la théorie peut apporter de la persistance de l'exploitation du prolétariat par la classe capitaliste[29] ».

Ce qui me paraît significatif ici, c'est la façon dont de Mattis remet l'exploitation et la lutte des classes au centre quand il veut parler de la crise de la valeur. La théorie critique de la valeur a peut-être permis d'analyser l'apparence des choses quand la société capitaliste se reproduit normalement, mais dès lors qu'on cherche un dépassement sur la base d'une crise il faut remettre au centre cette lutte des classes dont la théorie critique de la valeur ne fait qu'un moment fonctionnel de la conservation et de l'accroissement de la valeur. Autrement dit, comme on l'a déjà vu, la théorie critique de la valeur doit renoncer à

26 *Ibid.*
27 *Ibid.*
28 *Ibid.*, souligné par moi.
29 *Ibid.*

son sujet automate et passer sous la « surface des choses » si elle veut parler du dépassement de la contradiction du mode de production capitaliste, quelle que soit la façon dont elle définit celle-ci. La trajectoire de Léon de Mattis me paraît exemplaire à ce sujet.

Poursuivons. On va donc avoir une crise de la domination, pas forcément liée à une crise économique d'ailleurs, puisqu'une « *crise de la domination* peut prendre mille formes différentes dont aucune n'a une vocation particulière à s'imposer plus qu'une autre[30] ».

On remarque maintenant que crise de domination est entre guillemets. Est-ce pour dire que, en fait, il s'agit d'une crise du rapport prolétariat/capital ? On ne sait pas. En tout cas, le fait que la crise puisse prendre mille formes de même poids spécifique indique que la révolte prolétarienne s'attaquera aux mille formes de sa subordination au capital. Et il est vrai que les modalités de la subordination sont multiples et donnent lieu à des formes multiples de révolte. Mais la forme fondamentale de la subordination du prolétariat au capital c'est la séparation d'avec les moyens de production. Et c'est contre cette forme seule que la révolte peut se transformer en révolution. Bien sûr, si et quand le prolétariat se soulèvera de façon généralisée, il n'oubliera pas les petits chefs, les cadences, les policiers et les juges, mais son action centrale sera, par nécessité, de s'attaquer à la propriété dans une activité de crise qui seule contient la possibilité du dépassement (on y reviendra). Au lieu de quoi de Mattis nous parle d'une « mise en échec concrète […] des mesures drastiques d'austérité » comme contenu de la crise de la domination et comme base du « saut dans l'inconnu qui s'ensuivrait[31] ».

La révolution sur la base de la défense du niveau de vie ? On connaît la fameuse question-énigme de Théorie communiste : comment une classe agissant en tant que classe peut-elle s'abolir. La réponse que finalement TC a apportée à cette question mal posée, c'est qu'il y a des moments de rupture dans la présupposition réciproque des classes, ainsi que je le dis depuis longtemps, et que c'est là que se trouve la

30 *Ibid.*, p. 164.
31 *Ibid.*

possibilité du dépassement. J'ai discuté par ailleurs de la différence entre ma vision de l'activité de crise et les « écarts » dans lesquels TC voit la rupture décisive [32]. De Mattis n'évoque pas cette problématique de la rupture, et se contente d'une « mise en échec concrète » de l'austérité. Quel peut-être le sens de cette formule ? S'agirait-il d'une victoire du prolétariat contre la baisse de niveau de vie imposée par le capital ? Mais si c'était le cas, pourquoi le prolétariat ferait-il un saut dans l'inconnu après avoir amélioré son niveau de vie dans le capital ? Dès lors, en quoi peut consister la mise en échec de l'austérité imposée par le prolétariat contre le capital ? De Mattis précise qu'elle est « concrète » c'est-à-dire qu'elle consiste en une amélioration réelle du niveau de vie des prolétaires. Est-ce la révolution ? Sans doute pas, puisque le saut dans l'inconnu *suivrait* la mise en échec de l'austérité. Au final, on ne sait ni comment le prolétariat peut mettre en échec l'austérité dans le mode de production capitaliste, ni pourquoi cela serait une base de déclenchement d'un processus révolutionnaire.

Ayant posé le sujet automate comme la vraie source du mouvement de la société, de Mattis ne sait pas comment définir la rupture révolutionnaire et ne dispose que des luttes quotidiennes du prolétariat pour fonder le processus révolutionnaire. Certes, les luttes du prolétariat contre l'austérité sont une réalité concrète indéniable du rapport des classes. Mais contre le prolétariat, le capital dispose de l'arme du chômage et de l'exclusion pour soumettre toute résistance à l'austérité. Cette arme a une réalité violente : les capitalistes ont le monopole des moyens de la vie. Pour s'attaquer à cette réalité fondamentale de la soumission, il faut autre chose qu'une lutte contre l'austérité. Il faut que la question même de l'accès des prolétaires à la société et à la nature, telles qu'elles sont formatées dans la propriété capitaliste, soit posée par l'éclatement d'une crise profonde du rapport entre prolétariat et capital. On ne parle plus alors de lutte contre l'austérité car c'est l'achat-vente de la force de travail qui est en suspens à un niveau relativement général, et avec lui la présupposition

32 Cf. B. Astarian, « Où va Théorie communiste ? » in : *Hic Salta – Communisation*, texte disponible en ligne.

réciproque des classes, et avec eux la reproduction immédiate du prolétariat. La notion de crise de la domination ne parvient pas jusqu'à ce cœur profond du système capitaliste, parce que la théorie critique de la valeur pose, implicitement ou explicitement, l'échange de la force de travail comme un échange normal dans la circulation générale de la valeur. Certes, de Mattis sait bien que la marchandise force de travail n'est comparable à nulle autre, puisque sa consommation par celui qui l'a achetée permet d'obtenir plus de valeur que ce qu'elle a coûté. Mais cette qualité de la marchandise force de travail ne peut pas être séparée de l'ensemble des conditions de son échange, qui n'en est pas vraiment un. Ici, de Mattis se contente de signaler en passant que le travailleur est « formellement libre », pour insister sur l'échange de la force de travail comme celui d'une marchandise au même titre que toutes les autres marchandises. Avec le mode de production capitaliste, « la force de travail […] est devenue une marchandise que le travailleur formellement libre vient vendre à un capitaliste, et peut donc constituer un des M de la chaîne A-M-A'-M'-A, etc. La force de travail entre massivement en tant que marchandise dans le circuit de la valeur, et c'est là la nouveauté substantielle apportée par le capitalisme en tant que mode de production[33] ».

L'accent est mis sur la banalité de la marchandise force de travail parmi les autres marchandises, et non pas sur la spécificité *prolétarienne,* résumée par le statut de sans-réserves de celui qui la vend. Cette banalisation est conforme à la théorie critique de la valeur. À partir de là, la compréhension de ce qu'est le prolétariat est forcément limitée à ses luttes quotidiennes. La théorie critique de la valeur débouche alors sur l'activisme.

2.3 La « Crise de la valeur » selon *Perspective internationaliste* (Sander)

Revenons à l'article de Sander dans *Perspective internationaliste* sur la crise de la valeur (cf. chapitre 6.1). Quoique ne rejoignant pas les positions communisatrices, Sander décrit une trajectoire similaire à

33 L. de Mattis, *op. cit.*, p. 83.

celle que nous avons vue avec Léon de Mattis. Il s'efforce de parvenir au sujet du dépassement de la contradiction du capitalisme. Mais comme il a défini celle-ci dans les termes de la théorie critique de la valeur, cela ne va pas sans problèmes. Après une brève présentation de quelques symptômes de la crise mondiale, Sander pose que le capitalisme « ne peut pas être rafistolé parce que la crise est le résultat direct de l'obsolescence de ses fondations elles-mêmes : la forme-valeur ».

Il s'agit donc, pour Sander, de rendre compte de la crise dans un cadre très proche de la théorie critique de la valeur.

> La crise est dans la marchandise elle-même, dans sa nature duelle. Aujourd'hui il est tout à fait évident que la valeur d'usage et la valeur d'échange sont dissociées. Jamais la productivité, et donc la capacité d'augmenter les valeurs d'usage, n'a été aussi grande. En même temps, jamais l'incapacité croissante d'augmenter de la valeur d'échange ne s'est manifestée aussi clairement que dans le monde d'aujourd'hui, qui se noie dans la surcapacité, alors que de plus en plus de besoins humains restent non satisfaits [34].

On retrouve ici la dissociation entre valeur et richesse matérielle qui définit la contradiction du capitalisme chez Postone. Comment la dissociation en question aboutit-elle à la crise ? Par le fait qu'elle entraîne la surproduction/sous-consommation.

> La valeur d'usage et la valeur d'échange, les deux côtés de la marchandise, deviennent dissociés. Les valeurs d'usage augmentent de façon exponentielle grâce à la technification, un processus dans lequel le travail vivant diminue, et est remplacé par la technologie. Mais la croissance de la valeur d'échange exige que de la force de travail vivante soit ajoutée au processus de production. Le taux de croissance exponentiel des valeurs d'usage entre également en contradiction avec la base étroite sur laquelle reposent les conditions de consommation dans le capitalisme [35].

34 Sander, *op. cit.*
35 *Ibid.*

On a donc ici une vision de la crise qui combine le texte des *Grundrisse* de Marx sur les machines (cf. chapitre 6.2.1) et la vision de la crise comme impossibilité de vendre toutes les marchandises produites grâce à la technologie. D'un côté, la technologie permet de produire de plus en plus sans intervention de l'homme, alors que c'est le travail vivant qui crée la valeur. De l'autre, la faiblesse des salaires empêche de vendre toutes ces marchandises. Ce qui unit les deux points de vue c'est le rapport entre valeur d'usage et valeur d'échange dans la marchandise.

> Les semences de l'autodestruction périodique du capital sont déjà contenues dans la forme-valeur elle-même mais ces semences germent lors de la transition à la domination réelle du capital. La productivité est à présent déterminée, non pas par la quantité de temps de travail passée dans la production mais par l'application de la science et de la technologie, mises en mouvement et alimentées par le travailleur collectif[36].

On a là un point de vue tout à fait conforme à la théorie critique de la valeur. Mais ensuite, pour mieux déterminer la crise Sander passe à la baisse tendancielle du taux de profit. Là, sa présentation relativement classique relève plutôt du marxisme traditionnel. Elle est même mécaniste, au sens où la lutte des classes n'intervient pas dans l'explication de l'évolution du taux de profit. Quoi qu'il en soit, la crise éclate quand « inévitablement, la courbe ascendante de la croissance du capital existant rencontre la courbe descendante de la croissance de la création et de la réalisation productives de la valeur nouvelle. Alors, la crise devient nécessaire pour reconstituer les conditions pour l'accumulation. Plus large est la taille du capital existant relativement à la création de nouvelle valeur, plus la dévalorisation est impérieuse et donc plus profonde doit être la crise[37] ».

On reste là dans un langage marxiste classique, centré sur la question de la production de valeur nouvelle. On peut objecter que ce n'est pas tant la valeur nouvelle qui nous importe que la part de

36 *Ibid.*, traduction française de *Perspective internationaliste*, corrigée par moi.
37 *Ibid.*

plus-value qu'elle contient, mais au moins on s'est éloigné de la problématique des contradictions internes à la marchandise. La crise impose donc une forte dévalorisation du capital. Théoriquement, nous dit Sander, elle peut aller jusqu'à détruire presque toute la valeur existante. Pratiquement cependant, les besoins minimaux de la classe ouvrière, qu'il faut conserver en état viable, de même que d'autres besoins sociaux constituent un plancher à la dévalorisation. Mais « plus la crise est profonde, plus les capitalistes souffrent, plus la classe ouvrière souffre, plus les tensions sociales augmentent. *L'instabilité de la valeur se traduit elle-même en instabilité de la société*[38] ».

La crise de la valeur est donc première par rapport à la crise du capital. La contradiction de la forme-valeur est d'abord apparue comme à l'origine des crises. Puis, quand il a fallu expliquer celles-ci, c'est la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qui a été l'argument, mais seulement sous une forme mécaniste. Et maintenant on revient à l'instabilité de la valeur. Le système capitaliste « semble un système presque parfait, excepté une chose : la valeur n'est pas stable. Elle n'est pas permanente. C'est assez clair pour la plupart des marchandises : si elles restent invendues, elles perdent leur valeur[39] ».

Et il en va de même, en dernière analyse, pour la marchandise argent, qui « est le représentant universel de la richesse seulement parce qu'il est échangeable. Cela signifie que sa capacité à stocker la valeur ne reste réelle que pour autant que son échangeabilité reste réelle, pour autant que *la valeur d'échange réelle prend constamment la place de sa représentation* [Marx][40] ».

Au travers de ces hésitations entre un « marxisme traditionnel » et la théorie critique de la valeur, on comprend que, en fin de compte, le vrai sujet de la crise n'est pas le rapport contradictoire entre les classes mais la valeur et son instabilité. Les classes ne sont pas parties prenantes actives de la crise : elles *souffrent* de celle-ci. Ce n'est pas leur affrontement qui pousse à la hausse de la composition organique du capital, mais la nécessité abstraite de l'augmentation de la valeur.

38 *Ibid.*, souligné par moi.
39 *Ibid.*
40 *Ibid.*

La crise est pour Sander une crise de la valeur, qui tombe sur les classes. Il est vrai que la crise est pour une part un processus objectif. Mais elle est engendrée par le comportement propre de chaque classe, comportement qui n'est pas choisi par elles mais qui correspond quand même à leur subjectivité dans l'affrontement inévitable qui les lie. La hausse de la composition organique et la baisse du taux de profit peuvent être présentées comme un processus objectif qui mène à une crise qui éclate au nez des deux classes. Mais ce processus correspond en réalité au besoin des capitalistes d'éliminer des travailleurs parce qu'ils résistent à l'accroissement de leur exploitation (cf. chapitre 7.2.3). C'est par exemple ce que l'on a vu en Occident après la période de crise de l'après-68. De ce point de vue, la « crise de la valeur » est en réalité une crise du rapport social capitaliste, une crise de l'extraction de plus-value.

Chez Sander, la crise est un phénomène quasi climatique qui s'impose de l'extérieur aux deux classes, qui souffrent l'une et l'autre. Cependant, quand il cherche le sujet du dépassement de la contradiction capitaliste, Sander se tourne vers la classe ouvrière d'une façon « marxiste traditionnelle ». Face à la crise et aux « souffrances » qu'elle lui impose, nous dit-il, « la classe ouvrière a, elle, le choix. Elle peut ne faire rien et s'accrocher à l'espoir irrationnel qu'à la fin les choses s'arrangeront d'elles-mêmes. Ou elle peut prendre son futur dans ses propres mains et finalement mettre un terme à la domination de la forme-valeur sur la société. Il est temps de penser à la révolution[41] ».

On soupçonne que ce « penser à la révolution » est un appel politique à la formulation d'un programme qui inciterait la classe ouvrière à faire le bon choix. Mais surtout : dans le mouvement qui monte vers la crise et dans la crise elle-même, la classe ouvrière ne choisit jamais de ne rien faire. D'ailleurs, elle ne fait jamais *rien*. Même dans la prospérité la plus harmonieuse (si ça existe), elle affronte le capital, négocie pour améliorer sa situation, et pousse par là le capital à augmenter sa composition organique, à développer le mécanisme de la plus-value relative. Ce faisant, elle participe activement au

41 *Ibid.*

mouvement qui mène vers la crise. Et quand la crise éclate en insurrection, c'est le prolétariat qui prononce la « crise de la valeur » *en affrontant le capital*. Mais alors son but premier n'est pas de mettre fin au règne de la valeur mais à celui des classes. La fin de la valeur en découle. Son problème n'est pas l'instabilité de la valeur mais la séparation où il se trouve d'avec la société et les moyens de sa propre reproduction. Ce à quoi le prolétariat est confronté alors, ce n'est pas la domination universelle de la forme-valeur mais ce qui le définit lui-même comme prolétariat, à savoir son statut de sans-réserves. Nous y reviendrons (chapitre 7).

Certes, le dépassement du mode de production capitaliste est défini de façon spécifique en fonction de la conformation historique déterminée du rapport des classes. Nous l'avons vu au chapitre 1 pour Marx. Et en effet, quand Marx oppose l'association des travailleurs organisés selon un plan de production au fétichisme de la marchandise, il peut laisser entendre que l'ennemi est plus la valeur que le capital. Il oppose alors l'organisation consciente des travailleurs au règne aveugle de la marchandise. Mais Marx est aussi celui qui a campé le travailleur dans la position du pur sujet, dénué de tout, libre de tout, face à l'homme aux écus qui détient le monopole des moyens de production. Or c'est de là que part le prolétariat quand, face au capital qui ne veut/peut plus acheter sa force de travail, il est amené à se soulever.

3 Conclusion

Léon de Mattis appuie son analyse de la crise sur une théorie de la valeur qui est proche de celle de Postone. Mais il refuse d'admettre que cette théorie ne peut saisir la contradiction du capitalisme du point de vue de son dépassement. Il y greffe donc une vision des classes qui, finalement, se ramène à la notion de domination par l'argent. Il ne lui reste alors que l'inéluctable révolte des dominés pour fonder l'espoir d'un dépassement qui est esquissé en des termes qui dépassent le programme prolétarien.

Sander a défini le capital dans des termes très proches de la théorie critique de la valeur. Mais quand il parle de la crise qui,

rappelons-le, est absente chez Postone, il est amené à reprendre l'analyse de la baisse tendancielle du taux de profit dans le langage du marxisme traditionnel tant décrié par la théorie critique de la valeur. Cette retombée dans le marxisme traditionnel est confirmée quand il parle du dépassement de la contradiction capitaliste. Car alors il nous parle des choix (politiques ?) de la classe ouvrière. On n'a pas dépassé le programme prolétarien.

En ce qui me concerne ici, peu importe la validité ou non des options théoriques suivies par Léon de Mattis et Sander. Peu importe que leur point de vue soit programmatique ou communisateur. J'ai seulement voulu prolonger par ces exemples ma critique de Postone et de la théorie critique de la forme-valeur. Celle-ci est incapable de placer dans la contradiction fondamentale du capital, telle qu'elle la définit elle-même, le sujet et la perspective du dépassement révolutionnaire qu'elle recherche pourtant. Elle doit alors faire intervenir un *deus ex machina*, qu'il s'agisse d'un prolétariat qui n'a pas participé à la formation de la crise ou de formes plus ou moins nouvelles de la subjectivité.

Chapitre 7
Valeur, capital et lutte des classes

Nous avons vu que le Marx du premier chapitre du *Capital* ou de la *Critique du programme de Gotha* ne parvient pas à proposer une vision vraiment convaincante de l'abolition de la valeur. Comme nous l'avons vu dans notre propre critique de la *Critique du programme de Gotha*, la raison en est principalement que Marx conserve dans la planification par les travailleurs associés toutes les catégories de l'économie, à commencer par l'exploitation du travail. Nous avons vu aussi que la théorie critique de la valeur, bien que fortement consciente des limites de Marx (qu'elle impute cependant au « marxisme traditionnel » et non à Marx lui-même) échoue quand, ayant défini le travail comme activité automédiatisante et marchandise, elle part à la recherche du sujet qui pourrait abolir la valeur. La raison essentielle en est qu'elle ne parvient pas à considérer l'échange de la force de travail dans sa spécificité de faux échange. Cette limite n'a pas échappé à certains auteurs, pourtant fidèles aux grandes lignes de la théorie critique de la valeur. Ils s'en tirent en passant, au moment de la crise, du point de vue de la théorie de la valeur à un autre point de vue qui leur permet d'avoir un sujet pour faire la révolution. L'inconvénient est qu'alors ce sujet n'apparaît pas bien équipé pour la tâche qui lui est assignée, abolir la valeur.

Dans ce qui suit, nous chercherons à distinguer rapport à la valeur et rapport au capital du point de vue du prolétariat. Il sera alors possible de comprendre l'importance du moment où l'échange de la force de travail *n'a plus lieu*. Ensuite, on pourra comprendre ce moment comme celui de la possible abolition du capital et du prolétariat, et donc du dépassement de la valeur.

1 Rapport du prolétariat à la valeur et au capital

La valeur exerce-t-elle sur le prolétariat une domination abstraite et fétichiste ? Il faut se poser la question si l'on veut mieux comprendre

la façon dont le prolétariat pourrait abolir cette domination. Si on le considère avant qu'il n'échange la force de travail, on le trouve dans un état de total dénuement, dans un état de sans-réserves qui le contraint à échanger sa force de travail contre le capital variable. C'est la forme élémentaire et violente de sa subordination au capital. Dès que cet échange est fait et jusqu'à ce que le cycle de la reproduction le rejette dans le dénuement initial, le prolétaire baigne dans la valeur. Comme on va le voir, il va retrouver la société et la nature dont il est exclu uniquement sous forme de valeur. Mais ce n'est pas alors comme marchandise, même spécifiée comme marchandise force de travail, qu'il se rapporte à cette valeur, à cette accumulation de marchandises qu'est le capital qui lui fait face. Il s'y rapporte comme l'agent qui va valoriser la valeur. Cela change tout. Il ne suffit pas de dire que le capital c'est de la valeur en procès et que donc les deux notions sont identiques. Il faut montrer que le rôle du prolétariat dans la conservation de la valeur ancienne et la production de la valeur nouvelle fait qu'il a un rapport très spécifique à la valeur accumulée comme capital, totalement différent du fétichisme de la marchandise tel qu'il est exposé dans le premier chapitre du *Capital*. Examinons les trois moments de la reproduction sociale du prolétariat, et voyons à chaque fois la façon dont valeur et capital se présentent à celui-ci.

Je rappelle que la reproduction du prolétariat suit un cycle composé de trois moments : marché du travail, où la force de travail trouve à se vendre (ou non) ; sphère productive, où la force de travail produit la valeur nouvelle (v+pl) ; reproduction immédiate, où la force de travail se reconstitue par la dépense du salaire contre les subsistances.

1.1 Marché du travail

Le fait même de parler de *marché* du travail peut faire penser que la marchandise force de travail est soumise aux mêmes mécanismes de la loi de la valeur que les autres marchandises. Cette apparence est trompeuse.

1.1.1 Circulation des travailleurs sur le marché du travail

Le marché du travail est celui où se confrontent l'offre de force de travail, présentée par les prolétaires, et la demande de travail de la part des capitalistes. Les marchandises qui s'échangent sont la force de travail et l'argent du capital variable. Le mécanisme normal du marché veut que, à qualification égale, la force de travail se dirige vers les capitaux qui offrent les meilleurs salaires. Ce sont ceux des branches nouvelles qui s'ouvrent et ont besoin d'attirer des travailleurs nouveaux. À l'inverse, les capitaux des branches en déclin expulsent des travailleurs et compriment les salaires de ceux qui restent. Ici, les mouvements de prix (de salaires) entraînent l'allocation de la force de travail entre les différentes branches, conformément à la loi de la valeur. Cependant la circulation des travailleurs d'une branche à l'autre ne fait que calquer celle du capital entre les branches en fonction du taux de profit. On peut donc dire que dans les limites étroites où varie le prix de la force de travail, cette dernière apparaît bien comme une marchandise analogue aux autres.

Il faut cependant observer que cette situation est exceptionnelle. Elle concerne les cas de plein emploi, les seuls où les prolétaires peuvent vraiment choisir leur patron. Ainsi, dans l'Allemagne national-socialiste, la reprise de l'accumulation soutenue par la politique « keynésienne » du docteur Schacht a abouti à une véritable pénurie de main-d'œuvre. Ayant absolument besoin de travailleurs pour assurer leurs commandes, les capitalistes ont offert des salaires élevés pour attirer les travailleurs des usines voisines vers leur propre entreprise, au point que l'État a dû légiférer pour empêcher cette circulation des travailleurs d'un capital à l'autre et la hausse des salaires qu'elle entraînait.

Mais en règle générale la circulation des travailleurs ne se fait pas tant en fonction du niveau des salaires qu'en fonction de l'offre de travail. Le plus souvent, l'alternative n'est pas entre un salaire élevé et un salaire faible mais entre un salaire et pas de salaire. L'armée de réserve des chômeurs est là pour indiquer que cette seconde situation n'est pas théorique. Dans ces conditions, le marché du travail est régi par la loi du capital bien plus que par la loi de la valeur. Et la loi

du capital, c'est le monopole que celui-ci exerce sur l'ensemble des moyens de production et de reproduction. Selon cette loi, le prolétaire se dirige vers les capitaux qui l'embauchent, tout simplement, bien plus souvent que vers ceux qui payent mieux. L'effet de cette loi c'est la contrainte au surtravail que le capital exerce sur le prolétariat en vertu de l'existence quasi permanente d'une armée de réserve, et donc de la possibilité pour le capital de choisir les travailleurs les plus dociles.

D'ailleurs, comment varient les salaires ?

1.1.2 Détermination du niveau des salaires

Dans le schéma normal, le marché est le lieu où les producteurs indépendants apportent leur marchandise pour réaliser la valeur qu'elle contient. Celle-ci est déterminée par le temps de travail moyen qu'il faut pour la produire. Pour le producteur individuel, le marché et la vente de son produit sont le moment où il vérifie que son temps de travail est proche ou non de la moyenne. Il n'en va pas de même sur le marché du travail. Car le travailleur ne produit pas la force de travail comme on produit une marchandise. Et la valeur de cette force de travail est déterminée en dehors de lui, par la valeur des marchandises que les capitalistes ont produites pour ses subsistances. La valeur de la force de travail, c'est la valeur d'un panier de subsistances produites par la branche II, et le travailleur voit ainsi la valeur de « sa » marchandise déterminée totalement en dehors de lui. La valeur de sa marchandise lui fait face dans la séparation, comme tout le reste de sa vie.

La seule façon qu'a le travailleur d'agir sur la valeur de sa force de travail, c'est la lutte contre le capital. En période d'équilibre des prix, il tente de revendiquer une augmentation de salaire pour élargir le panier des subsistances. En période de hausse des prix, il tente d'obtenir une augmentation de salaire pour empêcher que le panier des subsistances ne se réduise. Les oscillations du prix de la force de travail sont continuelles. Le salaire oscille autour d'une valeur déterminée par le contenu du panier des subsistances considéré comme normal dans des circonstances données. Ce qui apparaît ici, c'est que ni la valeur (à savoir celle des subsistances) ni le prix (le salaire

effectif) de la force de travail ne se déterminent par les mécanismes d'un marché du travail où jouerait la loi de la valeur. En effet, la valeur de la force de travail est déterminée par la productivité de la branche II, en dehors du marché du travail. Quant aux oscillations de salaire autour de cette valeur centrale, elles résultent d'un rapport de force entre les classes. Ce rapport de force joue dans le court terme, par la lutte continuelle autour de la fixation des salaires, et dans le long terme, par la lutte sur la détermination du contenu du panier des subsistances.

On voit donc que sur le marché du travail la loi de la valeur ne joue que dans les circonstances très particulières du plein emploi, et qu'en général c'est bien la loi du capital qui prévaut. Et cette loi consiste en ce que le niveau des salaires est le résultat de la lutte entre les classes bien plus que des mécanismes automatiques du marché.

1.2 Procès de production

Dans la sphère de la production, la loi de la valeur ne s'impose au travailleur que comme loi de la *valorisation,* c'est-à-dire loi du capital.

1.2.1 Activité valorisante

Le travailleur salarié n'est pas, comme dans la petite production marchande, un producteur indépendant qui va ensuite échanger sa marchandise. C'est le capitaliste qui est dans cette position, mais lui ne travaille pas et il va transmettre au travailleur les contraintes de la production de valeur (productivité, normalisation) sous la forme de la contrainte au surtravail, de la discipline, de la surveillance. La subordination du travail au capital entraîne la transformation du procès immédiat de la production de valeur en procès de valorisation du capital.

Dans la sphère de la production, la loi de la valeur contraint le producteur à produire une marchandise qui ait une valeur d'utilité telle qu'elle puisse s'imposer sur le marché, et qu'elle ait de plus une valeur d'échange correspondant à la productivité maximale possible pour ce producteur particulier. Ce schéma de la petite production marchande ne se réplique pas directement dans la production

capitaliste. Le producteur indépendant se scinde en effet en deux, le capitaliste et le travailleur salarié. Seul ce dernier produit la valeur nouvelle, mais il le fait de façon « aveugle » par rapport au marché et à la loi de la valeur. Tout ce qui concerne la marchandise à produire, les matières premières à acheter, tout cela lui est indifférent. Le capitaliste a tout préparé pour lui, et comme il ne peut s'imposer et se maintenir sur le marché que grâce à un taux de profit supérieur à celui des concurrents, il ne reste au travailleur qu'à produire le maximum de plus-value, dans l'indifférence complète pour la marchandise qu'il produit et les conditions de sa réalisation sur le marché. Le capitaliste organise le travail pour cela (division du travail, déqualification…). Autrement dit, le travailleur ne participe pas directement à l'insertion dans la division sociale du travail. C'est le capitaliste qui l'emploie qui est dans cette position. Certes, nous avons vu (chapitre 3) que dès que la production atteint un certain niveau de développement, le capitaliste confie à des salariés, dans les bureaux d'études, l'exécution de toutes les tâches liées à la définition de la valeur d'utilité et à la normalisation du produit et du travail. Le fait que ces travailleurs interviennent à un niveau plus proche du marché n'empêche pas qu'eux aussi travaillent de façon aveugle et indifférente par rapport à la marchandise produite, surtout quand la recherche-développement se voit appliquer les mêmes critères de normalisation et productivité que la production proprement dite. Pour le travailleur, donc, le résultat du procès de production n'est pas la marchandise qui va entrer sur le marché mais le salaire qui va simplement lui permettre de se reproduire comme sans-réserves (cf. plus bas). Autrement dit, la valeur impose sa loi au travailleur salarié de façon indirecte, par la médiation de la subordination du travail au capital. Le capitaliste est soumis à la loi de la valeur (telle que transformée par les prix de production). Sa marchandise doit avoir une valeur d'utilité et une valeur d'échange permettant son insertion dans le travail général de la société. Le capitaliste vérifie sa place dans la division sociale du travail quand il touche le profit moyen. Il n'en est jamais assuré à l'avance et il n'a qu'une façon de gagner ce pari : faire produire le maximum de plus-value à ses salariés. Le monopole que le capital détient sur les

moyens de production assure que la loi du marché s'impose à eux comme loi du capital sur le travail. La loi de la valeur qui s'exerce sur le capitaliste se transforme en loi du capital au niveau du travailleur. Le travailleur salarié ne connaît la loi de la valeur que comme loi du capital, qui est le véritable agent de la domination sur le travailleur. Et faut-il le préciser, cette domination n'a rien d'abstrait.

1.2.2 Association des travailleurs par le capital fixe

Dans la production, les travailleurs ont entre eux des rapports de coopération. Ces rapports ne sont pas libres mais dictés par l'état du capital fixe. La répartition des travailleurs dans l'atelier et les rapports qu'ils entretiennent se calquent sur la répartition des machines et les rapports qu'il y a entre elles. Le fait que la coopération appartient au capital[1] implique une forme de fétichisme : il semble que c'est le capital fixe qui travaille et produit la valeur. Il y a « transposition des forces de la production sociale du travail en propriété matérielle du capital[2] ». Le fait même de recourir à la problématique du fétichisme fait penser à la loi de la valeur. Ce serait un effet de la domination abstraite de la valeur que le capital fixe soit ainsi fétichisé en puissance productive indépendante. En réalité, ce fétichisme du capital est très différent du fétichisme de la marchandise. Car si les rapports entre les travailleurs dans la coopération semblent être des rapports entre les rouages du système des machines, ce n'est pas l'effet de la valeur mais de la valorisation. Ce n'est pas la valeur (des machines ? des marchandises produites ? des matières premières traitées ?) qui répartit les travailleurs dans les différents points du système productif, mais le machinisme, le capital fixe dont l'accumulation est, en dernière analyse, une forme de la guerre des capitalistes contre la résistance des travailleurs à l'exploitation. Le machinisme est une forme de la contrainte au surtravail. La loi de la valeur ne parvient jusqu'au travailleur, dans l'atelier, que comme contrainte au surtravail. La

1 Pas entièrement toutefois. Même les processus les plus perfectionnés requièrent l'initiative des travailleurs pour pallier les inévitables dysfonctionnements qui perturbent le procès de production, aussi automatisé soit-il.

2 K. Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, *op. cit.*, p. 107.

coopération des travailleurs dans l'atelier leur semble être une force étrangère et hostile. Mais cette force leur fait face non pas comme marchandise mais comme capital. Encore une fois, le prolétaire ne connaît pas la loi de la valeur, mais seulement celle du capital.

1.3 Reproduction immédiate

Le troisième moment de la reproduction du prolétariat est celui où il dépense son salaire pour se reproduire en tant que force de travail. Pour ce faire, il entre sur le marché des subsistances, où les capitalistes de la branche II lui vendent les diverses marchandises qui composent le panier des subsistances. Ici, semble-t-il, on est sur un pur marché où la loi de la valeur joue librement. Pas tout à fait.

Certes, du point de vue des capitalistes de la branche II, c'est bien la loi de la valeur qui régit l'allocation de leur activité globale. Ils sont en concurrence pour échanger leurs marchandises contre la masse des salaires, et ce sont ceux qui produisent, avec la meilleure productivité, les valeurs d'utilité les plus adaptées à la fraction du prolétariat qu'ils visent qui l'emportent. De même, les capitalistes de la branche II orientent naturellement leurs investissements et leurs ventes en direction des zones ou pays où les salaires sont plus élevés.

Du point de vue du prolétariat, les choses se présentent de façon différente. Si la loi de la valeur jouait vraiment sur le marché des subsistances, les prolétaires se déplaceraient « naturellement » vers les zones où les subsistances sont moins chères. Or ce n'est pas cela qui se passe. Certes, quand ils habitent en banlieue plutôt que dans les centres-villes, c'est parce que le logement y est moins cher (c'est l'inverse qui est vrai en Amérique du Nord). Mais il y a une limite très stricte à cela, à savoir la proximité du lieu de travail. Cet exemple montre que le marché des subsistances n'est pas aussi libre que ce que le discours sur la société de consommation veut laisser entendre. Rappelons que la société de consommation est un phénomène de classes moyennes essentiellement. Pour l'immense majorité des prolétaires du monde, la dépense du salaire se préoccupe moins de satisfactions symboliques, etc. que des besoins élémentaires. Elle assure la reproduction la plus immédiate dans les conditions les plus

basiques. La part contrainte des dépenses des ménages est d'autant plus grande qu'ils sont plus pauvres. Et on comprend bien que plus la part contrainte des dépenses est grande, moins le prolétaire peut choisir les marchandises qu'il achète pour se nourrir, se loger, etc. Il n'a le choix que du moins cher. Parlant de la consommation ouvrière, Marx observe qu'au « point de vue social, la classe ouvrière est donc, comme tout autre instrument de travail, un accessoire du capital, dont le procès de reproduction implique dans certaines limites même la consommation individuelle des travailleurs. En retirant sans cesse au travail son produit et en le portant au pôle opposé, le capital, ce procès empêche ces instruments conscients de lui échapper. La consommation individuelle, qui les soutient et les reproduit, détruit en même temps leurs subsistances et les force ainsi à reparaître constamment sur le marché[3] ».

Le marché des subsistances n'est pas un marché libre où la valeur domine abstraitement la circulation des marchandises de la branche II. C'est en effet un marché très particulier, car ces marchandises ont un statut particulier. Lorsqu'il se trouve sur le marché des subsistances, le prolétaire est soumis à une double contrainte. D'une part la masse d'argent dont il dispose est minimale, juste suffisante pour sa reproduction immédiate. Et d'autre part la conversion du salaire en subsistances est dictée par la nécessité de se reconstituer comme *force de travail vendable*. La survie du travailleur entre deux cycles de production est entièrement orientée par la nécessité de reprendre le travail quand le salaire est dépensé. Le prolétaire ne peut pas se permettre de dépenser son salaire contre des marchandises qui ne le reproduisent pas comme force de travail vendable. S'il boit son salaire, s'il le joue, s'il dépense tout pour partir faire un beau voyage, il sort bientôt de la population active dans la mesure où il n'a pas acheté les marchandises prioritaires qui le font exister comme force de travail sur le marché du travail (logement, voiture, santé…). Il y a donc une double contrainte dans la dépense du salaire : faiblesse de la dépense elle-même, et orientation obligatoire de la dépense vers les

3 K. Marx, *Le Capital* in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 1076.

valeurs d'utilité spécifiquement adaptées à la vie de force de travail. Il arrive même que la première contrainte soit si forte que la deuxième ne puisse pas être assumée complètement, comme lorsqu'un chômeur ne peut pas payer les transports qu'il devrait prendre pour chercher du travail. Cette double contrainte, ce n'est pas la loi de la valeur mais celle du capital. Elle découle de la séparation du travailleur d'avec ses moyens de production et non du statut de marchandise de la force de travail. Et cette loi du capital ne domine pas abstraitement, mais concrètement dans les aléas de la lutte des classes autour du partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail.

Il apparaît donc que tout au long du cycle de sa reproduction le prolétariat est *confronté* à la valeur, à la marchandise. Mais il ne connaît celle-ci que dans la forme du capital. Et c'est sous cette forme de capital qu'il l'*affronte*. La vie du prolétariat n'est pas soumise à la domination abstraite de la valeur mais aux modalités très concrètes de la subordination du travail au capital. Ce n'est pas la loi de la valeur qui permet aux capitalistes de rogner systématiquement sur les salaires, ou encore d'imposer des conditions de travail qui épuisent les travailleurs, ou encore de contraindre les travailleurs à acheter des subsistances frelatées. C'est la loi du capital, en tant qu'il dispose du monopole sur les conditions de vie et de reproduction du prolétariat.

On arrive donc à cette conclusion très prévisible que le problème n'est pas, pour le prolétariat, de lutter contre la valeur et de l'abolir, mais contre le capital. L'abolition de la valeur n'est qu'un corollaire de l'abolition du capital. Dit autrement, le problème du prolétariat n'est pas d'être en tant que force de travail une marchandise parmi les marchandises soumises à la domination abstraite de la valeur. Il est d'être, en tant que sans-réserves totalement séparé des conditions de sa vie, contraint au travail et au surtravail.

2 Capital et dévalorisation dans la lutte quotidienne entre les classes

Ayant dit que le prolétariat ne connaît la valeur que sous la forme du capital, il faut maintenant examiner comment le rapport contradictoire entre les classes affecte ou non l'existence de la valeur comme

forme sociale des moyens de production et comme masse de capital devant être valorisée. Le rapport entre les classes est constamment contradictoire, mais il faut distinguer entre les périodes où cette contradiction se reproduit plus ou moins harmonieusement et celles où elle éclate violemment. Pour le moment, envisageons les situations de reproduction plus ou moins harmonieuse. Ce sont celles où la lutte des classes suit un cours quotidien qui ne menace pas le capital en général, même s'il peut menacer tel ou tel capital particulier.

2.1 La lutte quotidienne entre les classes

Le rapport entre les deux classes de la société capitaliste se calque sur le rapport entre travail nécessaire et surtravail. Tandis que les prolétaires cherchent naturellement à augmenter le temps du travail nécessaire, c'est-à-dire la valeur de leur force de travail, les capitalistes n'achètent cette même force de travail que pour sa capacité à travailler au-delà de ce qui lui est nécessaire pour se reproduire, autrement dit à produire de la plus-value. Chacun cherche à réduire la part de l'autre, mais aucun ne peut se passer de l'autre (présupposition réciproque des classes). Une solution d'équilibre n'est jamais acquise définitivement, ce qui entraîne une évolution continuelle des termes de la contradiction et de la nature de leur rapport. Selon les circonstances, le travail se déqualifie (généralement) et se requalifie (parfois), se massifie ou se fragmente, se féminise ou se masculinise, tandis que le capital se concentre, s'accumule extensivement et intensivement. En même temps que la composition organique du capital (le rapport du capital constant C au capital variable V) augmente, le capital soumet de plus en plus étroitement le travail aux modalités de sa propre existence, transformant le travail d'abord artisanal en travail spécifiquement capitaliste. Cette transformation s'accompagne d'un bouleversement profond de toutes les conditions d'existence des prolétaires afin que ceux-ci soient toujours plus soumis à la contrainte au surtravail.

Une telle évolution n'a rien de mécanique. Même dans les quelques phases historiques où la société capitaliste semble se reproduire de façon quasi automatique, elle est en réalité façonnée par des luttes continuelles entre les deux classes. Nous avons vu dans

le paragraphe précédent les trois moments de la reproduction du prolétariat. Chacun de ces moments est le lieu d'affrontements entre prolétariat et capital, car chacun contribue à définir le rapport entre travail nécessaire et surtravail. Ce dernier n'est pas fixé une fois pour toutes lorsqu'un contrat d'achat-vente de la force de travail est conclu entre travailleur et patron. Il s'en faut de beaucoup. La fixation des termes du contrat donne déjà lieu à l'affrontement des classes. Quel salaire ? Pour quelle durée de travail ? La réponse à ces deux questions donne lieu à maints conflits. Ces conflits ne sont pas spécialement révolutionnaires. Tantôt plus durs, tantôt plus conventionnels, ils font partie des modalités de la négociation pour la fixation du salaire nominal.

Une fois le salaire nominal et la durée du travail convenus, le travail peut (re)commencer. On passe alors au deuxième moment de la reproduction de la force de travail, celui de son passage dans la sphère productive. Le capitaliste veut utiliser au maximum la force de travail qu'il vient d'acheter, et il pousse donc celle-ci à intensifier son activité. Il pourchasse toute flânerie, tout retard, tout absentéisme, toute prolongation des pauses, etc. De son côté, le salarié résiste naturellement à ces pressions sur un travail qui ne le concerne guère. Il est là pour faire les heures qu'il a signées, mais dont le contenu lui est indifférent pourvu que ce ne soit pas trop fatigant. Le patron cherche éventuellement à augmenter le temps de travail prévu contractuellement par l'imposition d'heures supplémentaires et c'est l'occasion de nouveaux conflits entre les deux classes. Primes d'heures supplémentaires et durée de ces heures en plus reproduisent la négociation initiale du premier moment (dans le cas où elles n'en faisaient pas déjà partie). Bref, quelle quantité de travail a été payée et quelle quantité fait partie du surtravail, cela a peut-être été compris implicitement dans le contrat de travail mais cela ne se connaît vraiment qu'au terme de la journée de travail, quand chacune des deux parties a fait valoir sa position dans le rapport de force entre travail et capital.

Mais même alors, la fixation du véritable rapport entre travail nécessaire et surtravail n'est pas encore acquise. Car si le prolétaire quitte le travail avec dans la poche l'argent correspondant au salaire

contractualisé initialement, il ne sait pas encore exactement combien de subsistances ce salaire va pouvoir acheter. Il sait très bien ce qu'est l'inflation. L'effet de celle-ci est que, à salaire nominal constant, le panier des subsistances diminue en proportion de la hausse des prix. Or c'est ce panier qui compte pour la reproduction immédiate du prolétariat. D'où les manifestations contre la vie chère, qui se couplent évidemment avec les revendications sur le marché du travail en faveur de la hausse des salaires.

La boucle est bouclée. Dans tous les moments de sa reproduction le prolétariat est ainsi dans un rapport conflictuel au capital. Cette lutte perpétuelle contre les capitalistes ne remet en cause l'existence ni des uns ni des autres. La lutte entre les deux classes est la façon même dont le partage de la valeur nouvellement produite se fait. Il n'y a pas de loi immanente qui décide de la position du curseur entre travail nécessaire et surtravail. Il en va de même pour la détermination de la valeur de la force de travail reconnue socialement. Quelles subsistances sont considérées comme indispensables à la reproduction des travailleurs en tant que travailleurs ? À cette question, il y a bien sûr une part de réponse objective. Il faut aux travailleurs une quantité minimale de calories pour simplement rester vivants. Cela est très objectif. Il y a ensuite les contraintes de la vie sociale telles que l'histoire les a produites. Par exemple, il faut des transports en commun si l'on veut que les travailleurs arrivent sans trop de délais sur leur lieu de travail. Mais ici la donnée objective est susceptible de changer, fût-ce lentement, avec l'amélioration ou la dégradation des services publics. On pourrait dire la même chose de bien des composantes du panier des subsistances, comme la santé, le logement, etc. Ces évolutions lentes du panier des subsistances, et donc de la valeur de la force de travail, sont le résultat des luttes continuelles entre les deux classes. Loin de remettre en cause le rapport social capitaliste, elles sont le moyen même par lequel s'impose l'évolution de la division de la journée de travail, dans un sens ou dans l'autre.

2.2 Dévalorisation

Venons-en au rapport entre capital et valeur dans la lutte quotidienne entre les classes. Le capital est une masse de valeur devant être valorisée par le travail vivant. Si le travail s'arrête pour cause de grève, cela représente évidemment un manque à gagner pour le capitaliste (pour le travailleur aussi !). Tout arrêt de la production diminue la quantité de plus-value produite par unité de temps. Pour le capitaliste confronté à un arrêt de travail, tout se passe donc comme si son capital valait moins par rapport au taux de profit moyen en vigueur dans les conditions sociales du moment. À cette perte de valeur, au sens de manque à produire et de dévalorisation du capital, s'ajoutent les pertes éventuelles subies en raison de déprédations, destructions, vols, etc., par les grévistes.

Il arrive que ces destructions et pillages prennent un tour et une dimension spectaculaires. La question est alors de savoir si de tels conflits restent des conflits quotidiens faisant partie de la mécanique d'ajustement du rapport des classes ou bien s'ils dépassent cet horizon et font partie d'un processus insurrectionnel comportant une possibilité de dépassement du mode de production capitaliste. Pour répondre à cette question, il faut d'abord mieux comprendre ce que pourrait être une insurrection. On y reviendra donc plus loin (chapitre 7.3.1.2). Mais précisons de quoi on parle ici.

Tout récemment (décembre 2013) en Argentine, une grève des policiers a entraîné une remarquable vague de pillages dans plusieurs provinces. Dès que les gens ont compris que les forces de police ne bougeraient pas (et on ne peut exclure que les policiers eux-mêmes aient fait passer le message), les prolétaires sont allés « faire leurs courses » en forçant l'entrée de nombreux supermarchés et magasins. Ils en ressortaient en emportant toutes sortes de marchandises par pleins caddies. Sur les photos qui montrent l'événement, on voit de l'empressement, du sérieux, et de la collaboration entre membres de la famille pour emporter le maximum possible. Elles montrent aussi l'intérieur des magasins pillés, vides et à moitié détruits. Cette vague de récupération se situe clairement dans le troisième moment de la reproduction du prolétariat : les salaires et allocations étant largement

insuffisants, les prolétaires profitent d'une opportunité pour compléter le panier de leurs subsistances. Les modalités exceptionnelles, la violence contre les propriétaires de magasins, font-elles de ce conflit un moment révolutionnaire ou bien sommes-nous toujours dans le cours quotidien de la lutte des classes ?

On peut poser la même question pour de nombreux conflits qui ont eu lieu en France à partir de 2009, quand la crise a entraîné des fermetures d'usine sans possibilités de reclassement du personnel. Séquestrations de patrons, chantages à l'explosion de bonbonnes de gaz, à la pollution de rivière, et destructions diverses ont été le moyen pour les travailleurs concernés de faire monter les indemnités de licenciement. Par exemple, à Compiègne en avril 2009, les salariés de Continental-Clairoix (pneumatiques) ont saccagé la sous-préfecture où ils attendaient l'annonce du tribunal devant lequel ils avaient déposé un recours pour empêcher la fermeture de l'usine. À l'annonce de la décision du tribunal d'autoriser la fermeture, ils ont tout cassé dans la sous-préfecture. Il leur a fallu dix minutes pour cela, tant ils étaient en colère. Après la sous-préfecture ils ont démoli une guérite à l'entrée du site de Clairoix. On est ici dans le premier moment de la reproduction du prolétariat, celui du marché du travail où se fait (ou non) l'achat-vente de la force de travail. La façon peu conventionnelle dont le syndicat, qui était présent et qui n'a pas pu ou pas voulu calmer les ouvriers, a participé à la négociation salariale fait-elle de ce conflit quelque chose de plus que le quotidien de la lutte des classes ?

Et que dire de toutes ces luttes que l'on appelle anti-travail ? Ce sont des mouvements qui disent que le prolétariat ne peut plus se revendiquer comme la classe du travail qui va supplanter les capitalistes et les remplacer dans la gestion de l'économie. Ces mouvements disent la nécessité de dépasser le modèle productiviste, dénoncent le mythe du développement des forces productives par le prolétariat victorieux du capital. Pour autant, amorcent-ils un processus révolutionnaire de dépassement de la société de classes ou restent-ils dans le cours quotidien de la lutte des classes ?

On va voir que les critères qui marquent la rupture qualitative entre les luttes quotidiennes et l'insurrection tiennent à la masse

de la fraction prolétarienne concernée ainsi qu'à l'effacement de la problématique revendicative immédiate au profit d'une contestation plus générale de la société. Mais il faut avant cela en finir avec l'effet des luttes quotidiennes sur la valeur et le capital.

2.3 Accumulation intensive et élimination de travail vivant

Jusqu'à présent, nous avons vu que le cours quotidien de la lutte des classes fait subir au capital des pertes de valeur liées à l'arrêt de la fabrication ou à des destructions de moyens de production ou autres valeurs. Cela représente en quelque sorte les frais de la lutte des classes. Justement, pour se débarrasser des frais de la lutte des classes liés à l'existence de travailleurs revendicatifs, les capitalistes cherchent continuellement à les remplacer par des machines. Après la vague de grèves et de suicides qui a eu lieu en Chine dans les énormes usines du groupe Foxconn, le patron a fièrement annoncé qu'il allait installer un million de robots dans ses usines en 2014. Quelqu'un a fait remarquer que, outre le coût et les difficultés de changer rapidement de modèle productif, cela préemptait toute la production annuelle de robots du monde. Au-delà de l'effet de propagande cependant, il est indéniable que les embarras de la lutte des classes poussent les patrons à investir dans des machines. On a ainsi observé une forte poussée d'automatisation dans les années 1970–1980, après que la résistance des travailleurs à la chaîne a pris des formes radicales et coûteuses. L'effet de tels investissements est connu : ils dévalorisent le capital existant, moins perfectionné, et font baisser la valeur individuelle des marchandises produites dans les nouvelles conditions, où la productivité a augmenté. L'accumulation de capital fixe entraîne ainsi une perte de valeur pour les capitaux, machines et marchandises, issus des conditions antérieures de l'accumulation. À première vue, on peut dire que c'est l'effet de la concurrence entre les capitalistes. À y regarder de près, cependant, c'est la résistance des travailleurs à l'exploitation qui est la cause profonde de l'accumulation intensive du capital. Certes, chaque capitaliste cherche à produire ses marchandises à moindre coût pour gagner des parts de marché. Et

chacun d'eux cherche donc à augmenter sa productivité. Cependant, la concurrence ne débouche pas automatiquement sur l'accumulation de capital fixe. En effet, la première façon d'augmenter la productivité, et la moins chère, est d'intensifier le rythme du travail. Accélérer les cadences de production ne demande pas d'investissement supplémentaire en capital fixe. Les coûts supplémentaires en capital ne concernent que le capital circulant. Mais cette solution économe n'est possible que jusqu'au point où l'exploitation intensifiée du travail bute sur la résistance des travailleurs. C'est exactement ce qui s'est passé à la fin des années 1960 en Occident, et ce qui commence à se passer en Chine depuis le milieu des années 2000. Dès lors, les frais de la lutte des classes deviennent trop élevés. La résistance, voire la révolte ouverte des travailleurs, fait subir aux capitalistes des pertes telles qu'ils cherchent à passer à un stade supérieur d'automatisation pour éliminer une partie de la force de travail et discipliner plus étroitement les travailleurs restants. La recherche de la productivité, élément central de la concurrence, ne débouche sur l'accumulation de capital fixe qu'à cause de la résistance du travail vivant à la surexploitation. Voilà pourquoi on peut dire que la dévalorisation du capital inhérente à l'accumulation intensive du capital, qui est le résultat de tout cet enchaînement, est une conséquence de la lutte des classes.

Concluons : l'effet de la lutte des classes dans son cours quotidien est la dévalorisation. C'est une autre façon de dire que le fonctionnement normal du mode de production capitaliste comporte une dévalorisation qui lui est inhérente. La perte de valeur est due soit aux frais de la lutte des classes, qui interrompt la production et provoque toutes sortes de pertes, soit à la contrainte que celle-ci exerce sur le capital pour qu'il augmente sa composition organique. Dans tout ce processus, ni la présupposition réciproque des classes ni la forme sociale valeur ne sont remises en cause. Au contraire, aussi longtemps que la présupposition réciproque des classes est active, les heurts, même violents et spectaculaires, entre les classes sont des mécanismes d'ajustement qui, s'ils entraînent des pertes de valeur, ne remettent en cause ni la valeur comme forme ni le capital comme

rapport social. Il en va différemment quand le rapport entre les classes tourne à l'affrontement pur.

3 Capital et valeur dans l'insurrection

Un détour est ici nécessaire si l'on veut bien comprendre ce qui arrive à la valeur dans l'insurrection prolétarienne. Il nous faut en effet analyser de près ce qu'est une insurrection du prolétariat, à savoir un rapport social très spécifique, pour pouvoir ensuite saisir la forme sociale que les prolétaires insurgés donnent à ce qui était valeur en procès jusque-là.

3.1 Des luttes quotidiennes à l'insurrection

3.1.1 Rupture qualitative dans l'affrontement des classes

On pourrait penser que la notion de sujet automate est valide dans les périodes de grande prospérité, quand la masse de plus-value produite est telle que la reproduction et l'accumulation du capital se font avec une fluidité presque parfaite. En réalité, même dans ce cas il n'y a pas d'automaticité. Car même à supposer que dans une telle conjoncture le prolétariat travaille sans chercher le moins du monde à lutter contre le capitaliste pour améliorer la paie ou réduire la charge de travail, il doit encore intervenir pour que la coopération dans l'atelier fonctionne. Il est vrai que la coopération des travailleurs est commandée par le capital fixe et le rapport des machines entre elles ; il est vrai que dans le fordisme la part de chaque travailleur est précisément calculée et formatée par les bureaux d'études. Il n'en reste pas moins qu'il faut l'intervention personnelle des travailleurs pour que ça marche, car il y a toujours des aléas. C'est tellement vrai que certaines méthodes du post-fordisme, comme le travail en petites équipes le long d'une chaîne, s'efforcent de mobiliser à l'avantage de l'entreprise cette capacité d'initiative que garde le travailleur même dans un système hautement organisé et automatisé.

En fait, une telle conjoncture d'où toute résistance à l'exploitation serait absente est purement théorique. Car aussi faible soit-elle, cette marge d'initiative que le prolétariat conserve toujours dans son travail, et dont le capital a besoin pour fluidifier son mouvement,

donne simultanément la possibilité au travailleur de récupérer un peu de liberté et de temps. Les capitalistes cherchent continuellement à limiter toutes les petites tricheries, tous les petits arrangements que les travailleurs mettent en place pour simplement tenir le coup. Tout cela est bien connu, et je ne le signale que pour dire que le sujet n'est jamais automate. Prolétaires et capitalistes interviennent toujours subjectivement dans le rapport d'exploitation, même quand celui-ci semble le plus réifié.

En ce qui concerne les travailleurs, le degré de leur mobilisation subjective augmente en raison directe de leur résistance à l'exploitation. La moindre désobéissance, le moindre conflit avec un petit chef supposent initiative et courage, individuellement et collectivement. Sans doute la lutte des classes a-t-elle une fonction positive pour le capital dans son ensemble. Elle est l'aiguillon qui le contraint à toujours inventer de nouvelles méthodes de travail. Mais ce n'est pas pour cela que les capitalistes accepteraient sans s'y opposer systématiquement la résistance des travailleurs de leur entreprise. Ils veulent consommer la marchandise qu'ils ont achetée comme ils l'entendent. C'est pourquoi la résistance à l'exploitation est à l'opposé de tout automatisme social. Quelle que soit l'ampleur de la résistance, elle est toujours une lutte où les prolétaires se manifestent comme individus sujets.

Et quand on en vient à la grève, même la plus pacifique et syndicale, il apparaît bien que la marchandise force de travail est inséparable de l'individu qui la porte et qui, individuellement et collectivement, est aussi sujet – quelles que soient les limites de cette subjectivité. Le capitaliste tolère cette subjectivité quand elle aide à fluidifier le travail, mais bien sûr il n'en veut plus quand elle s'oppose à lui. Et l'affrontement qui s'ensuit passe évidemment par un renforcement de l'affirmation subjective du prolétariat. Même purement syndicale, la grève n'est pas obéissance aux ordres comme l'est le travail. Il y a, comme on dit, mobilisation, ce qui veut dire discussions, hésitations, polémiques et finalement décision d'arrêter le travail face à la hiérarchie de l'atelier ou du bureau. Ce n'est pas la révolution, bien sûr, mais cela représente un degré de rupture dans la subordination du travail au capital.

On franchit des degrés supplémentaires de mobilisation de la subjectivité du prolétariat quand les grèves deviennent sauvages, violentes. Faire grève sans les syndicats, voire contre eux (quand il y en a), c'est rompre avec une institution qui, peut-être, a reçu l'approbation des capitalistes. C'est s'opposer non seulement aux patrons mais aussi aux bureaucrates qui, en principe, sont dans le camp des travailleurs. Beaucoup de militants montent au pinacle ces manifestations d'*autonomie* du prolétariat parce qu'elles font doublement la preuve (contre les patrons, contre les syndicats) de la capacité d'initiative des travailleurs. Ce n'est pas le lieu ici de discuter de la question de l'autonomie. Elle montre que le prolétariat n'est nullement passif dans le rapport d'exploitation, qu'il a une existence de sujet distincte de son statut de rouage dans le rapport au capital fixe, et que sur cette base il est capable jusqu'à un certain point d'exister « pour soi ». Pour le moment, c'est la seule chose qui nous intéresse ici : la manifestation subjective de plus en plus affirmée de la classe du travail soi-disant réifié.

C'est encore plus le cas des mouvements de lutte anti-travail. Individuellement ou collectivement, les prolétaires s'y affirment comme non-travailleurs. Qu'il s'agisse d'absentéisme, de coulage, de sabotage, de vol, de vandalisme, le contenu de l'anti-travail est bien sûr de s'opposer au patron qui ordonne le travail, mais en rejetant le travail lui-même, et pas seulement la façon dont le patron gère la coopération entre les travailleurs. Ici la manifestation subjective du prolétariat dans sa lutte atteint un point où les travailleurs s'opposent au patron en affirmant qu'ils sont plus que des travailleurs. Ce qui est contradictoire, puisque le patron auquel ils s'opposent, parfois sans même revendiquer quelque chose, n'est là qu'en tant que donneur de travail. C'est une autre façon de dire que les luttes anti-travail ne sont pas au-delà de la lutte quotidienne entre les classes mais qu'elles marquent que le travail et son exploitation atteignent une limite. Christophe Dejours compare le travail à la chaîne à vingt ans d'écart, entre 1974 et 1994 :

> Le travail, en tant qu'activité (au sens ergonomique du travail), n'est en fin de compte guère différent qualitativement de ce qu'il

> était il y a vingt ans. L'analyse plus détaillée du vécu ouvrier révèle que les temps morts ont disparu, que le « taux d'engagement » (c'est-à-dire la part du temps de présence sur la chaîne consacré à des tâches directes de fabrication, de montage ou de production [une fois soustraits les temps de déplacement, d'approvisionnement, de pause ou de relâchement] est beaucoup plus pénible que par le passé, qu'il n'existe actuellement aucun moyen de ruser avec les cadences, aucune possibilité, même transitoire, de se dégager individuellement ou collectivement des contraintes de l'organisation. La préoccupation principale, du point de vue subjectif, c'est l'*endurance* […] [4]

Christophe Dejours montre ici en termes dramatiques ce qu'il considère comme une complète organisation de l'activité par le capital fixe. C'est en effet la tendance utopique que poursuivent les capitalistes. Elle n'est jamais achevée, au sens où les travailleurs ne sont jamais complètement des machines – sinon la chaîne bloquerait. Mais la description de Dejours permet de comprendre à quel point les perfectionnements de l'organisation scientifique du travail (OST) restreignent la part subjective du travailleur dans son travail et l'amènent ainsi à devenir anti-travail. Et quand il le fait, quand il se révolte contre l'OST, il affirme une subjectivité qui n'est pas celle du travailleur. On reconnaît alors, mais dans un contexte de luttes quotidiennes, la figure du prolétaire insurgé, dont le propre est, à toutes les époques, de manifester que le travail et son exploitation atteignent leur limite historique.

Jusqu'ici nous avons vu que le prolétariat intervient subjectivement dans le procès de la reproduction capitaliste. Il le fait même quand il ne lutte pas contre l'exploitation, car son intervention est nécessaire ne serait-ce que pour adapter les ordres du patron aux aléas de la production. Il le fait *a fortiori* quand il lutte contre l'exploitation, quand il résiste aux formes multiples de la subordination du travail au capital. Dans les phases de crise économique, l'affrontement entre

4 C. Dejours, *Souffrance en France. La Banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Seuil, 1998, p. 60.

les classes se renforce et la résistance à l'exploitation passe par la multiplication des luttes du prolétariat. À un certain point, une rupture intervient : le prolétariat se soulève en masse et l'insurrection nous fait passer dans une autre problématique. La subjectivité de la classe exploitée change de forme et de contenu, et c'est cela qui rend possible le dépassement communiste du mode de production capitaliste.

3.1.2 Différence entre grève radicale et insurrection

Avant d'entrer dans l'analyse détaillée de l'insurrection, faisons quelques observations générales. Les insurrections prolétariennes interviennent tout au long de l'histoire du mode de production capitaliste. Certains moments du luddisme (1812–1819), les canuts de Lyon, les prolétaires du juin 1848 à Paris, mais aussi la Commune de Paris, le soulèvement des marins et travailleurs allemands en novembre 1918, la révolte des ouvriers de RDA en 1953, ou encore celle des travailleurs iraniens en 1979, ou celle des travailleurs irakiens de Bassora (Irak) en 1991, la liste est impossible à dresser de façon exhaustive et serait bien plus longue que celle-ci. À chaque fois, on assiste à un soulèvement brusque et violent du prolétariat contre les conditions qui lui sont faites par le capital. En règle générale, le soulèvement suit une période d'agitation, de luttes multiples, de discussions politiques. Cependant, et c'est cela qui importe ici, il y a une rupture qualitative entre le cours quotidien de la lutte des classes et l'éclatement d'une insurrection au caractère potentiellement révolutionnaire. L'exemple de l'Iran en 1979 aidera peut-être à comprendre mieux l'enjeu de la question. Ce qui suit complète et corrige ce que j'ai écrit sur la question dans *La Période actuelle* [5].

> Téhéran, février 1979
>
> Il n'y a pas qu'une seule insurrection au cours de la révolution iranienne des années 1977–1980, mais celle de février 1979 est sans doute la plus longue et la plus massive. Tout au long de l'année 1978, les grèves et les manifestations se sont multipliées dans tout le pays. Dans ce maelström, on repère au moins deux

5 Cf. B. Astarian, *La Période actuelle*, *op. cit.*

émeutes importantes : celle qui, le jour du massacre de la place Jaleh (le « vendredi noir » 8 septembre 1978), éclate dans les quartiers pauvres du sud-est de Téhéran et celle qui pille et incendie Khoramshar le 12 novembre 1978. Cependant, dans ce continuum de luttes de plus en plus intenses, la semaine insurrectionnelle qui va du 9 au 16 février 1979 marque un tournant décisif.

Le 9 à 22h30, une unité de la garde impériale attaque, dans le quartier de Farahabad (est de Téhéran), une caserne de cadets favorables à Khomeyni. Mais les habitants du quartier soutiennent les cadets et encerclent les attaquants. D'autres cadets, basés à l'aéroport proche de Dushan Tappe, leur viennent en aide et distribuent des armes aux habitants. Des barricades s'élèvent dans tout le quartier. Malgré la proclamation de l'état d'urgence par le Premier ministre Shapour Bakhtiar, l'insurrection s'étend. Les enfants sont particulièrement actifs dans la construction d'un « savant labyrinthe de barricades et de constructions diverses[6] ». Le 10 en fin de journée, la prison de Evin (nord de la ville) est ouverte par l'insurrection. Pendant que les combats reprennent dans le quartier de Farahabad, le Majlis (parlement) est incendié.

Le 11 à l'aube, les insurgés s'emparent de la manufacture d'armes de la place Jaleh. On improvise rapidement des formations au maniement des armes. À midi, tout l'est de la ville est aux mains de l'insurrection. La police militaire se rend. Le commissariat central et 17 commissariats de quartier sont pris. À 14 heures, l'armée annonce qu'elle est neutre et se retire dans ses casernes. Les désertions sont nombreuses et un général est abattu par ses soldats. Mais bientôt, les casernes où se sont retirés les militaires sont assiégées et prises d'assaut par des guérilleros. Ceux-ci sont comme des poissons dans l'eau, et cherchent déjà des bases de pouvoir pour la suite. Le même jour,

6 A. Solneman, *Du 8 janvier 1978 au 4 novembre 1979*, éd. Belles Émotions, 1991, texte disponible en ligne. Le présent résumé de l'insurrection de Téhéran suit le récit de Solneman.

l'insurrection prend le contrôle de la radio, et la met à sac. Quant à la télévision, elle tombe aux mains de ses propres grévistes. Pendant ce temps, les beaux quartiers du nord de la ville sont livrés au pillage, et un dépôt de munitions explose.

Le 12, des gardes impériaux attaquent dans le nord-est de la ville. Ils sont battus. À 15 heures, Khoymeni, rentré d'exil le 1er février, déclare qu'il faut rendre les armes dans les mosquées. Après le 12 février, les journalistes n'osent plus s'aventurer en ville, surtout la nuit, car tout le monde est armé et tout le monde tire sur tout le monde. C'est pourquoi il devient difficile de suivre le déroulement de l'insurrection.

Le 14, les fedayins occupent l'ambassade des États-Unis, mais sont bientôt délogés par le nouveau ministre des Affaires révolutionnaires [*sic !*] et les moudjahidins. Ce même jour, on se bat à Chiraz, à Ispahan, à Tabriz.

On peut aussi avoir une idée de ce qui se passe ces jours-là quand on sait que la radio répète le message qu'il ne sert à rien d'avoir des armes, qu'il faut que les enfants soient désarmés, que la bataille maintenant, c'est contre l'anarchie.

Le 17, Bazargan, Premier ministre, appelle à la fin des grèves. Il est en cela soutenu par le Toudeh (Parti communiste). Car une telle insurrection comportait nécessairement un arrêt massif du travail.

Mais si les combats cessent le 18, les grèves continuent, et se transforment en un mouvement dit « des shuras », mélange de conseils d'usine et de conseils de quartier. Les premiers sont plutôt ouvriers, les seconds plutôt islamiques, mais la distinction n'est pas tranchée. À partir de là, on entre dans un mouvement contrasté de poussée ouvrière et de prise de contrôle par les mollahs qui sort de notre propos. Cette phase dure jusqu'à l'été.

Le récit de l'insurrection de Téhéran aide à comprendre ce qui constitue la rupture entre le cours quotidien de la lutte des classes et l'insurrection. Différents points peuvent être indiqués.

Il y a bien sûr le fait que, presque par définition, l'insurrection est un mouvement massif. Elle ne mobilise pas un lieu de travail,

une entreprise, mais un ensemble de prolétaires en révolte contre les conditions générales qui leur sont faites, et non pas contre les conditions de l'échange salarial propres à leur entreprise. L'étincelle qui provoque l'insurrection peut être de nature variable. Cela peut être une hausse du prix du pain (les exemples sont nombreux). Cela peut concerner le calcul des salaires, comme en RDA en 1953 (cf. chapitre 7.3.2.3). Cela peut concerner la répression policière, comme à Téhéran. Dans tous les cas, ces griefs particuliers ne provoquent une insurrection que parce qu'ils font partie d'une crise plus générale de la subordination du travail au capital. Et l'insurrection se caractérise notamment par le fait que, en le disant ou non, elle s'attaque au capital au niveau le plus général de sa domination. La forme fondamentale de la domination du capital sur le travail, c'est son monopole sur les moyens de production et la séparation complète où cela place le prolétariat. Dans sa définition même, l'insurrection attaque à ce niveau : elle prend possession de telle ou telle partie du capital pour nier cette modalité fondamentale de sa domination. On va y revenir.

Il y a d'autre part le fait que les insurgés quittent leur lieu de travail. Ils ne s'en prennent pas à un capital particulier mais attaquent à un niveau plus général. L'insurrection a une dynamique topographique qui est parlante. Les insurgés se révoltent contre les lieux du pouvoir capitaliste. Les insurrections parisiennes de 1848 et 1871 construisent un réseau de barricades qui convergent vers la mairie de Paris, plus importante pour eux que le siège du gouvernement national. À Téhéran, où règne la dictature du Shah, les casernes, les prisons, les commissariats, sont des objectifs privilégiés. Dans tout cela, et bien qu'en général elle ne parle pas de communisme, l'insurrection élève le débat. Les revendications immédiates passent à l'arrière-plan, voire disparaissent complètement. L'enjeu n'est plus la négociation de l'échange salarial mais le changement de société. Que cet objectif se limite à celui d'un changement de gouvernement (par exemple dans les printemps arabes) marque simplement une limite, momentanée ou non, dans l'offensive prolétarienne. Mais cela n'empêche pas que cette offensive a changé qualitativement, passant du niveau revendicatif au niveau sociétal. Peu importe ici que l'idée révolutionnaire que projette

nécessairement toute insurrection de quelque importance soit celle de la démocratie socialiste, de la dictature du prolétariat, des conseils ou des *shuras*. Ce qui compte, c'est que le prolétariat trouve tout à coup en lui-même la potentialité de changer la société qu'il a produite et reproduite par son travail. Cette capacité est en rupture avec ses luttes quotidiennes, qui ne visent pas le changement de société mais l'aménagement du rapport social capitaliste. C'est cette rupture qu'il nous faut maintenant examiner plus en détail pour comprendre ce qui arrive à la valeur quand le prolétariat s'insurge.

3.2 L'insurrection comme rapport social spécifique

3.2.1 Initiative prolétarienne insurrectionnelle

L'insurrection est le moment où le rapport de présupposition réciproque entre les classes se convertit en rapport de pur affrontement. La rupture peut intervenir dans l'un ou l'autre des moments de la reproduction du prolétariat. Il peut s'agir d'une impossibilité « objective » de trouver un niveau de salaire acceptable par les deux parties (les canuts de Lyon, par exemple), ou bien de l'impossibilité de maintenir des conditions de travail trop strictes (RDA 1953), ou encore d'une tentative d'imposer une brutale hausse du prix des subsistances (émeutes de la faim), ou enfin, et le plus souvent, d'une combinaison de ces situations. Ces configurations du rapport de classes indiquent un point de blocage dans le rapport d'exploitation du travail par le capital. Ce point de blocage semble objectif, au sens où ni les patrons ni les salariés n'auraient la possibilité de faire les concessions nécessaires pour remettre en route la (re)production capitaliste. En fait, l'objectivité du blocage entre les classes est discutable, car il n'y a pas de limite objective à la possibilité de baisse du niveau de vie du prolétariat, de dégradation des conditions de travail. C'est ce qu'on constate notamment après la défaite de l'insurrection, lorsque la production reprend dans des conditions aggravées. De plus, il est difficile de parler d'un blocage objectif du rapport d'exploitation quand on observe que c'est toujours le prolétariat qui prend l'initiative de la rupture et, comme on va le voir, cela requiert une forte dose de subjectivité : l'initiative de l'insurrection ne vient pas toute seule.

Il arrive que, par le lock-out, les patrons aussi se retirent du rapport de négociation permanente entre les classes. Cette rupture n'est bien sûr pas de leur part insurrection, mais exercice du pouvoir qu'ils détiennent. Ils ont des réserves pour attendre que les travailleurs reviennent vers eux et acceptent les conditions dégradées qu'ils veulent leur imposer. Et il se peut même qu'ils lockoutent par provocation, pour pousser le prolétariat à se soulever pour ensuite le réprimer violemment (juin 1848). Mais c'est quand même le prolétariat qui répond, ou non, à la provocation et prend l'initiative de cette rupture violente. Dans tous les cas, l'insurrection indique qu'il vient un moment où les conditions objectives de la reproduction de la contradiction des classes deviennent subjectivement insupportables au prolétariat. Cela se manifeste par le soulèvement violent d'une grande partie de la classe. Que se passe-t-il alors ?

Dans les récits relatant les insurrections du prolétariat, on lit des choses comme : « À l'annonce du verdict acquittant les policiers qui avaient tué Rodney King, les quartiers populaires de Los Angeles explosèrent en pillages et incendies. » On comprend bien la relation de cause à effet, et on sait bien que derrière ce verdict inique il y a des années de misère et de souffrance sous le joug de la police de Los Angeles. Mais comment, précisément, passe-t-on de cette soumission, qui a duré des années, qui a encaissé tant d'affronts et d'injustices, à un soulèvement insurrectionnel ? Prenons l'exemple des émeutes d'avril-mai 1992 à Los Angeles[7].

> Début des émeutes de Los Angeles, mars-avril 1992
> Simi Valley. Ville, surtout blanche, de la banlieue de Los Angeles. Habitée par de nombreux policiers. C'est dans cette ville qu'a eu lieu le procès des policiers qu'un vidéaste amateur a filmés en train de battre à mort un Noir, Rodney King, étendu sur le sol. Le mercredi 29 mars 1992, ces policiers sont acquittés.

7 D'après D. Hazen (éd.), *Inside the L. A. Riots. What really Happened and why It Will Happen again*, New York, Institute for Independent Journalism, 1992.

Mercredi 29/4, 17 heures 30

Centre-ville, Parker Center [siège du LAPD, la police de Los Angeles]. Un groupe de protestataires, petit mais grossissant à vue d'œil, commence à encombrer la place juste devant le siège du LAPD. La foule scande ce qui va devenir un refrain familier : « Pas de justice, pas de paix » et « Gates [chef de la police] doit partir ». Barrant l'accès au chemin qui mène à l'entrée de l'immeuble, une ligne de policiers en tenue antiémeute, casqués, fait face aux manifestants.

Mercredi 29/4, 19 heures

South Central. Devant le parking de l'église First African Methodist Episcopal Church, des centaines de gens traînent. Ce sont surtout des Noirs, avec quelques jeunes Blancs et Latinos. À l'intérieur, la salle de réunion est bondée et déborde dans l'entrée et dans le foyer de l'église. À l'entrée de l'église, une bannière proclame « Frère, viens nous aider à arrêter la folie ». […] Les leaders noirs de Los Angeles défilent vers la chaire. Les politiciens, les activistes, les pasteurs observent les bancs. Des douzaines de pancartes « Oui à la proposition F » (la loi de réforme de la police mise au référendum en juin) se balancent au-dessus de la nef trop pleine. Le pasteur de First AME, Cecil Murray, déclame « Dieu est vivant, Dieu n'est pas encore mort ». Dans la salle de presse improvisée en face de la chaire, nos yeux sont rivés sur une série d'écrans transmettant en direct la vue du chauffeur de camion Reginald Denny[8] étalé sur l'asphalte au croisement de Normandy et de Florence.

Les leaders : « Nous ne perdrons pas notre sang-froid. Nous ne perdrons pas notre calme. Nous allons demander justice. » « Ne déchirons pas notre communauté pour ne rien prouver. »

À la télé : « Tous les policiers ont reçu l'ordre de se mettre en tenue d'émeute. »

8 Chauffeur blanc qui fut arraché à son camion et battu à mort au début des émeutes.

Les leaders : « Je vous le demande, avez-vous jamais vu un verdict plus immoral dans votre vie ? Nous exigeons le passage de la proposition F. » « Nous voulons que vous exprimiez toute votre colère, toute votre frustration […] [lorsque j'ai entendu le verdict] j'ai été choqué, abasourdi, j'en ai perdu le souffle. Nous sommes ce soir venus dire que ça suffit, et pour vous encourager à exprimer verbalement votre colère. » [Là, c'est le maire (noir) de LA qui parle, et qui est reçu avec des cris, des huées et une agitation générale].
À la télé : une ligne de policiers du LAPD, en tenue d'émeute, fait face aux protestataires devant le Parker Center.
Les leaders : « Inscrivez-vous sur les listes électorales ! »
À la télé : vue aérienne des flammes jaillissant d'un mini-centre commercial à l'angle de Vermont et de Century.

Mercredi 29/4, 20 heures

Centre-ville, Parker Center. Protégée par l'obscurité, la foule devant Parker Center a grossi et est devenue plus agressive. La composition de la foule a aussi changé. Les protestataires les plus âgés, les représentants d'organisations de gauche connues et d'organisations de solidarité sont partis. À leur place se trouve une foule plus jeune et de plus en plus compacte.
Ruben Martinez [journaliste] : Nous sommes devant Parker Center. Sur trois côtés, le LAPD. Mais ça n'a pas d'importance ; nous pouvons faire ce que nous voulons. Plus le temps passe, plus la colère monte en nous. Nous jetons des pierres. Nous saisissons un panneau d'interdiction de stationner. Nous incendions la guérite d'un gardien de parking. Chopez cette voiture du LAPD. À vingt-cinq paires de bras et de jambes, renversez-la. Brûlez-la. Et maintenant la Rolls-Royce. Écoutez le bruit sourd du pied-de-biche sur le pare-brise ! La police nous suit à distance, n'attaquant jamais. Des arbres plantés dans de grands bacs en ciment roulent en bas de la rue. Des bancs de l'arrêt de bus deviennent une barricade. Nous tenons des exemplaires enflammés du *LA Times* sous les feuilles des palmiers qui viennent à la hauteur du pont au-dessus de la 101. Nous

regardons émerveillés les palmes en feu, et aussi les manœuvres désespérées des automobilistes en dessous, qui freinent à mort et essaient de faire demi-tour. Un autre fait hurler ses pneus en stoppant dans la voie d'arrêt d'urgence devant deux drapeaux en flammes qui encadrent une affiche Daryl Gates de Robbie Conal. Nous hurlons « Pas de justice, pas de paix ! ». Nous bombons à la peinture les murs de l'Hôtel de Ville est, ouest et sud, ainsi que les immeubles du tribunal et du *LA Times*. Nous sommes des types du Parti communiste révolutionnaire (en charge du mégaphone et des bombes à peinture), nous sommes des sans-abri, nous sommes des gosses du barrio de East LA et de South Central. Nous sommes des bohémiens de Echo Park, nous sommes des activistes de ACT-UP et nous sommes des journalistes. Un corps unifié de 300 cellules, à pied, sur planche à roulettes, à vélo, avec des casquettes X et des T-shirts Soundgarden, se déplaçant comme une énorme méduse poussée par les vagues du LAPD.

L'organisme se métamorphose à chaque inhalation de fumées. Nous crachons le feu. Le café Phils Coffee Shop à l'angle de Spring et de First part en fumée. Puis Tommy's Coffee à l'angle de Spring et de Second. Les vitrines de la nouvelle boîte mexicaine au carrefour de Broadway et de Third sont démolies – Coca gratuit pour tout le monde ! Des poubelles dans la devanture de Eagleston's Big and Tall. Un mannequin en robe de mariée de Bridal City est en feu. L'organisme unique commence à se fractionner. Une partie part vers le nord sur Broadway. Une autre vers l'est sur Second. Une autre encore vers l'est en direction de Temple. Les gens emportent des téléphones cellulaires, des ordinateurs portables, des chaînes stéréo (Radio Shack, à l'angle de Second et de Broadway). Nous rions. Nous hurlons. Où est passé le LAPD ? Une coutellerie est pillée. Nous voilà soudain armés de crans d'arrêt et de longs couteaux de cuisine reluisants. Allons-nous nous entretuer ? Allons-nous continuer ? Rentrons-nous à la maison ? Que faisons-nous ? Qui nous dirige ? Le RCP (Revolutionary Communist Party) ? Le type

avec le T-shirt Soundgarden ? Le gamin de Ramona Gardens ? Le LAPD ?

Mercredi, minuit

Baby Saye passe devant des badauds et d'autres pillards avec trois paquets de six rouleaux de papier toilette double couche Charmin. « Je sais ce que vous pensez, mais je vous emmerde », dit Baby Saye, 26 ans. Elle vit d'allocations depuis toujours. « Toute ma vie, je me suis torchée et j'ai torché mes enfants avec une saleté qui gratte parce que je ne peux pas me payer la bonne daube. Maintenant j'ai du Charmin, comme ces jurés blancs. Pas mal ! »

Jeudi matin, tôt

South Central. Il semble que beaucoup des incendies de la veille se meurent. Et puis une colonne de fumée noire apparaît au nord de Crenshaw : c'est une mini-galerie commerciale sur la 29e. Je roule vers là, tandis que les feux s'allument à l'est. Je roule vers l'est, et le feu se déclare à l'ouest. Dans quelque direction que je roule, il y a des colonnes de fumée montant d'un magasin Trak-Auto, d'un Chaussures Kinney, d'une Thrifty, d'un Boys.

Les émeutes, pillages et incendies qui commencent mercredi soir dureront jusqu'à samedi matin.

On a ici un aperçu sur la façon dont se forme une insurrection prolétarienne. On remarque l'impuissance, voire l'absence, des dirigeants politiques. On remarque aussi l'émergence d'individus, inconnus et anonymes mais prenant des initiatives. Il y a aussi des militants du Parti communiste révolutionnaire, et probablement d'autres militants. Ils ont sur les autres l'avantage d'avoir un mégaphone. Leur influence éventuelle dans le démarrage de l'insurrection ne tient pas tant à leur message ou à leur organisation politique. Ils militent depuis des années sans effet sur le mouvement réel. Mais il s'est peut-être trouvé parmi eux un ou quelques individus qui se sont mêlés aux autres initiateurs alors que les conditions étaient mûres, sans qu'ils n'aient rien fait pour cela. On voit que, par interaction, l'action s'organise d'abord en manifestations d'insolence et d'irrespect (il est interdit de

brûler un drapeau aux États-Unis), puis en dégradations de mobilier urbain, et finalement en pillages, bien que le texte n'indique pas la façon dont les pillages ont commencé – il semble que cela se soit fait presque naturellement, quand les quelque 300 manifestants ont quitté la mairie et le siège du LAPD et se sont dirigés vers des artères commerciales). Comme ils le savent par la télévision, les incendies ont déjà commencé dans d'autres endroits de la ville. Cette dispersion et cette simultanéité des initiatives insurrectionnelles sont un indicateur sûr de la maturité des conditions.

3.2.2 Apparition fugitive du pur sujet

Dans ce processus, on distingue une progression qui va de la désobéissance à la loi à l'attaque violente de la propriété capitaliste. Dans le démarrage de toute insurrection, il y a un moment où les prolétaires se mettent eux-mêmes en situation de rupture avec la société du capital. Ils se retrouvent alors face à leur dénuement. C'est « l'isolement funeste » (Marx) dans lequel éclate toute émeute. L'échec des luttes qui précèdent l'insurrection a réalisé cet isolement où les prolétaires se retrouvent démunis, hors-la-loi, *purs sujets* face au capital qui réunit en lui la société et la nature et en interdit l'accès au prolétariat. Il est impossible de savoir combien de fois les prolétaires de South Central ou d'autres quartiers de Los Angeles, ont essayé de faire valoir leurs droits, individuellement et collectivement, et se les sont vu déniés. À la longue, inévitablement, ils comprennent, et disent à leur façon qu'ils sont seuls face au capital qui les rejette dans leurs ghettos. Mais dans le moment où ils s'insurgent, ils réalisent ce face-à-face où le prolétaire dénué de tout fait face à l'homme aux écus.

Autre exemple, complètement différent : en juin 1848 les travailleurs des ateliers nationaux de Paris ont cherché à s'opposer à la fermeture annoncée de ce système de secours par le travail destiné aux chômeurs de la ville. Pressentie depuis longtemps, actée le 21 juin, la décision de fermeture provoque des manifestations multiples, dont une qui se rend au palais du Luxembourg rencontrer le gouvernement, qui lui oppose un refus total de modifier sa décision. Les manifestations reprennent le soir même, toujours sans succès, et encore le

lendemain. Finalement, au cours d'une manifestation les barricades se dressent partout dans les quartiers populaires de Paris. Mais avant ce moment du soulèvement, l'absence de résultat des manifestations rend concrète l'expérience de l'isolement où se trouve le prolétariat, elle réalise le pur sujet que Marx évoque pour décrire le prolétaire face au capital.

On pourrait multiplier les exemples de ce moment fugitif où la pure subjectivité, le fait pour le prolétaire de se trouver sujet sans objet, coupé des moyens de sa vie, va résoudre sa propre irreproductibilité dans l'insurrection. En Tunisie en 2010, le suicide public d'un vendeur de fruits à la sauvette qui s'est vu interdire son activité par la police, alors que ce petit trafic était son ultime moyen de vivre, dit de façon tragique l'« isolement funeste » du prolétaire. On sait comment ce geste engendra toute une série d'émeutes et le premier printemps arabe.

Sans doute, le prolétariat parisien « aurait pu » accepter la fermeture des ateliers nationaux, il « aurait pu », comme il l'a fait d'autres fois, accepter de descendre encore d'un cran dans la misère et la souffrance. A posteriori, on trouve beaucoup d'explications à son soulèvement : la misère, justement, les grèves qui agitaient la classe ouvrière depuis plusieurs mois, l'agitation politique qu'entretenaient divers groupes, etc. Mais il y a tant de fois où les mêmes éléments n'ont pas entraîné de soulèvement prolétarien qu'il faut bien admettre que ce ne sont pas là des explications suffisantes. Et au final, il faut bien admettre qu'on ne connaît pas les conditions précises qui provoquent une insurrection. Bien des révolutionnaires professionnels s'y sont essayés, sans parvenir à autre chose qu'à des aventures mal abouties.

Quoi qu'il en soit, à Paris en 1848 comme dans tous les autres cas d'insurrection, il y a ce moment où le prolétariat rompt avec la soumission et l'acceptation. Il rejette la socialisation que le capital lui propose, parce que les salaires offerts sont trop bas, ou que les prix sont trop hauts, ou que les cadences sont trop élevées. Il se retrouve alors dans une situation irreproductible qu'il résout par l'insurrection. Autrement dit, il se soulève parce qu'il estime qu'il est devenu impossible de se reproduire *dans* le capital. Ayant fait l'expérience de son

isolement total face au capital qui détient toutes les conditions de leur vie, les prolétaires décident de rompre cet isolement *sans passer par l'échange* contre le capital. Ils le font par la violence, dans l'illégalité, en prenant possession d'éléments du capital qui sont à portée de leur lutte et qui vont leur permettre d'affronter les patrons. Pour bien comprendre l'importance de ce moment, qui est crucial si l'on veut comprendre la possibilité du communisme, il faut faire un détour par la notion de rapport social.

3.2.3 L'insurrection comme rapport social

J'ai déjà proposé [9] de donner au terme de rapport social le sens fort de rapport dans lequel les hommes s'autoproduisent comme société en se rapportant simultanément les uns aux autres et à la nature extérieure, condition fondamentale de leur vie. Et de garder le terme de collectif pour tous les autres rapports que les hommes entretiennent entre eux sans reproduire en même temps la nature extérieure et l'activité qui s'y rapporte. Cela signifie que le rapport social se définit dans une société de classes comme le rapport conjoint des deux classes du travail et de la propriété à la nature extérieure définie respectivement comme moyen de travail et objet de propriété. Dans une société de classes, le rapport social se définit fondamentalement comme l'exploitation du travail par la propriété. Seul ce rapport, qui est toujours une contradiction, fait avancer l'histoire, engendre la production de l'homme par l'homme. Les autres rapports, tels la coopération dans le travail, la vie politique et syndicale, mais aussi l'amitié, l'amour, la famille, les équipes sportives, les associations diverses et multiples, accompagnent ce mouvement fondamental mais ne sont pas capables de l'engendrer ou de l'arrêter, parce qu'ils n'ont pas accès au cœur de la mécanique sociale et historique que sont l'exploitation du travail et le développement des forces productives qu'elle implique.

Ce détour était nécessaire pour comprendre que les prolétaires qui s'insurgent ne sont pas simplement une bande d'individus violents qui ne respectent rien, mais des individus qui, pour la première fois

9 Cf. B. Astarian, *Le Travail et son dépassement*, *op. cit.*, p. 75 sq.

dans l'histoire, forment un rapport social entre eux qui n'a pas le travail et son exploitation pour contenu. Ils y sont contraints car ils doivent échapper à leur situation de séparation totale. On a vu que les prolétaires qui vont s'insurger font avant cela l'expérience de leur isolement total face au capital. Ce dernier détient les moyens de leur travail et de leur vie et leur en refuse l'accès tant qu'ils n'auront pas accepté les conditions qui assurent sa rentabilité. Dans ce moment les prolétaires sont désocialisés, au sens où ils ne sont plus dans le rapport d'exploitation, ni directement (travail) ni indirectement (*welfare*). Ils sont aussi dénaturalisés puisque le capital a, face à eux, le monopole sur tous les marchandises et moyens de travail qui, de fait, sont la nature extérieure pour le mode de production capitaliste. Si la resocialisation et la renaturalisation par le travail et l'exploitation ne sont pas possibles – et c'est le prolétariat qui le décrète en se soulevant, en n'acceptant pas une dégradation nouvelle de ses conditions de vie – c'est l'insurrection qui va rétablir la reproductibilité du prolétariat par et dans l'affrontement avec le capital. Elle attaque le capital en prenant possession de tel ou tel élément qui lui appartient. Que ce soit en dépavant les rues de Paris, en s'emparant de navires dans le port de Kiel ou en pillant les magasins de Los Angeles, les prolétaires affrontent initialement le capital les mains nues. Comme avant l'insurrection ils sont privés de tout, c'est aux capitalistes qu'ils arrachent les moyens matériels de leur existence concrète, c'est-à-dire de leur lutte et de leur reproduction immédiate. L'activité qui les reproduit, la vie même de l'insurrection, n'existe que par la prise que les prolétaires font sur la propriété capitaliste (bâtiments, armes, nourriture, etc.). Par cette prise de possession, les prolétaires inventent un rapport social spécifique à l'insurrection. Comment le définir ?

Il faut d'abord dire que l'insurrection est un rapport *social,* au sens fort défini plus haut. Dans les phases où le capital se reproduit normalement, le prolétariat produit par son travail les conditions de sa réembauche. Son exploitation est le gage que le capitaliste reviendra vers lui pour lui proposer du travail et un salaire, car il a produit assez de plus-value pour que le capitaliste réinvestisse. Le résultat de la production est d'un côté le prolétaire démuni de tout sauf de sa

force de travail, de l'autre le capital accumulé et cherchant un nouvel incrément de valeur. De ce fait, le prolétariat peut se resocialiser directement dans le rapport d'exploitation. Mais au moment où le rapport entre les classes tourne à l'affrontement pur, le prolétariat ne trouve pas en face de lui, dans le capital, les conditions de sa resocialisation. C'est en son sein, par l'insurrection, qu'il doit trouver le moyen d'arracher au capital les moyens de sa socialisation. Cette socialisation de crise le fait exister autrement que comme une collection d'individus contingents à la classe, fractions d'un être social, la classe, qui les définit comme anonymes et interchangeables dans le rapport au capital. Dans la prise de possession d'éléments du capital, les prolétaires se resocialisent et se renaturalisent de façon simultanée, indissociable. Les rapports qu'ils créent entre eux ne sont pas identiques à ceux qu'ils ont dans la coopération. Dans la coopération, les rapports entre les prolétaires sont pour l'essentiel prédéterminés par l'organisation du capital fixe au moment où le travailleur entre dans l'atelier. On l'a vu, leur part d'initiative est alors limitée à déjouer les aléas d'une activité préorganisée par le capitaliste. Dans l'insurrection, c'est le contraire qui se passe. Il faut l'initiative des individus désocialisés qui prennent possession de fractions du capital pour que le rapport social se forme entre eux. Ce sont eux, les individus prolétaires, qui sont à l'initiative, qui arrachent au capital tel ou tel élément et en font le support matériel de leur resocialisation. La prise de possession place le rapport à la nature entre eux comme individus, et non entre le prolétariat et le capital comme classes, où les individus sont contingents.

Quand ils se soulèvent et tournent le dos à leur fonction de rouage de la valorisation, les insurgés produisent un rapport social qui a un degré de liberté et de conscience impossible autrement. Le degré de liberté que le prolétariat gagne par rapport à la prospérité, c'est en premier le fait qu'il ne travaille pas. Immédiatement, tout est bouleversé dans les horaires, les déplacements, les rencontres, etc. C'est l'aspect positif de l'activité de crise. L'aspect négatif est que la reproduction du prolétariat dans l'insurrection est immédiate, et donc précaire au plus haut point. Les prolétaires doivent arracher au capital, au jour le jour, les moyens de leur survie dans la lutte (bâtiments,

véhicules, nourriture, armes…). À brève échéance, une reprise de la production est inévitable, soit comme retour à l'exploitation, soit comme communisation. Quant à la conscience de soi des prolétaires dans l'insurrection, elle tient un discours complètement différent de ce qu'on entendait dans la prospérité, même dans les milieux dits révolutionnaires. Disons simplement que tout est discuté, tout est remis en cause avec une facilité inconcevable auparavant.

Il est ensuite important de comprendre que le rapport social qui se forme entre les prolétaires dans l'insurrection est interindividuel. C'est quelque chose d'absolument nouveau dans l'histoire, qui n'a connu jusque-là que des rapports sociaux entre classes. Cette émergence de l'individu est le résultat de l'achèvement de la séparation entre le travailleur et ses moyens de travail, telle que l'a réalisée l'accumulation primitive et telle que la renouvelle chaque cycle de l'exploitation. Mais dans la prospérité l'individualisation reste encadrée, bornée, par l'appartenance au travailleur collectif qui est le véritable sujet/objet de l'exploitation par le capital. Dans l'insurrection, par définition, le capital ne présente plus au prolétariat les conditions de sa resocialisation par l'achat-vente de la force de travail. Les prolétaires n'ont plus en face d'eux l'autre classe qui les définit, presque passivement, dans le rapport social capitaliste. C'est donc entre eux, par interaction entre les individus initialement désocialisés, qu'ils doivent trouver les ressorts et les moyens de la prise de possession de ces éléments qu'ils vont arracher au capital, donnant ainsi corps au rapport social insurrectionnel. En juin 1848, ce processus s'est fait au cours de ces manifestations qui n'ont servi à rien. Quand sur le boulevard Bonne-Nouvelle une ultime manifestation s'est arrêtée devant la porte Saint-Denis, les barricades surgissent de la chaussée par l'action spontanée de centaines de travailleurs. La spontanéité de ce moment n'est pas contredite par le fait qu'un meneur a probablement crié « Aux armes, aux barricades » (selon le témoignage de Daniel Stern). Ce meneur qui crie plus fort est peut-être un militant politique ; il a tant de fois tenté de donner des ordres sans être suivi qu'on ne peut pas attribuer à son action ou à sa conscience politique le fait que la construction des barricades se répand dans Paris comme une traînée

de poudre. De plus, simultanéité très frappante et caractéristique, ce même matin du 23 juin 1848, d'autres prolétaires élevaient d'autres barricades ailleurs dans Paris, sans plan concerté d'avance. Peut-être ont-ils reçu un message du boulevard Bonne-Nouvelle. Si c'est le cas, ce message n'a joué que le rôle de l'étincelle dans des conditions qui « étaient mûres ». Ailleurs en France, où le message est également parvenu, l'insurrection n'a pas suivi. Les conditions n'étaient pas mûres, bien que la misère, le chômage et l'exploitation existassent aussi dans la province française.

En RDA en 1953, les ouvriers et les maçons qui reconstruisent le centre de Berlin-Est essaient depuis des mois d'infléchir la décision du gouvernement d'augmenter les normes de productivité. En vain. Le lundi 15 juin, le travail reprend normalement après un dimanche de discussions avec les autorités. Le 16, les ouvriers du bloc 40 de la Stalinallee montent dans les échafaudages pour en redescendre aussitôt. Ils ne veulent pas travailler aux conditions nouvelles. Ils sont une centaine, discutent entre eux pendant un moment, puis partent en cortège vers le siège du gouvernement. En chemin, ils passent devant les autres chantiers, et le cortège grossit rapidement. Dans l'après-midi, le gouvernement annonce que la hausse des normes de productivité est annulée. Mais c'est trop tard, la question n'intéresse plus les travailleurs. Le soir, tout Berlin a cessé de travailler, et le lendemain le soulèvement se répand dans toutes les villes industrielles de la RDA. Il faudra les chars russes pour que le travail reprenne, le 18 juin.

Aucune organisation politique ou syndicale ne pourrait obtenir une expansion aussi rapide et large du mouvement. Ce sont les conditions sociales spécifiques à l'insurrection qui le permettent. La socialisation interindividuelle, en effet, change les individus qui entrent dans la lutte. Avant l'insurrection il existait certainement des organisations politiques ou syndicales qui poussaient les travailleurs à l'action revendicative. Si finalement l'action démarre et prend la forme de l'insurrection, ce n'est pas parce que les organisations ont fini par convaincre les travailleurs de bouger. Ainsi qu'on l'a dit, c'est parce que les conditions, impossibles à définir complètement, « étaient mûres » et l'insurrection éclate alors souvent sans, voire contre les

organisations qui appelaient à l'action, mais à l'action dans le rapport de présupposition réciproque entre les classes. Ainsi en Grèce en 2008, on a vu les anarchistes, très présents depuis longtemps dans le centre d'Athènes, être dépassés par des émeutiers inconnus et féroces. L'individu qui s'insurge n'est pas le même que celui d'avant l'insurrection. Il participe maintenant à un rapport social qui est qualitativement différent du rapport de classes. Il s'y trouve à titre individuel. Certes, les insurgés agissent collectivement, mais ils redéfinissent constamment eux-mêmes, par la discussion, le contenu de leur activité. Leur association résulte de leur interaction, et non pas de la coopération déterminée par le capital fixe. S'ils décident de s'emparer d'un bâtiment, ce bâtiment va leur servir d'abri (reproduction immédiate), mais aussi de moyen de lutte (centre de regroupement d'assemblées…) sans qu'il définisse la nature de leur activité et de leurs rapports entre eux.

Ce degré supplémentaire de conscience et de liberté de la socialisation insurrectionnelle est reconnu par tous les observateurs, même les plus réactionnaires. Il est le produit de la socialisation interindividuelle. Exemple puissant, l'émergence des femmes dans l'insurrection, le rôle actif qu'elles y jouent, est une indication de l'émergence de l'individu dans le rapport social spécifique de l'insurrection. Les femmes prolétaires sont doublement soumises : au capital comme tout prolétaire, et à la famille en tant que sœur, épouse, fille des hommes. Dans la lutte contre le capital, et surtout dans l'insurrection, elles s'individualisent, elles émergent des liens de subordination doubles où les tient la structure sociale du mode de production capitaliste. La même chose peut être dite des enfants, qu'on voit entrer de plus en plus jeunes dans des moments insurrectionnels où ils se socialisent directement et de plein droit.

3.3 Prise de possession et *dé-valoration*

Et la valeur, dans tout cela ? Il fallait faire le détour par le rapport social insurrectionnel pour comprendre le rapport entre valeur et capital dans le processus révolutionnaire. Nous n'aurons pas fini de comprendre le rapport social insurrectionnel tant que nous n'aurons

pas analysé ce qu'il advient de ces éléments du capital que les insurgés prennent en possession. Par définition, tous ces éléments sont valeur, qu'il s'agisse de moyens de travail, de bâtiments, de mobilier urbain ou de subsistances. Si le prolétariat qui s'insurge en prend possession, ce n'est pas simplement pour survivre (se nourrir, s'abriter, etc.). C'est indissolublement pour exister socialement, pour rompre avec l'isolement funeste où il se met quand il refuse de reprendre le rapport d'exploitation aux conditions du capital, conditions que le prolétariat considère de fait comme intolérables à ce moment-là. Au stade où il en est au moment de se soulever, le prolétariat n'a pas d'autre moyen d'exister, contre le capital, que d'arracher au capital qui lui fait face une fraction des marchandises, moyens de travail, etc., qui composent le capital. Ne pas le faire, c'est en rester au stade de la manifestation, de la revendication. C'est continuer la lutte dans ses modalités quotidiennes. Cela n'est pas impossible, bien au contraire. Il y a encore possibilité de la subordination au capital, qui n'exclut pas les luttes revendicatives. Mais dans certains cas il se trouve que le prolétariat rompt les ponts et passe du rapport de présupposition réciproque à celui de l'affrontement pur. À ce moment-là, la lutte du prolétariat contre le capital passe par la prise de possession, par la formation du rapport social insurrectionnel qui ne peut exister sans se donner un substrat matériel. Or, dans les conditions du mode de production capitaliste celui-ci n'existe que dans la forme sociale valeur, celle des moyens de production. L'inclusion d'éléments du capital dans le rapport social propre au prolétariat insurgé en change la forme sociale.

Tout rapport social, avons-nous dit, englobe un rapport à la nature et donne à celle-ci une forme sociale. Le rapport social que le prolétariat forme en son sein pour affronter le capital dans une insurrection n'échappe pas à la règle. Il prend possession d'éléments du capital : il envahit les rues, détruit des usines, s'empare de bâtiments, pille les commerces, etc. Or tous ces éléments ont déjà, semble-t-il, une forme sociale : la valeur, fonctionnant comme capital. Dans l'insurrection, leur forme sociale change. Dans *Le Travail et son dépassement*, j'avais abordé la question du devenir de la valeur dans l'insurrection dans les termes de l'inversion du rapport de présupposition

entre valeur d'usage et valeur d'échange. Je me permets de reproduire le passage concerné :

> Lorsqu'elle existe dans la forme du capital, la nature se présente comme une accumulation de marchandises dont la valeur d'usage est présupposée par la valeur d'échange : leur utilisation par la société est fonction du procès général de la valorisation, et cette détermination est univoque au sens où la marchandise ne saurait satisfaire un besoin qui n'est pas solvable. Cela vaut directement pour les moyens de consommation et indirectement pour les moyens de production. Lorsque le rapport social de crise se forme et prend possession d'une partie de la nature, ces objets perdent leur valeur d'échange. L'activité de crise remet radicalement en cause la circulation des marchandises et la logique sociale du rapport à la nature est complètement différente de ce qu'elle était dans la prospérité. En l'occurrence, c'est la valeur d'usage des marchandises qui devient l'élément déterminant. Que ce soit en tant que subsistances, en tant que moyens de transports, de communication ou de combat de rue, les éléments de la nature extérieure qui sont pris en possession aux dépens du capital s'insèrent dans le rapport social de crise pour la valeur d'usage qu'on peut en tirer, sans égard pour la question de la conservation de leur valeur d'échange. Les prolétaires soulevés ne comptent pas. L'activité de crise du prolétariat provoque donc une inversion du rapport de présupposition entre valeur d'échange et valeur d'usage. Dans cette inversion, la consumation de la valeur d'usage par une activité qui n'est pas travail réalise la perte de la valeur d'échange. La forme sociale que l'activité de crise confère à la nature extérieure est celle de la *dévalorisation*. Cette dévalorisation s'applique aussi au reste du capital dans la mesure où l'activité sociale des prolétaires, qui n'est pas travail, laisse ce capital en jachère [10].

Les limites de ce point de vue sur la socialité insurrectionnelle apparaissent dès qu'on prend en considération l'approche plus élaborée

10 *Ibid.*, p. 137–138.

de la valeur que j'ai essayé de développer dans les chapitres précédents. La notion de présupposition de la valeur d'usage par la valeur d'échange renvoie à une conception implicite de la valeur d'usage comme simple utilité de la chose, sans voir que la valeur est plus qu'une quantité de travail abstrait « enrobant » un objet d'utilité quelconque. La valeur définit en termes spécifiques (normalisation) la forme d'utilité du produit du travail. C'est pourquoi j'ai dit (chapitre 3) que la *valeur d'utilité* fait partie de plein droit de la définition de la valeur. Dire que « la marchandise ne saurait satisfaire un besoin qui n'est pas solvable » est sans doute vrai mais passe à côté de la bonne compréhension de ce qu'est le rapport entre valeur d'utilité et valeur d'échange. La valeur d'échange n'est pas plus importante que la valeur d'utilité dans la définition de la marchandise et de la valeur. La forme d'usage du produit du travail valorisant définit déjà la valeur avant même que l'échange vienne la réaliser. Avoir la forme de l'échangeabilité, pour une marchandise, ce n'est pas correspondre simplement à un besoin exprimé et solvable. C'est être normalisée, dès le stade de la production (exécutée avec la productivité la plus élevée possible), pour atteindre un degré d'utilité suffisamment général pour qu'il garantisse la possibilité de l'échange (ou tout au moins en multiplie beaucoup les chances). Tout cela n'est qu'une autre façon de dire que, dans le mode de production capitaliste, les produits du travail ont une forme concrète spécifiquement déterminée par les conditions sociales de la production (à savoir les producteurs privés indépendants) et adaptée à l'usage que peuvent en faire les utilisateurs *en tant que travailleurs ou patrons*. C'est une banalité de dire que dans la domination réelle du capital sur le travail, les moyens de production et les subsistances ont une forme spécifiquement capitaliste qu'il faudra abolir. En fait, cela vaut de façon générale. Cela découle de leur forme-valeur, laquelle découle de la séparation des producteurs privés indépendants par rapport aux besoins que leurs produits sont censés satisfaire. On touche ici à la question du dépassement de la séparation entre les fonctions de production et de consommation. On y reviendra.

Sur cette base, la notion d'inversion du rapport de présupposition entre valeur d'usage et valeur d'échange comme définissant la prise de possession et la dévalorisation se révèle insatisfaisante. En particulier parce qu'elle pose que c'est la consumation de la valeur d'usage qui entraîne la perte de valeur d'échange. Le terme de consumation, qui évoque sans doute les incendies de l'insurrection, est impropre, car ce n'est pas la destruction, la disparition de l'objet pris en possession qui le dévalorise. C'est le fait que, arraché au capital et inséré dans le rapport social insurrectionnel, l'objet ne fonctionne plus ni comme valeur d'utilité ni comme valeur d'échange. Essayons de voir cela de plus près.

3.3.1 Rapport de l'insurrection au capital constant

Une partie des éléments que le prolétariat prend en possession quand il se soulève fait partie du capital constant : moyens de travail, matières premières, bâtiments, véhicules, etc. C'est une règle générale que ces éléments ne vont pas servir de moyens de travail. L'insurrection ne travaille jamais. Même si elle le voulait, elle n'en aurait pas la possibilité car la violence de l'affrontement avec le capital ne lui en laisserait pas la possibilité. Quand la rencontre du prolétaire et des moyens de production se fait dans le cadre du rapport social capitaliste, c'est-à-dire par le truchement de l'échange de la force de travail contre le salaire, le rapport social donne automatiquement la forme de moyens de travail aux machines, aux matières premières, aux bâtiments, etc., qui constituent le capital constant. Il en va différemment dans le rapport social insurrectionnel. Les insurgés saisissent tel ou tel élément pour la lutte contre le capital. Non seulement ils en détournent la valeur d'utilité (les boulons servent de munitions, les salles de réunion de dortoirs), mais c'est à eux, les prolétaires, de définir le nouvel usage qu'ils vont faire des fractions saisies de capital. Rien n'est donné d'avance, tout se discute et se détermine en fonction des initiatives de la lutte, elles-mêmes changeantes. Non seulement la prise de possession d'éléments de capital constant ne détermine pas que l'activité des prolétaires va être travail, mais elle ne va donner aucune norme sociale prédéterminée à ces objets. Les automobiles ne

sont pas destinées de façon univoque à faire des barricades dans les insurrections. Ce sont les insurgés qui, dans leurs rapports interactifs, en décideront : barricades, moyens de transport, béliers incendiaires, etc. Avec la prise de possession de biens de production par les insurgés, on passe de la valeur d'utilité des objets saisis, préétablie et normalisée par le rapport social capitaliste, à leur utilité particulière inventée sur place et sur-le-champ par l'insurrection. Et là, beaucoup d'usages deviennent possibles, de la destruction pure et simple à mille et une formes de détournement. Ce qu'il advient finalement des biens saisis par l'insurrection dépend des initiatives qui sont prises de façon plus ou moins improvisée par les insurgés qui confrontent entre eux leurs possibilités, désirs, idées tactiques, etc., dans toutes sortes d'assemblées générales, réunions, discussions ou initiatives solitaires. À la différence de ce qui se passe quand le prolétaire rencontre le capital par l'embauche, rien n'est joué d'avance sur le contenu de l'activité. Du fait même de la suspension du rapport de présupposition réciproque entre les classes, le rapport social insurrectionnel entre les prolétaires comporte une marge d'indétermination dans leur rapport à la nature. Fondamentalement, cela vient de ce que leurs propres rapports entre eux sont constamment à recréer. L'activité que développent les insurgés non seulement ne produit rien, mais ne peut jamais se stabiliser sur la base d'un résultat acquis – tout au moins aussi longtemps que la victoire sur le capital n'est pas obtenue.

3.3.2 Rapport de l'insurrection aux subsistances

On comprend sans difficulté que les insurgés prennent possession de moyens de subsistance. Mais il faut voir au-delà du geste de survie immédiate. À la différence de ce qui se passe quand le capital achète la force de travail, la consommation des subsistances n'a pas sa fonctionnalité habituelle, qui est de produire de la force de travail fraîche. La socialité insurrectionnelle a une tout autre rationalité, comme on le voit dans la façon même dont les objets pris en possession sont consommés. Comme il ne s'agit pas de reconstituer de la force de travail, comme le travail lui-même a cessé, les insurgés usent des moyens de consommation qu'ils saisissent avec une liberté

impossible dans le rythme normal de la reproduction capitaliste. Le jeu, le partage, la destruction sont des formes d'utilisation possible des subsistances pillées dans un supermarché. La gratuité de l'accès aux biens de consommation s'accompagne d'un bouleversement des modes de consommation (cuisines collectives, etc.). Mais il n'y a pas que les biens qu'on peut mettre dans un panier. Dans les subsistances, il y a aussi le logement, les bâtiments publics, les transports en commun, la ville en général. Là aussi, toutes sortes de détournements sont possibles, selon les nécessités de la lutte contre le capital et celles du bon plaisir des insurgés – qui est aussi une arme contre le capital.

3.3.3 Insurrection et forme dé-valeur

Jusqu'ici, nous avons vu comment la prise de possession détourne la valeur d'utilité des fractions de capital saisies par l'insurrection. C'est une autre façon de dire que ces objets ne fonctionnent pas comme marchandises dans le rapport social insurrectionnel. Aussi bien n'entrent-ils pas dans ce rapport pour y être échangés, et le temps consacré à leur prise en possession, à leur détournement, n'est pas compté. Dans l'insurrection, tout est gratuit, non seulement parce qu'on prend sur le tas dans les magasins, dans les entrepôts, mais aussi parce qu'on partage non pas en fonction de ce qu'on a mais de ce qu'on fait : les nécessités de la lutte engendrent des cantines, des dortoirs, des ateliers et toutes sortes d'activités où la distribution de l'activité aussi bien que de son résultat n'est mesurée qu'à l'aune de l'affrontement contre le capital.

Autrement dit, la forme sociale des fractions de capital saisies par les insurgés a radicalement changé. Contrairement à ce que j'écrivais dans *Le Travail et son dépassement*, il ne s'agit pas simplement de marchandises dévalorisées par la destruction-consumation. Il faut tirer toutes les conséquences des caractéristiques du rapport social insurrectionnel. Les individus qui entrent dans ce rapport social sont contraints d'inventer. La façon (insurrectionnelle) dont ils entrent en contact avec la nature implique que celle-ci a cessé de fonctionner comme capital. Leur activité n'est ni normalisée ni productiviste. La valeur, avons-nous dit, est la forme sociale des moyens de production

(y compris des subsistances) dans un système où les producteurs sont privés et indépendants. Les biens de production et de consommation saisis par l'insurrection ne répondent pas à cette formulation. Le rapport social insurrectionnel invente pour eux une nouvelle forme sociale, que nous appellerons, faute de mieux, *dé-valeur*.

Un tel néologisme est nécessaire pour bien caractériser le statut social des fractions de capital auxquelles les insurgés se rapportent. Comme, par hypothèse, ils n'ont pas vis-à-vis d'elles une activité normalisée et productiviste de travail, elle a cessé d'être valeur. Mais ce sont malgré tout des objets que le capital a fabriqués dans la logique de sa valorisation. Ils sont marqués par cette origine, et déterminent dans une certaine mesure l'usage qu'on peut en faire. Un supermarché n'est pas une façon « normale » ou « naturelle » de mettre des subsistances à la disposition de la population. C'est une façon conforme au capital de *vendre* des marchandises. Quand l'insurrection en prend possession, la forme sociale (marchandise) change mais la forme matérielle demeure. *Dé-valeur* essaie de dire cette dualité mieux que ne le dit une formule comme « critique de la marchandise » qui ne fait pas apparaître la forme sociale spécifique, dans un rapport social spécifique, des éléments saisis par l'insurrection. Les objets que celle-ci saisit cessent, par là même d'être des marchandises : ils ne sont pas destinés à l'échange. La *dé-valoration* des moyens de la lutte pris en possession par les insurgés se distingue de la dévalorisation du capital dans le cours quotidien de la lutte des classes. Là, il y a bien perte quantitative de valeur par le fait que les prolétaires ne travaillent pas, et laissent donc le capital en jachère. Mais la dé-valoration est plus qu'une perte de valeur. Elle se définit comme changement de forme, comme *forme sociale nouvelle* des éléments dont se saisissent les insurgés.

Tout rapport social entre les hommes doit comporter un rapport à la nature. Espace de chasse et de cueillette, fief ou stock de capital, la nature à laquelle les hommes se rapportent pour se reproduire n'est jamais purement naturelle. Tout rapport social donne à la nature une forme sociale spécifique, adaptée. La forme dé-valeur est celle que l'insurrection contre le capital donne aux éléments pris en

possession. Quand la nature existe comme valeur, il n'y a pas trente-six façons de s'y rapporter : ou bien on est capitaliste et on exploite, ou bien on est prolétaire et on travaille. La logique du rapport social détermine la façon dont chaque pôle du rapport se comporte vis-à-vis de l'objet commun des deux pôles. Mais la forme-valeur de l'objet détermine aussi sa forme naturelle-technique. La machine capitaliste n'est pas n'importe quelle machine. C'est une machine à extraire de la plus-value. La technique n'est pas neutre. De la même façon, la forme dé-valeur porte la marque du rapport social qui l'a engendrée. Le rapport social insurrectionnel se forme sans autre présupposition antérieure ou extérieure à lui que la pure subjectivité des prolétaires. Et dans le cours de l'insurrection, le rapport social insurrectionnel ne produit pas de résultat matériel qui dicte la suite de façon prédéterminée. Son renouvellement, dans l'immédiateté, en l'absence de production, repose uniquement sur l'initiative constante des prolétaires dans l'affrontement avec le capital. Certes, à un certain degré de l'insurrection, si et quand elle passe à la révolution, les initiatives communisatrices engendrent des formes de vie qui sont au-delà de la reproduction immédiate dans l'insurrection. Mais même ces formes nouvelles restent précaires aussi longtemps que la victoire contre le capital n'est pas avérée.

Dans l'insurrection, l'usage des éléments pris en possession n'est pas donné d'avance. Et une fois qu'il est fixé, il est bientôt à modifier en fonction des aléas de l'affrontement. Le terme de *dé-valeur* cherche à exprimer cette possibilité et cette liberté que les insurgés ont entre eux et dans leurs rapports aux éléments du capital qu'ils saisissent. La lutte contre le capital ne passe pas par un chemin prédéterminé, donné une fois pour toutes au moment où éclate l'insurrection. Certes, le fait de ne pouvoir faire autre chose que de s'insurger limite la liberté des insurgés, mais à l'intérieur de cette contrainte qui est tout autant subjective qu'objective, l'insurrection invente et fait des objets qu'elle utilise le support et le moyen d'activités multiformes auxquelles ils n'étaient pas destinés. La forme dé-valeur correspond à la création par l'insurrection d'une forme de rapport à la nature qui est libre de la présupposition capitaliste, parce que l'insurrection est par définition

rupture avec la présupposition réciproque des classes. Et le rapport social insurrectionnel se définit par l'interaction continuelle entre les individus qui s'y sont engagés, par l'instabilité essentielle de tout résultat qu'ils obtiennent contre le capital, et donc par le fait qu'ils ont à tout moment à le redéfinir – si du moins l'insurrection doit se développer.

Finalement, le rapport social insurrectionnel nous apparaît comme le non-fétichisme absolu. Les rapports entre les insurgés ont évidemment un support matériel, mais ils n'apparaissent jamais comme un rapport entre les choses dont les prolétaires se sont saisis. La liberté (relative) que les prolétaires ont conquise en s'insurgeant, c'est d'abord la manifestation de leur individualité (par opposition à la contingence de classe), c'est l'interaction permanente entre ces individus dans l'action, où tout est discuté, remis en cause, où le temps se « perd » dans d'innombrables AG (par opposition à la discipline et à la mesure du travail). Et ce rapport social donne à la nature qu'il englobe la forme sociale qui lui correspond, à savoir absence de normalisation, potentiel d'usages multiples des objets saisis. Dé-valeur signifie aussi que les objets sont utilisés sans être remplacés autrement que par un élargissement de l'affrontement et de la prise de possession, c'est-à-dire par une intensification de l'interaction subjective entre les prolétaires. L'insurrection n'a pas le souci d'*avoir*.

4 Conclusion

L'examen de la façon dont se présente la valeur dans le rapport social capitaliste fait apparaître la spécificité absolue de sa nature de capital, et cela tout particulièrement en ce qui concerne le rapport prolétariat/valeur. La loi de la valeur régit la répartition générale de la production sociale et s'impose aux capitalistes pour guider leurs investissements. Pour eux, la loi de la valeur s'exerce au travers des prix de production et du taux de profit moyen. Pour le prolétariat, elle n'apparaît que comme loi du capital, qui s'exerce au travers de toutes les modalités de la contrainte au surtravail. La première de ces contraintes, c'est la séparation totale d'avec les moyens de production et les subsistances. Toutes les autres formes de la subordination du travail au capital en découlent.

Nous avons vu comment Postone réduit la lutte des classes à une fonctionnalité de la reproduction capitaliste et renonce au prolétariat comme sujet de la révolution. Pour lui, le prolétariat est toujours la classe ouvrière dans son rapport de présupposition réciproque au capital. Le rapport prolétariat/capital « fait système », et le dépassement doit venir d'ailleurs. Or, si l'on tient compte des ruptures inévitables dans la reproduction de ce système, on voit apparaître la marge de liberté et de conscience qui doit permettre d'en sortir. La dé-valeur n'est pas le dépassement de la valeur et du capital, mais elle peut y conduire. Le rapport social insurrectionnel ne produit pas de résultat qui prédétermine son activité ultérieure. Il est à tout moment dans l'extrême précarité d'une lutte incertaine contre le capital. Le rapport social insurrectionnel ne peut pas *durer*, se reproduire à l'identique. Au cours de sa brève existence, il doit continuellement inventer, s'inventer. C'est dans ces contraintes de la précarité que réside la possibilité de l'invention du communisme.

Le rapport entre prolétariat et capital est un affrontement perpétuel. Il prend des formes différentes selon qu'on envisage le cours quotidien de la lutte des classes, où la présupposition réciproque des classes est reproduite, ou le soulèvement insurrectionnel où cette présupposition réciproque tourne à l'affrontement pur. Dans les deux cas, la contradiction se situe entre le prolétariat et le capital. La valeur n'est pas un des pôles de la contradiction qui reproduit les classes. La loi que le prolétariat doit abolir, ce n'est pas la loi de la valeur mais la loi du capital. Ce faisant, il dépassera la valeur dans le même mouvement. Dans son combat insurrectionnel contre le capital, le prolétariat donne aux éléments qu'il arrache à la propriété capitaliste la forme sociale de la *dé-valeur*. Cette forme correspond au degré de liberté et de conscience que l'activité sociale insurrectionnelle gagne par rapport au cours quotidien de la reproduction capitaliste, fût-il conflictuel. C'est sur ce gain de liberté et de conscience que repose seule la possibilité du dépassement communiste. L'insurrection l'obtient en luttant contre le capital, contre la séparation et l'isolement funeste des sans-réserves, et non pas contre la domination abstraite de la valeur.

Chapitre 8
Quels sont les enjeux de la mise au concret de la théorie de la valeur ?

Les enjeux de la révision que j'apporte à la théorie marxienne de la valeur sont délimités par la place même qu'occupe celle-ci dans l'ensemble plus vaste de la théorie communiste. La théorie de la valeur n'est qu'une partie de la théorie communiste. La révision que j'en propose remet-elle en cause le reste du *Capital* ? Je ne le pense pas, car la théorie de la valeur a un statut particulier et limité, qui est inscrit dans le plan même de l'œuvre.

1 Rupture dans le plan du *Capital*

Dans sa « Présentation du plan du *Capital*[1] », Roger Establet définit plusieurs articulations permettant de distinguer des moments distincts dans le développement du texte du *Capital* dans son ensemble. Pour ce qui nous concerne ici, on retiendra que la première de ces articulations se situe entre, d'une part, les deux premières sections du Livre I et tout le reste du *Capital*, d'autre part. Il faut, selon Establet, « complètement isoler les sections I et II du *Capital* [car] elles remplissent, pour le processus de pensée qui occupe toute l'œuvre, une fonction déterminante : c'est dans ces deux sections que s'accomplit la transformation théorique que Marx fait subir aux discours ordinaires [...] en transformant ce discours idéologique en problème scientifique[2] ».

On ne discutera pas ici des prétentions des marxistes à la science. Le propos d'Establet est que Marx consacre les deux premières sections à observer l'apparence des choses et à constater que les formulations obtenues sur cette base ne permettent pas une compréhension sans contradiction des phénomènes économiques. Marx définit d'abord la

1 Cf. L. Althusser (dir.), *Lire Le Capital* (1965), Paris, PUF, 1996, p. 569–633.
2 *Ibid.*, p. 588.

société capitaliste comme une immense accumulation de marchandises et la plus-value comme la transformation d'une masse d'argent en une masse d'argent augmentée dans la sphère de la circulation. Il définit ensuite la monnaie « de telle sorte qu'on ne puisse pas la tenir pour responsable des contradictions [...] et donc pour le lieu de leur solution[3] ». Finalement, le capital se manifeste, dans la sphère de la circulation, comme une masse de valeur V qui se transforme de façon apparemment automatique en une masse plus grande $V+\Delta V$, *alors que par hypothèse tous les échanges sont égaux*. Cette contradiction manifeste amène Marx à replacer tous les éléments de son analyse dans la sphère de la production, en abordant la théorie de la plus-value (section III).

1.1 Marx sur la première section du *Capital*

Dans la première section du Livre I, Marx définit la valeur, et surtout l'argent. Dans la deuxième section il fait une transition pour passer de l'argent au capital. Cette section se termine par la découverte que fait l'« homme aux écus » de la fameuse marchandise qui permet d'augmenter la valeur initiale du capital investi, à savoir la force de travail. Avec la troisième section commence l'étude de la plus-value. Et à partir de là il ne sera plus question de la théorie de la valeur. Elle ne sert pas pour définir la division de la journée de travail en travail nécessaire et surtravail, ni pour analyser la contradiction fondamentale entre ces deux variables. Et le Livre I se termine par la « tendance historique de l'accumulation du capital[4] », où Marx projette la révolution sur la base de son analyse de classe du rapport entre prolétariat et capital, et non pas de la valeur.

Marx était conscient de la difficulté de lire les premiers chapitres du *Capital*. Il écrit à l'éditeur de la traduction française :

3 *Ibid.*, p. 590.

4 C'est en fait M. Rubel qui fait de ce chapitre la conclusion du Livre I, considérant que Marx n'a mis le chapitre sur la colonisation à la fin du livre que pour tromper la censure. Dans beaucoup d'éditions du *Capital* le chapitre sur la tendance historique de l'accumulation figure en avant-dernière place dans la table des matières.

> La méthode que j'ai employée, et qui n'avait pas encore été appliquée aux sujets économiques, rend assez ardue la lecture du premier chapitre [...] C'est là un désavantage contre lequel je ne peux rien [...] Il n'y a pas de route royale pour la science, et ceux-là seulement ont une chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés[5].

Malheureusement, il ne va pas jusqu'à mettre en rapport ce premier chapitre (sentier escarpé) et la conclusion du livre sur la tendance historique de l'accumulation (le sommet lumineux). D'ailleurs, il admet qu'on peut sauter le début du *Capital* et prendre la lecture directement à la deuxième section. Il écrit ainsi à Engels, qui veut faire un article sur *Le Capital*, qu'il peut commencer son article par la deuxième section, à condition qu'il « n'oublie pas [...] de rappeler au lecteur qu'il trouvera toute la saloperie concernant la valeur et l'argent, proposée sous une *forme nouvelle*, au chapitre I [c'est-à-dire à la première section][6] ».

On suppose que « saloperie » vaut non pas pour le contenu de la première section, mais pour les difficultés que Marx a eues à la rédiger. Quoi qu'il en soit, la césure qu'on observe entre le début du *Capital* et tout le reste amène à poser la question suivante : à quoi sert la théorie de la valeur dans l'élaboration de la théorie de la révolution communiste ?

1.2 Exemple du travail simple/travail complexe (rappel)

Avant d'examiner cette question, rappelons rapidement un exemple montrant que dans les développements du *Capital* Marx ne tient pas compte des résultats obtenus dans la première section quand il devrait le faire. Il s'agit de la question du travail simple et du travail complexe. À la question, apparaissant au chapitre VII du *Capital* (« Production de valeurs d'usage et production de la plus-value »), de savoir pourquoi et comment le travail complexe produit plus de valeur que le travail

5 K. Marx, lettre à La Châtre du 18 mars 1872.
6 K. Marx, lettre à Engels du 23 mai 1868.

simple dans le même laps de temps, Marx donne une réponse qui non seulement est erronée mais qui, de plus, n'a pas de rapport avec son analyse du travail créateur de valeur dans le premier chapitre. Il lie cette capacité supérieure du travail complexe à créer de la valeur au coût plus élevé de la formation de ce travail par rapport au travail simple. Roubine fait la même erreur, où le surcoût du produit fabriqué par du travail complexe est assimilé à une création de valeur supplémentaire. J'ai proposé (chapitre 3.5) de résoudre ce problème en considérant l'économie de temps que permet le travail complexe par rapport au travail simple dans l'exécution de tâches complexes, solution qui repose sur la définition que j'ai donnée de la substance de la valeur, à savoir le temps. Dans l'exécution d'une tâche complexe, le travail complexe fait gagner du temps par rapport au travail simple.

Que nous dit cet exemple ? Il nous dit que Marx ne cherche pas à établir une liaison organique entre ses chapitres sur la valeur et les chapitres ultérieurs sur la plus-value. Car au fond, il n'en a pas besoin. Il nous dit aussi que, à supposer que la solution que je propose soit la bonne, cette bonne résolution ne change rien à l'analyse du mécanisme de la plus-value ni à celle de la déqualification systématique et continuelle de la main-d'œuvre. Ces questions relèvent de la lutte des classes et non pas de la théorie de la valeur. Elles peuvent être traitées même avec une théorie de la valeur qui serait erronée. Et de fait, si j'ai repris la théorie marxienne de la valeur en montrant ses limites et en en proposant une autre formulation, cela ne remet pas en cause la suite du *Capital* et l'usage qu'on peut en avoir. La théorie de la plus-value, la compréhension du mécanisme de l'accumulation du capital, de ses métamorphoses et de son devenir contradictoire, tout ce vaste champ de la théorie peut être abordé sans revenir à la définition de la valeur. Il suffit de savoir que le travail vivant est la source de la valeur nouvelle et que cette valeur nouvelle ne doit pas être confondue avec la valeur de la force de travail qui la crée, pour comprendre l'importance du partage de la journée de travail en travail nécessaire et surtravail et tout ce que cela entraîne, jusqu'à la baisse tendancielle du taux de profit.

1.3 Aliénation et exploitation

Les deux premières sections du *Capital*, avons-nous dit, sont consacrées à la valeur, et surtout à la monnaie. Sur cette base, les deux sections aboutissent à produire théoriquement l'argent qui va devenir capital. Dans l'ensemble de ce mouvement, la question de la forme-valeur occupe finalement peu de place. Ce qui compte, pour la trajectoire d'ensemble du *Capital*, c'est que l'argent finisse par rencontrer le travailleur libre de tout, le prolétaire. C'est ce qui se passe à la fin de la deuxième section. À partir de là on entre dans la théorie de la plus-value, puis de l'accumulation du capital.

L'analyse de la valeur dans le premier chapitre a plusieurs contenus. D'une part, elle définit ce qu'est la valeur d'une marchandise en définissant sa source et sa substance. D'autre part, elle fait le passage de la marchandise à l'argent. L'importance de la question de la monnaie au début du *Capital* tient au lien qu'il faut établir entre l'argent, représentant universel de la valeur, et la marchandise, afin de dissiper toute illusion qu'il soit possible de remédier aux contradictions du capital en manipulant l'argent, par exemple par le crédit. Marx rejette ainsi fermement toute idée que l'argent puisse se détacher complètement de la marchandise pour ne devenir que symbolique. Beaucoup de commentateurs affirment le contraire depuis que le dollar a été détaché de l'or (1971). En réalité, les dérèglements monétaires, la nature critique de la suraccumulation de dettes et la hausse du cours des matières premières indiquent que la liaison argent-marchandise reste fondamentale. Enfin, avec le fétichisme de la marchandise, l'analyse marxienne du début du *Capital* pose la valeur comme aliénation des hommes dans des rapports réifiés. De ce dernier point de vue, on peut considérer que la théorie marxienne de la valeur est une théorie de l'aliénation. Mais il est plus intéressant de constater que cette théorie n'est plus vraiment utilisée dans la suite du *Capital*. Par exemple, l'utilisation du thème de la réification dans les développements sur le capital porteur d'intérêt n'est qu'une illustration, éventuellement une dénonciation de l'idéologie capitaliste, mais n'a pas valeur de preuve. Marx dénonce l'illusion fétichiste selon laquelle l'argent aurait de lui-même la capacité d'engendrer un supplément d'argent sous la forme

de l'intérêt. Mais la preuve de ce que l'intérêt est une fraction de la valeur nouvelle créée par le travail vivant, il la fournit d'une autre façon, en décomposant en ses différentes formes la plus-value qu'il a d'abord définie au niveau le plus général, en faisant une analyse du rapport prolétariat/capital.

Après les deux premières sections, avons-nous dit, Marx passe à une théorie de l'exploitation du travail aboutissant à la définition des classes et de leurs rapports antagoniques. En opposition à la soi-disant domination abstraite de la valeur que la théorie critique de la valeur a élaborée à partir du fétichisme, l'analyse marxienne rejette la notion de sujet automate en faisant apparaître le prolétaire face à l'homme aux écus. Nous avons déjà vu cette question (chapitre 5.2). Mais il faut maintenant ajouter que la trajectoire marxienne, passant d'une problématique de l'aliénation à une définition de l'exploitation, quitte la notion de rapport social réifié entre les échangistes pour donner une analyse profonde de ce qu'est le rapport entre les classes. Elle passe d'une notion superficielle du rapport social, défini par l'échange entre les producteurs privés indépendants, à l'exposé du rapport social dans son sens fondamental : rapport d'exploitation dans le rapport conjoint des deux classes à la nature, existant dans le mode de production capitaliste sous forme du capital constant, auquel les deux classes se rapportent respectivement comme objet de propriété et comme objet de travail.

Une telle rupture de trajectoire entre un début reposant sur la marchandise et la valeur et s'exprimant en termes d'aliénation et une suite reposant sur le travail et l'exploitation, nous l'avons déjà rencontrée plus haut, au chapitre 6, où nous avons vu la nécessité pour des auteurs s'appuyant sur la théorie critique de la valeur de changer leur fusil d'épaule au moment de parler de la crise et de la possibilité révolutionnaire, et de passer à une théorie de l'exploitation et des classes. Et nous l'avons vue pour nous-même dans le chapitre 7. Dès lors qu'il s'est agi d'envisager l'abolition de la valeur, nous avons dû développer une analyse de la lutte des classes qui part de la contradiction entre travail nécessaire et surtravail et qui, aboutissant à l'insurrection prolétarienne, montre que la possibilité du dépassement communiste se

trouve dans une forme de rapport social où la *dé-valoration* résulte de l'activité du prolétariat insurgé *contre le capital*, et non pas contre la valeur. Le processus insurrectionnel et sa portée ne peuvent pas être compris sur la base de la théorie de la valeur, mais seulement sur la base du fait que la valeur n'existe que comme capital faisant face aux prolétaires sans-réserves. Ainsi, pour produire théoriquement l'abolition de la valeur il faut produire les classes du mode de production capitaliste, leur contradiction et la possibilité de leur dépassement.

2 Différentes approches du dépassement de la valeur

Ce n'est pas parce que la théorie de la valeur ne peut pas être une théorie de la révolution qu'il faut y renoncer. D'une part, la théorie de la valeur affirme le lien entre le travail et les formes apparemment fantomatiques que prennent ses produits dans la société capitaliste, à savoir la valeur et l'argent. Ce lien définit le travail et son exploitation par la propriété comme le sujet réel du devenir apparemment automatique d'une société apparemment réifiée. D'autre part, la définition de la valeur comme forme de l'échangeabilité des moyens de production et de la production de valeur comme activité historiquement spécifique donne une clé vers la compréhension du dépassement du mode de production capitaliste. On constate en effet que dans l'histoire de la théorie communiste chaque stade successif a utilisé sa compréhension implicite ou explicite de la valeur pour procéder à un renversement définissant, avec plus ou moins de précision, la *valeur abolie*. Et cette définition venait en retour enrichir la critique de l'économie politique et le projet révolutionnaire en lui assignant son but.

2.1 Le programme prolétarien (rappel)

Pour commencer, on se contentera de rappeler ici notre point de départ. La lecture critique de la *Critique du programme de Gotha* (chapitre 1) nous a permis de comprendre comment Marx, sur la base des luttes prolétariennes de son époque, a défini le communisme comme la production planifiée et l'abolition de la valeur comme l'abolition du marché. En retour, sa vision critique de l'économie capitaliste est imprégnée de la dénonciation des gaspillages et des irrationalités liées

au marché, facteurs qui augmentent nécessairement la misère où vit le prolétariat. La mission de ce dernier est alors d'établir une société et une économie rationnelles où chacun pourra vivre confortablement de son travail.

2.2 Abolir le travail abstrait ? (*Perspective internationaliste*)

On trouve un autre exemple du lien entre formulation de la théorie de la valeur et définition du communisme dans un article récent de *Perspective internationaliste*[7]. Il s'agit de « Communisation et abolition de la forme-valeur », où Mac Intosh affirme d'emblée qu'une « théorie de la forme-valeur en tant que base pour la compréhension de la logique du capital, de sa trajectoire historique et de ses contradictions est intégralement liée à une théorie de la communisation[8] ».

Sur cette base, il cherche à comprendre comment la critique de la forme-valeur peut déboucher sur une perspective communisatrice de la révolution. Comme Astarian fait partie des sources qu'il examine pour ce faire, je veux rapidement relever quelques inexactitudes me concernant. Selon qu'on lit la version anglaise ou la version française, la référence au texte n'est pas la même. La première cite *Communisation et activité de crise*, tandis que la deuxième cite *La Communisation comme sortie de crise*, qui n'est qu'une première esquisse du précédent. Plus gênante est l'introduction dans mon propos de considérations qui lui sont étrangères. Mac Intosh me fait dire que, dans le processus révolutionnaire, « les actions menées […] viseront l'abolition du travail (*labor*) et de la valeur […] ici et maintenant ». La parenthèse (*labor*) a été ajoutée. Ce faisant il semble inférer que j'utilise comme lui la distinction entre travail et œuvre. Ce qui n'est pas le cas. En français, on ne recourt le plus souvent qu'au terme de travail pour désigner ce que les Allemands et les Anglais peuvent désigner de deux mots qui n'ont pas le même sens : *labor/work*, ou *Arbeit/Werk*. Voici

7 Cf. Mac Intosh, « Communisation et abolition de la forme-valeur » in : *Perspective internationaliste*, n° 57, hiver 2012, texte disponible en ligne.

8 *Ibid.*

comment *Perspective internationaliste* (version française) définit la différence de sens :

> Arbeit–Labor […] désigne le travail extorqué ou arraché des esclaves, des serfs, et le salariat dans la société capitaliste, i. e. le travail abstrait ; et Werk, work […] désigne l'œuvre, l'activité, la production différente du travail extorqué[9].

Cette distinction permet à la critique de la valeur de sauver le travail, sous le terme d'œuvre, au moment d'abolir la valeur. C'est un thème que nous avons aussi trouvé chez Postone (chapitre 5), quand il attribue au travail dans les sociétés précapitalistes un contenu plus ou moins sacré, ce qui lui permet ensuite de projeter pour le communisme un travail plein de sens. On comprendra plus loin qu'une telle distinction ne me convient pas, et que, quand je parle de dépassement du travail, j'envisage une remise en cause autrement radicale de la façon dont les hommes pourraient se rapporter à la nature.

Ces précisions étant apportées, revenons à la problématique de Mac Intosh. Partant de mon propos selon lequel la communisation n'a pas pour but d'établir une société de transition vers le communisme, mais réalise directement l'« abolition du travail (*labor*) et de la valeur », il s'interroge sur le contenu que pourrait avoir une telle abolition, contenu défini a priori comme « œuvre ». Et pour lui, « ce qui est crucial ici, ce n'est pas le contenu précis de l'œuvre (travail, *work*) ou activité qui doit être immédiatement transformée, par exemple la nourriture ou les vêtements, la médecine ou le logement, devront être produits. Ce qui doit immédiatement être aboli, c'est la réduction de cette activité humaine au travail abstrait, et sa mesure par le temps de travail socialement nécessaire, c'est le mode historiquement spécifique dans lequel le travail (*labor*) a existé dans la société capitaliste[10] ».

On comprend ici deux choses. D'une part la nécessité de produire de la nourriture, etc., impose le maintien d'une forme de travail, l'œuvre. D'autre part l'abolition de la valeur et du travail abstrait se

9 *Ibid.*
10 *Ibid.*

comprend comme abolition de la *réduction* de l'activité humaine « œuvre » au travail abstrait. De quoi s'agit-il ? Mac Intosh nous dit d'abord que la communisation abolit immédiatement les rapports sociaux « dans lesquels la production et la distribution sont basées sur le temps de travail moyen socialement nécessaire ». Ce qui est le minimum de base. Et ensuite, quand il développe cette proposition, Mac Intosh utilise l'idée de production sans productivité en ajoutant que « les implications de la proposition d'Astarian selon laquelle il y aura production sans productivité doivent être élaborées ». Certes, la question est loin d'être épuisée, mais pourquoi Mac Intosh n'utilise-t-il pas les quelques élaborations que je propose justement (dans *Activité de crise et communisation*). J'ai ainsi essayé d'expliquer que la production sans productivité impliquait la primauté de l'activité sur son résultat productif, remplaçait la circulation des produits par la circulation des hommes, supprimait toute comptabilité et transformait les lieux de production en lieux de vie (ou l'inverse). Ces propositions sont certainement à discuter, mais Mac Intosh ne s'engage pas sur ce terrain et oppose au travail abstrait et à la valeur une « production » (entre guillemets) dont « les objectivations satisfont les besoins humains, corporels, communaux, intellectuels et créatifs ».

Partis de l'abolition de la réduction de l'œuvre au travail abstrait, nous arrivons à la production pour les besoins, vrais, authentiques, etc. Et comme ce thème de l'économie de la valeur d'usage est très limité, très marqué par le programme prolétarien que la communisation prétend dépasser, Mac Intosh s'efforce de préciser. Il affirme d'abord que l'œuvre sera une forme d'objectivation distincte de l'aliénation à laquelle l'objectivation est parfois associée.

> Objectivations il y aura, mais des objectivations non subsumées par la forme-valeur[11].

Il fait ensuite appel à la conscience pour rendre compte de la possibilité de ce dépassement de l'objectivation-aliénation. Mac Intosh reproche aux communisateurs de trop négliger « le rôle primordial de la conscience dans la communisation ».

11 *Ibid.*

> Un impératif pour la théorie de la communisation, à mon avis, est de se connecter à la perspective du développement d'une conscience qui peut faire *exploser* la forme-valeur […] C'est là que réside la possibilité réelle objective […] de la communisation[12].

Il semble bien qu'on touche ici une limite de la théorie critique de la valeur que nous avons déjà rencontrée. Quand elle veut atteindre le point du dépassement du mode de production capitaliste sur ses propres bases elle est obligée de faire appel à des facteurs extérieurs à ses principes de départ, en l'occurrence ici à une conscience dont on ne sait pas d'où elle sort ni qui la porte ni pourquoi. Il est vrai que, en opposition à un déterminisme mécanique que Mac Intosh attribue à tort aux communisateurs, le dépassement du mode de production capitaliste ne se fera pas de façon inconsciente, automatique. Les prolétaires qui aboliront le capital et les classes sauront qu'ils le font.

De façon générale, dans toutes les sociétés de classes, la conscience immédiate qui accompagne l'activité courante des classes est distincte de la conscience théorique qui, d'une façon ou d'une autre, par exemple philosophique ou théologique, dit la contradiction sociale et son devenir. Le rapport social insurrectionnel n'échappe pas à cette règle générale. Comme tout rapport social, au sens fondamental, il est porteur de la conscience de soi des hommes dans les formes sociales où ils vivent à un moment donné. Et il obéit de plus à cette règle particulière que, étant un rapport social interindividuel dont le travail (et a fortiori l'exploitation) est exclu, étant de plus un rapport social où la dé-valoration (cf. chapitre 7.3.3.3) se manifeste comme une marge de liberté nouvelle et unique dans l'histoire, la conscience (au sens fort de conscience de soi du rapport social, conscience historique de son propre devenir) y est beaucoup plus immédiate à l'activité concrète que dans la société capitaliste. La conscience immédiate des prolétaires insurgés est moins fausse que leur conscience immédiate dans la prospérité. Et leur conscience théorique y est moins impuissante. Les deux formes se rapprochent. Il est indéniable que la

12 *Ibid.*, souligné par Mac Intosh.

conscience que porte le prolétariat change profondément au moment de l'insurrection. Cela dit, ce n'est pas la conscience qui fait exploser la forme-valeur, c'est l'insurrection consciente d'elle-même qui, avec une lucidité nouvelle dérivant de sa pratique révolutionnaire, abolit le capital et les classes, et dépasse la valeur et le travail (*labor* et *work* !).

2.3 Abolir le travail tout court

À chaque définition de la valeur correspond une approche de ce que pourrait être la valeur abolie. Et bien qu'elle semble logiquement première, la définition de la valeur n'est jamais élaborée sans une idée préalable, implicite ou explicite, de ce que serait la valeur abolie. Nous l'avons vu avec Marx (chapitres 1 et 2), et la redéfinition de la valeur que je propose n'échappe pas à cette règle. Elle procède de la spécificité de la crise d'après-68 et de son contenu anti-travail. Beaucoup de temps a passé depuis, mais ce contenu n'a pas été remis en cause par l'évolution du rapport des classes, au contraire [13]. J'ai défini le travail producteur de valeur, le travail valorisant, par deux caractéristiques : la recherche continuelle de gains de productivité et la nécessité de la normalisation. Comment définir la négation de ces deux catégories, négation qui définirait la valeur *abolie* ? Ici, il s'agit seulement d'essayer de se représenter la propriété et le travail positivement abolis, sans se préoccuper de la façon d'y parvenir. Certains lecteurs vont protester que c'est une forme de pensée utopique. Je pense que c'est un exercice nécessaire, qui n'exclut nullement une théorie de la révolution, dont l'objet est de définir la possibilité de réaliser un tel dépassement. On y reviendra. Il s'agit donc d'envisager une activité productive qui serait au-delà des impératifs de productivité et de normalisation.

2.3.1 Négation de la productivité

Si l'on envisage une activité productive qui ne recherche pas la productivité, la première chose qui ressort est un bouleversement complet du rapport au temps. Certes, le temps ne cesse pas d'exister

13 Cf. B. Astarian, « Activité de crise et communisation », *op. cit.*

parce qu'on arrête de le compter. Mais son passage inexorable cesse de contraindre l'acte productif dès lors qu'il n'est plus le critère de son évaluation. La société marchande admet ou refuse la participation à la société de telle marchandise, et donc de tel ou tel producteur, en évaluant le temps qu'il a fallu pour la produire et en le comparant à d'autres productions de même type. La contrainte qui en résulte pour le producteur est alors de toujours produire dans le minimum de temps. Le non-respect de cette contrainte l'exclut de la société des producteurs en excluant sa marchandise du marché. La négation de la productivité remplace cette appréciation quantitative temporelle de la légitimité d'une activité productive et de son produit par une évaluation qualitative. Ici les mots nous font défaut pour définir la nature du rapport que les hommes auront à leur production dans une société sans valeur. « Appréciation » renvoie à « prix », « évaluation » à « valeur ». Ce sont des mots de la société marchande, de la quantité. Ils ne peuvent pas convenir entièrement pour définir, dans le communisme, la légitimité qualitative qu'une activité productive a ou non pour ceux qui y participent et pour ceux qui en utilisent les résultats. Une des raisons pour cela est que l'activité que nous considérons *n'est pas seulement productive*.

Dans les sociétés de classes, la production des conditions matérielles de la vie et la jouissance sont séparées, chacune étant le propre d'une des deux classes, respectivement celle du travail et celle de la propriété. « Jouissance » désigne ici, en opposition au travail immédiat, l'activité de la classe de la propriété au sens où le surplus qui résulte de l'exploitation du travail lui permet un rapport à soi que les travailleurs n'ont pas la possibilité de développer. Ce rapport à soi inclut aussi bien la gestion par le propriétaire de ses biens, et donc par extension de l'exploitation du travail et de la société tout entière, que les activités dites supérieures comme l'art et la pensée. Jouissance désigne ici beaucoup plus que les plaisirs du loisir et du luxe. Le terme englobe tout ce qui concerne le rapport de l'homme à soi, fût-ce en l'espèce comme propriétaire.

Dans le travail pris en tant que tel, l'objet de l'activité est constitué par les moyens de travail (outils, matières premières, etc.). Si l'on

en reste là, l'activité s'objective dans un résultat (le produit) qui, par définition, n'est pas sujet, qui est une chose, et où donc la subjectivité du travailleur salarié semble d'autant plus se perdre qu'il est séparé de son produit aussitôt qu'il l'a produit. D'où le fait que l'objectivation prise en ce sens est fréquemment définie aussi comme aliénation. En réalité, l'objectivation de l'activité humaine ne se définit pas d'abord comme produit du travail mais comme rapport social entre les classes. Ce qui veut dire que pas plus que le propriétaire le travailleur n'est sujet à lui tout seul. De façon générale, dire que l'homme est sujet, cela veut dire qu'il se produit lui-même, qu'il se prend pour objet dans des rapports sociaux qui évoluent sous l'effet de son activité. L'objectivation de l'activité, ce sont précisément ces rapports sociaux qui forment la subjectivité humaine comme pratique sociale. Si l'on imagine une société non contradictoire, le rapport sujet-objet peut aussi se dire rapport sujet-sujet, puisque l'homme est son propre objet. Mais dans la société de classes, le sujet de l'autoproduction des hommes est constitué par le rapport contradictoire des classes, qui se rapportent toutes deux aux mêmes moyens de production soit comme moyens de travail soit comme propriété. L'objectivation de ce sujet divisé, le monde dans lequel il peut se contempler, c'est un rapport social *contradictoire*. Ce n'est que sous cette forme que le travail *et son exploitation* produisent la société des hommes. Aucun des deux pôles de la contradiction sociale ne peut à lui seul poser la société comme son objet et en faire ce qui correspondrait à son être de classe. Chacun est séparé de cet objet par le rapport contradictoire qui le lie à l'autre pôle. Ce qui revient à dire que chaque classe est séparée de la totalité sociale et que celle-ci évolue indépendamment de la volonté de l'un ou l'autre pôle.

Dans les sociétés de classes, la production des conditions matérielles de la vie et la jouissance de cette vie sont donc des activités séparées par une contradiction. Une société qui serait débarrassée de cette contradiction serait aussi débarrassée de la valeur. Et dès lors que la production par unité de temps n'est plus le critère de la justification sociale d'une production, les « producteurs » ont le temps. En fait, on ne peut plus les définir comme producteurs. À l'opposé du

travail, la production qui a le temps peut jouir immédiatement de sa propre activité. Elle peut être rapport à soi. Certes, l'effort lui-même, la fatigue, ne sont pas exclus. Mais pour une activité productive libérée de la contrainte du temps, ce sont des dimensions qui font partie de la jouissance du corps et de l'esprit dès lors que l'on peut s'arrêter, discuter, faire autre chose, modifier, s'adapter aux possibilités ou aux demandes des participants, etc. Autrement dit, cette activité n'est pas seulement productive. Il n'existe pas de mot pour cela, et il faut donc encore proposer un néologisme. Appelons activité-pas-seulement-productive (APSP) cette activité totalisante où les hommes ne renoncent pas à jouir de leurs rapports sous prétexte qu'ils produisent des objets. La formule exprime la même recherche d'un dépassement des séparations, d'une forme totalisante d'activité, que celle de Marx dans *L'Idéologie allemande*, mais s'efforce de dépasser les limites de la sphère de la production, ce que Marx ne fait pas. Décrivant la façon dont les prolétaires, séparés de la totalité des moyens de production, sont appelés à se les approprier en totalité, il écrit :

> L'appropriation de ces forces [productives] n'est elle-même pas autre chose que le développement des facultés individuelles correspondant aux instruments matériels de production. Par là même, l'appropriation d'une totalité d'instruments de production est déjà le développement d'une totalité de facultés dans les individus eux-mêmes[14].

J'ai déjà indiqué (chapitre 1.3.4) que ce travailleur polyvalent n'était pas très convaincant en représentant de la manifestation de soi totale de l'homme communiste. Mais peu importe ici. Je veux seulement souligner la recherche par Marx d'un dépassement des limites, d'une activité plus large que le travail immédiat et fragmentaire de l'ouvrier, et qui corresponde à l'existence directement sociale de l'individu. En ce qui nous concerne, la « totalité de facultés » qui est en jeu dépasse la seule sphère de la production et subvertit la notion même d'économie en renonçant à compter le temps et en introduisant la jouissance de soi directement dans ce qui était la « production ». Ici, c'est l'objet

14 K. Marx, F. Engels, *L'Idéologie allemande*, *op. cit.*, p. 103.

même de l'activité qui change. Pour Marx, la recherche d'une activité totalisante se fait au travers de l'apprentissage de multiples métiers par le travailleur communiste, en pensant particulièrement à la fin de la division entre travail manuel et travail intellectuel. Pour nous, il n'y a plus que des individus qui font plus et autre chose que travailler quand ils passent dans les lieux de vie ou de production où les amène la recherche de la société des autres.

La négation de la productivité dont nous faisons ici l'hypothèse suppose évidemment la propriété abolie. Ce n'est que dans ces conditions que l'activité productive peut cesser d'être subordonnée au temps qui se compte. Dit autrement, cela signifie que l'activité-pas-seulement-productive est le vrai résultat objectif et, en quelque sorte, compte plus que le résultat productif, la chose produite. L'objectivation sans aliénation que recherche Mac Intosh, ce sont ces rapports que les hommes établissent entre eux où la production et la jouissance ne sont pas exclusives l'une de l'autre. L'APSP où ils se retrouvent est un rapport complet entre eux et à la nature. Ils y trouvent les moyens de leur reproduction immédiate parce qu'ils les y mettent, ce qu'ils peuvent faire parce que le temps leur en est laissé. Et ils y mettent les sources et les manifestations du plaisir d'être ensemble parce qu'ils n'ont pas de raison d'y renoncer, puisqu'ils ont le temps. C'est en ce sens que leur activité n'a pas besoin de justification supplémentaire, postérieure ou extérieure. Être, et non avoir.

2.3.2 Négation de la normalisation

Dans l'activité-pas-seulement-productive, tout est à tout moment à discuter, à remettre en cause, à ajuster aux rapports que les individus concernés développent. À ne considérer que la part productive proprement dite de l'activité-pas-seulement-productive, on peut envisager deux points de vue. Prise du point de vue «production», l'APSP résulte d'une interaction autour du *qui* participe, du *comment* la production s'organise, du *quand* l'activité se met en place. Prise du point de vue des besoins à satisfaire, l'APSP doit décider le *quoi* (qu'est-ce qu'on produit) et le *pour qui*. C'est ici qu'intervient la négation de la normalisation.

Rappelons que la normalisation des produits et du travail est une conséquence de la séparation où se trouve le producteur privé et indépendant vis-à-vis des besoins que sa production doit couvrir. Le dépassement de la normalisation oblige à définir ce que pourrait être l'abolition de séparations qui nous paraissent aujourd'hui complètement normales. Pour ce qui nous concerne ici, la séparation se situe entre le besoin et l'objet qui le satisfait et a fortiori l'activité qui produit cet objet. C'est cette séparation qui fait que la marchandise doit se présenter comme valeur d'utilité, normalisée de telle sorte qu'elle couvre un large éventail de besoins particuliers et, en même temps, occulte précisément la particularité dans laquelle les besoins de chacun se manifestent nécessairement. Si, selon notre hypothèse, on pose la propriété positivement abolie, la certitude de trouver satisfaction définit le besoin comme besoin-sans-manque (BSM). Ce besoin tranquille a la possibilité de faire valoir sa particularité, non pas comme caprice individuel (je veux des fraises tout de suite) mais comme discussion, interaction, définition d'un projet qui, dès lors, n'est pas seulement consommation. Il s'agit ainsi de redéfinir la notion de besoin.

Il faut envisager sous un jour non économique la question des ressources et des besoins. Et ici, discuter de la notion même de besoin. Dans le communisme, doit-on continuer à poser les besoins comme une « demande », une variable quasi naturelle face à laquelle l'activité productive répond comme une « offre » soumise à la nécessité ? La réponse est non. On peut bien sûr partir d'une évidence apparemment naturelle et dire que 6 milliards d'individus ont besoin de 2 000 calories par jour et que cela impose une production de x blé + y viande + z lait… Car, dit le bon sens, le communisme ne supprimera pas plus la faim que la pesanteur. La faim nous rappelle à tout moment que nous appartenons à la nature et qu'aucune révolution ne peut abolir les lois de la nature. Certes. Mais dans sa manifestation actuelle, la faim telle que nous la connaissons nous rappelle aussi que nous sommes séparés par la propriété non seulement de l'objet de sa satisfaction mais aussi de l'activité qui produit cet objet. La faim nous rappelle en même temps que nous appartenons à la nature *et* que nous en sommes séparés par la propriété. Notre faim, en ce sens, n'est pas *que*

naturelle. Nous ne connaissons la faim, phénomène naturel s'il en fût, que médiée par la propriété et l'exploitation, que comme souffrance, comme peur du manque, comme soumission au contrôle de la propriété sur l'objet qui rassasie. Dès lors, qui nous dit que la sensation de faim telle que nous la connaissons est purement naturelle, n'est pas déterminée socialement ? Le rythme de ses manifestations n'est-il pas dicté par celui de l'exploitation, de la journée de travail ? Inversement, dès lors qu'elle serait tranquille et sûre d'être rassasiée, pourquoi la faim ne serait pas aussi jouissance, comme le désir dans les préalables de l'amour, lesquels participent activement et positivement à la satisfaction du besoin exprimé par le désir ? Le besoin de base (2 000 calories) reste le même mais, besoin-sans-manque, il devient partie prenante de l'activité-pas-seulement-productive (la gastronomie ?) qui en même temps le manifeste et le satisfait.

Le besoin-sans-manque s'invite ainsi dans l'activité-pas-seulement-productive pour s'y manifester comme partie prenante et assurer que l'activité productive reste *particulière* aux individus qui y sont engagés, et non pas générale et abstraite pour répondre à une demande séparée. Ceci est totalement antiproductif, au sens où beaucoup de temps sera « perdu » pour formuler le besoin dans sa particularité, tant en fonction de la nature de l'objet à produire que des possibilités dont on dispose pour ce faire. De plus, si le besoin-sans-manque participe à l'APSP, ce n'est pas parce que des individus concernés auront intégré dans leur conscience individuelle la nécessité d'extraire du charbon pour couvrir le besoin d'énergie d'autres productions. C'est parce que l'extraction de charbon se fera de telle sorte que les rapports entre les « mineurs » seront satisfaisants en eux-mêmes et pour eux-mêmes. Il n'y aura aucun sacrifice à produire des biens non consommables immédiatement, des biens pour d'autres. Cela s'applique bien sûr aussi aux biens consommables immédiatement. Les réalistes disent : « Il y aura toujours du sale boulot, il faudra bien qu'on le fasse. » Je crois qu'il faut le dire clairement : il n'y aura plus de sale boulot. Les tâches actuellement sales, dégradantes, ennuyeuses, etc., seront soit abandonnées soit transformées. Sinon on

tombe dans les tours de rôle, avec leurs gestionnaires et leurs passe-droits – ou alors on envisage que les hommes et femmes communistes sont des militants.

Il n'y aura donc aucun temps « perdu ». L'interaction constante entre APSP et BSM se concrétise comme activité et jouissance sociale des individus. Parce qu'il n'est pas déterminé par le manque comme impérieux, urgent, le besoin se manifeste concrètement et activement dans l'APSP, qui lui en laisse tout le loisir puisqu'elle n'est pas seulement productive. L'activité prime sur son résultat productif au sens où le besoin fondamental est celui d'exister socialement, de profiter de la société des autres. Le besoin (momentané) de solitude ne contredit pas cela. Marx dit que le travail sera le premier besoin, parce que c'est pour lui l'activité subjective fondamentale (générique, dit-il dans les *Manuscrits de 1844*) de l'homme. Il faut élargir cette proposition, et dire que l'activité sociale, c'est-à-dire la jouissance d'être libre et conscient, naturel et social, actif et passif, sera le premier besoin. La notion de besoin-sans-manque veut exprimer la possibilité d'un besoin existant comme interaction entre les individus, comme projet conscient.

La négation de la normalisation suppose donc de ne plus concevoir les besoins naturels (2 000 calories) comme une variable exogène. Les besoins ne sont pas une contrainte naturelle qui nous imposerait un certain réalisme. Ils nous apparaissent comme tels dans la société de classes, où en fait ils ne sont pas si naturels que ça puisque c'est le travail et la propriété qui engendrent la séparation du besoin et de son objet et posent le besoin comme manque. Si l'on pose le travail et la propriété positivement dépassés, il faut aussi envisager un besoin sans manque, qui s'inscrit de façon organique dans l'activité-pas-seulement-productive.

2.3.3 Objectivité pour soi, dépassement de la valeur et du travail

Parler de besoin-sans-manque, d'activité productive qui prend le temps de faire autre chose, c'est essayer de dire positivement la réconciliation de l'homme et de la nature comme dépassement positif

de la propriété. Là encore, les mots manquent pour dire l'absence de propriété, par opposition à propriété privée ou publique, à propriété individuelle ou collective. Dire que « tout est à tous », par exemple, ne nous fait pas avancer. Ce n'est qu'une autre façon de dire que chacun, ou tout le monde, a tout. On est encore dans l'*avoir*. Peut-être ne peut-on pas se représenter le dépassement de la propriété autrement qu'en opposition au rapport prolétariat/capital. Là, la propriété se manifeste au prolétaire comme séparation (ou menace constante de séparation) de l'individu d'avec la société et la nature. Sur cette base, la propriété positivement abolie se définit, faute de mieux, comme la certitude d'avoir toujours à ses côtés l'autre homme et à sa disposition les moyens matériels qu'il faut pour mener une existence sociale débarrassée de la peur du manque. On ne peut pas définir la propriété abolie en termes juridiques (« tout est à tous », par exemple), car de tels termes supposent l'État et tout ce qui s'ensuit, ainsi que nous l'avons vu dans la critique de la *Critique du programme de Gotha* (chapitre 1). On ne peut approcher de cette notion qu'en termes d'activité.

L'objectivation qui n'est pas aliénation résulte d'une activité qui engendre un objet qui est lui-même sujet, et qui agit en retour sur l'activité considérée. On a dit que cet objet ne peut être que la société elle-même. Dans la société de classes, l'objet du travailleur est une chose (moyens de travail, etc.), avec laquelle le travailleur a un rapport objectif-en-soi. Dès lors que l'objet est un sujet, le rapport sujet-objet devient objectif-pour-soi. Le rapport sujet-objet peut se comprendre indifféremment comme rapport sujet-sujet ou comme rapport objet-objet. Le rapport est à tout moment interactif, et c'est cette (ré)activité universelle qui est l'objet, le but et le contenu de l'activité et de la jouissance. Le dépassement du travail doit se comprendre comme celui de l'objectivité-en-soi liée à la fracture du sujet entre travail et propriété. Le dépassement du travail ne signifie pas qu'on ne produira plus, qu'on ne se collettera plus à la réalité du charbon qu'il faut extraire. Cela signifie que la résistance que la nature oppose à l'action des hommes pour leur vie sera purement technique, par opposition aux conditions *sociales* que la propriété et l'exploitation imposent au travail, le rendant pénible, répétitif, fatigant, dangereux.

Et ces questions techniques, l'APSP s'en jouera d'autant plus facilement que le besoin de charbon sera sans manque.

Partis à la recherche de ce que pourrait être la valeur abolie, nous arrivons au résultat que la négation de la productivité et de la normalisation définit une *non-économie* au sens où l'on ne compte plus le temps de production et où on ne peut plus parler de confrontation des ressources et des besoins, les deux termes devant être redéfinis comme activité-pas-seulement-productive et besoin-sans-manque. Loin de se confronter, l'APSP et les BSM interagissent pour définir une forme d'objectivité-pour-soi qui est une définition possible du dépassement du travail et de la propriété. Ce résultat, on l'obtient de façon abstraite, par négation des catégories fondamentales de la valeur. La théorie de la valeur, cependant, ne nous dit pas si une telle négation est possible ni comment elle peut se faire. La théorie de la valeur n'est pas une théorie de la révolution, ainsi que nous l'avons vu. Mais elle permet de comprendre les déterminations sociales d'une activité qui semble naturelle (la production et les besoins). Et donc aussi de retourner ces déterminations pour envisager leur négation dans un contexte social libéré, où le principe de réalité ne s'exprime pas comme « principe de rendement » (Marcuse). Reste la question de savoir pourquoi les prolétaires insurgés se lanceraient dans la négation de la productivité et de la normalisation.

3 Abolition du capital, dépassement de la valeur : une perspective

Ce n'est pas ici qu'on pourra répondre de façon détaillée à cette question cruciale, qui est en fait le cœur même de la théorie communiste dans sa forme actuelle. Notre étude, limitée à la question de la valeur, ne nous en donne pas les moyens. On verra plus loin (Épilogue) qu'il est probablement impossible de produire cette réponse actuellement. Mais on peut donner quelques indications.

3.1 Nécessité de la reprise de la production

L'activité insurrectionnelle du prolétariat contre le capital crée la possibilité d'un dépassement de la contradiction dont l'insurrection est

l'éclatement. Est-il besoin d'ajouter que ce moment intense de la lutte des classes révèle aussi la nécessité absolue d'un tel dépassement ? Car la socialisation du prolétariat dans l'insurrection est absolument précaire. Dans l'affrontement contre le capital, rien n'est jamais acquis. Les éléments pris en possession ne forment une base de socialisation qu'aussi longtemps que la contre-offensive capitaliste permet de les conserver. Mais fondamentalement, la précarité de la socialisation insurrectionnelle tient au fait qu'elle ne comporte aucune production.

Pour cette raison, l'insurrection prolétarienne est forcément brève. La défaite militaire est souvent le préalable à la reprise du travail dans des conditions dégradées par rapport à l'avant-crise, mais cet enchaînement n'est pas une règle absolue. La formation de tendances autogestionnaires au sein du prolétariat peut jouer comme une phase de transition entre la socialisation insurrectionnelle et le retour à la normalité capitaliste. On l'a vu à Barcelone en 1936, mais aussi en Iran en 1979, lorsque la montée des *shuras* a fait suite à l'insurrection de février (cf. chapitre 7.3.1.2). Il n'y a pas eu alors de défaite militaire du prolétariat face aux forces de répression. De façon générale, de telles initiatives prolétariennes de reprise de la production s'avèrent extrêmement contradictoires et ne peuvent pas durer longtemps non plus. En particulier, les tentatives de sortie de crise sur le mode autogestionnaire impliquent presque inévitablement des affrontements internes au prolétariat dans la mesure où l'autogestion ne saurait accumuler le capital assez rapidement pour donner de l'emploi à tous. L'autogestion s'accompagne de l'exclusion d'une fraction du prolétariat par rapport à une autre. Si donc la remise en marche de l'appareil productif sur un mode autogestionnaire ne peut pas être une solution générale, la question suivante se pose : quelles sont les déterminations qui pourraient inciter le prolétariat à sortir de la précarité de l'insurrection par sa propre négation en même temps que celle du capital, par une transformation radicale de l'activité productive et de tout le reste de la vie ? Qu'est-ce qui pourrait détourner le prolétariat de tentatives autogestionnaires qui semblent pourtant procéder logiquement de son affirmation face au capital dans l'insurrection ? Pourquoi, alors que sa reproduction

immédiate est au comble de la précarité et de la misère, le prolétariat tournerait-il le dos au travail et à la recherche de la productivité et de la normalisation ? Peut-on définir les conditions de la possibilité d'un tel saut dans l'inconnu du communisme ?

Ces questions cruciales font l'objet d'interrogations et de débats qui ne prendront fin qu'avec la communisation elle-même. Une chose est claire : on ne peut pas parler de communisation de la société tant que le processus révolutionnaire ne remet pas en marche la production des conditions matérielles de la vie. Cette reprise de la production constitue seule le signal indiquant que la phase purement insurrectionnelle, le moment négatif de l'affrontement des classes, engendre un début de dépassement communiste.

3.2 De la prise de possession des moyens de production à l'APSP

C'est en partant de la *situation matérielle de l'insurrection* qu'on peut avancer quelques éléments de réponse aux questions ci-dessus. Car c'est dans le creuset de l'insurrection que se forme la possibilité d'un dépassement de la contradiction des classes et de toutes les catégories du mode de production capitaliste. Pourquoi les prolétaires insurgés renonceraient à reprendre le travail, y compris pour leur propre compte ? La raison fondamentale est que ce ne sera pas vraiment possible *de façon généralisée*. Il y aura sûrement des tentatives locales d'autogestion, mais elles ne vivront qu'en excluant d'autres fractions du prolétariat (sur des bases ethniques, religieuses, géographiques, racistes ou sexistes, etc.). Le risque de guerres civiles et de développements barbares que cela entraîne est grand. Mais l'échec prévisible de ces expériences du point de vue de la reproduction générale du prolétariat fait partie de l'approfondissement de la crise vers les conditions de son dépassement.

3.2.1 Limites de la prise de possession de l'appareil productif

La première cause de l'échec prévisible d'une reprise de la production sous forme de travail, c'est-à-dire sans transformation communisatrice

des rapports sociaux, tient à la nature actuelle de l'appareil productif auquel l'insurrection arrache les éléments dont elle prend possession. Dès le moment où la domination réelle du capital sur le travail s'est mise en place, les forces productives ont pris leur forme spécifiquement capitaliste. Leur réappropriation productive par un processus révolutionnaire ne peut donc se faire que de façon partielle et en les transformant de façon systématique. Cela découle de ce que leur forme matérielle-technique n'est pas neutre mais est entièrement déterminée par le fait que les moyens de production, y compris les subsistances, sont avant tout des instruments de production de valeur. Dans le cas de capitaux à haute composition organique, leur remise en marche par les « travailleurs associés » suppose la maîtrise de conditions scientifiques et techniques qui sont en temps normal sous le contrôle des managers et des cadres. De plus, la place totalement subordonnée du travail vivant dans le fonctionnement de ces entreprises et la rigidité de l'association des travailleurs par le capital fixe font qu'il est pratiquement impossible de se réapproprier/transformer le processus productif dans un sens autogestionnaire. Les lieux et les temps, les rapports entre les producteurs, sont donnés par la machinerie, de sorte que l'autogestion est vidée de toute initiative et appropriation prolétarienne au profit d'une soumission à la technologie.

En ce qui concerne les capitaux de faible composition organique, la mondialisation a notamment comporté la formation d'un vaste secteur manufacturier où le travail vivant est massif et joue un rôle central pour la valorisation des capitaux qui l'emploient ainsi que pour les donneurs d'ordres dont ils sont les sous-traitants. On sait que les conflits de classes y sont très nombreux et variés. Mais on n'y observe pas de tendance autogestionnaire, alors que souvent les caractéristiques techniques des entreprises s'y prêteraient (faible accumulation de capital fixe), et que même les circonstances du conflit pourraient également mener la lutte dans ce sens (je pense notamment au cas des entreprises dont les patrons se sont enfuis en abandonnant personnels, machines, matières premières… et salaires impayés).

Dans les conflits quotidiens, cette absence de tendance autogestionnaire se comprend : l'unité de production ne peut fonctionner

qu'en relation étroite avec une longue chaîne de valorisation. Dans leur rapport immédiat à « leurs » moyens de production, les travailleurs ne peuvent pas fabriquer grand-chose ni écouler ce qu'ils fabriqueraient éventuellement sans solliciter une nébuleuse de logistique, des approvisionnements et des débouchés qui sont en dehors de leur contrôle. Ici, la problématique autogestionnaire ne se heurte pas tant à la maîtrise de la science et de la technique qu'au fait que les conditions sociales et techniques de la production la plus simple (par exemple des chaussures) sont largement séparées des moyens de production auxquels les travailleurs sont confrontés directement.

Dans une situation insurrectionnelle pareillement, la remise en marche de l'appareil productif sans transformation radicale de l'activité nécessiterait en dernière analyse de faire appel aux capitalistes et à leurs ingénieurs et experts pour qu'ils mettent en place les multiples conditions techniques et logistiques du travail simple des ouvriers. Le programme prolétarien (ou plutôt le socialisme réel) a tenté de le faire, en doublant les managers et ingénieurs de commissaires politiques « au service du peuple ». Du point de vue productif, le résultat a été catastrophique. Et c'était pour prendre le contrôle d'un appareil productif beaucoup moins complexe et fragmenté que celui qui existe aujourd'hui.

Ces considérations amènent à penser qu'une sortie de crise révolutionnaire qui chercherait à reproduire en l'aménageant le paradigme productif actuel n'est ni souhaitable ni possible. Les conditions matérielles de la phase actuelle d'accumulation qui mène à la crise insurrectionnelle, et donc aussi les conditions matérielles de l'insurrection elle-même, s'y opposent. Dans le chaos d'une insurrection qui sera plus étendue et plus longue que les modèles historiques auxquels on est bien obligé de se référer, la recherche concrète d'une solution à cette impossibilité pourrait orienter l'activité vers une forme d'activité-pas-seulement-productive faite d'expériences sans cesse rediscutées et remises en chantier.

Parmi ces expériences, on peut prévoir que certaines voudront tenter l'automation généralisée et se débarrasser ainsi du travail. Or l'automation n'est ici que le revers de l'autogestion. Tandis que

l'autogestion met le travail vivant au cœur du processus productif, l'automation l'en exclut radicalement. Ou plutôt croit le faire, car il faut bien sûr produire et gérer l'automate. Mais là n'est pas l'essentiel. Même si elle repousse le travail vivant sur ses bords, l'automation reste une forme limite de travail au sens où elle pose la production comme une fonction séparée que l'économie doit ensuite intégrer socialement (division du travail, répartition des produits, etc.). Notamment, l'automation suppose une intégration de la partie automatisée de la production dans un ensemble plus vaste, intégration qui doit être gérée de façon très précise si l'on veut garder les bénéfices de l'automate. L'exemple suivant illustrera mon propos : les États-Unis ont, dans les années 1980, fait don au gouvernement égyptien d'une grosse chaîne automatique de panification. Elle se présentait sous la forme d'un long tunnel où les opérations s'enchaînaient sans intervention humaine. À partir d'un grand conteneur de pâte en vrac, les phases se succédaient : première fermentation, division, deuxième levée, façonnage, cuisson, sortie des pains dans un conteneur. La machine n'a cependant jamais pu fonctionner de façon satisfaisante parce que les boulangers qui alimentaient la machine en pâte en vrac étaient incapables d'assurer à celle-ci des qualités rhéologiques constantes et appropriées, de sorte que le transfert de la pâte d'une étape à l'autre du tunnel donnait toujours lieu à des ratés bloquant l'avancement de la matière première. L'une des raisons de ces problèmes était la qualité irrégulière des blés importés, avec lesquels les meuniers faisaient la farine qu'ils pouvaient. Bien qu'anecdotique, cet exemple montre à quel point l'automation est une autre forme de la division du *travail* et pas du tout une façon de le dépasser. Pas plus que l'autogestion, l'automation ne saurait être vraiment généralisée. C'est une fausse solution qu'on invoque régulièrement au même titre que l'abondance quand on ne sait pas définir la valeur et le travail, ni donc leur dépassement. Au contraire de l'APSP, qui met l'activité et les rapports des hommes entre eux comme l'élément central d'un processus totalisant, l'automation met une technique purement productive au centre de sa logique. Il y aura sûrement des recours à l'automation, mais en aucun cas ils ne se

présenteront comme la solution révolutionnaire de dépassement des rapports sociaux capitalistes.

Ni autogestion ni automation généralisées, donc. Les moyens de production dont les prolétaires insurgés auront pu se saisir ne se prêteront pas à une reprise du travail sans les capitalistes. C'est une autre façon de dire qu'il faudra que la production reprenne sans prolétaires non plus. Cela est d'autant plus nécessaire que les prolétaires sont devenus dans leur ensemble de mauvais travailleurs, au terme d'un long processus historique de déqualification.

3.2.2 Déqualification des prolétaires

Une autre raison pour laquelle les tentatives de restauration partielle de l'économie devraient échouer est en effet que les prolétaires ne savent travailler que de façon essentiellement déqualifiée. Ceci est la conséquence du fait qu'ils sont avant tout producteurs de valeur. Le travail valorisant, avons-nous vu, est une activité normalisée faite d'un nombre limité de gestes (chapitre 3.3.2.2). C'est l'autre versant de la hausse de la composition organique du capital, et le résultat de la lutte des classes : les capitalistes se sont attachés à déqualifier le travail, tant pour éliminer des travailleurs que pour discipliner ceux qui restent. Ce faisant, ils ont développé la normalisation du travail valorisant.

Dans ces conditions, une reprise de l'activité productive sur un mode ressemblant au travail sous le capitalisme sera entravée par la difficulté même que les prolétaires rencontreront, de par leur manque de qualifications, à prendre possession réellement et largement du capital fixe – c'est-à-dire non seulement des machines et des matières premières, mais aussi de la logistique et de la science et technologie qui sont nécessaires à leur fonctionnement.

Mais l'histoire du travail sous le capitalisme est-elle vraiment celle d'un long processus de déqualification ? La question est abondamment discutée, et ceux qui répondent par la négative s'appuient sur le fait que la déqualification des travailleurs au profit du machinisme et de l'automatisation ne s'est pas faite de façon linéaire. En même temps que le capital s'est débarrassé des travailleurs qualifiés

disposant d'un savoir-faire artisanal ou presque, il a formé des travailleurs aux nouveaux métiers qualifiés que requéraient la fabrication, le fonctionnement et l'entretien des moyens de production de plus en plus sophistiqués qu'il accumulait. La déqualification du travail s'accompagne donc d'une requalification permettant à une fraction des travailleurs de prendre en charge les nouveaux outils/machines. Cependant, la requalification n'a, d'une part, concerné qu'une minorité des travailleurs. Le machinisme s'est développé pour favoriser l'emploi à des tâches simplifiées de travailleurs anciennement qualifiés ou, plus souvent, sans qualification industrielle initiale. D'autre part, la requalification du travail accompagnant l'accumulation du capital fixe et le développement de la technologie fait à chaque fois l'objet d'une attaque de la part du capital pour décomposer les nouvelles tâches qualifiées, simplifier le nouveau travail complexe et empêcher ainsi les travailleurs qualifiés de s'affirmer et de revendiquer sur la base d'un métier qui les rendrait irremplaçables. Ce processus est continuellement à l'œuvre. Il concerne les ouvriers de la maintenance, les dockers, les programmeurs, etc.

On arrive donc à la conclusion que d'un côté les moyens de production dont les révolutionnaires hériteront en abolissant les classes seront pour une grande part inutilisables par et pour une activité libre pas seulement productive ; et que sur cette base, d'autre part, les tentatives de mettre en place une économie de moindre niveau technologique se heurteront à l'obstacle de la déqualification séculaire des travailleurs. On voit ainsi que le double processus de l'accumulation d'un capital fixe de plus en plus sophistiqué et de la déqualification du travail vivant fait partie des conditions qui permettront l'autonégation du prolétariat dans et par une reprise de la production sans travail, ni productivité ni normalisation. Certes, ce n'est pas parce que la recherche de la productivité et de la normalisation seront rendues difficiles par les conditions matérielles de l'insurrection que des tentatives n'auront pas lieu. Mais on peut penser que ces obstacles favoriseront les tendances ludiques et paresseuses chez les révolutionnaires. Celles-ci existent déjà, bien sûr. On les observe dans la résistance au travail en général. Et on les a observées plus particulièrement dans les

périodes contre-révolutionnaires de reprise du travail sous direction ouvrière, par exemple en Espagne en 1936. Cependant, c'est une chose de résister à la restauration des conditions capitalistes au nom de la révolution qui, de fait, est en train d'échouer. C'en est une autre d'inventer une façon de produire les nécessités de la vie qui soit la vie elle-même, pleine et indivisible, satisfaisante et joyeuse à tout moment et en tout lieu.

Épilogue
Théorie de la valeur et théorie communiste

Dans ce qui précède, nous avons plusieurs fois buté sur les limites explicatives de la théorie de la valeur. Prise au sens strict, celle-ci rend compte de l'échangeabilité des produits du travail quand la production sociale est assurée par des producteurs privés indépendants. Elle permet d'expliquer pourquoi le travail des producteurs prend la forme productiviste et normalisée qu'on lui connaît. Toute cette partie de la théorie de la valeur définit la valeur comme forme. En outre, la théorie de la valeur permet de rendre compte des règles de l'échange, ce qui constitue le pont vers la loi de la valeur. Celle-ci permet d'expliquer la façon dont le travail social se répartit entre les différentes branches. À ce titre, elle est en dehors de notre propos, dont le champ est similaire à celui du premier chapitre du C*apital*.

Une des limites manifestes de la théorie de la valeur est qu'elle ne permet pas d'appréhender la lutte des classes. Or, ce sont les aléas de la lutte des classes qui expliquent ceux de la valeur : accumulation/valorisation quand celle-ci reste limitée, dévalorisation quand elle s'intensifie, dé-valoration quand elle tourne à l'insurrection. De son côté, la lutte des classes ne s'explique pas par la théorie de la valeur mais par celle de l'exploitation, c'est-à-dire par la théorie de la plus-value. Nous débouchons ainsi sur une conclusion qui peut sembler décevante : la théorie de la valeur, quelles que soient ses options, n'est pas une théorie de la révolution. Elle n'en est qu'un moment. De même, l'abolition de la valeur ne peut exister que comme moment de l'autonégation du prolétariat et de l'abolition des classes en général. Quelle est alors la place de la théorie de la valeur dans l'ensemble plus large de la théorie communiste ?

1 Structure de la théorie communiste

Comme nous l'avons vu en étudiant certaines versions de la théorie critique de la forme-valeur, l'analyse de la forme-valeur des

marchandises ne permet pas de parvenir à une appréhension de la contradiction qui, dans la société capitaliste, produit le sujet de son dépassement. C'est là la tâche de la théorie communiste, ensemble plus vaste qui comporte trois moments :

1 *Critique de l'économie politique :* on désignera sous ce terme l'ensemble théorique qui s'attache à mettre en évidence la contradiction sociale fondamentale qui se cache sous les apparences de la nécessité économique. Le cœur de la critique de l'économie politique est constitué par la théorie de la plus-value, qui divise la journée de travail en travail nécessaire et surtravail et forme ainsi la base de la compréhension de la contradiction entre les classes, ainsi que des crises. C'est dans ce sous-ensemble que prend place la théorie de la valeur, en quelque sorte comme préalable. D'une part la théorie de la valeur explique pourquoi et comment les produits du travail tels qu'ils sont réalisés dans la société marchande sont échangeables. Elle définit la forme de l'échangeabilité et les normes de l'échange. D'autre part elle rattache la valeur des produits au travail vivant. C'est sur cette base seulement qu'il est possible d'arriver à la théorie de la plus-value. Avant Marx, les économistes classiques avaient déjà posé que la valeur d'une marchandise se définit par la quantité de travail qu'il a fallu pour la produire. Marx, en distinguant travail et force de travail, a pu appliquer cette définition à la marchandise force de travail. Il a pu ainsi expliquer la différence entre travail nécessaire et surtravail, comprendre la plus-value et le profit dans une société où, par hypothèse, tous les échanges sont égaux. Une telle découverte ne relève pas de la simple économie politique. Elle est critique de l'économie politique car, une fois posé que la valeur d'une marchandise se rattache au travail, une fois comprise la différence entre travail nécessaire et surtravail, on comprend que derrière la catégorie économique de la valeur se cache la contradiction entre travail nécessaire et surtravail, c'est-à-dire entre prolétariat et capital. Cependant pour dévoiler cela la théorie de la valeur est insuffisante. Elle n'est que le socle nécessaire, indispensable, pour établir qu'il y a une contradiction fondamentale dans la société capitaliste, mais elle ne produit pas elle-même ce résultat, qui découle de la théorie de la plus-value.

2 *Possibilité et nécessité du dépassement :* La contradiction de la société capitaliste n'a pas été découverte par les économistes, fussent-ils critiques. Elle existe comme lutte des classes, de façon permanente et tout au long de l'histoire des sociétés de classes. Pour ne parler que du mode de production capitaliste, l'affrontement des classes manifeste les limites que rencontre l'exploitation du travail comme base de reproduction de la société. La misère et les révoltes qu'engendre la contradiction des classes appellent à chaque instant au dépassement de la société existante et à la création d'une société libérée de cette contradiction. Comment envisager ce dépassement ? Il faut ici montrer que dans la contradiction prolétariat/capital le prolétariat peut être le sujet du dépassement. Quelle que soit la façon de mener cette démonstration, toutes les formes historiques de la théorie communiste se sont appuyées sur les luttes menées par le prolétariat, et en particulier sur les insurrections. C'est dans les insurrections que la théorie communiste trouve la preuve que le prolétariat est capable de renverser l'ordre existant. Nous avons vu pourquoi (chapitre 7.3). Les insurrections elles-mêmes sont déterminées historiquement. Leur déroulement est fonction de l'état de la contradiction des classes au moment où elle éclate. Mais c'est toujours sur leur base que la théorie communiste cherche à montrer comment le prolétariat va dépasser le mode de production capitaliste. S'appuyant sur la compréhension de la contradiction fondamentale que lui donne la critique de l'économie politique, elle cherche à montrer comment le prolétariat, en affrontant le capital, peut assurer le passage du capitalisme au communisme. Et la solution qu'elle propose est elle aussi déterminée historiquement. Le potentiel révolutionnaire du prolétariat n'est pas défini de la même façon sur la base du soulèvement français de 1848 que sur celle du soulèvement allemand de 1918–1919.

3 *Projection du communisme :* La théorie communiste n'est pas complète si elle ne dit pas aussi ce qu'est le dépassement de la contradiction entre les classes. Elle définit le but de la révolution faite par le prolétariat, elle propose une vision de ce qu'est l'issue victorieuse de la révolution née de l'insurrection. Ainsi que nous l'avons vu, c'est ici qu'intervient de nouveau la théorie de la valeur. Par le biais

d'une projection de ce que pourrait être la valeur abolie, la théorie communiste projette les grandes lignes du fonctionnement d'une société libre et consciente. Et nous avons aussi vu que ces esquisses d'une société communiste ne sortent pas du cerveau des théoriciens mais des données pratiques des luttes du prolétariat contre le capital telles que chaque époque historique les spécifie. Nous l'avons dit, le communisme de Marx n'est pas le nôtre.

La théorie communiste forme ainsi un vaste ensemble qui fonctionne par itération continuelle entre les trois moments qui le constituent. Dans cet ensemble la théorie de la valeur n'est qu'une partie bien délimitée, un sous-ensemble de la critique de l'économie politique, avec ses fonctions propres. En elle-même, la théorie de la valeur n'a pas la capacité totalisante qui lui permettrait de parvenir sur ses propres bases au sujet de la révolution et à la projection du communisme parce que, par définition, la lutte des classes est en dehors de son champ.

De façon générale, le mouvement itératif de la théorie communiste consiste en qu'elle considère toujours les catégories de la société capitaliste comme historiquement transitoires. Elle les analyse dans leur naissance historique, mais aussi du point de vue de leur dépassement révolutionnaire. Ni la critique de la société existante, ni le processus révolutionnaire qui la renversera, ni la société communiste qui en sortira ne sont envisagés indépendamment les uns des autres. La théorie communiste ne fait pas de l'économie politique. Le fonctionnement de la société capitaliste ne l'intéresse que pour montrer sa contradiction mortelle. Et cette *critique* de l'économie politique ne l'intéresse que parce que la contradiction mortelle explose parfois et révèle le potentiel révolutionnaire du prolétariat. Potentiel dont la théorie projette l'effectuation, à savoir la création d'une société libérée de la misère, de l'exploitation, de l'oppression ou du travail, selon la configuration historique où se trouve la théorie à ce moment-là, et aussi selon ses options politiques. Inversement, le but communiste que la théorie définit comme dépassement de la contradiction du mode de production capitaliste éclaire en retour ses analyses du mouvement qui y mène. La misère des travailleurs, qui chagrine tant les

réformistes, cesse d'être simplement pauvreté quand elle devient l'un des pôles d'une contradiction (entre travail nécessaire et surtravail) dont la réalité sociale est prouvée par les crises cycliques. Le rapport entre travail nécessaire et surtravail cesse d'être une simple opposition et devient une contradiction quand il s'incarne dans les luttes pour le communisme du prolétariat insurrectionnel confronté à la nécessité de dépasser sa situation de sans-réserves.

C'est cette itération constante qui fait que la théorie communiste n'est pas une science. La théorie n'étudie pas un objet qui serait passif vis-à-vis d'elle. Elle fait partie de cet objet en mouvement et lui assigne (ou voudrait lui assigner) son but. C'est ici qu'intervient, ou plutôt qu'intervenait, la composante politique de la théorie communiste.

2 Situation actuelle : la théorie communiste orpheline de la politique

Dans le premier chapitre, nous avons montré comment la théorie marxienne de la valeur trouvait sa base dans les luttes du prolétariat de son époque, notamment dans le mouvement coopératif. De façon plus générale, l'ensemble de la vision programmatique de la révolution communiste se fonde sur ce type de luttes où le prolétariat revendique sa place dans la société capitaliste, affirme son rôle de créateur de toute la richesse par son travail et projette la révolution comme le renversement de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. L'établissement de cette dictature est le résultat de l'action politique du prolétariat et de ses organisations, en particulier dans la conquête/transformation de l'État.

Dans cette perspective, le passage de l'analyse théorique du mode de production capitaliste et de son dépassement communiste à l'action politique dans la société capitaliste se fait presque naturellement. La « science » théorique vient en aide à l'action politique du prolétariat pour la clarifier, la renforcer, lui assigner méthode et but. Grâce à leur qualification professionnelle, les travailleurs pensent avoir entre les mains tout ce qu'il faut pour vivre sans patrons. Il ne reste qu'à les aider à y voir clair dans le chaos du monde capitaliste, de ses leurres, de ses crises pour qu'ils parviennent au sommet de

l'État et prennent le contrôle de la société. Revenons à la *Critique du programme de Gotha*. Marx y écrit par exemple que « depuis la mort de Lassalle, la vérité scientifique s'est frayé un chemin dans notre Parti : le salaire n'est pas ce qu'il paraît être, à savoir la *valeur* ou le *prix du travail*, mais seulement une forme masquée de la *valeur* ou *prix de la force de travail*. Ainsi, toute la conception bourgeoise du salaire (et en même temps toute la critique dirigée contre elle) était une fois pour toutes balayée[1] ».

On le voit, la « science » théorique doit se répandre dans le prolétariat grâce au Parti, épargnant aux travailleurs des illusions qui détourneraient l'action politique dans des impasses et l'épuiseraient en vains combats. Cela passe notamment par la rédaction d'un programme clair et fondé « scientifiquement ». Cela passe aussi par la recherche systématique d'un débouché politique aux luttes quotidiennes du prolétariat. En 1866, dans les résolutions que Marx a rédigées pour le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs, on voit qu'à part « leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, [les syndicats] doivent maintenant agir comme foyers organisateurs de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Ils doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction[2] ».

Dans tout cela, le fait que la théorie communiste peut déboucher sur un programme politique pour la classe ouvrière est rendu possible par le fait de la révolution communiste comme affirmation, généralisation de la condition ouvrière, comme société coopérative des travailleurs associés. L'extrapolation du capitalisme vers le communisme consiste à poser l'hégémonie de la classe ouvrière et du travail après la suppression de la bourgeoisie et de la propriété privée. Pour assigner ce but révolutionnaire à l'action politique du prolétariat, la théorie trouve dans la société existante des bases qui permettront, le moment venu, de renverser la bourgeoisie et d'établir la dictature du prolétariat. Ce sont les organisations que la classe ouvrière a construites pour

1 K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, *op. cit.*, p. 1425, souligné par Marx.
2 K. Marx, *Résolutions du premier congrès de l'A.I.T.* (1866) in : K. Marx, *Œuvres. Économie*, t. I, *op. cit.*, p. 1471.

soutenir ses luttes quotidiennes contre le capital. C'est en elles que la théorie va trouver la masse de manœuvres dont elle a besoin. Le parti doit porter une conscience théorique pour voir clair dans l'anarchie de la société capitaliste, pour affirmer l'existence de la contradiction des classes et son potentiel communiste. Ce faisant, la théorie se donne un débouché politique pour guider les luttes quotidiennes vers leur issue révolutionnaire. La conscience théorique débouche naturellement sur la direction politique du prolétariat.

Telle est, à grands traits, la structuration de la théorie communiste dans sa forme programmatique (cf. chapitre 1.1). L'expérience des luttes les plus radicales des années 1968 et postérieures a montré que la recherche de la transcroissance des luttes quotidiennes en lutte révolutionnaire n'a plus de base sociale. Car ces luttes ont montré que le prolétariat ne pouvait plus s'affirmer comme sujet de la révolution en tant que travailleur. L'ordre du jour était à l'autonégation du prolétariat et au dépassement du travail.

Les luttes actuelles du prolétariat ne permettent plus d'extrapoler des luttes quotidiennes de défense de la condition prolétarienne dans le capital à la révolution. Dans ses luttes quotidiennes, le prolétariat ne développe rien qui pourrait apparaître comme un noyau initial du processus de dépassement de la valeur, des classes et du travail. Nous l'avons dit, les luttes dites anti-travail ne donnent que l'indication que le dépassement de la contradiction se fera sans travail et sans économie. Elles ne revendiquent pas la dignité du travail, ni sa généralisation comme solution à la contradiction sociale. Il fait partie de leur nature anti-travail de ne pas fournir la base d'organisations permanentes *dans* la société capitaliste. La révolution du programme prolétarien consistait à généraliser la condition prolétarienne à l'ensemble de la société. La révolution communisatrice consistera à la nier. Le peu qu'on peut dire de cette autonégation suffit pour comprendre le bouleversement complet de la vie sociale qu'une telle révolution représente. Il est évident que des organisations prolétariennes constituées dès maintenant ne serviraient à rien dans la mise en place d'une activité productive sans travail. L'idée d'organiser politiquement le prolétariat pour soutenir la revendication de son autonégation est

absurde. J'ai critiqué par ailleurs les tentations politiques auxquelles certains communisateurs ont malgré tout cédé[3].

Les nouvelles modalités du rapport prolétariat/capital rendent ainsi la théorie orpheline de la politique. Comme nous l'avons vu, la théorie critique de la forme-valeur s'appuie sur ce fait pour se débarrasser du prolétariat et transférer plus ou moins vaguement l'action politique vers des mouvements sociétaux, des sphères de la vie privée, voire dans la tête des individus, quelle que soit leur classe. Je pense qu'il nous faut au contraire affirmer le rôle révolutionnaire du prolétariat, et assumer l'absence de débouché politique à l'élaboration théorique qui se fait sur la base des luttes de notre époque. À mesure que le mode de production capitaliste s'est perpétué historiquement et que la domination du capital accumulé sur le travail vivant s'est accrue, la seule affirmation possible du communisme en phase non révolutionnaire est devenue de nature exclusivement théorique.

À toutes les époques, la théorie communiste trouve sa véritable base dans les insurrections. Non seulement les luttes récentes du prolétariat mondial n'atteignent que rarement le niveau insurrectionnel – et dans ce cas c'est avec des limites manifestes, comme en Grèce en 2008 – mais de plus il faut bien admettre que la dernière phase insurrectionnelle massive appartient au cycle de l'après-Première Guerre mondiale. Cela englobe la révolution espagnole de 1936, et même les conseils ouvriers de Hongrie en 1956. Les gauches communistes se sont appuyées sur ces insurrections pour critiquer les formes antérieures de la politique prolétarienne, notamment le léninisme. Elles ont proposé à la place une liaison entre théorie et politique prolétarienne qui, de gré (par confiance en l'initiative ouvrière) ou de force (en raison de la force de la contre-révolution) n'était plus ni « de masse » ni dirigiste. Elles ont défendu et fait évoluer la théorie communiste sans vouloir ou pouvoir construire de grandes organisations politiques. Plus tard, les communisateurs ont à leur tour critiqué les gauches sur la base des luttes des années 1960–1970, qui n'étaient pas insurrectionnelles. Ils l'ont fait sans chercher de débouché politique

3 B. Astarian, « Où va Théorie communiste ? », *op. cit.*

à la théorie. En effet, ce qui leur permettait de critiquer les gauches c'était que les luttes les plus avancées de cette époque rejetaient le travail et le travailleur comme base de la réorganisation de la société future. Les organisations politiques et syndicales, quelles qu'elles soient, faisaient dès lors partie du camp adverse. En témoignait la faillite patente, dans les luttes mêmes qui fondaient le renouveau théorique, du mouvement ouvrier et de toutes ses organisations, qu'il s'agisse des partis et syndicats traditionnels ou des groupuscules candidats pour les remplacer. La politique prolétarienne est morte dans ces années. Cet acte de décès concerne bien sûr les organisations de masse mais aussi les groupes plus restreints qui produisent de la théorie. Ce qu'ils ont à dire ne concerne pas les luttes quotidiennes du prolétariat. Aussi longtemps qu'une poussée révolutionnaire massive, insurrectionnelle, affectant une zone importante du capital n'aura pas lieu, la théorie devra assumer son isolement. Et il faut espérer que, le moment venu, elle se fondra dans le maelström de l'activité de crise, qui n'aura pas besoin de son jargon ni de ses abstractions. En attendant, la théorie communiste ne peut pas s'adresser au prolétariat pour lui dire d'élargir à la sphère politique les luttes quotidiennes, même anti-travail, ni lui proposer un programme politique pour se nier.

Évidemment, cela crée une grande difficulté pour la théorie communiste. C'est une seule et même chose de dire que la théorie n'a pas de débouché politique et de dire que la théorie ne sait pas (pas encore ?) comment la révolution réalisera le dépassement des classes, du travail, de l'économie, etc. C'est là une faiblesse structurelle, un maillon manquant dans le mouvement itératif entre les trois moments constitutifs de la théorie communiste. Cette faiblesse est à la mesure de l'ampleur des transformations réelles que la communisation effectuera. À l'aune de la communisation, la théorie ne trouve dans les luttes actuelles, même les plus radicales, que de pauvres indices de la possibilité effective de faire le saut dans l'inconnu d'un monde au-delà du capital et de la valeur. Cependant grâce à la théorie de la valeur, on peut avoir une idée un peu plus élaborée de ce que pourrait être la société communiste. L'impossibilité de donner le programme politique qui y mène ne doit pas interdire de creuser ce filon.

3 Matérialisme et utopie

Je veux défendre ici les efforts qui sont nécessaires pour construire le concept d'une société communiste libérée de *toutes* les catégories de la valeur et du capital. Les résultats auxquels je suis parvenu à partir de la redéfinition de la valeur ne manqueront pas d'être traités d'utopies. À moins de croire que la théorie est une science, toute référence à la société post-capitaliste introduit une dose d'utopie, au sens où cette société n'a pas d'existence concrète *avant* la révolution. Le communisme du programme prolétarien semble moins utopique que celui des communisateurs – quand ils en ont un – parce qu'il se définit comme le prolétariat et le travail victorieux du capital. La redéfinition de l'activité productive en activité-pas-seulement-productive ne manquera pas de soulever les protestations de ceux qui, pensant être réalistes, lui opposent la nécessité de satisfaire des besoins qui, bien sûr, ne disparaîtront pas. La production communiste, disent-ils, devra mobiliser les ressources nécessaires pour satisfaire ces besoins, d'autant que la crise les rendra plus impérieux et urgents. Et ils se lancent dans des plans économiques pour organiser les lendemains de la révolution. On trouve un exemple récent (2005) et très argumenté d'un tel programme pour les cent premiers jours de la révolution[4] dans un texte de Loren Goldner. C'est un exemple typique du programmatisme, qui veut abolir la valeur et le capital en gardant la classe ouvrière, le travail et la plupart des catégories qui y sont liées, jusqu'à l'État et la monnaie. Ce programme propose que la révolution se consacre en premier lieu à un recensement mondial des ressources et des besoins. Sans entrer dans le détail des mesures préconisées, notons simplement que, sous la tutelle du soviet mondial, les travailleurs qui faisaient des choses pas bien (bombes, police…) seront rééduqués et recyclés vers la production de choses bien. Il est probable que c'est le soviet mondial qui, après discussion démocratique dans les soviets de la planète, tracera la limite entre le bien et le mal. De façon générale, le programme de Goldner respecte toutes les séparations

4 L. Goldner, « Fictitious Capital and the Transition Out of Capitalism » in : *Break their Haughty Power*, 2005, texte disponible en ligne.

que nous impose le capital, entre classe du travail et classe du non-travail (le soviet mondial et l'immense bureaucratie qu'il suppose), entre exécution et conception, entre travail et loisir, entre production et consommation, etc. De façon caractéristique, la tentative de projection du communisme dans laquelle se lance Goldner se veut tout à fait réaliste et n'est en fait qu'une rêverie d'économie autogérée.

Toutes les formes de la théorie communiste comportent nécessairement une dose d'utopie. Mais celle-ci est plus facile à admettre dans le cas du programme prolétarien (cf. chapitre 1). La société communiste y est présentée dans le prolongement direct de la société capitaliste, dont elle reprend la plupart des catégories. Il y a donc moins d'inconnu. Mais l'utopie est bien présente : elle consiste à croire qu'on peut réconcilier le travail et la propriété, ou encore et surtout à croire que l'État peut dépérir de manière plus ou moins graduelle.

Dans notre cas, l'utopie consiste à projeter une société communiste sur la base d'une contradiction du mode de production capitaliste qui ne produit, dans le mode de production capitaliste lui-même, aucun germe d'où l'on puisse extrapoler le passage au communisme. Nous n'avons, pour soutenir la perspective du communisme, que la mécanique de la contradiction sociale et les enchaînements nécessaires qu'elle implique : la contradiction entre les classes éclate forcément et rompt leur présupposition réciproque ; les luttes qui ont alors lieu n'affirment pas le prolétariat comme classe du travail, ne proposent pas d'autre solution *sur la base du travail* que le retour au statu quo capitaliste (défense de l'emploi comme défense du patron) ; l'abolition du capital implique donc nécessairement celle du prolétariat ; la disparition du capital et du prolétariat ne peut pas se faire en conservant la valeur ; le dépassement de la valeur ne peut se faire que comme transformation totale de l'activité productive et de la vie en général. Dans l'état actuel des luttes du prolétariat et du développement de la théorie communiste, je ne vois pas d'alternative : ou bien ressasser les vieilleries du programme prolétarien et poursuivre en vain la reconstruction d'un mouvement ouvrier organisé, ou bien comprendre et affirmer que, si l'on veut vraiment atteindre les objectifs que se donnait le programme prolétarien, il faut aller plus

loin, plus profond. On ne peut pas abolir l'exploitation du travail sans abolir le prolétariat aussi. On ne peut pas abolir la valeur sans abolir la productivité aussi. On ne peut pas abolir l'État sans abolir toutes les séparations. Ces résultats, auxquels est parvenue la tendance communisatrice de la théorie au cours des quarante dernières années, impliquent évidemment une vision du communisme qui diffère complètement de celle du programme prolétarien. La théorie de la valeur joue ici son rôle dans la théorie communiste, à condition d'en dépasser les limites marxiennes et marxistes.